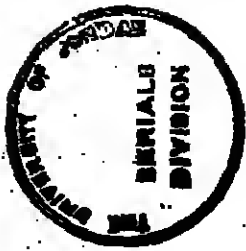


reprises



# Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16208 - 7 F

JEUDI 6 MARS 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La magistrature met en cause la tutelle du pouvoir sur la justice

LE CONSEIL supérieur de la magistrature (CSM), qui fête jeudi 6 mars son cinquantième, critique sévèrement dans son rapport annuel l'attitude du pouvoir exécutif. Il déplore que le gouvernement n'ait pas tenu compte de certains de ses avis concernant des nominations de magistrats et revendique une véritable autonomie du parquet. Le CSM demande de nouveaux pouvoirs pour les désignations des procureurs généraux. La publication de ce rapport a donné lieu à un long bras de fer entre le Conseil et l'Elysée qui a tenté, en vain, de faire modifier le rapport. Par ailleurs, la Cour de cassation a, mardi 4 mars, autorisé la poursuite de l'insurrection de l'Elysée, ouvrant la voie à un procès dans cette « affaire d'Etat ».

Lire page 9, 10 et notre éditorial page 14

## L'Albanie dans le chaos

Le sud du pays est livré à des bandes de pillards, et les forces spéciales tentent d'éviter que l'insurrection ne gagne Tirana, la capitale. p. 4 et la chronique d'Alain Rollat p. 30

## La Suisse et l'Holocauste

Le président de la Confédération a annoncé la création d'une fondation de 7 milliards de francs suisses pour dédommager les familles des victimes de l'Holocauste. p. 5

## Appel à désobéir

Le débat entre partisans et adversaires de l'appel à la désobéissance civile continue : les points de vue de Mario Pedretti et Yves Michaud. p. 13.

## Un entretien avec François Fillon

Le ministre délégué aux télécommunications explique au Monde comment il veut introduire la concurrence dans le téléphone sans fil. France Télécom. p. 15

## JO 2004

Lille prépare son examen de passage, vendredi 7 mars, devant le Comité international olympique. p. 20

## Universités : la rupture

L'UNEF-ID et l'UNEF ont rompu les discussions avec le ministère sur la réforme de l'Université. p. 10

Abonnement : 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Australie, 26 A\$; Belgique, 46 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 14 DKK; Espagne, 220 PTA; Grèce, 1,21 €; Irlande, 200 Ir£; Italie, 2500 L; Luxembourg, 48 F; Maroc, 10 DH; Mexique, 14 000 M; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc.; Royaume-Uni, 2,50 £; Singapour, 220 S\$; Suède, 20 Kr; Suisse, 2,50 Sfr; Tchèque, 120 Kč; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,50 \$.

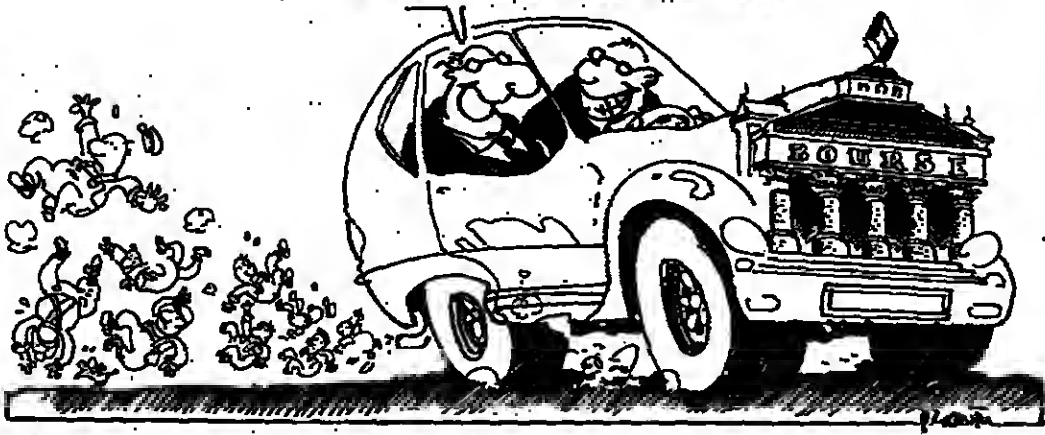
M 0147 - 305 - 7.00 F



## Matignon connaissait les projets de Renault depuis la mi-janvier

M. Juppé se saisit du dossier et convoque M. Schweitzer

QU'EST-CE QUE TU ME RACONTES ? ELLE MARCHÉ TRÈS BIEN TA BAGNOLE !



ALAIN JUPPÉ devait recevoir le PDG de Renault, Louis Schweitzer, mercredi 5 mars en fin d'après-midi. Informé dès la mi-janvier des mesures de restructuration du constructeur d'automobiles, Matignon n'avait, jusqu'à, pas souhaité s'impliquer dans ce

dossier. Majorité comme opposition se sont indignées de la brutalité du plan de suppressions d'emplois (près de 3 000 en France) et de la fermeture du site belge de Vilvorde.

Lionel Jospin a demandé mercredi au gouvernement d'intervenir pour reconsidérer le plan Renault. Selon Franck Borotra, ministre de l'Industrie, le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene avait été prévenu quelques jours avant l'annonce de la décision.

Lire pages 6 et 7

## Des clones à la chaîne pour un usage médical

Nouveaux progrès des créateurs de « Dolly »

LES CHERCHEURS écossais créateurs de Dolly, premier mammifère obtenu par clonage d'un animal adulte, ont annoncé au Monde qu'ils ont réussi de nouveaux clonages concernant cette fois des bœufs « humanisés ». Le patrimoine génétique de ces bœufs a été modifié de telle sorte que l'on retrouve dans leur lait une molécule humaine utilisée dans le traitement de l'hémophilie. « Nous sommes actuellement en train d'étendre la technique du clonage aux espèces bovine et porcine », nous a-t-il dit, ne doivent pas « essayer de se prendre pour Dieu ». Cette décision a pris la forme d'une directive présidentielle dont la signature dans le « Bureau ovale » a été télévisée, afin d'en accentuer la solennité. Cette initiative est prise à titre de garde-fou dans un pays où n'existe aucun texte législatif visant à contrôler ou interdire le développement de la technique du clonage.

L'équipe écossaise reste dans sa logique technique et économique qui consiste à obtenir la duplication d'animaux transgéniques. La production de substances pharmaceutiques via le lait de mammifères transgéniques est un secteur économique en pleine expansion, comme en témoignent les derniers

résultats obtenus aux Etats-Unis par la firme Genzyme de Cambridge (Massachusetts).

Le gouvernement britannique supprimera, à compter du 1<sup>er</sup> avril, son soutien financier à l'équipe de chercheurs écossais.

C'est dans ce contexte que le président américain Bill Clinton a demandé, mardi 4 mars, un moratoire volontaire sur le clonage humain. M. Clinton a d'autre part interdit tout financement des expérimentations de ce type par des fonds fédéraux. Les hommes, a-t-il dit, ne doivent pas « essayer de se prendre pour Dieu ». Cette décision a pris la forme d'une directive présidentielle dont la signature dans le « Bureau ovale » a été télévisée, afin d'en accentuer la solennité. Cette initiative est prise à titre de garde-fou dans un pays où n'existe aucun texte législatif visant à contrôler ou interdire le développement de la technique du clonage.

Lire page 21

## L'union sacrée des « tchatcheurs » contre le racisme

ASSASSIN, IAM, Aco et Mystik, Ménélik et Soldat Fada, Yazid, Fabe, Rootsneg, Djokoff, Steo, Kabal, Aze, Radikalkicker, Ministère AMER... La liste a des allures de pétition hip-hop. Elle décline en fait le nom des participants au disque, 11 mn 30 contre les lois racistes, enregistré les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> mars à Paris par quelques-unes des personnalités marquantes du rap français au profit de l'association MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues).

A l'initiative du projet, le cinéaste Jean-François Richet, réalisateur d'Etat des lieux et du futur Ma cité va craquer, et un jeune compositeur-producteur, Spirit, tous deux originaires d'une cité de Meaux.

Quelques jours après l'autodissolution du collectif des cinéastes qui avait appelé à la désobéissance civile, contre le projet de loi Debré, Jean-François Richet se démarque de l'initiative de ses confrères. « Il ne suffit pas de savoir contre qui on se bat, mais de savoir avec qui on s'allie. Je n'ai pas signé la pétition, je ne voulais pas voir mon nom figurer à côté de certains qui ont flirté quatorze ans avec le pouvoir. Leur initiative est éphémère et réformiste. Le réformisme a souvent pavé la voie ou

facile. » Les recettes des ventes du disque (dans les magasins à partir du 15 mars) et l'intégralité des droits d'auteur seront versées à une association peu médiatique, Mado, membre du groupe Assassin, précise : « Nous ne voulons pas aider des gens, comme SOS-Racisme, qui ont été trop longtemps sponsorisés par l'Elysée. L'argent ira au MIB, une asso qui a toujours défendu ceux que d'autres jugeaient indéfendables. »

Parce qu'il est passionné de hip-hop jusqu'à en imprégner ses films, parce qu'il considère que le rap, né des quartiers défavorisés, est la forme d'expression qui se prête le moins aux concessions, Jean-François Richet a donné la parole aux représentants d'une culture que Catherine Mégret, maire FN de Vitrolles, qualifie de « débilite ». Se sont retrouvés dans le même studio des chanteurs, les « tchatcheurs », de sensibilités variées. Les différences sont marquées entre l'engagement radical d'Assassin et les rimés incisives mais cool de Ménélik, entre les diatribes anti-policières de Ministère AMER et la philosophie méditerranéenne d'IAM.

Les chanteurs ont oublié un moment leurs querelles intestines. Chacun à son tour a

scandé ses seize mesures et ce long freestyle a trouvé sa cohérence. « Il ne fallait pas que les textes se contredisent », dit Jean-François Richet. Il était clair pour tout le monde que ce morceau ne devait pas s'arrêter aux lois Debré, mais bien s'attaquer à l'ensemble de la logique raciste. »

Avant que Spirit n'envoie la musique, Jean-François Richet et Mado dialoguent sur le disque, en introduction aux Joutes verbales des rappers. Ils disent : « Lois Defferre, lois Joxe, lois Pasqua ou Debré, une seule logique : la chose à l'immigré. Et n'oubliez pas tous les décrets et circulaires. Nous ne pardonnons jamais la barbarie de leurs lois inhumaines. Un état raciste ne peut créer que des lois racistes. Alors, assez de l'indifférence folklorique et bon enfant dans l'aphanie des jours de fête. Régularisation immédiate de tous les immigrés sans papiers et de leurs familles. Abrogation de toutes les lois racistes régissant le séjour des immigrés en France. Nous revendiquons l'émancipation de tous les exploités de ce pays. Qu'ils soient français ou immigrés. Et, au fait, qu'est-ce t'en penses, toi ? »

Stéphane Davet

## Les trois pannes de Lionel Jospin

DIX-SEPT MOIS après son retour à la tête du Parti socialiste, Lionel Jospin connaît sa première épreuve. « Je ressens combien ma tâche est difficile », a-t-il confié, le 27 février à Lapalud, dans le Vaucluse (Le Monde du 1<sup>er</sup> mars). Jusqu'à la défaite de Vitrolles et la pétition anti-Debré, le premier secrétaire avait effectué un parcours quasiment sans faute. Sept ans après un congrès de Rennes calamiteux pour le PS, M. Jospin avait mené à bien, à son rythme - lent, mais maîtrisé - son œuvre de pacification interne. Mieux encore, il a pu imposer à un parti en manque de repères son « réalisme de gauche », en ne promettant à ses électeurs, souvent déçus par le bilan du mitterrandisme, que ce qu'il serait capable de réaliser une fois au pouvoir.

Héritier rebelle de François Mitterrand, vis-à-vis duquel il revendiquait haut et fort, même après sa mort, « le droit d'inventaire » étendu à l'ensemble de l'action des socialistes au pouvoir, l'ancien candidat à l'élection présidentielle est ainsi parvenu, à travers trois conventions nationales et avec une tactique à géométrie variable face à son opposition incarnée par la Gauche socialiste, à rénover le projet du PS tant sur l'Europe que sur la démocratie

et sur la politique économique et sociale. Fort de son autorité, M. Jospin a pu aussi imposer un quota de près de 30 % de femmes dans les candidatures aux élections législatives, favoriser la présentation, pour plus de la moitié, de candidats nouveaux et, dans la foulée, conclure un accord électoral « historique » avec les Verts.

Tout allait donc pour le mieux jusqu'à l'accident de Vitrolles. Celui-ci révèle les lacunes ou les défauts de la démarche du premier secrétaire du PS : sur la rénovation, sur son message et sur sa stratégie contre le Front national, avec, en toile de fond, la nécessité pour le PS de reconquérir son électorat populaire, selon une préoccupation partagée avec Laurent Fabius. Trois pannes qui handicapent actuellement la stratégie du premier secrétaire.

La rénovation du parti était une priorité de M. Jospin. Or, s'il a sorti de sa léthargie l'appareil national, il n'est pas parvenu à faire en sorte que le mouvement soit suivi dans les fédérations. Le renouvellement se fait attendre.

Michel Noblecourt

Lire la suite page 14

## Repli français en Afrique

AU MOMENT où se multiplient les risques de crise en Afrique, notamment par implosion de pays tels que le Zaïre, la France réexamine son dispositif militaire sur ce continent. L'allègement de la présence française a été au menu du conseil de défense convoqué mardi 4 mars à l'Elysée par Jacques Chirac.

Depuis les années 60, Paris est lié par huit accords de défense et vingt-trois protocoles d'assistance militaire avec des Etats africains. C'est ce dispositif qui doit évoluer.

De 8 500 hommes répartis sur sept pays, les effectifs français en Afrique doivent passer à 5 000 d'ici à l'an 2002, pour tenir compte de la réorganisation d'ensemble des armées.

Lire page 2

## L'enfance de Marion



MANUEL POIZIER

LE CINÉASTE Manuel Poizier vit à la campagne, et c'est là que cette figure de la nouvelle génération du cinéma français situe l'action de Marion, confrontation de deux couples qui se disputent l'affection d'une petite fille, sur fond d'inégalités sociales. Dans un autre registre, le Chinois Wong Karwai confirme avec Les Anges déchus tout le bien qu'on pense de lui depuis Chungking Express.

Lire pages 24 à 27

International	2	Jeu	21
France	6	Météorologie	23
Société	9	Culture	24
Régions	11	Carte	28
Histoires	12	Communication	28
Entreprises	15	Abonnements	30
Finances	18	Radio-Télévision	31
Aujourd'hui	20	Kiosque	31

كتاب النحل



**GRANDS LACS** Les rebelles zairois de Laurent-Désiré Kabila se rapprochent inexorablement de Kisangani, la capitale du Haut-Zaïre. Selon des indications recueillies mardi

4 mars, ils ne seraient plus qu'à une quarantaine de kilomètres de cette ville. **LE SORT DES RÉFUGIÉS** rwandais, qui ont dû quitter le camp de Tingi-Tingi pour s'enfoncer de nou-

veau dans la forêt équatoriale, inquiète de plus en plus les organisations humanitaires. Une responsable de l'Unicef, de retour du camp, insiste notamment sur le calvaire des en-

fants. **● A BRUXELLES**, une commission d'enquête sénatoriale met en cause la passivité des Occidentaux avant le génocide perpétré en 1994 au Rwanda contre les Tutsis et les Hu-

tus modérés. **● A PARIS**, un Conseil de défense, réuni mardi 4 mars sous la présidence de Jacques Chirac, a examiné un allègement du dispositif militaire français en Afrique.

## Les rebelles zairois s'apprêtent à faire le siège de Kisangani

Les étrangers fuient la troisième ville du pays, menacée par l'avancée des troupes de Laurent-Désiré Kabila. Des dizaines de milliers de réfugiés rwandais sont de nouveau livrés à eux-mêmes après la chute du camp de Tingi-Tingi

LES REBELLES se trouvent désormais à moins de 40 kilomètres au nord de Kisangani, près de Bengamisa, a-t-on appris de sources zairoises informées, mardi 4 mars. Une centaine de rebelles sont arrivés aux abords de Bengamisa, par l'est, après avoir traversé la forêt et descendu la rivière Lindi en pirogues. Cette percée confirme la stratégie d'encerclement de Kisangani, chef-lieu de la province du Haut-Zaïre et principale base de l'armée régulière à l'est du pays, car, au sud, les troupes de Laurent-Désiré Kabila sont à moins de 200 kilomètres, dans la région de Lubutu.

M. Kabila paraît bien décidé à assiéger Kisangani – sinon à s'en emparer –, en dépit des appels à la « retenue » lancés par Washington, qui, lundi, avait fait valoir que la prise de la troisième ville du Zaïre risquait de mettre un terme aux négociations organisées en Afrique du Sud, sous l'égide des États-Unis. Mardi, le chef des rebelles a déclaré : « On commence à forcer vers Kisangani. La ville a l'air d'être bien défendue, mais elle sera prise. Nous lançons nos forces. Personne ne peut nous résister ».

Des journalistes étrangers ont pu se rendre, mardi, à Kindu, dont les rebelles se sont rendu maîtres à la fin de la semaine dernière.



Tout indique que les forces armées zairoises ont, comme elles en ont l'habitude, abandonné cette localité sans combattre après l'avoir pillée. L'aéroport n'a pas été endommagé. Bien que située à 400 kilomètres de Kisanga-

ni, Kindu représentait une position-clé pour l'armée du maréchal Mobutu Sese Seko. Depuis l'aéroport de cette ville, l'aviation gouvernementale pouvait mener des missions sur les arrières des rebelles. Voici deux semaines, des

avions avaient ainsi pu bombarder Bukavu, où avait éclaté la rébellion en octobre. Seule opération à mettre à l'actif des troupes gouvernementales depuis l'annonce, en janvier, de leur « contre-offensive foudroyante ». En outre, l'abandon de Kindu permet à la rébellion d'utiliser le fleuve Zaïre en direction de Kisangani et le chemin de fer menant à la riche région du Shaba, au sud.

**« IVRES ET DANGEREUX »** La nouvelle de la chute de Kindu a considérablement accentué la tension à Kisangani. L'avancée des rebelles a encore accru un sentiment d'insécurité dont les hommes de M. Kabila ne sont pas les seuls responsables. En effet, l'envoyé spécial de l'AfP note que « comme tous les jours, des soldats armés de fusils d'assaut et de grenades ont sillonné la ville, de bon bar » et qu'« à l'approche de l'heure du couvre-feu, beaucoup étaient ivres et dangereux ». Dans ces conditions les derniers étrangers encore présents dans cette ville ont bouclé leurs valises.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a affirmé que le déploiement d'une force de paix internationale pour venir au secours des réfugiés dans l'est du Zaïre devait se faire « dans les semaines

à venir, car sinon il pourrait être trop tard ». Il a ajouté qu'il espérait convaincre de participer à cette force « des États ayant la capacité de fournir d'importants moyens logistiques, qui pourraient être déployés très rapidement », une allusion transparente aux États-Unis.

Le département d'État américain a appelé M. Kabila à autoriser l'ouverture de « corridors humanitaires » pour permettre aux réfugiés de « quitter la zone des combats » et de revenir au Rwanda. Il a cependant indiqué que les États-Unis « n'étaient pas encore prêts à s'engager » dans un projet de force internationale, mandatée par l'ONU, pour mettre en place ces corridors.

Le gouvernement zairois a ordonné, mardi, l'expulsion de 40 employés des agences humanitaires de l'ONU. Il justifie cette décision par le massacre de Hutus rwandais et de Zaïrois, imputable selon lui à l'« abandon » du camp de Tingi-Tingi par les geos de l'ONU. Il affirme que 25 000 civils ont été massacrés depuis que les rebelles se sont emparés du camp, mais cette affirmation n'a pu être confirmée de source indépendante.

F. C.

### Paris juge « crédible » un rapport d'Amnesty sur le Zaïre

Le gouvernement français a qualifié, mardi 4 mars, de « malheureusement crédibles » les indications d'un rapport d'Amnesty International faisant état de violations des droits de l'homme de la part des forces zairoises dans l'est du Zaïre. « Nous condamnons vigoureusement les exactions et les violations des droits de l'homme quels qu'en soient les auteurs », a déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, Jacques Rummelhardt. Il a souhaité une « enquête internationale et impartiale » sur ces informations.

Dans ce rapport daté du 19 février, Amnesty indique que, entre novembre 1996 et février 1997, la population des villes et des villages, dans plusieurs régions du Zaïre, vivait dans la peur constante des actions de soldats zairois qui avaient impunément pillé, violé et tué. Dans un autre rapport, Amnesty fait état d'une augmentation des violations des droits de l'homme au Rwanda depuis le retour des réfugiés. — (AFP)

### Les 160 000 réfugiés rwandais de Tingi-Tingi ont repris leur tragique errance dans la forêt équatoriale

« LES RÉFUGIÉS rwandais sont dans une situation épouvantable : certains d'entre eux ont erré dans les forêts pendant des mois, et voilà qu'il doivent de nouveau quitter les camps et retourner dans la jungle », Marie de la Soudière, une des responsables du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour la région des Grands Lacs, de passage à Paris, rapporte les images insupportables du camp de Tingi-Tingi, que les organisations humanitaires ont été obligées de quitter, samedi 1<sup>er</sup> mars, en même temps que la plupart des réfugiés. « Vendredi, en fin d'après-midi, la direction du camp a annoncé que le camp allait être attaqué et qu'il fallait s'en aller. Ils ont commencé à démanteler les installations et les malades sont partis les premiers. Dimanche, on a survolé le camp : il était vide ».

Marie de la Soudière, qui estime à 160 000 le nombre des réfugiés qui vivaient dans les deux camps de Tingi-Tingi, estime « urgent » de négocier l'ouverture de « couloirs humanitaires », d'abord pour donner de nouveau aux secours un

accès aux réfugiés et, ensuite, pour permettre à ces derniers de rentrer chez eux. « On en parle depuis novembre, dit-elle, mais pour mettre ce retour en pratique, il faut négocier avec les deux parties : les forces de Mobutu et les autorités zairoises ».

**« Les enfants ont les jambes gonflées par la malnutrition et les infections. Et, maintenant, ils doivent repartir »**

« La situation est encore plus insupportable pour les enfants, ajoute-t-elle : beaucoup d'entre eux devraient être évacués en avion. Il faut les voir, ces enfants qui titubent, qui ne peuvent plus avancer. Ils ont les jambes gonflées, tant à cause de la malnutrition que par les infections dues aux blessures

qu'ils se sont faites dans la forêt, avant d'arriver au camp. Et maintenant, ils doivent repartir. » Avant de quitter le camp, les réfugiés ont reçu pour environ cinq jours de « nourriture », essentiellement des biscuits protéinés.

Selon la responsable de l'Unicef, la plupart des réfugiés veulent rentrer chez eux, même s'ils savent que cela sera difficile. « Je n'ai pas du tout constaté que les camps étaient remplis d'extrémistes et de « génocidaires », précise-t-elle. « En fait, ils ont peur de tout le monde et, surtout, ils manquent totalement d'informations. Ils sont totalement angoissés et nous demandent tout le temps si nous, nous savons quelque chose. »

« Beaucoup de personnes sont mortes quand elles étaient dans la forêt, ajoute-t-elle, de maladie, mais aussi du fait des attaques dont elles étaient l'objet. C'est lors de ces attaques que les familles se sont disloquées et que tant d'enfants ont été perdus. Je pense à cette petite fille de sept ans qui errait dans la forêt et que l'on a retrouvée la semaine dernière. Depuis quand était-elle perdue ? »

### Un rapport belge dénonce la passivité des Occidentaux face au génocide de 1994

**BRUXELLES** de notre correspondant Le 7 avril 1994, dix parachutistes belges de la Minuar (Force des Nations unies au Rwanda) étaient tués par des extrémistes hutus à Kigali. Ce massacre entraîna le départ des troupes onusiennes, qui laissent ainsi le champ libre aux massacres dont furent victimes les Tutsis. En Belgique, les familles des parachutistes tués, soutenues par l'opinion publique (250 000 signatures ont été recueillies au cours de l'été 1996) demandaient que les responsables militaires et politiques du drame soient établis. Après le procès et l'acquiescement du colonel Luc Marchal, commandant des parcs belges à Kigali, le gouvernement et la majorité acceptaient, d'assez mauvaise grâce, la constitution

d'une commission sénatoriale d'enquête.

Ses travaux, préparés par un rapport d'étude de 140 pages, ont déjà mis en lumière des éléments qui pourraient se révéler gênants pour les responsables politiques de l'époque. Il a ainsi été établi qu'un informateur rwandais, personnage haut placé auprès du président Habyarimana, qui apparaît dans les documents sous le seul prénom de « Jean-Pierre », avait, dès janvier 1994, informé le commandement des forces belges de la Minuar des agressions qui se préparaient contre elles, et des plans organisés pour le massacre des Tutsis. Les ambassadeurs de Belgique, des États-Unis et le chargé d'affaires français à Kigali avaient été mis au courant de ces informations, qu'ils ont transmises à leurs gouvernements. Sur les consignes de leurs capitales, les diplomates sont venus poser des questions à ce sujet au président rwandais et ont pris pour argent comptant les dénégations indignées de Juvénal Habyarimana.

Selon le sénateur libéral Alain Destexhe, ancien responsable de Médecins sans frontières et membre de la commission, le président rwandais « disposait d'importants moyens au sein du CVP (le Parti chrétien-social flamand) ce qui explique peut-être qu'on ait préféré le croire, lui, plutôt que de tenir compte des rapports des militaires ».

Le lieutenant-général José Charlier, commandant de l'état-major de l'armée belge, a signé, devant la Commission, le refus du gouvernement et du Parlement d'accorder aux forces belges sur le terrain les effectifs et le matériel nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Jean-Luc Debaene, Léo Delcroix et Willy Claes, respectivement premier ministre, ministre de la défense et ministre des affaires étrangères à l'époque des faits, devaient être entendus mercredi 5 mars.

Luc Rosenzweig

**■ RWANDA : deux attaques commises par des hommes armés ont fait au moins une vingtaine de morts, a-t-on appris mercredi 5 mars.** Selon le service régional d'information de l'ONU, 10 personnes ont été tuées et 21 blessées durant le week-end dans la commune de Rushashi, près de Kigali. — (AFP)

### La France va alléger son déploiement militaire en Afrique

UN PLAN de rétraction du dispositif militaire français en Afrique est à l'ordre du jour. Il a fait l'objet d'un examen, mardi 4 mars, en conseil de défense convoqué à l'Élysée par Jacques Chirac et réunissant, outre les chefs militaires, une demi-douzaine de ministres autour d'Alain Juppé.

Le 20 février dernier, le chef de l'État s'était rendu, en secret, au centre opérationnel Interarmées (COIA) qui est installé en souterrain au ministère de la défense et qui sert de « centre nerveux » pour toute opération extérieure menée par les états-majors français. De la sorte, M. Chirac a manifesté son interrogation sur le rôle et la nature des moyens militaires d'une politique africaine de la France qui reste à déterminer.

La réflexion gouvernementale tient en deux considérations. La première est que la multiplication des crises, par risques d'« implosion » des États, en Afrique – les plus actuelles, comme celle du Zaïre ou celle de Centrafrique, mais aussi les tensions à venir qui menacent d'autres pays et qui impliqueraient la France – oblige à réexaminer les conditions dans lesquelles Paris a signé, durant les années 60 et après, huit accords de défense et jusqu'à vingt-trois protocoles de coopération ou d'assistance militaire technique.

La seconde réflexion est que la réduction programmée des effectifs militaires en France, liée à la professionnalisation des armées, contraint à être plus économe des troupes vouées à être déployées en zone où il faut les engager pour venir au secours d'un État agressé.

En d'autres termes, la voie à suivre se révèle étroite. Si, en effet, la gestion des crises à venir dépasse les seuls moyens nationaux, comment les maîtriser en coopération avec d'autres pays, notamment européens, ou avec d'autres États africains alliés de la France, dans le cadre de plans d'intervention multinationaux du type de celui qui a été mis en place en Centrafrique ? Comment s'adapter au projet avancé par Washington d'une force Interarmées de paix, dont les contours ne sont pas fixés, quand, par ailleurs, Paris ne dissimule pas ses propres ambitions sur le sujet ?

Le dossier présenté au conseil de défense est, semble-t-il, le fruit d'une approche conjointe de l'état-major des armées et de la délégation aux affaires stratégiques au ministère de la défense. Il s'est agi, comme le souligne l'FTI, la lettre hebdomadaire d'informations stratégiques, de « concilier » deux points de vue : celui de l'armée de terre, qui entend privilégier le binôme de ses unités professionnelles de pouvoir

s'évader hors de l'Hexagone dans des bases prépositionnées outre-mer, et celui de l'armée de l'air – voire de la marine, avec ses porte-avions –, qui s'en remet plutôt à l'idée de maintenir quelques plates-formes susceptibles d'accueillir des forces dites de « projection » venues de la métropole.

Aujourd'hui, le dispositif militaire français en Afrique mobilise 8 300 hommes répartis sur le terri-

**D'ici à 2002, les effectifs du dispositif français en Afrique – 8 300 hommes répartis sur le territoire de sept pays – devraient être réduits d'environ 30 %**

toire de sept pays, non compris les coopérateurs militaires ou les assistants techniques, au nombre de 700 environ. La base principale est à Djibouti. Les états-majors ont préparé un programme de rétraction de ce dispositif qui devrait amener à une réduction globale, d'ici à 2002, de 30 % des effectifs (Le Monde du 25 octobre 1996 et du 11 janvier 1997).

L'intérêt de maintenir certaines installations, en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou au Gabon, a été l'objet d'après discussions entre responsables militaires, et leur sort de-

vaient dépendre finalement des pressions que les chefs d'État des pays en question ne vont pas manquer d'exercer sur Paris afin de limiter le plus possible le « désengagement » français. En revanche, il apparaît que la grande base de Djibouti – qui avait paru, un temps, être menacée lors des premières réflexions – conserve l'essentiel de sa vocation stratégique, par les facilités aéroport-

tuaires qu'elle procure pour l'ensemble de l'Afrique comme en direction du Golfe et du Moyen-Orient, et que les points d'appui centrafricain ou tchadien ont des partisans convaincus.

Dans ces conditions, l'intention des états-majors est de compenser l'abandon de certaines infrastructures locales par le regroupement des détachements, la mise en commun de leurs moyens ou de leurs soutiens et par la généralisation du système des compagnies dites « tournantes ».

L'objectif est de réduire le plus

Jacques Isnard

مكتبة الأمل

## Le mécontentement social grandit en Iran

L'amélioration de la situation économique du pays n'a pas profité aux catégories les plus modestes

Téhéran

de notre envoyée spéciale  
« Le sport favori des Iraniens est de se plaindre », Hamid dit vrai. La complainte est, en privé, une seconde nature chez nombre d'Iraniens. Mais ceux qui semblent en avoir vraiment assez sont tous ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, qui triment comme des damnés en se demandant de quoi sera fait le lendemain. A l'approche de Nowrouz, jour de l'An iranien, célébré le 21 mars avec le début du printemps, des milliers d'Iraniens hantent chaque jour, et plus encore le vendredi - jour saint pour les musulmans - les boutiques chics du nord de Téhéran, comme les avenues commerciales et le bazar du centre ville, ou les magasins et marchés populaires du sud pauvre de la capitale. Pour Nowrouz, la table doit être bien garnie, les enfants, et si possible les parents, habillés de neuf, les amuse-gueules abondants pour les échanges de visites entre parents et amis. Pour l'Iranien « moyen », c'est la ruine. Même le très officiel *Tehran Times*, dans un sondage express sur l'élection présidentielle prévue en juin, a dû l'imprimer noir sur blanc. Un fonctionnaire du ministère de l'éducation, Mohammad Tahouni, s'est plaint de la cherté de la vie : « Mon salaire mensuel est de 250 000 rials (moins de 600 francs), a-t-il dit. Je paie un loyer mensuel de 200 000 rials et il ne me reste plus que 50 000 rials pour subvenir aux besoins de ma famille. »

De l'enseignant au militaire, tout le monde fait deux à trois « petits boulots » pour améliorer l'ordinaire

A 1000 rials le kilo de clematines dans les quartiers pauvres - trois fois plus dans les quartiers nord - et 2 500 rials le riz de qualité médiocre (le riz accompagne pratiquement tous les plats en Iran), il est difficile de s'offrir des « folies ». L'inflation variant autour de 25 %, le pouvoir d'achat des salariés a considérablement baissé. De l'enseignant, dont le salaire varie entre 400 000 et 500 000 rials, au militaire, tout le monde, fait deux à trois « petits boulots » - celui de chauffeur de taxi étant le plus rentable - pour améliorer l'ordinaire. Cette situation oblige les autorités à continuer de subventionner les denrées de base, une politique de vérité des prix risquant d'entraîner une véritable révolution sociale. « L'économie parallèle sauve aussi une grande partie des gens », observe un diplomate occidental.

Des ouvriers de la raffinerie de pétrole du sud de Téhéran ont organisé, le 16 février, une manifestation devant le ministère du pétrole pour réclamer notamment des augmentations de salaires, une convention collective et des prêts au logement. En deux temps trois mouvements, la police était sur les lieux et emmenait tout le monde. Il y a quelques mois, une manifestation du même genre, accompagnée de violences, avait eu lieu à Isfah, un quartier sud de la capitale. La réaction de la police avait été tout aussi rapide.

Faute de pouvoir s'exprimer dans la rue, les Iraniens se plaignent, d'autant que le fossé grandit entre les plus ou moins nantis, patrons d'entreprises en tout genre ou employés du secteur privé et la masse des défavorisés. Sans discrimination, nombre d'entre eux imputent leurs difficultés au fait que le régime est islamiste. Leurs railleries les plus acerbes visent les nuls qu'ils accusent, à tort ou à raison, de s'être tous enrichis.

Au passage d'un jeune religieux tout émancipé dans une avenue de

Téhéran, Yadollah, petit fonctionnaire commente : « Celui-ci vient de sortir tout juste de l'usine » de Qom [ville sainte à 150 kilomètres au sud de Téhéran]. Zéro kilomètre ou compteur. Attendez de voir à quel point il ressemblera dans quelque temps. »

La réalité est évidemment plus complexe. La situation économique du pays n'est pas aussi mauvaise qu'on l'imagine, explique un expert. Ce que les économistes appellent « les fondamentaux » se sont nettement améliorés et la crédibilité des données économiques officielles aussi, de l'aveu même du Fonds monétaire international, ajoute-t-il.

Les autorités, qui s'étaient endettées jusqu'au cou par des importations débridées en 1992-1993, ont restructuré leur dette extérieure et tiennent leurs engagements rubis sur l'ongle. Le prix soutenu du pétrole les a beaucoup aidés. Mais il a fallu aussi procéder à une réduction drastique des importations qui, malgré les stocks importants constitués, a pesé sur l'appareil productif et sur les prix. La banque centrale a reçu les pouvoirs nécessaires pour mettre de l'ordre.

Non sans quelques entorses parfois, comme pour satisfaire les marchands de tapis, membres de la caste des bazaris, historiquement piliers économiques et principaux alliés des religieux. Ainsi ont-ils été récemment autorisés, sur « avis » exécutif du Parlement et contre l'avis de la banque centrale et du gouvernement, à conserver la totalité de leurs recettes en devises à l'étranger, à condition de les utiliser pour importer les matières premières nécessaires à l'industrie du tapis. Il faut dire que celle-ci fait vivre près de 9 millions de personnes, de la plus petite ouvrière au commerçant. Le gouvernement, craignant une fuite de capitaux à l'étranger, obligeait les marchands de tapis à rapatrier la totalité de leurs devises.

Mais la crise des années passées a aussi eu un effet bénéfique puisqu'elle a encouragé le gouvernement à développer le secteur industriel, ce qui est contraire aux habitudes ancestrales de ce pays, foncièrement « bazaris ». « C'est flatteur aussi leur sentiment national, leur nationalisme à fleur de peau », commente un diplomate. Ils sont désormais autosuffisants en acier et viennent d'obtenir d'un consortium de banques d'Europe et du Japon un prêt de 561 millions de dollars (environ 3,2 milliards de francs), garanti par le gouvernement iranien, pour financer des projets sidérurgiques. Ils développent aussi leurs industries pétrochimique et d'aluminium et tentent d'en faire autant pour les industries mécaniques et électromécaniques afin d'arrêter les importations.

Ce qui manque, c'est l'industrie manufacturière dans laquelle les investissements nationaux ne sont pas à la hauteur, à cause de ce qu'il est convenu d'appeler la « mentalité bazaris » et aussi de l'absence des législations nécessaires. Mais le vrai problème, c'est que l'avenir n'est absolument pas lisible, que nul ne peut prévoir qui gouvernera l'Iran demain, ni quelle politique économique et financière il suivra, en raison de la diversité des factions qui composent le régime.

Masuma Naïm

■ L'Iran a lancé, mardi 4 mars, un appel pressant à la communauté internationale pour l'aider à faire face aux conséquences du séisme qui a ravagé vendredi la région d'Ardebil, et dont le bilan devrait encore s'alourdir. De fortes chutes de neige, accompagnées de brouillard et de températures descendant jusqu'à -20 °C, ont considérablement ralenti les opérations de secours dans de nombreux villages difficiles d'accès dans cette région de montagne. Le séisme a fait au moins 965 morts, 2 600 blessés et 60 000 sinistrés, mais ce bilan provisoire « devrait encore s'alourdir » compte tenu de la poursuite des recherches, selon les Nations unies à Téhéran. - (AFP)

## Pour M. de Charette, le projet de colonie juive à Jérusalem-Est est un « obstacle » à la paix

Le ministre français des affaires étrangères effectue une « visite de travail » en Israël

Le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, s'est rendu en Israël, du lundi 3 au mercredi 5 mars, afin de renouer les liens

avec le gouvernement de Benjamin Nétanyahou. M. de Charette a critiqué le projet de construction d'une nouvelle colonie juive à Jérusalem-Est, mais il s'est abstenu de se rendre au

siège officiel de l'OLP dans la partie orientale de la Ville sainte, la Maison d'Orient.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La France de Jacques Chirac a une ambition au Proche-Orient, et elle tient à jouer son rôle dans le processus de négociations entre Israël et les Arabes. La nouvelle tournée régionale commencée lundi soir 3 mars en Israël par le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, vise d'abord à s'assurer que les différentes parties en cause, à commencer par l'Etat juif, acceptent cette ambition. Le chef de la diplomatie française, qui était porteur d'un « message d'omnité » du chef de l'Etat au premier ministre israélien, a été reçu mardi par Benjamin Nétanyahou après avoir vu son homologue, David Lévy. Il devait être reçu mercredi soir à Damas par le président syrien Hafez El Assad avant de faire un crochet par la capitale libanaise, Beyrouth.

De ce point de vue, il ne semble plus y avoir de problème. A Damas, comme à Jérusalem-Ouest, on accepte - mieux, on « apprécie » - les efforts de Paris pour essayer de renouer, entre les deux

protagonistes, les fils d'une négociation interrompue par Israël il y a un an. Hervé de Charette l'a dit et répété : il est « convaincu » que les deux pays « veulent sincèrement la paix ». Reste à savoir à quel prix. Quoi qu'on en pense aux Etats-Unis, maîtres traditionnels du jeu dans la région, Paris poursuit son petit bonhomme de chemin et travaille à essayer de rapprocher les points de vue. David Lévy l'a dit à son hôte : il aimerait bien que la France, « cette amie très chère qui a produit Champollion, déchiffreur de hiéroglyphes », aide Israël « à décrypter le sphinx de Damas ».

Reste le volet palestinien des relations bilatérales. En la matière, le ministre français s'est efforcé d'adopter un profil bas. Hervé de Charette a certes rappelé « la position traditionnelle de la France » : à savoir que Paris « déplore » la décision israélienne de construire une nouvelle colonie juive dans la partie orientale arabe de Jérusalem parce qu'elle « est contraire aux lois internationales » et constitue « un obstacle au processus de paix ».

Pour autant, alors que, de l'aveu

même du gouvernement israélien, la construction de cette nouvelle colonie s'inscrit dans le cadre « de la lutte pour le contrôle de Jérusalem » quelques semaines avant que ne s'engagent avec les Palestiniens les discussions sur le statut final de tous les territoires occupés, Jérusalem-Est compris, le ministre français a cru devoir céder à la pression d'Israël et n'a pas inscrit à son parcours le traditionnel détour par la Maison d'Orient, siège officiel de l'OLP dans la partie orientale de la ville annexée en 1967.

CONCESSION

Il n'est cependant pas le seul. Depuis l'arrivée au pouvoir des nationalistes israéliens, il y a huit mois, pas un seul des chefs des diplomates européennes qui mettaient naguère un point d'honneur à visiter la dernière institution politique palestinienne existante à Jérusalem-Est ne s'y est rendu. La victoire de Benjamin Nétanyahou sur ce point est totale. D'ailleurs, quelques heures à peine après avoir reçu son visiteur français, le

premier ministre ordonnait la fermeture immédiate à Jérusalem-Est de quatre nouveaux bureaux palestiniens censés être « liés » à l'Autorité autonome. La pression israélienne ne semble devoir s'arrêter qu'avec la disparition définitive de tout ce qui peut rappeler, de près ou de loin, une histoire, un enracinement, une présence politique palestinienne dans la Ville sainte.

Cette concession française, qui ne peut qu'encourager ceux qui pensent en Israël qu'il suffit de frapper les sourcils pour que l'Europe cède sur une question aussi symbolique que capitale, est liée à son ambition régionale avouée. Comme l'expliquait un membre de l'entourage de M. de Charette, la situation est simple : si nous maintenons le principe d'une visite à la Maison d'Orient, les Israéliens nous boycottent ; et si nous boycottons, si nous n'avons plus de contact avec l'un des acteurs majeurs du conflit. Comment alors espérer jouer un rôle quelconque ?

Patrice Claude

**RICOH**

**Aficio est arrivé**

RICOH est heureux de vous faire part de la naissance d'Aficio

*Aficio de RICOH fait du bureau numérique une réalité*

Aficio est là. C'est le nouveau concept de RICOH en matière d'équipement de bureau qui vous permet dès à présent, d'aborder avec succès, l'ère numérique. Aficio, une gamme complète de produits qui vous offre au prix de l'analogique, une grande richesse fonctionnelle et de multiples possibilités grâce à sa conception modulaire. Choisissez les fonctionnalités que vous souhaitez - copies numériques couleurs ou noir & blanc, télécopies, numérisation ou impression de documents - et sélectionnez simplement la configuration qui correspond le mieux à vos besoins. La conception novatrice de la gamme Aficio apporte à l'univers du bureau, un plus incontestable en flexibilité et productivité. Aficio, c'est l'environnement numérique du bureau qui répond désormais aux besoins de chacun.

**Aficio™**  
de RICOH



Ricoh France S.A. Tél. 01 40 94 37 00, Fax 01 40 94 39 05  
Gestetner S.A. Tél. 01 49 80 71 95, Fax 01 49 80 71 94  
Nashuatec France S.A. Tél. 01 48 96 21 09, Fax 01 45 77 42 99  
Rea Rotary S.A. Tél. 01 39 90 34 72, Fax 01 39 90 14 40

RICOH / nashuatec / Rea-Rotary / Gestetner

محکمان الکحل



## Le sud de l'Albanie s'enfonce dans le chaos et l'insurrection

De nouvelles émeutes ont fait deux morts dans la ville de Vlora où les rebelles semblent prêts à affronter l'armée. Les forces spéciales et les militaires, chargés de rétablir l'ordre, tentent d'éviter que les insurgés puissent s'infiltrer dans la capitale

Le président de l'OSCE, le chef de la diplomatie danoise, Niels Helveg Petersen, a nommé, mardi 4 mars, l'ex-chancelier autrichien, Franz Vranitsky, comme son représentant personnel en Albanie, a indiqué un

communiqué du ministère des affaires étrangères à Copenhague. M. Vranitsky se rendra le plus tôt possible en Albanie, afin d'avoir un aperçu de la situation et d'assurer les autorités albanaises que l'OSCE, en

coopération avec d'autres organisations internationales, « continuera à soutenir et à assister l'Albanie pour sortir de la crise actuelle », a souligné M. Petersen. « La situation en Albanie demeure très préoc-

cupante. Il y a un besoin urgent de stopper l'usage de la force, de rétablir la stabilité et d'engager toutes les forces politiques dans un dialogue sur la manière de développer ce pays », a-t-il ajouté. Dans la capi-

tales, une rencontre entre le président Sali Berisha et des responsables du Parti socialiste (opposition, ex-communistes) n'a pas permis de trouver un terrain d'entente entre les deux parties.

**TIRANA**  
de notre envoyé spécial  
Les rebelles armés qui contrôlent le sud de l'Albanie ont provoqué de nouvelles émeutes à Vlora et Saranda, mardi 4 mars, tandis que le gouvernement albanais semblait préparer une intervention militaire. Des convois de soldats et de chars d'assaut ont emprunté la route qui longe la côte adriatique, placée sous le contrôle des services spéciaux (SHIK) du président Sali Berisha. Le SHIK, qui a résisté seul aux émeutes à Vlora après la reddition des soldats, a pris le commandement des opérations de reconquête du sud du pays, en collaboration avec l'armée.

À Vlora, la population paraissait craindre, mardi soir, une attaque imminente des forces armées albanaises. Un habitant, joint au téléphone, a raconté que des tireurs avaient pris position sur les toits des maisons et que des habitants étaient partis dans les collines environnantes. Le correspondant d'un journal albanais a affirmé que les émeutes avaient débordé de l'artillerie près de Vlora et miné un pont, afin de résister à un éventuel assaut des soldats envoyés par Tirana. Deux personnes ont encore été tuées, mardi à Vlora, portant à au moins dix-huit morts le bilan de deux semaines de chaos dans cette ville portuaire.

Les insurgés ont également renforcé leurs positions dans la région de Saranda, une station bal-



néaire face à l'île de Corfou, où ils auraient aisément conquis la base navale. Les commissariats de police et les édifices publics ont été incendiés, et trois cents prisonniers se sont évadés de la prison. Ils seraient désormais les maîtres de la rue, grâce aux centaines d'armes et d'explosifs dérobés aux soldats. Un homme de la police secrète, arrivé de Tirana à bord d'une voiture banalisée, aurait été repéré et brûlé vif.

Une chaîne de télévision grecque a affirmé que ces rebelles s'apprêteraient à affronter l'armée au cas où cette dernière tenterait

de reprendre le contrôle de Saranda. Par ailleurs, la chaîne grecque a diffusé le témoignage d'un homme qui affirme que des hélicoptères de la police ont survolé le village de Delvino et ont ouvert le feu sur la foule. Plus au sud, des villages seraient également aux mains de bandes de pillards.

### ROUTE STRATÉGIQUE CONTRÔLÉE

Dans la capitale, Tirana, le calme règne toujours, en dépit de la tension ressentie depuis l'instauration de l'état d'urgence. Une cinquantaine de personnes interpellées ont été rapidement relâchées. Le gouvernement aurait, en revanche, emprisonné l'ancien chef d'état-major de l'armée, accusé d'avoir abandonné les casernes sans résister. Le couvre-feu est scrupuleusement respecté, les habitants de la capitale étant terrorisés par le droit des policiers d'ouvrir le feu sans sommation.

De Tirana à Fier, sur la route stratégique qui s'étend du nord au sud de l'Albanie, la police secrète et les forces du ministère de l'Intérieur contrôlent parfaitement la situation. La tension est à peine perceptible dans les villes de Durrës et de Lushnja. Les habitants vaguent à leurs occupations quotidiennes, ou se contentent de constituer des réserves de nourri-

ture en cas de pénurie. À l'entrée et à la sortie de chaque ville de solides barrières ont été installées. Près de Tirana, ils sont tenus par des policiers en uniforme. Entre Durrës et Lushnja apparaissent des hommes en tenue civile, le ventre ceint de chargeurs pour leurs armes automatiques. Ils fouillent sans ménagement les voitures et leurs passagers, surtout ceux qui remontent vers le Nord. L'objectif principal est d'éviter que des émeutiers sudistes puissent s'infiltrer dans la capitale.

Dans un village, un homme force sur un vélomoteur. Assis sur le porte-bagages, un jeune garçon tire des rafales de kalachnikov en l'air. Un vieil homme sourit, des femmes ont peur et l'insultent. Le climat dans le centre et le nord de l'Albanie n'est pas du tout insurrectionnel : certains profitent juste un peu de la confusion pour jouer les héros.

À un barrage, un milicien extorque un homme d'une voiture et le malmené, sous l'œil goguenard de policiers en train de se désaltérer. Plus loin, des paysans armés de vieux fusils ont rejoint les rangs des forces pro-gouvernementales et font riposter leur loi de chaque côté d'un pont. Près de Fier, un convoi de tanks fonçait, mardi après-midi, vers la région de Vlora. Un second convoi de sept chars d'assaut était également visible entre Tirana et Durrës. Immobiles par la crevasse de la route d'un camion. Des soldats fumaient des cigarettes dans l'herbe, visiblement peu pressés d'aller se confronter aux insurgés.

Il est difficile d'obtenir des témoignages crédibles, tant l'antipathie est forte à l'endroit de la presse internationale. Les récents discours du président Berisha, qui a accusé des services secrets étrangers de participer à la rébellion, et la proclamation de la loi martiale et de la censure n'ont pas contribué à améliorer le climat de confiance entre les Albanais et les journalistes. Les reporters albanais sont eux-mêmes régulièrement pris à partie, seul un quotidien pro-gouvernemental a pu paraître mardi et le café qui sert de lieu de rendez-vous aux jour-

nalistes a été attaqué. « Le Sud, c'est l'anarchie, et Tirana, c'est la dictature », estime l'éditorialiste d'un journal d'opposition.

L'Albanie s'enfonce de jour en jour dans la crise et s'entrevient aucune autre porte de sortie que

main afin de se préparer à une résistance armée, tandis que les civils de Saranda seraient effrayés par le règne de bandits armés dans leur ville. Toutefois, selon un correspondant de l'AFP à Saranda, la population a bien accueilli la

### Tirana réclame à Rome la restitution d'un MIG-15

L'Albanie a réclamé à l'Italie, mardi 4 mars, la restitution de l'avion militaire biplace qui a atterri à la mi-journée sur l'aéroport militaire de Galatina, une ville située dans le sud des Pouilles (région qui fait face à l'Albanie), a indiqué le ministère italien de la défense. A leur arrivée, les deux occupants du MIG-15 ont été immédiatement accompagnés à la préfecture de police de Lecce pour y déposer leur demande d'asile politique. L'avion est de fabrication chinoise, du même type que ceux utilisés par les Soviétiques dans les années 50. Cet appareil est généralement doté de canons de 23 millimètres de calibre. L'état-major de l'Aéronautique a créé, comme il est d'usage, une commission d'enquête qui se prononcera au plus vite, a indiqué le ministère italien, où l'ambassadeur d'Albanie, Pandell Pasko, a été reçu par un conseiller diplomatique, Riccardo Sessa. (AFP)

la répression. Ni les émeutiers sudistes ni le pouvoir ne paraissent prêts à offrir la moindre concession. Et il est impossible de mesurer la détermination de la population du Sud à résister à l'arrivée des troupes de Tirana. Les bribes de témoignages qui parviennent de la province sont contradictoires. À Vlora, les émeutiers et les civils travailleraient main dans la

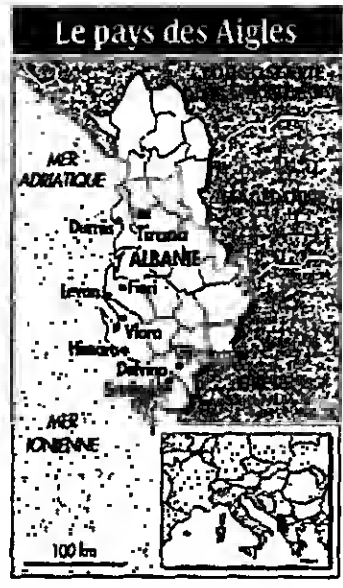
destitution du maire fidèle au Parti démocratique de Sali Berisha et la nomination d'un « conseil municipal autonome ».

### AU PROFIT DES GANGS

La révolte albanaise paraît être un mélange de facteurs très divers. Tout d'abord, la population est furieuse d'avoir été ruinée par la faillite des sociétés financières frauduleuses, qui étaient liées avec le pouvoir. D'autre part, des voix s'élèvent incontestablement pour réclamer des réformes démocratiques et des élections anticipées. Enfin, de véritables gangs semblent profiter de l'anarchie qui s'est répandue dans le sud du pays, notamment à Vlora, le port des contrebandiers.

Nul ne pouvait donc mesurer, mardi soir, la tâche qui attend l'armée et la police secrète albanaises. À Tirana et dans les villes de la côte, chacun redoutait qu'un bain de sang ne soit nécessaire pour que l'ordre soit rétabli. Et chacun affirmait qu'un bain de sang, quels que soient les crimes commis par les émeutiers, serait difficilement pardonné à Sali Berisha, le président tout juste réélu mais profondément fragilisé.

Rémy Ourdan



### Washington maintient son aide

Les États-Unis n'ont pas l'intention de supprimer leur aide économique à l'Albanie malgré la crise actuelle, car cette aide profite précisément aux défenseurs de la démocratie dans ce pays, a indiqué, mardi 4 mars, le département d'État. L'aide prévue pour 1997, de l'ordre de 27 millions de dollars (34 millions de francs), est destinée à des organisations non gouvernementales qui encouragent la démocratisation et l'économie de marché.

La suppression « ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis », a expliqué le porte-parole du département d'État, Nicholas Burns. Il a de nouveau déploré que le gouvernement albanais « profite de l'état d'urgence pour limiter l'opposition politique et museler la presse ». Il a, en particulier, appelé Tirana à laisser la Voix de l'Amérique continuer d'émettre vers l'Albanie. Et le porte-parole a également répété que la réélection « précipitée », lundi par le Parlement, du président Sali Berisha « n'avait pas laissé à l'opposition une chance équitable de participer » à ce scrutin. (AFP)

## L'Italie redoute un nouvel afflux de réfugiés

**ROME**  
de notre correspondant  
Toutes les forces de sécurité ont été mobilisées sur les côtes sud-est de l'Italie, dans les Pouilles, afin de prévenir un éventuel exode massif de réfugiés albanais. Près de mille hommes supplémentaires ont été chargés de la surveillance de l'Adriatique entre Bari et le canal d'Otrante.

En plus du dispositif aéro-naval, la Guardia di Finanza a mis sur pied quarante patrouilles pour contrôler les voies d'accès aux rivières. C'est l'« alarme rouge », pour éviter une répétition des événements de 1991, lorsque des cargos débordant de réfugiés avaient accosté à Brindisi et à Bari, causant une véritable panique parmi les autorités. Les candidats à l'exil se jetaient à la mer et grimpaient sur les quais pour échapper au régime communiste moribond.

Pour l'instant, on n'a signalé que quelques tentatives de prises d'assaut de bateaux dans le sud de l'Albanie, et la demande d'asile politique de deux pilotes, le

commandant Adriano Elezi et le capitaine Agnès Dasci, arrivés en MIG-15, mardi 4 mars, sur la base militaire Galatina, à Lecce.

### INVESTISSEURS INQUIETS

Le gouvernement italien suit avec beaucoup de préoccupation l'évolution de la situation chez son voisin. Lundi après-midi, une opération hélicoptère a été menée afin de recueillir à Vlora vingt et un ressortissants italiens et quinze autres étrangers (quatre Allemands, un Néerlandais et dix journalistes de différentes nationalités). Le régime de Tirana avait en effet demandé aux étrangers de quitter Vlora en raison des dangers. L'opération, qui n'a duré qu'une heure, avait été approuvée par le gouvernement de Sali Berisha. Deux « Chinook » partis d'un bateau de guerre ont embarqué en huit minutes les étrangers désireux de quitter le port de Vlora.

Les nombreux hommes d'affaires italiens ayant investi dans ce pays depuis la chute du régime communiste sont également inquiets. On estime à six cents le nombre des chefs d'entreprise qui ont cherché à profiter des incitations fiscales et des bas salaires pour s'implanter dans un pays considéré comme une porte d'entrée vers les marchés de Serbie, de Macédoine et d'autres régions des Balkans.

Dans une intervention au Sénat, mardi après-midi, le ministre des affaires étrangères, Lamberto Dini, a fait part de la préoccupation du gouvernement. « Alors qu'il y a deux jours il semblait que le président Berisha soit nettement en faveur de la constitution d'un gouver-

nement de réconciliation nationale et qu'il ait annoncé - à tout le moins par la voie diplomatique - son intention de convoquer des élections dans les quarante-cinq jours, ces deux propositions n'ont pas été confirmées », a-t-il déclaré.

Le ministre a également annoncé une visite, vendredi, de M. Van Mierlo, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas - pays qui exerce actuellement la présidence de l'Union européenne. Dès dimanche, Lamberto Dini avait réitéré « une intervention de l'Europe et du Fonds monétaire international pour une action convergente d'assistance ».

Michel Bôle-Richard

## Le sort de la minorité grecque préoccupe Athènes

**ATHÈNES**  
de notre correspondant  
Le chaos qui règne depuis quelques jours en Albanie préoccupe particulièrement les Grecs. Leur inquiétude porte principalement sur le sort de la forte minorité grecque (300 000 personnes selon Athènes, 55 000 selon Tirana) qui vit dans la région de l'Albanie aux mains des émeutiers. Athènes redoute également un nouvel afflux massif de clandestins en Grèce, comme ce fut le cas en 1991 après la chute du régime communiste.

Ces craintes ont été renforcées par les reportages alarmistes des médias grecs sur place. « Dans les villes de Gjirokastra, de Saranda et de Vlora (les grandes villes de la minorité,

NDLR), des groupes armés incontrôlés tuent et pillent », a lancé, mardi soir, le présentateur vedette de Mega Channel, la principale chaîne TV privée grecque. Dans la nuit de lundi à mardi, plusieurs villages comme Vryssera, Georgoutsaki ou Dropoli ont été pillés, ont rapporté les radios et télévisions nationales. Un villageois de Georgoutsaki a même lancé à la radio un appel au gouvernement d'Athènes pour « venir les protéger car le gouvernement Berisha veut les chasser ».

Le gouvernement a réagi à ces événements avec sang-froid. Les responsables du ministère des affaires étrangères ont affirmé que la minorité grecque n'était « pas pour le moment impliquée dans les évé-

nements ». Dès le début de la crise, Athènes a demandé à ses partenaires européens d'accorder une aide économique et humanitaire à Tirana et la réunion dans la capitale grecque des ministres des affaires étrangères du « groupe de Royaumont » (les Quinze, les pays balkaniques, les États-Unis et la Russie). Athènes a aussi réclamar la convocation du groupe de travail sur les Balkans qui doit se réunir mercredi à Bruxelles, suivi le lendemain d'une réunion des directeurs politiques des ministères des affaires étrangères.

### CALME À LA FRONTIÈRE

Le chef de la diplomatie grecque, Georges Papandréou, devait s'entretenir, mercredi à Paris, avec son homologue français Michel Barnier. « On doit aboutir, a-t-il souligné, à un dialogue en Albanie entre les partis politiques pour trouver dans un climat de compréhension une solution à l'impasse politique et gouvernementale, une solution permettant la levée de l'état d'urgence et le rétablissement de la démocratie. » À la frontière gréco-albanaise, « la situation est calme », ont assuré tous les responsables de l'armée et de la police. « La situation est sous contrôle, et nous sommes prêts à répondre à toute éventualité », a affirmé le secrétaire d'État à la défense, Dimitris Apostolakis. Les patrouilles ont été renforcées pour enrayer toute arrivée massive de réfugiés albanais. Trois cent mille Albanais, en grande majorité clandestins, vivent actuellement en Grèce. Ils envoient, chaque année, quelque 300 millions de dollars à leurs familles.

Daniel Vernet

Didier Kunz

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Remise sur facture  
Prix communiqués par téléphone  
BREVETÉ  
**MATELAS & SOMMIERS**  
toutes dimensions. Envoi au réfrigérateur  
SOMMIERS : TRESA - SPERA - SIMONA  
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC.  
**CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC**  
Cuir ou tissu  
Stainer - Coulon - Burey - Siffert - Etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
247, rue de la République 93100 La Plaine St-Denis  
01.42.08.71.00 ouvert 7j/7

سكان المدن



s et l'insurrection

## Amnesty International dévoile les nouvelles techniques de torture

LONDRES. De plus en plus, les tortionnaires ont, de par le monde, recours aux armes dites incapacitantes « qui envoient des décharges électriques » et laissent peu de traces sur le corps des victimes, rapporte Amnesty International dans une étude publiée mardi 4 mars. Il s'agit d'une industrie « florissante » dont « les Etats-Unis sont les plus gros producteurs », et d'un commerce à la promotion duquel un pays comme la France « a activement participé ». Chiffres, études, témoignages et rapports médicaux à l'appui, Amnesty expose les séquelles laissées par ces nouvelles méthodes de torture. L'organisation cite notamment le cas d'une jeune infirmière turque de vingt-cinq ans, Medina Curabaz, violée avec une matraque électrique par la police de la ville d'Adana. (« *Electro-Shock Torture and the spread of stun technology* », Amnesty International, 1 Easton street, Loodoo, WC1X8D), United Kingdom.)

## Les Etats-Unis veulent réduire leur contribution financière à l'ONU

NEW YORK. Les Etats-Unis ont présenté, lundi 3 mars, pour la première fois des propositions détaillées sur la réforme financière qu'ils souhaitent voir adoptée par l'ONU. Axées sur une réduction de leur contribution au financement de l'institution, ces propositions ont soulevé des objections instantanées de l'Union européenne (UE) qui reproche à Washington de vouloir poser des conditions pour le paiement de ses arriérés (1,5 milliard de dollars). Le projet américain, déposé par leur représentant permanent adjoint, Victor Matrone, instaure notamment un plafonnement de la contribution des Etats-Unis à 20 % pour le budget général et à 25 % pour les opérations de maintien de la paix, au lieu de 25 % et 31 % actuellement. De son côté, le principal responsable financier de l'ONU, le secrétaire général adjoint Joseph Connor, a déclaré que seulement vingt-huit Etats étaient à jour de leur contribution pour 1997, exigible au 31 janvier. — (AFP)

### EUROPE

■ VATICAN : le pape a demandé pardon quatre-vingt-quatre fois, dans ses discours et voyages, pour les erreurs commises par l'Eglise, selon les calculs de Luigi Accattoli, auteur du livre *Quand le pape demande pardon* qui vient de paraître en Italie. Son *mea culpa* vise les croisades, la participation de chrétiens à des dictatures, la division entre les Eglises, les injustices à l'égard des femmes, le procès à Gallilée, l'Inquisition, etc.

### AFRIQUE

■ TCHAD : le mouvement patriotique du salut (MPS), au pouvoir, a accusé, mardi 4 mars, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de fraude après la publication de résultats montrant qu'il ne fait que fêter la majorité absolue aux élections législatives des 5 janvier et 23 février. — (Reuters)

■ ZIMBABWE : le président Robert Mugabe se rendra, le 6 mars, en France pour une visite officielle de 48 heures au cours de laquelle il sera reçu par son homologue français, Jacques Chirac. — (AFP)

■ ALGERIE : le président Liamine Zéroual a fixé au jeudi 5 juin la tenue des élections législatives. Ce scrutin va permettre au pays de retrouver une Assemblée nationale élue, cinq ans après l'interruption du processus électoral. La date a été fixée en accord avec les chefs de neuf des partis d'opposition reçus mardi par le président de la République. — (AFP)

■ A l'occasion de la Journée internationale de la femme, le samedi 8 mars, un collectif d'associations de soutien aux femmes algériennes, appuyé par des partis politiques de gauche, appelle à un rassemblement, le même jour, à 15 h 30, place de la République, à Paris, pour réclamer entre autres des dirigeants algériens « l'abrogation du code de la famille, la promulgation de lois égalitaires ». Une pétition dans le même sens circule actuellement en Algérie.

### AMÉRIQUE

■ COLOMBIE : un Allemand et un Autrichien otages de la guérilla colombienne ont été tués mardi 4 mars, tandis qu'une opération militaire permettait la libération de deux de leurs compagnons européens de détention dans le département de Chocó (nord-ouest), a-t-on appris de source militaire. Les deux victimes sont l'Autrichien Johann Kehrner et l'Allemand Alexander Scheurer.

### ASIE

■ CHINE : Pékin et Moscou ont repris leurs relations en matière de coopération militaire navale, selon l'hebdomadaire *Côté bleus* de la marine française. En témoigne l'acquisition récente, par la marine chinoise, de deux frégates lance-missiles de la série des *Sovremeny* russes, armées de missiles anti-aériens et anti-navires. Avec un déplacement de 7 500 tonnes, ce seront les plus gros bâtiments de guerre de la marine chinoise.

■ Les attentats à la bombe commis en février par des séparatistes musulmans au Xinjiang (nord-ouest) ont fait 9 morts et 74 blessés, a annoncé, mercredi 5 mars, le gouvernement régional, dans sa première déclaration publique concernant cette affaire. — (AFP)

### ÉCONOMIE

■ ÉTATS-UNIS : le président Bill Clinton s'est félicité du rejet, mardi 4 mars, par le Sénat américain, d'un amendement constitutionnel républicain qui aurait interdit le déficit budgétaire. « Je suis satisfait que le Sénat ait écarté les avertissements d'économistes éminents et d'experts constitutionnels représentant tout l'éventail politique », a déclaré M. Clinton. Les sénateurs ont voté en faveur de l'amendement par 66 voix contre 34, soit une voix de moins que la majorité qualifiée des deux-tiers requise pour son adoption par le Sénat. — (AFP)

■ L'indice composite a augmenté de 0,3 % en janvier, a annoncé la Conférence Board mardi 4 mars. Le dynamisme de cet indice, censé préfigurer la conjoncture à court terme, a été accompagné de l'annonce d'une progression de 8,6 % des ventes de logements neufs en janvier, la plus forte hausse mensuelle depuis dix ans. — (AFP)

■ ASIE : le « G 6 » asiatique a décidé de renforcer la coopération monétaire dans la région, au cours d'une réunion associant, mardi 4 mars, de hauts responsables monétaires des Etats-Unis, du Japon, de Chine, de Hongkong, de Singapour et d'Australie. Le groupe, qui s'inspire du « G 7 » (réunissant depuis la fin des années 70 les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, et le Canada) a convenu du principe de réunions annuelles. — (AFP)

■ ALLEMAGNE : l'excédent commercial allemand pour 1996 se monte à 97,6 milliards de deutschemarks (326 milliards de francs) contre 85,3 milliards de marks en 1995, selon les chiffres provisoires publiés, mardi 4 mars, par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden (la France a dégagé en 1996 un excédent commercial record de 122 milliards de francs). Sur l'ensemble de l'année 1996, la balance des paiements courants allemande a en revanche creusé un déficit de 26,6 milliards de marks. — (AFP)

■ ITALIE : l'inflation a connu un nouveau coup de frein au mois de février s'établissant en rythme annuel à 2,4 %, selon des données diffusées, mardi 4 mars, par l'Office national de statistiques (Istat). Ce chiffre respecte le critère de qualification à la zone euro fixé par le traité de Maastricht pour la hausse des prix. — (AFP)

## Berne affecte 7 milliards de francs suisses à une fondation pour les victimes de l'Holocauste

Le président Arnold Koller s'adresse aux parlementaires

La Suisse veut créer une Fondation de 7 milliards de francs suisses pour soulager les victimes de l'Holocauste, ainsi que de la pauvreté, des catas-

trophes et des violations des droits de l'homme, a annoncé, mercredi 5 mars, le président de la confédération Arnold Koller. Il a rappelé, par all-

leurs, que la Banque nationale allait contribuer au fonds dont la création a été décidée par les banques suisses.

LA SUISSE veut créer une « Fondation de la solidarité » de 7 milliards de francs suisses (27 milliards de francs français) pour les victimes de l'Holocauste, ainsi que de la pauvreté, des catastrophes et des violations des droits de l'homme, a annoncé mercredi 5 mars le président suisse, Arnold Koller. M. Koller, qui s'exprimait devant les deux chambres réunies du Parlement fédéral, a indiqué qu'en accord avec la Banque nationale suisse (BNS) la fondation doit être financée par le rachat d'une partie des avoirs en or de l'établissement bancaire.

Les autorités suisses espèrent que cela permettra d'atteindre la somme voulue de 7 milliards de francs suisses. Si ces avoirs sont bien gérés, le rendement annuel devrait être de plusieurs centaines de millions de francs suisses. La moitié devrait être utilisée en Suisse et l'autre à l'étranger.

Cette fondation ne se substituera pas au fonds d'aide à toutes les victimes du nazisme déjà créé, et auquel la Banque nationale suisse

(BNS) va verser 100 millions, en plus des 100 millions déjà apportés par trois grandes banques, a précisé M. Koller. L'objet de la Fondation de solidarité « serait de soulager des cas graves de détresse humaine en Suisse et à l'étranger », et c'est dans ce sens qu'en accord avec la BNS, le gouvernement lance l'idée de cette fondation, selon M. Koller.

### « TRADITION HUMANAIRE »

Le discours solennel du président de la Confédération helvétique, diffusé dans tout le pays par la télévision, était destiné à faire le point pour l'opinion publique suisse et étrangère sur la volonté du gouvernement de Berne d'assumer son passé entre 1930 et 1945 « face aux violations critiques internationales » et « à une pluie de reproches et de soupçons ». « Les critiques que nous avons reçues donnent l'impression que la Suisse a été un profiteur de guerre et que pendant cinquante ans ses banques ont essayé de conserver les biens des victimes de l'Holocauste », a-t-il regretté.

La création d'une fondation pour tous ceux qui souffrent de l'injustice dans le monde s'inscrit dans la tradition humanitaire de la Suisse, selon M. Koller. Mais elle permet aussi au gouvernement de faire face aux accusations d'organisations internationales juives qui souhaitent un fonds pour les victimes juives de la Shoah et prétendent que les avoirs juifs encore en détention dans les banques helvétiques se montent à plusieurs milliards de francs suisses. Ce projet « renforce la tradition humanitaire de la Suisse et prouve notre reconnaissance d'avoir été épargnés lors de deux guerres mondiales », a déclaré le président, ajoutant que la Suisse veut « faire quelque chose pour ceux qui ont subi d'indicibles souffrances il y a cinquante ans et aider ceux qui souffrent aujourd'hui et souffriront demain ».

Le gouvernement a clairement fait savoir, tout au long de la polémique, qu'il n'entendait pas faire de *mea culpa* et injecter des fonds publics dans un fonds ou une fondation avant de pouvoir prendre

connaissance des conclusions d'une commission d'experts indépendants. Cette commission, dit Bergier, se mettra en place cette semaine pour faire la vérité sur le rôle exact du pays, de ses banques et de ses entreprises dans le contexte du dernier conflit mondial. Elle devrait rendre un premier rapport avant l'été.

« L'institution d'une telle fondation demandera du temps, a notamment déclaré dans son discours devant le Parlement le président de la Confédération helvétique. Pour aller rapidement les victimes de l'Holocauste ou Shoah, on aura recours aux moyens prévus par le fonds spécial créé la semaine dernière. C'est pourquoi le Conseil fédéral appuie l'intention de la Banque nationale de verser à ce fonds un montant de 100 millions de francs ».

La Fondation suisse de solidarité, a ajouté M. Koller, devrait devenir à terme « une institution unique et permanente qui déploierait encore ses effets bénéfiques dans dix, vingt ou cinquante ans en Suisse et à l'étranger ». — (AFP)

## ORLEANS A CHOISI LA RECHERCHE

ORLEANS est l'un des pôles français de la recherche scientifique : plus de 3 000 chercheurs et personnels de la recherche y travaillent.

ORLEANS compte cinq organismes nationaux de recherche scientifique : le CNRS (treize laboratoires), le BRGM (bureau de recherche géologique et minière), l'INRA, l'IFEN (institut français de l'environnement) et l'ORSTOM.

A leurs côtés, l'UNIVERSITÉ D'ORLEANS connaît depuis plusieurs années un fort développement de ses activités de recherche au sein de ses quatre facultés, deux écoles d'ingénieurs, quatre IUT et deux IUP.

Le Pôles de Recherche et d'Innovation de l'Université d'Orléans, situé au sein de la Faculté des Sciences, est le centre de l'innovation scientifique et des partenariats.

## Orléans l'autre regard

Le Pôles de Recherche et d'Innovation de l'Université d'Orléans, situé au sein de la Faculté des Sciences, est le centre de l'innovation scientifique et des partenariats.

ORLEANS



مكتبة الأمل



**SOCIAL** L'annonce de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, qui compte plus de trois mille salariés dans la banlieue de Bruxelles, provoque, outre une mobilisation

syndicale en Belgique et un début d'action sociale en France, une tension diplomatique avec la Belgique et un débat politique qui met en cause l'attitude du gouvernement,

l'Etat détenant encore 46 % des actions de Renault. Alain Juppé devait s'entretenir, mercredi 5 mars, avec les deux principaux dirigeants du groupe. ● LE GOUVERNEMENT avait

été informé à la mi-janvier par le PDG de Renault, Louis Schweitzer, de son intention de fermer l'usine de Vilvorde. ● LES SALARIÉS de l'entreprise belge se sont rendus mer-

credi à Douai, dans le Nord, pour rencontrer les ouvriers de l'usine Renault de cette ville. Ils prévoient une série d'actions tout au long de cette semaine et de la suivante (page 7).

## Alain Juppé s'entretient avec les dirigeants de Renault

Devant la crise sociale et diplomatique provoquée par l'annonce de la fermeture de l'usine de Vilvorde, en Belgique, le premier ministre, pressé par sa majorité et critiqué par l'opposition, a décidé de se saisir d'un dossier qui relance le débat sur l'Europe sociale

L'ÉTAT-MAJOR de Renault s'attendait-il à susciter pareil désapprobation ? La fermeture de l'usine belge de Vilvorde, la confirmation de suppressions d'emplois concomitantes en France ont provoqué un tollé dans le monde politique. A gauche comme à droite, tout au long de la journée, mardi 5 mars, les responsables ont condamné avec virulence le caractère brutal de ces mesures.

A l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions d'actualité, mercredi, les députés devaient de nouveau demander au gouvernement, qui ne souhaite pas en-

dossier la responsabilité première de cette affaire, de faire pression sur la firme automobile. Lionel Jospin a formulé cette demande mardi. Après une longue réflexion, le premier ministre, Alain Juppé, a décidé de recevoir le PDG de Renault, Louis Schweitzer, et Michel de Virville, secrétaire général du groupe, mercredi à 17 heures 30. Indignation sincère, inquiétudes quant à une éventuelle agitation sociale à un an des législatives, la majorité a condamné sans appel la « forme ». Côté RPR, on veillait toutefois à ne pas impliquer le gouvernement. « Je ne sais pas si la décision peut être revue ou pos,

mais, en tout cas, la méthode ne me semble pas la bonne », estimait le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Michel Péricard. Philippe Auberger (Yonne), rapporteur général du budget, parlait, lui, de « sauvagerie ». Yves Jacob (Ille-et-Vilaine), soulignait la « brutalité » des annonces. Interrogé mardi soir sur LCI, l'ancien ministre du budget, Nicolas Sarkozy estimait que « la restructuration de Renault est inéluctable », tout en reconnaissant que l'annonce des suppressions d'emploi aurait dû être faite après plus de dialogue. « On n'annonce pas de but en blanc une telle décision », indiquait-il.

de Renault », s'indignait-il dans les couloirs. « Sur la forme, cette décision est inacceptable, on n'annonce pas un plan de licenciement de plusieurs milliers de personnes comme le lancement d'une Cléo. Sur le fond, que Renault commence déjà par nous prouver que c'est indispensable ! (...) Il y a aujourd'hui des moyens d'éviter des solutions pareilles », assurait M. de Robien.

Pour M. de Robien comme pour Ladislav Poniatowski (Eure), citant l'exemple de Volkswagen (lire page 16), le gouvernement pourrait inciter Renault à entreprendre une réflexion sur l'aménagement du temps de travail. Plus généralement, pour une partie de l'UDF, à l'instar de Pierre Méhaignerie, président de la commission des finances, sans doute faut-il se poser également la « question du pouvoir d'achat ». Et M. Méhaignerie de souligner que, parmi les pistes de réflexion engagées en prévision de la prochaine loi de finances par le bureau politique de l'UDF, figure une baisse de la TVA sur l'automobile.

Car, au sein de la majorité comme dans l'opposition, des voix se font entendre pour faire du cas Renault un dossier emblématique pour la construction européenne et en matière de politique économique. Pour le RPR, Philippe Séguin a ouvert le tir, dans une tri-

bune publiée mercredi par *La Libre Belgique*, estimant que cette affaire doit être l'occasion « d'une réflexion salutaire ». « Combien de Vilvorde avons nous déjà tolérées (...) dans l'indifférence générale ? » écrit le président de l'Assemblée nationale, auteur en 1993 d'un célèbre discours sur le « Munich social ». M. Séguin stigmatise « les molardesses des dirigeants de Renault » et minimise l'influence du gouvernement dans cette affaire. « Si nous faisons l'Europe, n'est-ce pas pour qu'elle soit positive pour tous au lieu d'être ravageuse pour le plus grand nombre ? » s'interroge-t-il.

Partisan du traité de Maastricht, Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges) a fait le même constat, mais en a tiré les conclusions inverses. « C'est le signe qu'il nous faut un gouvernement économique européen et une intégration sur le plan de l'économie », déclare-t-il. Pour les uns, l'affaire de Vilvorde est à mettre aux comptes des méfaits de l'Europe ; pour les autres, de ses insuffisances.

**EUROPE SOCIALE**  
Révélateur des lacunes de l'Europe sociale, le dossier Renault l'est également, pour le PS comme pour le PCF, de choix critiques en matière de politique économique. Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale n'a pas choisi de concentrer ses critiques sur Renault, dont le président, M. Schweitzer, fut directeur du cabinet de Laurent Fabius au ministère de l'Industrie, puis à Matignon. « Le président de Renault n'a pas de marge de manœuvre très grande, de toute façon », confiait dans l'entourage de M. Fabius.

« On ne peut pas continuer comme cela, en réduisant la consommation, en ayant une Europe qui se construit sans tenir compte des salariés », déclarait cependant le fabulien Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis). Quant au porte-parole du PS, François Hollande, il indiquait que les difficultés de Renault étaient « la conséquence d'une politique gouvernementale qui, à travers les "balladettes" et les "juppettes", a épuisé le marché automobile ». Aussi M. Jospin a-t-il demandé mardi, par voie de communiqué, que le gouvernement se décide à intervenir dans ce dossier.

Le 1<sup>er</sup> mars, à Lille, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, avait évoqué « une société bles-

sée ». « Je veux assurer de notre totale solidarité les salariés de Renault. Comment ne pas être révolté en voyant que l'annonce de licenciements en Belgique provoque un embrasement du titre en Bourse ? Il faut mettre un terme aux scandales des projets de Renault », ajoutait-il. Le président du groupe communiste de l'Assemblée, Alain Bockquet (PC, Nord) a dénoncé à son tour, mardi, « un véritable scandale ». « C'est la preuve que l'Europe qu'on nous présente est une Europe anti-sociale », a ajouté M. Bockquet.

M. Bockquet, qui a demandé au premier ministre de recevoir une

**M. Borotra : « Renault est une entreprise privée »**

Intervenant à plusieurs reprises à l'Assemblée nationale, mardi 5 mars, lors de la séance des questions au gouvernement, le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, a affirmé qu'il n'avait « nullement couvert la décision de Renault », et qu'il n'en était « nullement complice ». « Renault est une entreprise privée et c'est sa direction générale qui décide », a-t-il précisé.

Tout en qualifiant d'« objectif économiquement incontournable » la nécessité, pour Renault, de « réduire ses coûts pour créer les conditions de la compétitivité », M. Borotra a toutefois indiqué qu'il demandait que la direction de cette entreprise « renoue la discussion avec les pouvoirs publics » et qu'elle « discute avec les salariés pour assurer le financement de la reconversion industrielle et des solutions propres à limiter les conséquences sociales de celle-ci ». « Le problème humain doit être pleinement pris en compte », a-t-il ajouté, après avoir évoqué la nécessité de prendre en considération « les intérêts sociaux et l'intérêt des territoires où sont installées les usines ».

délégation de parlementaires communistes sur ce sujet, a par ailleurs réclamé la création d'une commission d'enquête parlementaire assortie d'un débat « en urgence » au Parlement sur l'avenir de l'industrie de l'automobile.

Caroline Monnot

**Lionel Jospin demande au gouvernement d'intervenir**

Dans un communiqué publié mardi 4 mars, Lionel Jospin, s'appuyant sur le fait que l'Etat « reste l'actionnaire de référence de Renault », demande au gouvernement d'intervenir pour que la fermeture de l'usine belge de Vilvorde, comme le plan social en France, « soient recadrés ». Le premier secrétaire du Parti socialiste parle de « décision brutale (...) prise sans aucune explication en direction des partenaires sociaux ».

M. Jospin juge cette décision « financièrement, industriellement et socialement aberrante, alors que le groupe Renault a récemment investi 1,4 milliard de francs dans la modernisation » de cette usine. « Elle affecte l'image de la France en Europe », estime M. Jospin. Elle tourne le dos à la nécessité d'une Europe sociale, hier affirmée par Jacques Chirac, aujourd'hui ouvertement bafouée par le gouvernement d'Alain Juppé, qui a laissé prendre cette grave décision. Chercher à dresser les salariés d'un pays contre ceux d'un autre n'est pas digne d'un grand groupe français et européen. »

## Pour la Fédération européenne de la métallurgie, la décision est « illégitime »

LE GOUVERNEMENT belge et la Fédération européenne de la métallurgie (FEM) examinaient mercredi 5 mars leurs possibilités d'action contre Renault pour obliger le groupe à respecter les deux directives communautaires concernant les licenciements collectifs et l'information au sein des entreprises de dimension européenne.

La première de ces directives, qui date du 24 juin 1992, prévoit toute une procédure d'information et de consultations des organisations syndicales avant que puisse être prise une décision de fermeture ou de déplacement d'une entreprise.

La seconde, signée le 22 septembre 1994, prévoit l'institution dans chaque entreprise de dimension communautaire d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure d'information et de consultation des travailleurs « dans le but d'informer et de consulter les travailleurs » sur les activités transnationales des groupes, notamment les fermetures et les délocalisations.

Par entreprise de dimension communautaire, on entend une entreprise employant au moins 1 000 travailleurs dans les Etats membres, et, dans au moins deux Etats membres différents, au moins 150 salariés dans chacun d'eux. Ces deux directives ont été transposées dans les législations nationales des pays de l'Union européenne, sauf, en ce qui

concerne la seconde, en Grande-Bretagne, qui s'est exclue de la législation sociale européenne.

Avant même que la directive soit applicable en France, il était possible aux entreprises intéressées de conclure sur une base volontaire des accords avec les organisations affiliées à la Confédération européenne des syndicats (CES) pour la constitution de tels comités d'entreprises. 300 accords de ce type ont été conclus. Renault a été l'une des premières firmes à le faire. Elle avait entamé des négociations dès 1993 pour signer en mai 1995 un accord avec la Fédération européenne de métallurgie, contresigné par toutes les organisations représentées dans l'entreprise, dont la CGT.

L'annonce de la fermeture de l'usine de Vilvorde, en Belgique, figurait en tête de l'ordre du jour de la réunion du Comité exécutif de la CES, prévu pour les 6 et 7 mars à Bruxelles. « La décision de Renault est illégitime », souligne le secrétaire général de la FEM, le Danois Hans Fløger, qui estimait mardi que le groupe devait revenir sur sa décision en attendant de convoquer, conformément aux accords passés, son comité d'entreprise européen. « Nous insistons pour que Renault revienne sur sa décision », a-t-il dit.

M. Fløger rappelle qu'il y a six mois, la FEM avait eu un problème identique avec Ford Europe,

qui avait annoncé la fermeture d'une usine employant 2 500 personnes à Hanewood, en Grande-Bretagne. La firme avait finalement accepté d'ouvrir des négociations et une solution a été trouvée pour maintenir 900 personnes sur le site. « Nous sommes conscients que la compétition accroit les besoins de restructuration des entreprises, mais cela ne doit pas se passer sans discussion », a-t-il dit.

Le gouvernement belge, de son côté, mercredi 5 mars, la fin de l'enquête menée par l'inspection belge des affaires sociales pour décider dans les jours qui viennent d'une éventuelle plainte devant le tribunal de Bruxelles pour violation des conventions collectives belges et des directives européennes.

Le commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, a estimé que Renault n'avait clairement pas respecté les deux directives européennes. Il a rappelé que la Commission elle-même n'avait pas le pouvoir d'intervenir, que c'était aux syndicats ou aux gouvernements concernés de s'adresser aux tribunaux nationaux, en l'occurrence en France et en Belgique, pour dénoncer d'éventuels manquements.

Alain Beuve-Méry  
et Henri de Bresson

## Louis Schweitzer avait prévenu l'Hôtel Matignon des restructurations à la mi-janvier

**JEUDI NOIR** Le 27 février a plongé la Belgique dans la stupeur : Renault a annoncé la fermeture de son usine flamande de Vilvorde, près de Bruxelles. Ce jour-là, les

### RÉCIT

Une annonce qui est condamnée de tous bords pour sa brutalité.

trois mille cent salariés du site belge apprennent, atterrés, qu'ils cessent toute activité en juillet 1997. Cette annonce est condamnée de tous bords pour sa brutalité. Les reproches fusent de Belgique comme de France. L'Etat belge déclare même qu'il va porter plainte contre Renault, pour non-respect du droit belge car le constructeur a annoncé, de manière inattendue, sa décision.

A Paris, les pouvoirs publics restent cois. Le silence est de mise jusqu'au mercredi 5 mars. Interrogés depuis lundi, les services d'Alain Juppé d'expliquent pas la position de l'Etat. Celui-ci détient 46 % du capital de Renault, ce qui en fait l'actionnaire principal. Dans la matinée de mercredi, on confie à l'hôtel Matignon que le premier mi-

nistre doit recevoir, dans l'après-midi, Louis Schweitzer, le président du groupe, et Michel de Virville, son secrétaire général, qui avait été chargé de l'annonce de la fermeture de Vilvorde. Ils seront probablement questionnés sur la méthode utilisée et sur leurs conceptions de la concertation.

On ne cache pas, dans l'entourage de M. Juppé, que M. Schweitzer avait prévenu Matignon vers la mi-janvier de l'ampleur des pertes pour 1996 et de la nécessaire restructuration du groupe passant par des regroupements d'usines. La fermeture de Vilvorde aurait été évoquée par M. Schweitzer au cours de sa rencontre avec Jean de Courcel, alors conseiller économique du premier ministre. Reste que le gouvernement n'avait pas la maîtrise de la méthode utilisée par Renault, qui a suscité l'étonnement de Jacques Chirac. Celui-ci s'est ému en observant une fois de plus qu'en France, le dialogue social n'est pas entré dans la culture des entreprises.

Invité sur Europe 1 mercredi, Franck Borotra a indiqué qu'il conservait sa confiance à M. Schweitzer. Le ministre de l'Industrie a assuré que les pouvoirs publics français, ainsi que le premier ministre belge, avaient été in-

formés de cette fermeture dans les jours précédents son annonce. « Vous nous avez prévenu de la fermeture totale des frontières », aurait-il dit. M. Schweitzer a répondu : « Vous assumez vos responsabilités et moi, comme actionnaire, je jugerai sur les résultats de la politique que vous avez menée. »

### MALADRESSE

Que s'est-il donc passé pour que l'ex-Régie, qui avait pourtant bien géré la fermeture, autrement plus symbolique, du site de Billancourt, fasse preuve de tant de maladresse ? En fait, la marque au losange s'est trouvée confrontée d'ac-célération son annonce. Cela faisait plusieurs mois qu'elle réfléchissait à la fermeture d'une usine compte tenu de la dégradation de ses comptes : après avoir été bénéficiaire pendant dix ans, elle a perdu plus de cinq milliards de francs en 1996. Pour des raisons de logique industrielle (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> mars), elle en était venue à condamner l'usine de Vilvorde. L'annonce officielle devait être faite le 20 mars, jour de présentation de ses résultats 1996. Des rendez-vous avaient été pris avec toutes les personnes à informer.

Un article des *Echos* du 25 février est venu chambouler le calendrier de la direction : une source interne au groupe avait révélé au quotidien économique qu'une usine allait être fermée, sans localiser la cible. Les rumeurs sont des lors allées bon train. Le site de Vilvorde était, sans aucun doute, sur la liste des victimes potentielles. « La fermeture de l'usine belge avait été évoquée il y a deux ans déjà », raconte Daniel Ricbter, délégué syndical adjoint CFDT du groupe Renault.

Les choses se précipitent alors. M. Schweitzer choisit d'annoncer officiellement sa décision deux jours seulement après la parution de l'article des *Echos*, le 27 février. Selon Renault, le retrait de Vilvorde est indispensable au redressement du groupe, mais, immédiatement, une autre interprétation circule. Elle laisse croire à certains que cette fermeture est liée au refus du gouvernement de financer le départ en pré-retraite de quarante mille salariés de plus de cinquante-et-un ans de PSA et de Renault, en échange de l'embauche de quatorze mille jeunes par les deux groupes (*Le Monde* du 27 février). « La fermeture de Vilvorde est complètement déconnectée de la décision gouvernementale annoncée le 27 février », assure Michel de Virville, secrétaire

général de Renault. Ce n'est pas l'avis de Marc Blondel, le secrétaire général de Force ouvrière peose que l'annonce de ce bradage est « un moyen de faire pression sur le gouvernement français ». N'est-ce pas aussi la logique du plan social français de Renault pour 1997, qui porte sur 2 764 suppressions de postes ?

Quoi qu'il en soit, l'affaire de Vilvorde fait toutefoie désordre. L'ex-Régie a-t-elle eu le temps, en quarante-huit heures, de faire le nécessaire pour respecter la procédure belge ? « J'ai la conviction qu'on a respecté le droit positif belge et le droit communautaire, ainsi que la convention collective de 1972 », affirme encore M. de Virville. « Nous avons fait ce que nous devons faire ». Quoi qu'il en soit, on peut se demander pourquoi Renault a agi si vite. Le groupe ne pouvait-il pas patleater encore quarante-huit heures avant d'annoncer la fermeture de Vilvorde et prendre plus de temps pour expliquer sa décision ?

L'expérience de Setubal, le site portugais qu'elle a quitté en 1996, lui a peut-être forcé la main. Renault avait d'abord annoncé qu'il était nécessaire de rationaliser sa production portugaise. Lisbonne, qui redoutait son retrait, s'était

adressé directement à l'Etat français. Les pressions s'étaient multipliées. Après de nombreuses discussions et beaucoup de temps, Renault était parvenu à ses fins. En annonçant de but en blanc la fermeture de Vilvorde, M. Schweitzer voulait peut-être éviter qu'un tel scénario ne se reproduise.

Jusqu'au mercredi 5 mars, au moins, la stratégie de communication du premier ministre a été le silence et le soin laissé à Franck Borotra, le ministre de l'Industrie, de faire l'explication de texte. Celle-ci est délicate pour un ministre qui n'est pas sur la même longueur d'ondes que son « patron », sur ce dossier comme sur beaucoup d'autres. Les efforts de Gilles de Robien pour faire sortir M. Juppé de son mutisme sont restés vains. Au cours de sa rencontre hebdomadaire avec le chef du gouvernement, mardi matin, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale l'a encouragé à s'exprimer sur le sujet : il savait que plusieurs questions d'actualité devaient porter, l'après-midi dans l'hémicycle, sur l'affaire Vilvorde. Le dossier n'est plus seulement industriel et social, il est de plain-pied politique.

Olivier Biffaud  
et Virginie Mahngre

هكذا من النحل



EN ÉCRASANT LES HOMMES COMPÉTENTS,  
N'ABÎNEZ PAS LES ROBOTS ULTRAMODERNES !



## Huit cents ouvriers de Vilvorde vont à Douai pour mobiliser les Nordistes de Renault

**BRUXELLES**  
de notre envoyé spécial  
Annoncée dans le réfectoire de l'usine de Vilvorde, mercredi 5 mars, vers 9 heures, la décision a fait l'unité parmi les milliers de salariés belges présents de Re-

**REPORTAGE**  
« Vous vous comportez  
ici  
comme dans vos  
anciennes colonies »

nant Industrie. Arborant les couleurs du syndicat « rouge » (socialiste), du « vert » (chrétien) ou, plus rarement, du « bleu » (libéral), les salariés belges ont décidé de se rendre dans la matinée à l'usine Renault de Douai pour demander aux salariés français de se montrer solidaires et pour les avertir qu'ils risquent de connaître un jour le même sort. Huit cents salariés de Renault Belgique, sur les trois mille cent grévistes, devaient faire le déplacement. L'intersyndicale a décidé, en outre, de demander à la Commission européenne de jouer les médiateurs entre Louis Schweitzer et les syndicats belges.

La veille, dans la matinée, la stratégie des syndicats contre le plan Schweitzer avait été débattue au cours de deux réunions distinctes. Lors de la première, organisée par la Fédération européenne de la métallurgie (FEM), les syndicats belges et français (CFDT, CFTC, FO) ont décidé de mettre l'accent sur « l'insulte faite à l'Europe sociale ». La FEM devait s'emparer du dossier Renault lors d'une rencontre prévue le 14 mars. C'est à cette date que l'on mesurera si les Allemands, qui occupent une place prépondérante au sein de cette organisation, décident ou non de faire de Vilvorde un symbole.

La seconde réunion, qui a rassemblé une centaine de délégués venus de toutes les usines d'automobiles de Belgique, donnera des résultats plus concrets. Qu'ils soient de Volvo, d'Opel, de Volkswagen, de Ford ou, bien entendu, de Renault, tous appellent les 36 000 salariés qui travaillent dans ce secteur en Belgique à organiser une heure de débrayage le 7 mars. Passés mûres dans l'acte de faire monter la pression jusqu'à la réunion du conseil d'administration de Renault le 20 mars, les syndicats belges ont publié un programme d'action très précis. Mercredi : manifestation devant l'usine Renault de Douai et, dans l'après-midi, rencontre avec le Parlement européen. Jeudi : envoi d'une délégation de trois cents personnes à Paris à l'occasion de la réunion du comité central d'entreprise.

**INJUSTICE**  
Vendredi : outre le débrayage d'une heure, 500 salariés de Renault mèneront une action-surprise, pour laquelle dix bus sont réservés. Samedi 8 : repos. Dimanche 9 : rassemblement devant la mairie de Vilvorde, qui a mis son drapeau en berne. Lundi : assemblée générale du personnel pour étudier les modalités de l'action. Simple occupation ? Grève ? Reprise de la production en « autogestion » ? Rien n'est exclu. Jeudi 13 ou vendredi 14 : manifestation à Paris des 3 500 salariés belges de Renault-Vilvorde. Dimanche 16 mars, une marche nationale devrait rassembler 100 000 personnes pour la défense de l'emploi en Belgique, tous secteurs confondus.

Reconnus pour la qualité de leur travail, les salariés de Vilvorde entendent être à la hauteur de ce qu'ils ressentent comme une injustice. Les cinq syndicats prennent bien soin d'éviter tout débordement. Depuis le 3 mars, l'alcool fort est interdit dans l'usine, et celle-ci est impeccable. En l'absence de la direction, invisible depuis l'annonce de la fermeture du site, seul le service du personnel travaille... afin que les salariés de Vilvorde perçoivent les indemnités liées aux deux jours de chômage technique provoqués, en février, par la grève des routiers espagnols.

Cette semaine, les salariés de Vilvorde ne sont d'ailleurs pas en grève. Officiellement, ils récupèrent des heures supplémentaires effectuées ces derniers mois. Ce n'est que le 10 mars qu'ils décideront ou non de faire grève. Dans cette usine, qui tourne habituellement en deux équipes la semaine, les syndicats ont mis en place trois équipes pour garder le trésor de guerre que représentent les Mégane et les Clio non livrées. Sur de grands tableaux, chaque salarié s'inscrit pour monter la garde durant les prochains jours.

« C'est insensé », ceux qui ne sont pas de garde passent de temps en temps « aux nouvelles », parfois en famille. Comme Yves, un mécanicien de trente-quatre ans, qui n'a toujours pas compris : « Mon cauchemar a commencé jeudi 28. C'est mon frère qui a entendu la nouvelle à la radio et m'a téléphoné. C'est insensé. Deux jours avant on chronométrait notre travail pour passer de 800 à 820 véhicules par jour. Et puis on apprend que la boîte ferme le 31 juillet. C'est incompréhensible. On venait d'y investir 8 milliards (1,5 milliard de francs français). Je gagne environ 56 000 francs par mois (9 000 francs français). Je suis prêt à perdre 8 000 francs (1 200 francs français) s'il le faut pour garder mon emploi. »

Malgré la mobilisation, chacun pressent que Renault ne reculera pas. Certains auraient déjà contacté Volkswagen. « Les Français sont durs. Quand le grand patron va venir ici répéter que c'est "rien", les syndicats feront des dégâts », prédit cette femme de ménage dont le mari, à cinquante-deux ans, ne sait même pas s'il aura droit ou non à une préretraite. « D'ailleurs, M. Ghosn, le numéro deux de Renault, qui pourrait succéder à Louis Schweitzer, a déjà fermé une usine en Belgique quand il était chez Michelin », remarque Willem, un militant de la FGTS qui, malgré ses trente-neuf ans, a déjà plus de vingt ans d'ancienneté, comme 50 % des ouvriers de Vilvorde.

Dans une économie très dépendante des groupes étrangers, le plan social de Renault, le plus important depuis celui des Charbonnages, paraît lourd de menaces. Le secrétaire général de Renault l'a reconnu. Il n'a rien à reprocher à Vilvorde. L'usine est une des plus jeunes (trente-sept ans de moyenne d'âge) et des plus compétitives du groupe. Simple-ment, Renault recentre sa production sur ses principales usines.

Pour les intéressés le raisonnement est inacceptable. Signe de la haine envers M. Schweitzer : une affiche le représente avec une petite moustache à la Hitler et une cible sur le front. Pour tout commentaire, ces mots en français : « Besse est le premier. Qui est le suivant ? » « Il faut que vous compreniez, à Paris, que les travailleurs flamands ont en ont ras le bol de l'attitude française. Il y a eu Michelin, main-

tenant c'est Renault. Vous vous comportez ici comme dans vos anciennes colonies. Quand ça ne vous rapporte plus, vous partez, mais n'oubliez pas que lorsque les Belges ouvrent leurs robinets d'eau, lorsqu'ils allument la lumière et qu'ils branchent le gaz, ils donnent de l'argent à Tractebel, et donc à Suez ! »

Toni Jansen, responsable de la métallurgie à la CSC, n'en dira pas plus. Il est déjà en retard pour sa réunion avec les militants belges d'Alcatel.

Prédéric Lemaître

## Les syndicats craignent que l'emploi ne soit davantage réduit en 1997

**MARDI 4 MARS**, la direction de Renault a confirmé qu'à la fermeture de l'usine belge de Vilvorde, prévue pour le mois de juillet, s'ajoutera un plan social concernant les salariés français d'une ampleur supérieure à ceux des années précédentes : selon les syndicats, 2 764 postes seront supprimés dans la branche automobile en 1997 (contre 1 641 en 1996), et 1 032 personnes feront l'objet de reclassements internes. 1 500 salariés devraient être mis en pré-retraite progressive à 55 ans, 883 se voyant proposer un départ à 56 ans financé par le Fonds national de l'emploi (FNE), et 1 399 salariés un FNE à 57 ans. Ces mesures seront présentées aux représentants du personnel le 13 mars.

Pour justifier cette nouvelle vague de suppressions d'emplois, Louis Schweitzer, présent mardi au Salon de l'automobile de Genève, a mis en avant les sombres perspectives du marché européen. Selon le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, qui répondait le même jour aux questions des députés à l'Assemblée nationale, le marché automobile français reculera « de 10 à 12 % » en 1997 par rapport à 1996.

Renault, a rappelé M. Schweitzer à Genève, procède « à des réductions régulières d'effectifs. C'est le cas tous les ans, et il y a des moments plus forts, comme cela a été le

cas en 1991 et 1992 avec la fermeture de l'usine de Billancourt ». En sept ans, les effectifs de Renault ont baissé de plus de 30 000 personnes dans le monde et d'environ 15 000 dans la branche automobile en France, qui emploie 56 000 personnes.

### DÉBRAYAGES

Ce plan sévère, qui pourrait conduire Renault à provisionner plus de 4 milliards de francs pour restructurations et à afficher plus de 6 milliards de pertes pour l'exercice 1996, a provoqué la colère des syndicats qui prévoient des débrayages dans les usines du groupe le 7 mars, non seulement en France, mais aussi en Espagne et en Belgique, pour protester contre la fermeture de l'usine de Vilvorde.

Selon la CGT de Renault, la direction « joue avec les chiffres » et minimise le nombre réel des suppressions d'emplois, qui s'élèveraient, selon le syndicat, non pas à 2 764, mais à 3 800, compte tenu des mesures de reclassement interne. « La mobilité en interne, on sait ce que ça donne. Ces reclassements se traduiront, à plus ou moins long terme, par des licenciements, et le chiffre exact du plan de restructuration, c'est 3 800 suppressions d'emplois », a estimé la CGT lors d'une conférence de presse à Paris.

De plus, les syndicats redoutent que la direction n'ait pas encore

abattu toutes ses cartes. Mardi, revenant de Bruxelles, le délégué central CFDT de Renault, Serge Deprieux, affirmait que l'usine Alpine de Dieppe (391 personnes), une filiale de Renault Automobiles, allait arrêter la totalité de sa production - des cabriolets et des coupés - dès jeudi. M. Deprieux affirmait tenir cette information de la direction de Renault. Toutefois, cette dernière démentait l'information le lendemain, mercredi 5 mars.

Or, selon toutes apparences, le cas de Dieppe ne figure pas dans le projet de plan social fourni mardi par la direction de Renault aux syndicats, selon lequel le site de Flins sera le plus touché, avec plus de 1 000 départs programmés. L'emploi dans la branche poids lourds, qui n'est pas concernée par ce plan, est aussi une source d'inquiétude. « Les mauvaises nouvelles s'arrêteront pas là », assure la CFE-CGC de Renault, pour qui « la direction générale de Renault sortira de ses cartons tout ce qu'elle a mis en réserve depuis de nombreuses années ».

Certains estiment que le plan de Renault n'est que le début d'une vaste restructuration du secteur automobile. C'est, symboliquement, à Vilvorde que les syndicats européens évoqueront ce problème le 14 mars.

Anne-Marie Rocco

ORLÉANS AGIT POUR LE DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE ET POUR L'EMPLOI

# Economie

Depuis vingt ans, de grandes entreprises françaises, européennes, mondiales ont choisi de s'installer au sein de l'agglomération d'ORLÉANS, qui constitue l'un des tous premiers sites français d'accueil des entreprises, le troisième pour l'accueil d'entreprises étrangères.

L'agglomération d'ORLÉANS compte parmi les premiers pôles de France dans les domaines de la pharmacie, de la cosmétique, de l'agro-alimentaire, de l'informatique, des services.

ORLÉANS TECHNOPOLE rassemble les acteurs de l'économie, de la recherche, de l'université, des collectivités locales. Ils œuvrent ensemble pour l'innovation et les transferts de technologie.

Pôle de l'industrie, l'un des grands bassins nationaux, ORLÉANS mène une politique d'entreprise et d'innovation, favorisant la création d'entreprises, au plus de 1 800 au de parer techniquement et économiquement, dans le Val de Loire, entre la Bretagne et l'Alsace, entre la Normandie et la région Rhône-Alpes.

## Orléans l'autre regard

Orléans, une ville qui se reconstruit son urbanisme, de manière son centre-ville, de manière à créer des quartiers les uns aux autres dans un projet d'ensemble « ville urbaine et dynamique économique » sont aujourd'hui inséparables.

Cette ville a choisi pour son développement, son avenir, la Région. C'est la Région qui a choisi pour son développement, son avenir, la Région.

ORLÉANS

O

## MM. Szafran et Domenach confirment l'authenticité des propos de M. Le Pen

LE PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL, Jean-Marie Le Pen, qualifié de « manipulation politico-médiatique » les propos antisémites que lui prêtent les journalistes Nicolas Domenach et Maurice Szafran dans leur livre *Le Roman d'un président* (Le Monde daté 2-3 mars). M. Le Pen déclare, dans un communiqué publié mardi 4 mars, qu'il n'a parlé « qu'en termes très modérés » du Bnàl Brith, qu'il n'a « jamais dit de Jacques Friedman, l'ami de Jacques Chirac, qu'il était "un juif très juif", ni de Michèle Barzach qu'elle était "son amie juive" ». M. Le Pen, qui affirme détenir un enregistrement de cet entretien, menace les journalistes de poursuites judiciaires.

MM. Szafran et Domenach confirment « intégralement » les propos transcrits dans leur livre. M. Szafran précise que M. Le Pen a tenu au sujet de M<sup>me</sup> Barzach « des propos orduriers » que les auteurs se sont « interdits de rapporter ». Selon les journalistes, M. Le Pen ne conteste pas l'accusation lancée contre M. Chirac « d'avoir touché des sommes énormes de la part d'organisations juives », ni son commentaire sur les partis de la Résistance se partageant « le gâteau » de la France.

### DÉPÊCHES

■ **FN:** Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, estime, dans un entretien au *Figaro* du mercredi 5 mars, qu'il faut « poursuivre » Catherine Mégret, à la suite des déclarations du nouveau maire (FN) de Vitrolles au journal allemand *Berliner Zeitung* (Le Monde du 26 février). « Il n'est pas besoin de texte supplémentaire pour condamner des propos racistes », ajoute-t-il.

■ **LÉGISLATIVES:** le mouvement Idées-Action, présidé par Alain Madelin, ne présentera pas de candidats aux élections législatives, a indiqué Hervé Novelli, député (UDF-PR) d'Indre-et-Loire, après la réunion d'un comité directeur de cette organisation.

■ **NUCLÉAIRE:** la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a rejeté, mardi 4 mars, une proposition du groupe communiste de créer une commission d'enquête sur les conséquences sur la santé du stockage des déchets nucléaires de la Hague, dans le Cotentin.

■ **ENVIRONNEMENT:** le projet de loi sur le code de l'environnement, qui avait fait l'objet de vives critiques lors de son examen par la commission de la production de l'Assemblée nationale, ne sera pas discuté en séance publique avant la fin mars, selon l'ordre du jour établi, mardi 4 mars, par la conférence des présidents.

■ **SYNDICATS:** Jacques Barrot, ministre du travail, a ouvert, mardi 4 mars, la campagne officielle des élections prud'homales qui se tiendront le 10 décembre. Il a récusé la demande des cinq confédérations (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) qui souhaitent introduire un monopole de candidatures au bénéfice des seules organisations syndicales représentatives sur le plan national. M. Barrot a cependant mis en garde le Front national contre la tentation de présenter des candidats à la fois dans les collèges employeurs et salariés. « Cette situation poserait des problèmes et je n'en resterais pas là », a-t-il averti.

■ **LA RÉUNION:** le ministre délégué à la coopération, Jacques Godfrain, a transmis au chef de la diplomatie de l'Ile Maurice, Paul Bérenger, une demande officielle pour adhérer à l'Indian Ocean Rim (IOR) au titre du département de la Réunion. L'IOR est le prétexte d'un vaste marché commun allant de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique australe. La demande a été formulée alors que s'ouvraient, mercredi 5 mars, à Port-Louis, les travaux d'une conférence réunissant quatorze pays riverains de l'océan Indien. (Corresp.)

■ **FRACTION:** quelques communistes orthodoxes emmenés par Jean-Jacques Karman, adjoint (PCF) au maire d'Aubervilliers et conseiller général de Seine-Saint-Denis, ont décidé de se constituer en « fraction » au sein du PCF, sous la désignation de Gauche communiste. Dans son manifeste, présenté le 4 mars, cette dernière souhaite « rejeter les dévies et perversions (du) stalinisme », se démarquant ainsi de Coordination communiste, auteur d'un texte oppositional au 29<sup>e</sup> Congrès, sans « tomber dans l'impulsivité du réformisme » de Robert Huc.

## Le premier ministre veut limiter le cumul des mandats exécutifs

DANS LE CADRE de la modernisation de la vie politique, Alain Juppé pourrait bientôt proposer la suppression du cumul des mandats exécutifs. Même si le premier ministre est personnellement défavorable à cette mesure — M. Juppé cumule sa fonction de chef de gouvernement avec celle de maire de Bordeaux —, Matignon serait décidé à lancer cette réforme, qui a l'aval de l'opinion publique. Par ailleurs, le groupe UDF de l'Assemblée nationale a confirmé à l'unanimité, mardi 4 mars, sa volonté de voir découpler les élections législatives et régionales. Un amendement en ce sens sera déposé sur le projet de loi concernant le calendrier électoral, qui devait être adopté, mercredi 5 mars, par le conseil des ministres. Selon Gilles de Robien, président du groupe, le premier ministre est disposé à laisser le Parlement « travailler » sur le texte initial.

## LE MONDE diplomatique

Mars 1997

**FRANCE:** Xénophobes, par Ignacio Ramonet. — Offensive sociale du Front national, par Jacques Breitenstein.

**ITALIE:** Quand la gauche perd son âme, par Paolo Raffone. — La longue marche de M. Bossi vers le fédéralisme, par Tomas Migliorini.

**CHINE:** Modernisation paradoxale, par Jean-Louis Rocca. — Pékin : rééduque le Tibet, par Tica Broch.

**BALKANS:** Singulière sortie du communisme, par Jean-Yves Potel. — Mauvaise paix en Bosnie-Herzégovine, par Nikola Kovac.

**COMMUNICATION:** Les marchands à l'assaut d'Internet, par Dan Schiller.

**FEMMES:** Comment en finir avec l'exclusion, par Christine Delphy. — Pour la parité, par Eliane Viennot. — Travail : choisir ou subir ?, par Sophie Sensier. — Prostitution : le corps humain mis sur le marché, par Marie-Victoire Louis.

**SANTÉ:** Du Pont de Nemours, pesticide et profit, par Mohamed Larbi Bouguerra.

**IDÉES:** Le déclin de la parole, par Philippe Breton.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

## Alain Juppé rendra prochainement son arbitrage sur Superphénix

L'Institut de protection et de sûreté nucléaire pourrait être scindé en deux

La polémique déclenchée mardi 4 mars dans nos colonnes par le ministre de l'environnement devrait trouver prochainement son épilogue : le

premier ministre doit décider dans les jours qui viennent de l'organisation ou non d'une nouvelle enquête publique sur le redémarrage de

Superphénix. Par ailleurs, malgré les réserves de Corinne Lepage, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) pourrait être redécoupé.

LA DÉCISION du premier ministre concernant la procédure à suivre pour le redémarrage de Superphénix après la décision du Conseil d'Etat d'annuler le décret du 11 juillet 1994 est attendue dans les prochains jours. Mardi 4 mars, dans nos colonnes, le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, avait vivement plaidé pour qu'une nouvelle enquête publique soit organisée afin d'appliquer au nucléaire les règles de la « transparence ». Elle avait déclaré en faire une question de principe.

Cette position n'est pas partagée par le ministre de l'Industrie, Frank Borotra, qui souhaite, lui, modifier simplement la formulation du décret sans avoir recours à une nouvelle enquête publique. Alain Juppé a réuni Corinne Lepage et Frank Borotra mardi 4 mars à Matignon pour leur faire connaître qu'il rendrait son arbitrage très prochainement. Pour l'instant, les services du premier ministre se sont bornés à rappeler que « le gouvernement a décidé de poursuivre l'activité de Superphénix » et que « les dispositions nécessaires seront prises dans les jours qui viennent ».

Par ailleurs, une délégation représentant la centaine de cadres

supérieurs de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) qui s'inquiètent du devenir de leur établissement doit être reçue prochainement par les services du premier ministre. Sans directeur depuis novembre 1996, l'IPSN est au centre d'un conflit opposant ses deux autorités de tutelle, les ministères de l'Industrie et de l'environnement.

D'un côté, le cabinet de M. Borotra estime que le statut actuel a été profondément modifié et garantit l'indépendance de cet organisme qui dépend du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Toute-

fois, il ne serait pas insensé à un projet de redécoupage de l'IPSN qui serait scindé en deux, les experts allant rejoindre la DSIN (direction de la sûreté des installations nucléaires) et les chercheurs revenant vers le CEA. Un EPA (établissement public administratif) serait créé pour regrouper les 335 salariés du département d'évaluation de sûreté de l'IPSN. Ces experts chargés de l'instruction des dossiers continueraient leur tâche et constitueraient la nouvelle IPSN, mais dépendraient de la DSIN que dirige André-Claude Lacoste. Les 900 autres salariés retourneraient

au CEA, qui souhaiterait tout particulièrement mettre la main sur le département de recherche en sécurité employant 235 personnes qui dispose à Cadarache (Bouches-du-Rhône) de trois réacteurs Cabri, Phébus et Scarabée.

Le ministère de l'environnement s'oppose à un tel découpage et demande une totale indépendance de cet organisme. Il a proposé de le détacher de l'influence du CEA en le transformant en établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous tutelle des ministères de l'Industrie et de l'environnement.

Depuis plusieurs semaines, le débat s'est focalisé sur le choix du futur dirigeant de l'IPSN, qui doit obtenir l'aval des deux ministères. Le ministère de l'Industrie, en accord avec Matignon, a finalement retenu Philippe Maillard, actuellement à la direction du service et des études de la SNCF. Cette nomination n'est pas encore ratifiée par le ministère de l'environnement, qui n'y est pas favorable, de même que les cadres de l'IPSN. Ceux-ci proposent Daniel Quenart, directeur délégué à la sûreté depuis 1990.

Dominique Gallois

### Brice Lalonde compare Phénix à Tchernobyl

Brice Lalonde est formel : Phénix, le prédécesseur de Superphénix, est dangereux. Ce réacteur surgénérateur, installé à Marcoule (Gard), fonctionne depuis un peu plus de vingt-trois ans. Dans *France-Soir* du 5 mars, Brice Lalonde reproche à Phénix de ne pas remplir toutes les normes de sûreté, ce qui en fait, dit-il, une installation nucléaire apparentée « aux centrales russes de type Tchernobyl ». Le CEA conteste formellement cette appréciation. Quoi qu'il en soit, Phénix a connu de multiples problèmes : baisse de réactivité inattendue dans le cœur, bulle d'argon baladeuse, fatigue du métal du circuit secondaire de sodium, etc. Sans un important ravalement actuellement en cours (350 millions de francs sur 600 ont déjà été dépensés) et une expertise approfondie dont la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) doit donner les résultats cet été, Phénix, à l'arrêt depuis avril 1995, ne peut redémarrer.

## La direction du PS met sa fédération des Bouches-du-Rhône sous surveillance

AVEC L'AVAIL de Lionel Jospin, qui s'en était entretenu au préalable avec Laurent Fabius, et de Daniel Vaillant, Jean-Pierre Bel, chargé des fédérations au secrétariat national du Parti socialiste, a proposé au bureau national, mercredi 5 mars, des mesures qui visent non à une mise sous tutelle mais à une mise sous surveillance de la fédération des Bouches-du-Rhône. La fédération, marquée par l'affrontement entre son premier secrétaire, François Bernardini, et le président du conseil général, Lucien Weygand, devra appliquer les principes « de pluralité et de collégialité ». Le bureau fédéral devra être « représentatif géographiquement et politiquement » et respecter une plus grande présence des femmes. La direction nationale souhaite que M. Weygand en fasse partie et que le « même esprit » préside à la composition du secrétariat fédéral. Une commission de contrôle financier et un bureau fédéral des adhésions vont être mis en place. Leur première tâche sera de vérifier

les adhésions individuelles intervenues depuis la fin de 1995. Suivant un système qui servira d'exemple aux autres fédérations, le poids d'une fédération ne devra plus être établi en fonction du nombre de cartes vierges achetées mais en fonction du nombre d'adhérents individuels pointés effectivement au fichier. La fédération a été prise de « reprendre l'initiative du débat politique », en tenant une convention fédérale extraordinaire sur sa stratégie, notamment face au Front national.

La vérification des adhésions doit aboutir aussi à l'établissement d'un collège électoral incontestable et d'une commission électorale pluraliste, ratifiée par toutes les parties, afin d'être les candidats aux élections régionales, sénatoriales et cantonales de 1998. La section de Vitrolles sera réorganisée. Les groupes socialistes au conseil général et à la ville de Marseille devront « trouver un mode de fonctionnement collégial et délibératif ».

Ces « décisions » ont été présen-

tées mardi soir à la fédération — « On a joué le jeu de l'écoute et du dialogue », explique M. Vaillant, mais on n'a pas négocié. Ce n'est pas un règlement de comptes, mais ce n'est pas non plus un compromis » — après une journée non-stop de 8 heures du matin à 20 heures, qui a commencé par l'audition des parties par le secrétariat national avant que celui-ci délibère et rende compte de ses décisions. Outre MM. Bernardini et Weygand, Michel Vauzelle, maire d'Arles, Henri d'Attilio, député de la 12<sup>e</sup> circonscription de Vitrolles, qui souhaite aller au Sénat mais à qui la direction a demandé de se représenter, Marius Masse, autre député, Patrick Monucci (Gauche socialiste), ont été entendus.

Parallèlement, M. Jospin, mis en difficulté par la défaite de Vitrolles et la protestation anti-Debré, tente de reprendre l'initiative. Dans un entretien au *Figaro* du mercredi 5 mars, le premier secrétaire s'en prend à Jacques Chirac, qui « arrive, comme toujours, après la bataille ».

« Il est resté silencieux, ajoute-t-il, ces trois dernières semaines » comme en novembre-décembre 1995, jugeant qu'une victoire aux législatives est « possible » mais que « ce ne sera pas facile ». M. Jospin se prononce pour « une cohabitation de contrat ». « Si nous gagnons en 1998, explique-t-il, nous appliquerons le contrat que nous aurons passé dans la campagne législative avec le peuple ».

M. Jospin répond aussi au discours de Robert Hue à Lille (Le Monde du 4 mars) en l'invitant, « au moment où il s'agit de sur le terrain risqué de la politique, y compris personnelle », à « se souvenir que la querelle avec le PS n'a pas réussi à son prédécesseur, pas davantage qu'au Parti communiste ». Se disant décidé à gouverner en 1998 « dans la diversité et l'unité », il presse le PCF de « prendre ses responsabilités » et à regarder ce qu'est devenu le Parti communiste italien.

Michel Noblecourt

## Scepticisme et ironie au Sénat sur le « rendez-vous citoyen »

LA RÉFORME du service national sera-t-elle un outil de « reconquête citoyenne » telle que la décrit, non sans lyrisme, Charles Millon, ou bien n'est-elle que le « somnambulisme juridique » évoqué par Jean Clouet (Rép. et Ind., Val-de-Marne) ? Entre l'enthousiasme du ministre de la défense et l'ironie acide du sénateur de la majorité, qui oeuvrera sur le texte, le débat qui a commencé mardi 4 mars au Sénat a peu de chances de parvenir à synthétiser ces positions extrêmes, ni même de dissiper le scepticisme des sénateurs, au moins égal à celui manifesté par les députés à la fin du mois de janvier.

Le rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Serge Vinçon (RPR), a exprimé « la conviction que la réforme du service national ne sera pas facile » et qu'elle relève du « pari ». Ce pari, M. Millon est prêt à le tenir. « Le nouveau service national est une manifestation résolument moderne de l'exception française », a-t-il lancé. Cette réforme a pour ambition de répondre « à la crise de l'intégration, au relâchement des solidarités, au développement de l'exclusion ».

Le futur service national — recensement et rendez-vous citoyen obligatoires, plus le volontariat — a pour ambition de « remettre en marche le creuset républicain ». M. Millon a expliqué que, la menace soviétique était dissipée, « c'est désormais de l'intérieur que viennent les principales menaces contre notre pays ». Outre l'« inté-

grisme » et le « communautarisme », M. Millon a stigmatisé, dans une allusion claire au Front national, « les idéologies pernicieuses affirmant l'inégalité des races », « les maires (...) prônant le racisme, la discrimination », et tous ceux qui « prèchent l'identité par l'exclusion, le repli sur soi et la peur des autres ».

Le ministre de la défense a voulu convaincre les sénateurs que le rendez-vous citoyen (RVC), d'une durée de cinq jours, sera le cadre où l'on pourra redonner aux jeunes Français « une perspective citoyenne dans une pédagogie des droits et des devoirs », autrement dit « réaffirmer avec force les valeurs de la République ». Le RVC est « universel », selon M. Millon, puisqu'il concerne les jeunes gens et les jeunes filles à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003. Il suscitera l'« intérêt » des jeunes par sa « densité » et son « intensité ». Il se présentera, enfin, comme un « parcours civique » et un « parcours d'insertion ».

### AMENDEMENTS

« Le rendez-vous citoyen de cinq jours réunit toutes les conditions d'un vaste mouvement juvénile ! », a répliqué Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne), peu sensible à la description flatteuse que venait d'en faire M. Millon. « Vous nous proposez l'Armée du salut, vous avez une vision boy-scoutiste de la défense », a lancé Bertrand Delanoë (PS, Paris).

Moins polémique, Xavier de Villepin (Un. cent., Français établis hors de France) n'a pas dit des

choses très différentes. « Il ne faut pas céder à la facilité de vouloir tout faire en quelques jours, a-t-il expliqué. L'objet du rendez-vous citoyen n'est pas de suppléer aux déficiences des systèmes scolaire et social ». Quant à Philippe de Gaulle (RPR, Paris), il a accusé le RVC d'être en œuvre et d'un rapport coût-efficacité trop élevé pour remplir ses buts d'endocritisme civique et de bilan personnel ou professionnel ». Emporté par son élan, l'amiral de Gaulle a critiqué le projet de soumettre les femmes au RVC. « De grâce, s'est-il écrié, dans ce monde écrasé de formalités, de techniques et d'obligations de toutes sortes, laissez donc aux femmes un petit espace de liberté qui ne soit pas encore restreint par des contraintes de "rendez-vous citoyen" ! ».

Plusieurs orateurs ont exprimé le doute que soit assuré par le RVC le lien entre l'armée et la nation. « Complexer-vous insuffler un esprit de défense à la jeunesse en quarante-huit heures ? », s'est interrogé M. Delanoë, tandis que Jean-Luc Bécart (Com. et rép.) a regretté la disparition du « service militaire, vieux pilier républicain qui avait besoin d'une cure de jouvence ». « Au lieu de chercher la bonne réponse, a-t-il regretté, le président de la République a préféré faire disparaître le problème ».

La discussion des articles du projet devait commencer mercredi. Le gouvernement comptait déposer une quinzaine d'amendements, proposant notamment que soit

prise en compte la durée totale des périodes de volontariat pour le calcul de la retraite et que soit déduite l'indemnité mensuelle de 2 000 francs versée aux volontaires. Il devait accepter que les charges sociales des volontaires soient remboursées par l'Etat aux associations agréées et s'opposer à un amendement de la commission permettant à un chef d'entreprise de refuser à un salarié d'accomplir une période de volontariat. M. Millon se promettait, enfin, de dissuader le Sénat de limiter à « cinq jours ou plus » la durée du rendez-vous citoyen.

Fabien Roland-Lévy

cette semaine dans Les Inrockuptibles

Michel Rocard face à Robert Guédiguan, Pascale Ferran, cinéastes, et Dominique A. chanteur.



Théâtre, musique, cinéma, livres, etc. n° 94 en kiosque, 15 F

سكان النجف



prochainement  
Superphénix

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 6 MARS 1997

9

**JUSTICE** Le Conseil supérieur de la magistrature, qui fête jeudi 6 mars son cinquantième anniversaire, critique sévèrement dans son rapport annuel la tutelle exercée par le pouvoir

exécutif sur la justice. Il note que le gouvernement n'a pas suivi certains de ses avis concernant les nominations de magistrats du parquet et demande de nouveaux pouvoirs.

● LA PUBLICATION de ce rapport annuel a donné lieu à un long bras de fer entre l'exécutif et le Conseil. L'Elysée a souhaité que certaines parties du texte soient remaniées ou

supprimées et que le Conseil ne reprenne pas son avis de décembre 1996 demandant une véritable autonomie du parquet. ● PAR AILLEURS, les membres du Conseil épinglent le

fonctionnement de la justice dans les DOM-TOM. Ils notent les risques d'immobilisme des magistrats et les pressions diverses auxquelles ces derniers sont soumis.

# Le Conseil de la magistrature critique le mode de nomination des procureurs

Dans son rapport annuel, le CSM déplore que le gouvernement n'ait pas suivi certains de ses avis sur des désignations de magistrats du parquet. Il réitère ses propositions en faveur de l'autonomie du ministère public

LE CONSEIL SUPÉRIEUR de la magistrature (CSM), qui fête jeudi 6 mars son cinquantième anniversaire, critique sévèrement dans son rapport annuel le mode de nomination des magistrats du parquet. Le CSM déplore que le gouvernement n'ait pas suivi certains de ses avis sur des désignations de magistrats du parquet. Il réitère ses propositions en faveur de l'autonomie du ministère public.

Chargé, aux termes de la Constitution, d'« assister » le président de la République dans sa tâche de « garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire », le CSM participe très activement aux nominations depuis la réforme constitutionnelle de 1958. Pour les 350 postes de présidents et de premiers présidents, il recense les candidatures, étudie les dossiers et arrête des propositions qui sont ensuite soumises au chef de l'Etat. Pour les autres magistrats du siège, il rend un avis qui lie le garde des sceaux. Pour les procureurs, il rend un avis simple que le ministre n'est pas tenu de suivre.

La nomination des procureurs généraux est la seule à lui échapper totalement : ces magistrats placés « sous l'autorité » du garde des sceaux sont directement nommés en conseil des ministres, comme les préfets.

« RUPTURE »

Du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 31 décembre 1996, le CSM a profondément contribué au renouvellement de la haute hiérarchie judiciaire. Il a proposé, après de longues discussions avec l'Elysée et la chancellerie, la nomination du premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche, mais aussi celle de deux présidents de chambre et de vingt et un conseillers de la haute juridiction, ainsi que de seize premiers présidents et de cinquante présidents. Pendant la même période, il a rendu plus de 1 000 avis sur les propositions de la chancellerie concernant des magistrats du siège : alors que dans la période antérieure, 2,8 % des candidats avaient reçu un avis négatif, ce chiffre est tombé à 1,3 %. Pour le CSM, cette baisse est le signe que le ministère, lorsqu'il élabore ses propositions, tient de plus en plus compte des préoccupations du Conseil.

Infinitement plus délicates sont les nominations aux postes du parquet. Du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 31 décembre 1996, le CSM a rendu près de 500 avis, dont 15, soit 3 %, étaient défavorables. Le ministère de la justice n'a pas toujours tenu compte des réticences du CSM : dans la moitié des cas, il a tout de même procédé à la nomination. Cette attitude « traduit une rupture avec la pratique antérieure », selon le Conseil. De 1994 à 1995, le CSM avait rendu environ 500 avis, dont 16 défavorables. A l'époque, tous avaient été suivis par le gouvernement, ce que le CSM estimait alors « remarquable ». « Le Conseil s'interroge actuellement sur les raisons possibles d'une telle évolution et sur les conséquences qu'il lui appartient

d'en tirer. Mais il lui apparaît d'ores et déjà que l'indépendance des magistrats du parquet, s'agissant de leur nomination, est encore imparfaitement assurée. »

Le problème du statut des magistrats du parquet est donc très largement abordé dans le chapitre consacré aux propositions. Il y a un an et demi, dans son premier rapport, le CSM estimait - déjà - que la nomination des procureurs généraux des cours d'appel devait lui être soumise. Il faut, notait-il, « réviser la liste des emplois pourvus en conseil des ministres de façon à en exclure les procureurs généraux. Il est en effet paradoxal que la nomination

aux plus hauts postes du parquet échappe à tout contrôle ». Cette année, le Conseil estime à nouveau qu'il faudrait « élargir la compétence du Conseil supérieur aux propositions de nomination des procureurs généraux ».

FAIRE DISPARAÎTRE LE SOUPÇON Mais, cette fois, le CSM va plus loin. Pour les magistrats du parquet, il propose de rendre, non plus un avis simple, mais un avis conforme liant le gouvernement. « Le Conseil supérieur a relevé qu'au cours de l'année 1996, plusieurs de ses avis négatifs n'ont pas été suivis par l'autorité de nomination. Cette attitude nouvelle, rendue possible par l'institution d'une formation compétente pour les magistrats du parquet, rompt avec une tradition établie en matière d'avis simple pour les magistrats du siège depuis 1946. Elle interrompt de même la pratique suivie également pour les magistrats du parquet dans l'année qui a suivi la révision constitutionnelle de 1958. »

S'appuyant sur les propos de Jacques Chirac, qui déclarait, le 12 décembre 1996, qu'il fallait « examiner sérieusement la possibilité de rendre le parquet indépendant du garde des sceaux », le Conseil prêche, dans son rapport, en faveur d'une véritable autonomie du parquet. Reprenant les propositions

contenues dans un avis transmis à la fin de l'année au chef de l'Etat, il demande que les procureurs et les procureurs généraux soient nommés sur proposition du CSM. « Les particularités [actuelles de nomination des magistrats du parquet] nourrissent, à l'intérieur même du corps de la magistrature, mais aussi dans l'opinion publique, le soupçon sur l'indépendance des magistrats concernés vis-à-vis du pouvoir politique et sur leur liberté d'action. L'institution judiciaire gagnerait donc à voir disparaître un tel soupçon, même s'il est largement injustifié. »

Le CSM revient ensuite sur les liens entre le garde des sceaux et les parquets. Comme dans son avis de décembre, il propose que le ministre, « chargé de mettre en œuvre, en matière criminelle, la politique définie par le gouvernement dont il est membre », continue à harmoniser la politique pénale, mais il souhaite qu'il se voie « expressément » retirer tout pouvoir dans les affaires particulières. « Dans un tel dispositif, les magistrats du ministère public apprécieraient seuls la suite à donner aux plaintes et aux dénonciations dont ils sont saisis, outre-tout. Ils détermineraient seuls le sens de leurs réquisitions, orales ou écrites, et cela à tous les stades de la procédure. »

Anne Chemin

## Un rapport que l'Elysée voulait voir modifier

TENSIONS, discussions, menaces de démission : la remise de ce rapport annuel du CSM au président de la République aura été précédée de bien des soubresauts. Lorsque les membres du Conseil supérieur de la magistrature transmettent le document à l'Elysée, le pouvoir exécutif se raidit. Il contacte immédiatement le CSM pour « faire valoir » les positions du chef de l'Etat et du garde des sceaux. En fait, il demande aux membres du CSM de supprimer purement et simplement certains passages de leur texte.

Les chapitres litigieux sont au nombre de trois. L'Elysée n'apprécie guère l'un des tableaux statistiques publiés dans le rapport : il montre que, sur les 15 avis défavorables rendus du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 31 décembre 1996 au sujet des nominations de magistrats du parquet, 7 n'ont pas été suivis par le garde des sceaux. « Doit-il être relevé le fait que l'autorité de nomination est passée outre aux avis défavorables dans 46 % des cas, ce qui traduit une rupture avec la pratique antérieure », ajoute le CSM.

La partie consacrée aux propositions ne sied guère plus à l'Elysée. Le CSM passe en revue les suggestions de l'année passée en signalant si elles ont été suivies ou non. Il reprend les propositions sur l'autonomie du parquet formulées dans un avis de décembre : supprimer les instructions individuelles, et augmenter les garanties de nomination des magistrats du parquet. En ces temps d'« affaires », et malgré les propos de Jacques Chirac sur le parquet, ces vœux sont jugés déplacés. L'Elysée fait savoir qu'il ne veut pas les voir figurer dans le rapport. Le CSM ne comprend pas ces exigences. « Ni l'Elysée ni la chancellerie n'ont de droit de regard sur ce texte, souligne un membre du Conseil. C'est un rapport que nous rédigeons tous les ans. Nous y mettons les statistiques - toutes les statistiques - et nos propositions. S'ils ne veulent pas le suivre, rien ne les force à le faire, mais ils ne peuvent pas nous empêcher de le formuler. »

Le temps passe et les retards s'accumulent. Certains craignent qu'en raison des délais d'impression le texte ne soit pas prêt pour les cérémonies du cinquantième, le 6 mars. Il faudra de longues discussions pour que le pouvoir finisse par céder. Un membre du CSM écrit une lettre de démission, puis la retire lorsqu'il apprend que le rapport sortira finalement dans sa version initiale.

« Ce s'est finalement arrangé, mais les crispations sont encore très fortes », raconte un membre du CSM. Il y a six mois, lors du grand mouvement de nominations qui avait touché la haute hiérarchie judiciaire, le CSM avait déjà été soumis à de grandes tensions. Le représentant de l'Elysée, Olivier Echappé, et le directeur des services judiciaires, Marc Molinar, aujourd'hui directeur des affaires criminelles et des grâces, avaient négocié le grand jeu de domino qui avait permis de placer des proches du pouvoir aux postes de procureurs généraux de la Cour de cassation et de la cour d'appel de Paris.

gurer dans le rapport. Le CSM ne comprend pas ces exigences. « Ni l'Elysée ni la chancellerie n'ont de droit de regard sur ce texte, souligne un membre du Conseil. C'est un rapport que nous rédigeons tous les ans. Nous y mettons les statistiques - toutes les statistiques - et nos propositions. S'ils ne veulent pas le suivre, rien ne les force à le faire, mais ils ne peuvent pas nous empêcher de le formuler. »

Le temps passe et les retards s'accumulent. Certains craignent qu'en raison des délais d'impression le texte ne soit pas prêt pour les cérémonies du cinquantième, le 6 mars. Il faudra de longues discussions pour que le pouvoir finisse par céder. Un membre du CSM écrit une lettre de démission, puis la retire lorsqu'il apprend que le rapport sortira finalement dans sa version initiale.

« Ce s'est finalement arrangé, mais les crispations sont encore très fortes », raconte un membre du CSM. Il y a six mois, lors du grand mouvement de nominations qui avait touché la haute hiérarchie judiciaire, le CSM avait déjà été soumis à de grandes tensions. Le représentant de l'Elysée, Olivier Echappé, et le directeur des services judiciaires, Marc Molinar, aujourd'hui directeur des affaires criminelles et des grâces, avaient négocié le grand jeu de domino qui avait permis de placer des proches du pouvoir aux postes de procureurs généraux de la Cour de cassation et de la cour d'appel de Paris.

A. C.

## Dans les DOM-TOM, une indépendance difficile à assurer

Les pressions multiples et l'immobilisme des magistrats pointés du doigt

DANS SON RAPPORT, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) se montre sévère avec les magistrats qui exercent dans les départements et territoires d'outre-mer. Le CSM leur reproche à mots couverts leur immobilisme : sur les 210 magistrats qui exercent actuellement dans les DOM-TOM, plus de 20 % n'ont pas travaillé en métropole depuis plus de dix ans. « L'immobilisme outre-mer n'atteint pas un niveau tel que des mesures d'ordre statutaire s'imposeraient pour y faire obstacle, mais il existe », souligne le rapport.

Pour le CSM, cette stabilité présente bien des inconvénients. « L'éloignement prolongé de la métropole et, parfois même, du siège de la cour d'appel ; l'impossibilité de fait qu'en découle actuellement, pour la plupart des magistrats servant outre-mer, de bénéficier de la formation permanente dispensée par l'ENM [Ecole nationale de la

magistrature] ; le sentiment d'isolement lié à l'insularité ; l'accoutumance à un rythme de vie particulier et les habitudes de facilité qui peuvent naître d'une vie matérielle parfois plus aisée viennent en effet accroître encore les inconvénients traditionnellement attribués à l'immobilisme », analyse le rapport.

« MODE DE VIE »

Ces dysfonctionnements ne favorisent apparemment pas la sérénité de la justice. « La pression médiatique, parfois forte et allant jusqu'à des mises en cause personnelles, constitue la pratique habituelle, note le CSM. Les difficultés d'exercice professionnel sont souvent accentuées sur le plan personnel par le climat et le mode de vie. Du fait de pressions diffuses, l'indépendance y est parfois plus difficile à assurer qu'en métropole. »

Le CSM note en outre que le « hasard » ne suffit sans doute pas

à expliquer que, dans les cinq dernières années, un nombre important de ces magistrats - sept - aient été traduits devant les instances disciplinaires.

Au cours des deux dernières années, le CSM a tenté de mettre fin à ces pesanteurs. Sur les 53 magistrats nommés de juin 1994 à décembre 1996, 50 venaient de la métropole. « Le CSM a fait preuve de la plus grande prudence à l'égard des carrières trop ostensiblement tournées vers l'autre-mer », note le rapport.

Le Conseil souhaite désormais éviter toute promotion d'un poste d'outre-mer à un autre et écarter tout déroulement de carrière filial sans avancement, dans les seules juridictions d'outre-mer. « Il s'agit bien évidemment là de simples orientations, et aucune limitation précise ne peut être fixée », conclut-il.

A. C.

## L'homme d'affaires André Guelfi placé en détention dans le dossier Elf

L'AFFAIRE Elf-Floch-Prigent compte, depuis la fin de la semaine dernière, une quatorzième mise en examen. Au terme de sa garde à vue, l'homme d'affaires André Guelfi, soixante-dix-huit ans, s'est vu notifier, le 28 février par le juge d'instruction parisien Eva Joly, une mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux ».

Placé en détention provisoire, M. Guelfi a été écroué à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. Ce nouvel épisode paraît marquer une relance de l'enquête de M<sup>me</sup> Joly sur le versement de farfouilles commissions par la compagnie pétrolière française lors d'opérations internationales contestées, sous la présidence de Loïc Le Floch-Prigent - sous le coup de six mises en examen.

HONORAIRES EXORBITANTS

Milliardaire corse né au Maroc et aujourd'hui installé à Lausanne (Suisse), propriétaire de plusieurs jets privés, connu dans les milieux d'affaires sous le surnom cocasse de « Dédé la Sardine » depuis qu'il avait fait fortune dans la congélation de poisson en haute mer,

M. Guelfi serait soupçonné d'avoir perçu plus de 50 millions de francs d'honoraires lors de projets d'investissements d'Elf en Ouzbékistan.

En 1992, M. Le Floch-Prigent s'était lancé dans une opération visant à l'implantation d'Elf dans cette ancienne République soviétique. André Guelfi y possédait de solides relations, forgées à la fin des années 70, alors qu'il s'était associé avec Horst Dassler, le fondateur d'Adidas, pour gérer l'exclusivité des droits publicitaires des Jeux olympiques de Moscou, en 1980.

Auparavant, M. Guelfi avait, en 1975, racheté au groupe Adidas la marque Le Coq sportif. Il s'était également constitué un petit empire hôtelier en faisant l'acquisition de trois palaces parisiens, Le Prince de Galles, Le Meurice et Le Grand Hôtel - dont les actifs incluaient 47 % des actions de La Rente foncière, propriétaire de 128 immeubles dans la capitale.

Fort de ce curriculum vitae qui lui avait permis de gagner la confiance du président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, André Guelfi était parvenu à sortir de

l'impasse les négociations engagées par Elf, jusqu'alors avec l'appui de l'homme d'affaires Hubert Perrodo, proche d'un ancien PDG du groupe, Alain Chalandon. « On avait décidé de signer un protocole d'accord pour l'exploration, prévoyant un partage de production entre Elf et l'Ouzbékistan », raconte M. Guelfi, en 1995, au mensuel économique Capital. Je devais toucher 3 % sur chaque baril produit. »

OPPOSITION AU SEIN DU GROUPE

Au même titre que le rachat, en 1991, de la compagnie espagnole Ertol et des forages en mer du Nord de la société Oxiptroleum, l'opération ouzbèke avait, semble-t-il, suscité de fortes oppositions au sein d'Elf-Aquitaine. Les enquêteurs soupçonnent, dès lors, M. Le Floch-Prigent d'avoir cherché à contourner les circuits officiels du groupe pour mettre sur pied ses projets, ainsi qu'il l'avait fait pour débiter de forts investissements au profit du groupe textile de son ami Maurice Bidermann.

Interrompues en 1993, après la nomination de Philippe Jaffré à la

tête du groupe pétrolier français, les négociations avec l'Ouzbékistan n'ont finalement pas abouti au moindre investissement d'Elf dans ce pays.

Interrogé sur le montant de la commission qui lui avait été versée, André Guelfi a contesté, devant les policiers, qu'il s'agisse d'une commission « hors normes ». Mais le juge Eva Joly souhaite savoir si la somme versée lui était intégralement destinée.

Après la mise en examen de l'ancien avocat Nathan Meyohas, dont l'intervention dans le dossier Oxiptroleum est également contestée (Le Monde du 10 août 1996), M. Guelfi est le deuxième intermédiaire mis en cause dans l'instruction de l'affaire Elf. Evoquant, le 5 juillet 1996, dans son ordonnance de placement en détention de M. Le Floch-Prigent - remis en liberté le 23 décembre suivant - les « réserves » utilisées par l'ancien PDG, M<sup>me</sup> Joly estimait qu'ils avaient pu constituer « des outils de détournements organisés ».

Jacques Follorou et Hervé Gattégno

## SICAV INDICIA

- Orientation : actions françaises ; indicielle ; éligible au PEA
- Durée de placement : plus de 5 ans
- Valeur liquidative au 14/02/1997 : 1 584,01 F

### Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Indicia sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le vendredi 28 mars 1997 à 16 heures, 91/93, Bd Pasteur - 75015 Paris. Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996. La distribution du dividende de la Sicav Indicia est prévue le samedi 29 mars 1997.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'INDICIA sur SICAVÉCOUTE Tél. : 08.36.68.56.55 • Code : 23 (3 unités par min)

SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

مكتبة النهر



## La Cour de cassation autorise la poursuite de l'instruction de l'affaire des écoutes de l'Elysée

Les pourvois de MM. Ménage, Schweitzer, Prouteau et Gilleron ont été rejetés

Le procès de l'affaire des écoutes téléphoniques de l'Elysée aura bien lieu. La chambre criminelle de la Cour de cassation a, en effet, considéré,

dans un arrêt rendu mardi 4 mars, que les infractions d'atteinte à l'intimité de la vie privée et de conservation de données nominatives consti-

tées par le juge Valat ne peuvent être prescrites avant qu'elles aient pu être constatées en tous leurs éléments.

L'INSTRUCTION de l'affaire des écoutes téléphoniques de la cellule dite antiterroriste de l'Elysée par le juge Jean-Paul Valat va pouvoir suivre son cours, sur la base de l'arrêt rendu, mardi 4 mars, par la chambre criminelle de la Cour de cassation. Présidée par Christian Le Guenec, la haute juridiction a, en effet, rejeté les pourvois formés contre l'arrêt rendu le 30 septembre par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris par quatre personnes mises en examen dans ce dossier : Gilles Ménage, directeur adjoint puis directeur de cabinet de François Mitterrand de 1981 à 1988 ; Louis Schweitzer, directeur de cabinet de Laurent Fabius à Matignon ; Christian Prouteau, ancien chef de la cellule, et Pierre-Yves Gilleron, l'un des membres. Pour l'essentiel, les arguments des mis en examen invoquaient la prescription des infractions, commises entre 1983 et 1986, mais révélées en novembre 1992 dans la presse, pour obtenir la fin des poursuites dans cette affaire d'Etat.

Mettant en exergue la « clandestinité » inhérente à ce type de délits, la Cour de cassation a jugé que, « sous la réserve de son effectivité à la loi », les infractions d'atteinte à l'intimité de la vie privée et de conservation de données nominatives « ne peuvent être prescrites avant qu'elles aient pu être constatées en tous leurs éléments et que soit révélée, aux victimes, l'atteinte qui a pu être portée à leurs droits ». En l'espèce, l'arrêt du 4 mars précise que la découverte

de ces infractions et leur révélation à leurs victimes n'ont pu être effectuées qu'au mois de novembre 1992, c'est-à-dire après la publication dans la presse d'articles faisant état du placement d'écoutes sur les lignes de plus de cent cinquante personnalités - avocats, écrivains, journalistes, hommes politiques - par la cellule de l'Elysée.

### « ATTEINTE À LA CONSTITUTION »

La conservation d'un enregistrement de paroles prononcées à titre privé ou confidentiel, ainsi que celle de données informatisées nominatives faisant notamment apparaître les opinions politiques, philosophiques ou religieuses des personnes espionnées, constituent en outre, selon

la haute juridiction, « des délits continus, à l'égard desquels la prescription de l'action publique ne commence à courir que lorsqu'ils ont cessé ». Or cette prescription ne peut être interrompue, au mieux, qu'à compter du 12 janvier 1995, date de la remise au magistrat instructeur des cinq disquettes informatiques contenant une partie de la mémoire informatique de la fameuse cellule et déposées à l'adresse du juge Valat par une femme à ce jour non identifiée.

Aussi la Cour de cassation a-t-elle considéré, sans se prononcer sur la qualification criminelle d'atteinte à la Constitution visée par la décision du 30 septembre de la chambre d'accusation, qu'il convient de poursuivre l'informa-

tion judiciaire. Dans son arrêt, la chambre d'accusation avait estimé que les infractions constatées étaient « de nature à constituer non seulement une atteinte à la vie privée des particuliers (...), mais également une atteinte à la Constitution, en raison de l'institutionnalisation du système et de l'ampleur des écoutes, de surcroît réalisées par une cellule constituée par les plus hautes autorités de l'Etat » (Le Monde du 2 octobre 1996).

Conduite depuis bientôt quatre ans par le juge Valat, l'information judiciaire va donc pouvoir continuer de mettre au jour les activités de police politique menées, sous le prétexte de la lutte antiterroriste, par la cellule de l'Elysée. « L'arrêt de la chambre criminelle constitue un moment décisif dans cette affaire, en ouvrant la voie vers un grand procès public, a commenté, à l'issue de l'audience, M. Michel Laval, avocat de la campagne d'Edwy Plenel, partie civile dans ce dossier. Il affirme qu'un délinquant, même obligé pour le compte de l'Etat, ne peut se réfugier dans la clandestinité de ses actes pour échapper à la justice. Les droits des citoyens en sont renforcés contre la toute-puissance de l'Etat. Depuis le début de l'information judiciaire, les mis en examen ont tout fait pour gêner le bon déroulement de la justice en invoquant aussi le secret-défense. Il faudra, là encore, que la justice prenne position. Ce sera un enjeu juridique et politique d'une très grande importance. »

Erick Inciyan

### Gilles Ménage, Jean-Michel Beau et le secret-défense

Anjourd'hui chargé de mission auprès du ministre de l'Industrie, Franck Borotra, Gilles Ménage a indiqué, mardi 4 mars, qu'il allait demander au premier ministre de le relever du secret-défense afin de se défendre comme il l'entend dans l'affaire des écoutes de l'Elysée.

Dénonçant « l'obstination de la plupart des médias » à le faire « apparaître comme le décideur et le commanditaire des écoutes », M. Ménage met en cause « la responsabilité directe de Christian Prouteau » et estime que le dossier du juge d'instruction « ne contient aucune pièce authentique ».

Le lieutenant-colonel de réserve de gendarmerie Jean-Michel Beau, qui avait contribué à la révélation de la subornation de témoins dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, a, dans une lettre adressée le 4 mars à Alain Juppé, demandé au premier ministre de se prononcer sur « la levée du secret-défense » concernant les documents saisis le 19 février dans un garage utilisé par Christian Prouteau. Il invite M. Juppé « à transmettre à la justice tout élément nouveau qui permettrait de réouvrir le dossier de subornation de témoins » concernant l'affaire des Irlandais de Vincennes.

## Pierre Suard nie toute culpabilité d'abus de biens sociaux

« JE NE SUIS COUPABLE d'aucun des faits qui me sont reprochés », a calmement répondu, mardi 4 mars, Pierre Suard au président Hervé Le Bras. A soixante-deux ans, le PDG du groupe Alcatel Alsthom de 1986 à 1995 comparait devant le tribunal correctionnel d'Evry (Seine-et-Marne) pour



PROCES

« abus de biens sociaux » et « abus de confiance » au préjudice de diverses sociétés du groupe, dont Alcatel-CIT, et d'un groupe-motif d'intérêt économique, Alcatel Gerem. Dans la salle d'assises du tribunal réquisitionnée pour cause de pléthore de prévenus, la justice a commencé l'examen des cas de quarante-trois entrepreneurs, cadres et dirigeants du groupe, dont Pierre Guichet, soixante-quatre ans, ancien PDG d'Alcatel-CIT, prévenu d'abus de biens sociaux et de « faux ». Tous sont impliqués dans le premier volet du volumineux dossier confié en 1993 au juge d'instruction Jean-Marie d'Huy : une série de travaux et de prestations effectués aux domiciles de cadres d'Alcatel et pris en charge par les sociétés du groupe, ainsi que la constitution, au sein d'Alcatel-CIT, d'une caisse noire de 3,5 millions de francs utilisée « pour la rémunération de tiers pour des prestations non déclarées ». L'instruction a recensé environ deux cents marchés litigieux. Le procès devrait durer un mois.

Le second volet portant sur des « surfacturations » de plusieurs centaines de millions de francs qui auraient été établies au détriment de France Télécom est toujours en cours d'instruction. Ce volet, dans lequel M. Suard a été mis en examen en mars 1995 pour « récel d'escroqueries », fait l'objet, pour partie, de recours en nullité procédurale.

Mis en cause pour une vingtaine de travaux

effectués à ses domiciles successifs de Boulogne-Billancourt et Neuilly-sur-Seine entre 1990 et 1993, Pierre Suard avait été impliqué très tôt, après l'ouverture de l'information judiciaire, par le directeur de l'engagement des travaux d'Alcatel-CIT, Antonio Léal, cinquantesept ans. Licencié pour faute grave en 1993, il est jugé aujourd'hui pour des escroqueries, escroqueries et abus de biens sociaux estimés à près de 10 millions de francs.

M. Suard se voit reprocher, d'une part, d'avoir effectué à ses domiciles des travaux de sécurité (installation de centrale d'alarme, réseau vidéo, portes de parking télécommandées...), qui ont été pris en charge, indûment selon l'accusation, par les sociétés du groupe Alcatel ; d'autre part, d'avoir bénéficié d'importants rabais (de 40 % à 60 %) consentis par les entrepreneurs travaillant habituellement pour le groupe sur des travaux d'aménagement personnels. Ces entrepreneurs se sont chargés, toujours selon l'accusation, de répercuter le manque à gagner en surfacturant certains marchés passés avec les sociétés d'Alcatel. Le montant total des sommes en cause est évalué à 4 millions de francs.

### « PAR SOUCI D'EFFICACITÉ »

Pour sa défense, l'ancien patron du deuxième groupe industriel français a fait valoir lors de l'instruction qu'il était « constant » que les dépenses afférentes à la sécurité du PDG de la firme soient prises en charge par celle-ci. Le responsable sécurité du groupe, Claude Mouchau, a justifié le mécanisme de la ventilation des dépenses dans plusieurs sociétés d'Alcatel par « la nécessité de dissimuler, par souci d'efficacité, le coût du système de sécurité en place ». Enfin, tous les entrepreneurs, sauf un, ont réfuté l'idée que, après avoir consenti des rabais à M. Suard, ils s'étaient « rattrapés » sur les mar-

chés d'Alcatel. S'agissant des travaux de sécurité, l'accusation a pointé « l'absence totale d'information préalable des organes institutionnels de la société », et le « caractère délibérément occulte » du système utilisé tendant à faire payer les prestations fournies par la société « à partir de libellés volontairement faux ». Concernant les rabais consentis à M. Suard, elle s'est appuyée sur une correspondance, frappée du sceau « confidentiel », et adressée au maître d'œuvre des travaux chez M. Suard, qui en déniait le mécanisme, ainsi que sur un rapport d'expertise et sur la déposition d'un entrepreneur. Ce dernier, Claude Autrand, a confirmé qu'il ne « s'agissait ni de remises ni de rebais, mais bien de répartitions » et que « le montant de la différence avait été imputé vraisemblablement sur une facture Alcatel dans le courant de l'année 1991 ».

A l'issue de l'instruction, l'accusation a estimé que « l'information [avait] mis en évidence une pratique généralisée, pénalement répréhensible, tendant à une recherche effrénée d'avantages de toutes sortes, dont les intérêts s'estiment aujourd'hui légitimement bénéficiaires ». Elle a stigmatisé « des méthodes de camouflage, preuve de la conscience que [les prévenus] avaient d'enfreindre la loi » et le trouble à l'ordre public à ses yeux constitué : « A travers une concurrence dévoyée, des dépôts de bilan multiples, c'est l'équilibre nécessaire du système économique qui est mis à mal. »

En début d'audience, à l'instar de l'ancien PDG d'Alcatel Alsthom, tous les entrepreneurs concernés par les travaux de M. Suard ont contesté d'emblée les faits, notamment de compléxité d'abus de biens sociaux ou d'escroquerie au préjudice d'Alcatel, qui leur sont reprochés.

Jean-Michel Dumay

## Le gouvernement présente son programme en faveur des handicapés

TROIS MINISTRES devaient présenter, mercredi 5 mars en conseil des ministres, un « programme d'action en faveur des personnes handicapées ». Après la loi du 10 juillet 1987, qui avait créé le quota de 6 % de handicapés dans les entreprises de plus de vingt salariés, le bilan est encore mitigé : le taux d'emploi est de 4 % dans le secteur privé, de 3 % dans la fonction publique d'Etat, de 5 % dans les collectivités territoriales et de 5,5 % dans le service public hospitalier.

« Nous sommes parvenus à un palier », devait expliquer Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, précisant que « la confusion des responsabilités entre l'Etat et les collectivités territoriales

freine les efforts de tous et laisse perdurer des disparités injustifiables entre départements ».

La loi de finances pour 1997 permettra, selon M. Barrot, de financer 2 000 places supplémentaires, en centres d'aide par le travail (CAT), et 500 places en ateliers protégés. Le budget total consacré aux handicapés s'élève à 27 milliards de francs, l'enveloppe de l'assurance-maladie destinée aux établissements pour adultes étant « en hausse de 100 millions de francs, dont 50 millions consacrés aux autistes ».

Anne-Marie Couderc, ministre déléguée pour l'emploi, devait annoncer les trois grands axes d'intervention retenus : diversifier les

modes d'accueil en entreprise (stagiaires, insertion en alternance) ; augmenter le taux d'emploi en milieu « ordinaire » - actuellement, seules 0,8 % des personnes en CAT sautent le pas - avec la mise en place, en cas d'échec, d'un « droit au retour » en milieu protégé ; simplifier les procédures, améliorer la coordination entre l'Etat et l'Agefiph (Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) et le fonctionnement des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, notamment chargées d'évaluer le degré d'invalidité des personnes vivant avec un handicap.

Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, devait enfin rendre compte de quatre priorités, arrêtées le 24 février avec le milieu associatif et François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale : développer l'intégration sociale en renforçant les dispositifs d'accompagnement des élèves et étudiants ; régler les situations liées du maintien de jeunes adultes dans des structures pour mineurs ; favoriser l'aide à domicile « grâce aux aides techniques et au développement des services d'outillages de vie » ; rénover la loi du 30 juin 1975 sur les institutions médicales et médico-sociales.

Laurence Folléa

## La réforme des universités bute sur l'organisation des études de droit

L'UNEF-ID et l'UNEF se retirent des discussions

LE CONSENSUS affiché sur les principes de la réforme de l'université de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale (Le Monde du 5 février) risque fort de voler en éclats à l'épreuve de sa mise en œuvre dès la prochaine rentrée. Premier accroc depuis l'annonce de ses principales dispositions, l'UNEF-ID s'est retirée de la conférence disciplinaire de droit-science économiques et administrative (AES) chargée de préparer la nouvelle organisation des études en premier cycle. Pour sa part, l'UNEF a purement et simplement décidé de ne plus participer à aucune des conférences. Enfin, le SGEN-CFDT, « tout en comprenant la position de l'UNEF-ID », réserve sa réponse sur une participation « conditionnelle ».

« Les négociations traînent. Le ministre, qui a évacué la question des moyens, cherche à gagner du temps et, en plus, sur certains points, nous enregistrons un recul », a expliqué Pouria Amirbahi, président de l'UNEF-ID, à l'issue de la dernière réunion, lundi 3 mars, de la conférence disciplinaire de droit. Au cours de cette rencontre, un différend a opposé ses représentants au président de la conférence des doyens de droit, Louis Favoreu, qui continue de demander à bénéficier d'un « régime dérogatoire » dans l'organisation du contrôle des connaissances. Alors que la réforme a inscrit dans ses principes la capitalisation des acquis en cours d'année et le principe d'une session de rattrapage, les juristes « s'opposent sur une position pas-

siste », selon le président de l'UNEF-ID. Invoquant l'insuffisance des moyens dans une filière où les taux d'encadrement sont les plus bas, ces derniers souhaitent préserver la « spécificité » de leur filière. « Nous sommes prêts, nous a indiqué M. Favoreu, à discuter des modalités d'une réforme qui nous paraît essentielle dans ses principes ».

### LE MINISTRE MINIMISE

Jusqu'à présent, les réunions informelles organisées par M. Bayrou pour tenter de rapprocher les points de vue ont échoué. Le ministre de l'Éducation, qui s'est bien gardé de trancher, tente de minimiser l'incident. Ce « bras de fer relève d'un jeu de rôle classique. Il nous reste trois semaines de discussions et le ministre tranchera avec la publication des textes fin mars », indique son entourage.

Il était prévisible que la conférence disciplinaire de droit soit la plus controversée. Les réticences exprimées par les juristes pourraient toutefois jaillir sur le contenu des autres conférences. « Les scientifiques ne sont guère enclins à s'engager si les juristes ne font pas le premier pas », note un représentant de cette conférence, tandis que les premières discussions sur la nouvelle organisation de la filière d'activités physique et sportives, proposant d'instaurer un système de sélection dès la fin du premier semestre, pourraient, elles aussi, susciter une opposition résolue des étudiants.

Michel Delberghe

## Les habitants de Saint-Denis sceptiques sur le projet Debré

LA LOI DEBRÉ sur l'immigration n'a pas convaincu les habitants de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Selon un sondage commandé par la mairie (PCF) et effectué le 27 février par l'IFOP auprès de 604 personnes, 53 % des Dyonisiens estiment que le texte du ministre de l'Intérieur « est orienté contre les étrangers et peut favoriser le racisme » (41 % pensent le contraire). De même, seuls 35 % des sondés jugent que cette loi « permettra de lutter efficacement contre l'immigration clandestine » (60 % contre) et 25 % considèrent qu'elle « permettra de résoudre les problèmes de [leur] quartier ». Un sondage réalisé par l'Ifop pour Le Figaro, les 21 et 22 février, concluait que 59 % des Français étaient favorables au projet.

Invités à répertorier les « principaux problèmes de la France », 63 % des personnes interrogées citent le chômage, 43 % le situant à la première place. Viennent ensuite la pauvreté, les inégalités sociales, l'insécurité, et enfin l'immigration (mentionnée par 17 %, placée en tête par 9 %). Commune populaire à forte proportion d'habitants issus de l'immigration, Saint-Denis avait été mentionnée par le ministre de la ville, Eric Raoult, lorsque celui-ci avait demandé aux cinquante-neuf réalisateurs signataires de l'appel à désobéir de venir « apprécier l'ampleur des difficultés [...] dans les quartiers ».

## Le rapport confidentiel sur les ESC provoque de nouveaux remous

LA DIFFUSION d'extraits du rapport confidentiel sur les Ecoles supérieures de commerce dans L'Express (Le Monde du 4 mars) pourrait connaître des suites judiciaires. A l'origine de cette étude réalisée par le cabinet Ernst and Young, Franck Borotra, ministre de l'Industrie, a demandé au garde des Sceaux, Jacques Toubon, de diligenter une enquête dans ses propres services pour déterminer l'origine de la fuite. De son côté, le réseau des ESC regroupées dans l'Association pour le développement des grandes écoles de commerce et de management se réunit. Contestant la méthode et les résultats de cet audit, il a décidé d'engager une campagne de promotion dans les lycées et les classes préparatoires en insistant sur les taux d'insertion professionnelle de ses jeunes diplômés.

### DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le propriétaire d'un âne qui avait brouté de l'herbe sur un terrain appartenant à l'Office national des forêts (ONF) a été condamné, mardi 4 février, à 5 000 francs d'amende dont 3 000 avec sursis par la cour d'appel de Nîmes. Habitué à promener des touristes dans le parc national des Cévennes, Gaspard s'était rendu coupable, un jour d'août 1995, d'« oultrage et de piétinement ponctuels de port et d'autre du sentier », selon les termes du procès-verbal dressé par un garde forestier. En réalité, le propriétaire de l'animal, Jean-Pierre Olivier, maire (PS) de Genholac (Gard), et l'Office sont en conflit depuis deux ans à propos du paiement d'un droit de passage sur les chemins de l'ONF.

■ RAPATRIÉS : une douzaine d'enfants de harkis observent une grève de la faim, depuis le 17 février, dans un centre médico-social de Sainte-Livrade-sur-Lot (Lot-et-Garonne), au nom d'une communauté qu'ils disent « méprisée », « trahie » et « abandonnée ». D'autres manifestations ont eu lieu récemment à Bergerac (Dordogne), Villeneuve-sur-Lot et Agen (Lot-et-Garonne). Guy Forzy, délégué aux rapatriés, a demandé aux grévistes, mardi 4 mars, de cesser leur mouvement en rappelant qu'une loi de 1995 prévoyait de consacrer 2,5 milliards de francs sur cinq ans à cette communauté.

الحكمان الأول



## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 6 MARS 1997

**AMÉNAGEMENT** Les stations de sports d'hiver de Savoie, comme les stations balnéaires du littoral, sont confrontées au vieillissement et à la dégradation de leur immo-

lier touristique. ● LE PROBLÈME EST D'AUTANT PLUS AIGU que ces stations constatent une baisse de fréquentation, liée en partie à la qualité des logements, désormais

jugée insuffisante. En trente ans, 1,6 million de lits touristiques ont été créés en montagne. L'offre est à la fois supérieure à la demande et désormais inadaptee. ● LE

CONSEIL GÉNÉRAL DE SAVOIE vient de décider d'injecter 12 millions de francs sur trois ans pour soutenir des opérations de réhabilitation déjà engagées à Tignes et à La

Plagne. L'objectif est de relancer le marché de l'immobilier touristique local, de soutenir le bâtiment et d'obtenir un meilleur taux d'occupation.

# Les stations de sports d'hiver doivent rénover leur parc immobilier

En Savoie comme sur le littoral méditerranéen, les logements construits pour le tourisme vieillissent, au moment où la demande est plus rare et la clientèle plus exigeante. Les collectivités locales tentent de relancer le marché avec des opérations de réhabilitation

CHAMBERY

de notre correspondant

En montagne comme sur le littoral, l'image de marque d'un site touristique dépend désormais de la qualité de son urbanisme et de ses hébergements. A Tignes (Savoie), la baisse régulière de fréquentation constatée depuis 1994 et l'érosion du chiffre d'affaires de la Société des téléphériques de la Grande Motte (STGM) - puissante entreprise de remontées mécaniques dont le chiffre d'affaires annuel dépasse encore les 200 millions de francs - ont provoqué un électrochoc.

Lancée en 1962 à plus de 2 000 mètres d'altitude par le promoteur-aménageur Pierre Schneblin, la station de Haute-Tarentaise, dont le domaine skiable est resté à celui de Val d'Isère, a vieilli. Et plutôt mal. La détérioration de l'immobilier - la dernière réalisation date de 1986 - et l'espace urbain chaotique d'une station qui compte 28 000 lits touristiques bloquent désormais toute croissance. Le quart des logements, soit environ 1 600 studios et appartements, seraient ainsi susceptibles d'être touchés par une opération de réhabilitation.

Tignes n'est pas la seule à s'interroger sur son avenir. Créées voilà vingt ou trente ans en sites vierges, dans la foulée du plan « neige », les « usines à ski », dont le développement repose essentiellement sur l'immobilier, cherchent un nouveau souffle. La vente des logements neufs, après avoir atteint un pic en 1987, ne cesse de baisser, surtout à cause de l'effondrement des mar-

chés des studios, ces studios-cabines de 15 mètres carrés en vogue à la fin des années 60. En outre, faute d'entretien, bon nombre d'appartements dégradés ne peuvent être ni vendus ni même loués, sauf au noir. D'autres ne correspondent plus aux exigences de qualité, qui priment désormais dans un marché considéré comme mature.

« VOILETS CLOS »

Ce phénomène de « volets clos », en augmentation dans bon nombre de grandes stations de ski, inquiète les maires et le conseil général de la Savoie, présidé par le ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier (RPR). Le tourisme représente, en effet, la moitié de l'activité économique de la Savoie : ses 400 000 lits génèrent un chiffre d'affaires proche des 20 milliards de francs. L'assemblée départementale

a donc décidé, le 10 février, d'injecter 12 millions de francs sur trois ans pour soutenir les opérations de réhabilitation déjà engagées à Tignes ou encore à La Plagne, site où plus d'une centaine d'appartements ont été rénovés depuis 1993. L'idée est d'inciter d'autres stations à faire de même. Les enjeux : relancer le marché de l'occasion, soutenir le secteur du BTP, mais surtout obtenir un meilleur taux d'occupation du parc existant.

« Quantitativement, l'offre est supérieure à la demande, alors que qualitativement, elle n'est pas adaptée. Il en résulte un taux de remplissage moyen très faible (27 %), des retombées économiques sur la station trop faibles et une rentabilité insuffisante pour les propriétaires, qui n'ont que peu d'intérêt à louer », résume un récent rapport du Service d'études et d'aménagement touristique de la

montagne, qui dépend du ministère du tourisme. Toutefois, compte tenu de la multiplicité des copropriétés, ces réhabilitations ne sont guère aisées à entreprendre. D'où l'engagement des communes elles-mêmes, souvent en partenariat avec les sociétés de remontées mécaniques, directement intéressées à l'augmentation des séjours. A Tignes, la municipalité a décidé d'investir 250 millions sur cinq ans dans une démarche de « requalification urbaine » destinée à rendre la station plus agréable à vivre, en détournant la circulation automobile de la proximité des pistes et en réalisant parkings couverts et espaces piétonniers. Dans le même temps, une société d'économie mixte, Tignes Développement, dont le capital est détenu par la commune, la Caisse des dépôts et la STGM, a imaginé un dispositif financier incitatif pour sé-

duire les propriétaires de résidences secondaires. Avec l'objectif de rénover 800 logements en trois ans, elle propose d'avancer la somme nécessaire à la rénovation (de 18 000 francs pour un studio de 24 mètres carrés à 190 000 francs pour un F4) en assumant les annuités d'emprunts. Le capital sera remboursé sur les locations. Le propriétaire conserve la jouissance de son bien quelques semaines par saison, mais doit en confier la gestion durant neuf ans à une société qui en assurera la maintenance. « Il s'agit d'inciter les propriétaires à révaloriser leur patrimoine en devenant de véritables partenaires de la station », résume Pascal Jalatrin, directeur de Tignes Développement. Cette démarche a déjà permis de rénover une trentaine d'appartements en 1996, et les demandes ne cessent d'affluer.

Les expériences tentées en altitude - en trente ans, 1,6 million de lits touristiques ont été créés en montagne - sont en train de faire école sur le bord de la mer. Le littoral d'Aquitaine et du Languedoc, en particulier, est lui aussi confronté à une baisse de fréquentation. « A l'avenir, c'est la qualité de l'hébergement qui fera la différence, surtout par rapport à la concurrence étrangère », soutient Jean-Pierre Chenu, maire d'Aime (Savoie), commune-soutien de La Plagne, et directeur d'une société d'économie mixte à vocation touristique au Cap-d'Agde (Hérault), collectivité qui compte 160 000 lits. En l'absence d'un partenaire puissant tel qu'une société de remontées mécaniques, les collectivités se retrouvent seules en première ligne. « Nous avons besoin de dispositions fiscales pour pouvoir mener à bien de véritables OPAH [opérations programmées pour l'amélioration de l'habitat] touristiques. Si l'Etat ne bouge pas, il y aura des friches dans vingt ans », commente Michel Bouvard, député (RPR) de Savoie, par ailleurs président d'un groupe de travail national sur le devenir de l'immobilier touristique. Le ministère du logement ayant fort opportunément rappelé que son rôle n'était pas de financer des résidences secondaires, c'est celui du tourisme qui est responsable du dossier. Au-delà des appartements dégradés, il s'agit en effet de corriger les erreurs d'urbanisme du passé, qui ont dénigré de multiples sites remarquables.

Philippe Révil

■ EAU : L'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse a déboursé 570 millions de francs pour lutter contre la pollution de l'eau. Près de 500 opérations de protection et de gestion de l'eau et des milieux aquatiques doivent être lancées sur l'ensemble des communes du bassin : réhabilitation du Vieux Rhône à Pierre Bénite (Rhône), mise en place d'une station de traitement de l'eau à Tavaux (Jura), création d'un bassin d'orage et amélioration du réseau de collecte de Shell Chimie sur l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône), extension des stations

d'épuration de Bourg-en-Bresse (Ain), L'Isle-d'Abeau (Isère) et Mèges (Haute-Savoie), etc. ■ PARIS : Jean Tiberi devait réunir, mercredi 5 mars, les maires des vingt arrondissements, sur les « investissements localisés » pour 1997 (crèches, gymnases, voirie, etc.). Une telle réunion est prévue par la loi de décentralisation Paris-Marseille-Lyon (PML), qui stipule que ces investissements sont votés par le Conseil de Paris, après consultation d'une « conférence de programmation » réunissant l'Hôtel de Ville et les maires d'arrondissements. Les édiles socialistes ont an-

noncé qu'ils s'y rendent dans un « esprit combatif » pour réclamer une « vraie gestion de proximité ». ■ Le trafic du port autonome de Paris a accusé en 1996, avec 18,5 millions de tonnes, une chute sensible : -9 % par rapport à 1995. Cependant tous les postes sont en hausse, sauf les matériaux de construction (-14 %) qui représentent 80 % de l'ensemble des tonnages manutentionnés. Le trafic de conteneurs à partir de Gennevilliers connaît une envolée (+70 %).

■ PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : Le territoire du Verdon a été classé parc naturel régional par le ministère de l'environnement. Le parc s'étend sur un territoire de quelque 200 000 hectares dans le Var et les Alpes-de-Haute-Provence, peuplés de 21 000 habitants. Les gorges du Verdon, un canyon très renommé chez les grimpeurs et des amateurs d'eaux vives, attirent un million de visiteurs par an. Le budget de fonctionnement du parc est évalué à 3 millions de francs, dont plus d'un tiers devrait être apporté par la région PACA, qui compte déjà trois parcs naturels : la Camargue, le Lubéron et le Queyras.

Le plus dur pour lui, ça a été de se lever à 5 heures. Après, on a bien travaillé.

Bruno Amuat, adjoint d'exploitation au groupe Sita, tuteur de Abdelhalim Liman.



3000 tuteurs pour qu'aujourd'hui les jeunes aient un métier.

Quand un jeune sans qualification entre dans l'entreprise, il vient apprendre un métier. Il découvre aussi des règles de travail exigeantes : le respect des horaires, la vie en équipe, la satisfaction du client...

Pour intégrer avec efficacité les jeunes dans l'entreprise, le groupe Lyonnaise des Eaux forme des « tuteurs » : des salariés qui les accompagnent tout au long de leur parcours. Comme l'a fait Bruno Amuat, adjoint d'exploitation au groupe Sita, pour Abdelhalim Liman, en le formant au nettoyage urbain, l'un des métiers porteurs de l'environnement.

Les jeunes, l'entreprise : chacun s'investit, chacun y gagne. Lyonnaise des Eaux a déjà accueilli 4200 jeunes en 1994 et 1995 et s'engage, en deux ans, à en accueillir 6 000.

\* Imaginons l'emploi, direction des ressources humaines, 72, avenue de la Liberté 92750 Nanterre cedex.



Créons des métiers. Ouvrons des portes.

http://www.lyonnaise-des-eaux.fr

كتاب النحل



**Dessin : d'Olce**

المكذابين الأهل







## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## M. Chirac et la justice

**Q**UAND donc nos gouvernants rediendront-ils, abandonnant cette détestable pratique du double langage qui mine la vie démocratique ? Les cyniques ingèrent sans doute la question naïve et résignée, invoqueront cette éternité politique où la main droite s'est depuis des lustres habituée à ignorer ce que fait la main gauche. Ce faisant, ils sont de mauvais conseil, incitant dangereusement les responsables politiques à ne pas prendre garde aux multiples signaux que leur adresse la société. Le dernier en date vient de la justice et, cette fois, non pas de « petits juges » révoltés mais du Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

S'agissant de la justice, Jacques Chirac avait eu récemment de fortes paroles, saluées dans ces colonnes où l'on s'était refusé à tout procès d'intention et déclaré prêt à juger sur pièces des intentions réformatrices du chef de l'État. Oui, avait déclaré le président de la République en annonçant la création de la commission présidée par Pierre Truche, « des soupçons demeurent sur l'indépendance des magistrats à l'égard du pouvoir politique ». « Il n'y a pas d'État de droit, il n'y a pas de vertu républicaine sans une bonne justice », ajoutait-il.

Or, le rapport du CSM met en évidence que les actes de M. Chirac démentent ses paroles. Sous sa présidence et contrairement à une pratique respectée par son prédécesseur depuis la réforme, en 1993, du CSM, le pou-

voir a nommé des magistrats du parquet malgré l'avis négatif de cette instance, pourtant chargée, selon la Constitution, d'« assister » le président de la République dans sa tâche de « garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire ». Le nombre de postes concernés est, certes, faible – sept nominations sur quinze avis défavorables –, mais il illustre le retour de vieilles et mauvaises habitudes au point que le CSM n'hésite pas à affirmer que « d'ores et déjà, l'indépendance des magistrats du parquet, s'agissant de leur nomination, est encore imparfaitement assurée ».

Cette dérive alarme tant le CSM qu'il n'hésite pas à plaider pour une véritable autonomie du parquet et demande qu'enfin les nominations de procureurs et, surtout, de procureurs généraux soient faites sur ses propositions, afin d'en finir avec une situation où la désignation de magistrats « aux plus hauts postes du Parquet échappe à tout contrôle ». Et, en retour, cette prise de conscience par le CSM de sa mission a tant alarmé le pouvoir qu'il a tenté, en vain, de censurer ce rapport dont il ne sort pas grand.

Si, face aux affaires qui menacent sa majorité, M. Chirac croit pouvoir enrayer la marche de la justice, il se trompe. Tout comme l'arrêt de la Cour de cassation qui, dans l'affaire des écoutes de l'Élysée, ouvre pour la première fois la voie à un procès dans une « affaire d'État », le rapport du CSM montre que de plus en plus nombreux sont les juges déterminés à conquérir et à défendre leur indépendance.

## L'argent de M. Clinton pèse sur les relations avec Pékin

**IL Y A QUELQUE IRONIE** à voir, depuis Pékin, le flot d'informations en provenance des États-Unis à propos des soupçons de financement chinois illégitime dont aurait bénéficié, lors de la dernière élection présidentielle, le candidat Clinton. Survenant à la fin du règne de Deng et dans le climat d'incertitude qui prévaut à Pékin, ces soupçons ne peuvent manquer d'affecter cet élément-clé de la sécurité internationale que sont les relations entre la Chine et les États-Unis.

L'ironie, au reste, est à plusieurs facettes. Au cours du premier mandat présidentiel de Bill Clinton, les relations sino-américaines avaient traversé une période difficile, la plus mauvaise depuis la visite historique de Richard Nixon en Chine, en 1972. Les deux gouvernements s'en étaient finalement inquiétés et avaient cherché à stopper une dégradation

dangereuse pour les deux parties. Le climat, plutôt positif, qui a prévalu lors du récent séjour à Pékin de Madeleine Albright, chef de la diplomatie de l'administration « Clinton-2 » en témoigne.

## ECONOMIE FAÇON « FAR WEST »

Il n'est donc pas banal de voir les enquêteurs américains s'intéresser aux liens qu'auraient pu tisser, dans l'entourage présidentiel, des personnages qui ont largement contribué à alimenter le discours public de « Clinton-1 » face à la Chine : un vendeur d'armes notoire comme Wang Jun ou des hommes d'affaires liés à cette économie chinoise façon « Far West » qui fleurit dans le sud du pays.

L'affaire se corse quand on connaît les préférences habituelles des Chinois à l'égard des politiciens occidentaux. Pékin les préfère nette-

ment à droite. Un Henry Kissinger, un George Bush, sans parler d'un Nixon, ont toujours bénéficié d'une oreille plus attentive à Pékin que des libéraux ou des socio-démocrates, jugés peu fiables. M. Clinton semble donc, là, faire exception. Sans doute ces amitiés particulières, voulues ou non par le chef de l'exécutif américain, découlent-elles du réflexe des Chinois, naturellement enclin à s'arranger d'abord avec les dirigeants en place. Peut-être aussi faut-il y voir une évolution due à l'ouverture économique décidée par Deng Xiaoping. Le pouvoir politique de Pékin demeure conservateur à l'étranger. Le pouvoir économique, réaliste, se précipite, lui, dans les brèches ouvertes, sans s'occuper de considérations philosophiques. Prise entre deux feux, la politique extérieure du pays se trouve, de fait, atteinte d'une certaine schizophrénie.

Une troisième hypothèse peut néanmoins être envisagée : que d'habiles Machiavels chinois aient, en toute connaissance de cause, laissé se forger ce curieux imbroglio dans l'espoir de nuire aux rapports entre les deux pays. L'état actuel des relations conduit à lui accorder quelque crédit. La Maison Blanche est affaiblie face à Pékin quand elle formule à l'encontre de la Chine des critiques pour ses exportations douteuses de matériel militaire ou dans d'autres contentieux en plaçant ces questions sur les terrains de la morale, de la propriété des affaires ou de la législation internationale. Le gouvernement de Pékin l'est aussi lorsque, convaincu que l'assistance de l'Amérique dans la modernisation du pays est cruciale, il s'efforce d'amener le pays à un plus grand respect d'un certain nombre de normes. A ces partisans de l'ouverture, les jusque-boutistes chinois peuvent dire : voyez la crédibilité du chef de l'exécutif américain...

## ADVERSAIRES DU RAPPROCHEMENT

Car certains, à Pékin, s'acharnent depuis des années à introduire des éléments de discorde dans les rapports entre les deux pays. La politique de rapprochement avec Washington menée sous Deng Xiaoping a toujours, au sein du Parti communiste, quelques ennemis. Ceux-ci reprochent au Petit Timonier un abandon de souveraineté sur quantité de dossiers, au profit de l'Occident en général, des États-Unis en particulier : douane, pratiques commerciales, ouverture culturelle, retombées sociales des investissements étrangers, etc. Ces reproches ont régulièrement alimenté des périodes de crispation entre les deux pays au cours du premier mandat de Bill Clinton, la phase la plus tendue ayant été marquée par les gesticulations militaires du continent à l'égard de Taiwan, en février et mars 1996.

Il est, certes, trop tôt pour prédire l'impact éventuel qu'auront ces remous post-électorales sur les relations sino-américaines au cours du dernier mandat de M. Clinton. Le mal a déjà été fait. Il contribue à affaiblir, aux yeux des milieux conservateurs chinois, la crédibilité de Bill Clinton. Cela n'arrange pas, à coup sûr, ceux des dirigeants de Pékin qui souhaitent un rapport de confiance avec les gouvernements occidentaux afin d'aider à l'insertion de la Chine dans le système international, dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) notamment.

Francis Deron

## Le manager efficace par Philippe Bertrand



## Les trois panes de Lionel Jospin

Suite de la première page

Dans un parti de notables, qui compte plus d'un tiers d'élus, les jeunes sont aux abonnés absents, et les militants sont loin d'avoir regagné un terrain trop longtemps abandonné.

Vitrolles résume cette situation : la direction du PS, informée des risques, mais prise de court par un candidat prompt à s'autoproclamer dès l'annulation du scrutin de juin 1995, n'a pu imposer un autre choix. Cette panne a fixé l'attention sur la fédération des Bouches-du-Rhône qui illustre jusqu'à la mauvaise caricature les « scories » de certains bastions socialistes auxquels M. Jospin est dédié à mener la vie dure. Malheureusement, rien n'a été fait avant, et la remise en ordre décidée à Paris apparaîtra comme une sanction de la défaite de Vitrolles au lieu d'attester une volonté de rénovation.

La panne du message concerne la politique d'immigration et la quête d'un nouveau discours visant à incarner ce que Jean-Christophe Cambadélis appelle « la gauche populaire ». Lors de la convention sur la démocratie, en juin 1996, M. Jospin a jeté les bases d'une nouvelle politique, ferme contre l'immigration clandestine, ouverte sur l'intégration, mais l'opinion n'a (justement) retenu que son souci de ne pas agiter pour 1998 « le chiffon rouge » du droit de vote des étrangers aux élections locales et de ne pas prononcer le mot d'« abrogation » à propos des lois Pasqua, auxquelles

il veut substituer une législation de remplacement.

Ce décalage s'est retrouvé lors de l'affaire des sans-papiers de Saint-Bernard, auxquels la direction du PS a mesuré chichement son soutien. S'inquiétant déjà, le 1<sup>er</sup> septembre 1996, à La Rochelle, de la difficulté de mener un combat « noble », mais « minoritaire », M. Jospin s'est bien gardé de participer aux manifestations. Se plaçant déjà dans la posture d'un futur premier ministre, voulant joindre culture de gouvernement et culture d'opposition, il s'est démarqué des collectifs en s'abstenant de demander la régularisation de tous les sans-papiers.

Dans la mobilisation anti-Debré, M. Jospin a affiché la même distance que lors du mouvement social de la fin 1995 et a fait preuve de la même hésitation à mener un combat, là encore, à ses yeux, « noble », mais « minoritaire ». Certes, après le pas de décembre 1996 – qui ne lui est pas imputable – où les députés socialistes ont brillé par leur absence, il a organisé la session de rattrapage en annonçant dès le 16 janvier qu'il annulerait la loi Debré, en poussant les sénateurs socialistes à monter au créneau, eo signant avant les intellectuels, dès le 4 février, la pétition de SOS-Racisme. Mais il naviguait déjà contre des vents contraires.

Alors que le pouvoir voyait sa cote se redresser dans les sondages et confortait son électorat tout en lâchant sur ce qui avait déclenché la mobilisation, le PS se voyait renvoyer par un jeu de miroir les politiques de l'immigration menées sous François Mitterrand, « laxiste » avec les cent trente mille régularisations de 1982, « répressive » avec les lois Joxe et Marchand du second septennat. L'ab-

sence de projet alternatif sur l'immigration, l'échec de Vitrolles, le silence de quatre jours de M. Jospin – politiquement court, mais médiatiquement long – après l'appel des cinéastes, qu'il ne voulait pas « récupérer » et derrière lequel il ne voulait pas « cavalier », ont nourri, au sein même de son électorat pourtant divisé, le procès d'un PS hors jeu ou hors de la scène.

## AGIR SUR LES CAUSES DU MAL

Sur la stratégie contre le Front national, M. Jospin a toujours été embarrassé, refusant de mettre ce « parti néofasciste », comme il le qualifie depuis le 27 février, au centre du débat politique, avec la même énergie qu'il répugne à considérer l'immigration comme un « problème », le seul véritable étant, à ses yeux, celui du chômage. Moins pugnace sur ce front que M. Fabius, partisan d'un vrai combat politique, il veut néanmoins trouver une réponse permettant de détourner l'électorat populaire de la tentation extrémiste.

Pour M. Jospin, l'essentiel est d'agir sur les causes du mal et de lutter contre le chômage, l'exclusion, l'insécurité, ce qui renvoie à la politique économique arrêtée en décembre 1996. La difficulté tient aussi au calendrier jospinien. Mars annonce un téléscopage redoutable : le bureau national va se pencher successivement sur la sécurité (le 5), le FN (le 12) et... l'immigration (le 26). Avec l'idée d'une loi-cadre qui polarisera de nouveau l'opinion sur cette question.

Alors que l'épisode Debré permet au Parti communiste de faire de nouveau le procès de son partenaire, accusé d'incarner une « gauche fadasse », M. Jospin a du mal à reprendre la main sur des

questions où plusieurs écoles coexistent au sein du PS et où il semble parfois, selon une thématisation chère à Michel Rocard, ne vouloir s'engager que sur ce que la société est prête à accepter. Face au Front national, certains, comme Gérard Le Gall, jugent qu'il faut « reconquérir l'électeur », quitte à prendre en compte des préoccupations – sécurité, immigration, place de la nation – à l'origine de la dérive extrémiste. Pour d'autres, comme M. Cambadélis, la « gauche populiste », accrochée à ses valeurs, doit redorer « compatibles » la « modernisation » et la lutte contre l'« injustice des inégalités ».

S'il a perdu à court terme, M. Jospin pense qu'il peut gagner à moyen terme – à l'horizon 1998 –, convaincu que la majorité a davantage consolidé le Front national qu'elle-même, habité par l'idée de réhabiliter le clivage républicain gauche-droite et de ne mener la campagne électorale ni sur l'immigration, ni sur l'extrême droite. Pour parer à ce qu'il considère comme une diversion qui sert le pouvoir – ou dont celui-ci se sert –, il va devoir renouer avec ce qui lui a si bien réussi en 1996, l'art de la synthèse, à charge pour lui de rendre son message plus audible.

Michel Noblecourt

## RECTIFICATIF

## ALBERT GAZIER

Dans l'article consacré à la disparition d'Albert Gazier (*Le Monde* du 5 mars), nous avons écrit, par erreur, que l'ancien ministre socialiste avait, pendant la seconde guerre mondiale, gagné Alger dans le même avion que Guy Mollet. Il s'agissait, en fait, du même avion que Vincent Auriol.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Regrets éternels

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes, *Le Monde* n'a pas paru du vendredi 14 février au lundi 17 mars 1947. L'article ci-dessous a été publié dans le numéro daté 30 janvier 1947.

EST-IL trop tard pour les regretter ? On les appelle des sous-scrétaires d'État. La botanique a de ces noms savants. Mais ils n'étaient que la guirlande du temple. Il en était de chenus, de mûrs et d'imberbes. Et tous avaient la grâce inimitable des premiers pas.

La nuit même où se déroulaient les pompes de l'investiture, un frémissement parcourait les avenues du pouvoir. À peine quelque odeur de fraîche ambition traînait ces apprêts de printemps. Les candidats se penchaient, tournés vers le soleil levant : des blancs, des rouges ; mais on en vit, dans les fu-

mées diaprées de l'aurore, vider avec aisance sur toute la gamme de l'arc-en-ciel.

Mais il fallait choisir. D'officieux jardiniers présentaient les potiches. Le chef ici piquait un rouge, ici un blanc. Parfois, collés par la rosée, les plus contrastés lui venaient ensemble aux doigts. On nommait cela l'équilibre politique. D'autres restaient enchevêtrés par les racines.

Par bonheur les potiches étaient larges. Si d'aucuns n'y pouvaient trouver place, ils se souvenaient que « mainte fleur est née pour s'épanouir loin des regards, et pour exhaler sa douceur sous un ciel désert ». Mais jardinier n'est pas maître du temps : ils étaient treize sous-scrétaires d'État, que le gel a surpris en plein sol.

Pierre Kaufmann  
(30 janvier 1947.)

## Le Monde SUR TOUTS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 00-36-68-03-78

مكتبة الشامل



ur les relations avec Paris

## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 6 MARS 1997

15

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

Avec la publication, le 4 mars, du décret sur l'interconnexion des réseaux téléphoniques, le gouvernement français a quasiment achevé la mise en

pratique de l'ouverture à la concurrence des télécommunications en Europe début 1998. DES LICENCES pourraient être délivrées avant l'été. François Fillon, le ministre délégué à

la Poste, aux télécommunications et à l'espace, estime qu'un équilibre a été trouvé, permettant à la fois à de nouveaux acteurs de s'installer et à France Télécom de poursuivre son dévelop-

pement. LE COÛT des prestations de service universel que continuera à fournir France Télécom, et auxquelles devront souscrire les nouveaux ac-

teurs, a été abaissé à près de 6 milliards de francs, contre 9 milliards évo-

## Le gouvernement veut installer la concurrence sans affaiblir France Télécom

« Nous avons trouvé un équilibre », explique au « Monde » François Fillon. Le ministre délégué à la Poste, aux télécommunications et à l'espace annonce, par ailleurs, que les nouveaux opérateurs devront consacrer 5 % de leurs investissements à la recherche

« La loi sur la libéralisation du téléphone en France a été adoptée en juin 1996. A dix mois de l'échéance, où en est-on de sa mise en œuvre ?

« J'avais annoncé la publication de la quasi-totalité des décrets d'application avant fin 1996. Celui relatif à l'interconnexion des réseaux devait faire l'objet d'un avis de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), créée le 1<sup>er</sup> janvier 1997. J'avais promis sa publication fin février. Il a été publié au Journal officiel le 4 mars. L'autre décret important, sur le financement du service universel par l'ensemble des opérateurs, sera publié d'ici un mois. Nous aurons alors pratiquement achevé la publication de la trentaine de décrets organisant la nouvelle réglementation. Les investisseurs intéressés par la mise en Bourse de France Télécom ont désormais une visibilité claire sur le paysage français et, surtout, les opérateurs qui s'approprient à investir connaissent les règles du jeu.

« La fourniture par France Télécom du service universel (accès à un service de qualité à un prix abordable par tous et partout) a un coût. Quel sera-t-il en 1998 ?

« Le chiffre me sera proposé par l'ART pour le 1<sup>er</sup> septembre. Ce sera nettement inférieur aux 9 milliards évoqués en 1996, sans doute voisin de 6 milliards de francs.

« Quand les premières li-



FRANÇOIS FILLON

cences pourront-elles être concédées ?

« Nous sommes prêts dès aujourd'hui à recevoir les demandes. Nous pourrions délivrer des licences avant l'été.

« En quoi le décret sur l'interconnexion constitue-t-il une étape importante ?

« C'est l'élément le plus structurant du nouveau paysage. Il va permettre la publication des tarifs que France Télécom sera en droit de demander à ses concurrents, lorsqu'ils utiliseront son réseau pour acheminer les communications de leurs abonnés. Nous avons trouvé un équilibre. Nous aurons des tarifs comparables, toutes choses égales par ailleurs (exemple : la répartition de la population sur le territoire), à ce qui se fait dans d'autres pays, permettant à la concurrence de s'installer. Ils tiennent compte aussi de

l'utilisation du réseau de France Télécom et lui permettent de poursuivre son développement.

« Certains jugent ces tarifs encore élevés.

« Par rapport au projet de décret, soumis à consultation publique fin 1996, il y a eu des évolutions. Nous avons retiré du catalogue l'accès systématique aux centraux téléphoniques internationaux de France Télécom. Cela n'existait dans aucun autre pays. Par ailleurs, nous avons mis en place le principe d'une compensation transitoire pour les 30 % à 37 % de centraux téléphoniques qui, début 1998, ne pourront pas être directement accessibles par les nouveaux opérateurs. Cette offre sera écartée : il faudra démontrer qu'il y a un problème significatif de concurrence, et elle sera mise en place suivant des critères précis que le ministre prendra par arrêté, après proposition de l'ART.

« Quand les tarifs de France Télécom seront-ils connus ?

« Il seront approuvés par l'ART d'ici à la fin mars. Les opérateurs pourront alors élaborer leurs stratégies d'investissements et de tarifs.

« France Télécom devra-t-il mettre en place une comptabilité séparée pour ses réseaux, voire isoler ces derniers dans ses activités ?

« Le décret a durci les obligations de comptabilité séparée afin

de permettre à l'ART de s'assurer des coûts réels de l'interconnexion. Mais il n'y a aucune obligation de filialisation. Nous avons modifié par ailleurs la rédaction, qui pouvait laisser penser que l'ART aurait un rôle dans le choix des investissements des opérateurs. Ce n'est pas sa vocation. Le décret préserve le partage des rôles décidé par le législateur : l'ART a une mission d'arbitrage et d'application des lois et règlements ; le gouvernement conserve sa compétence en matière de réglementation.

« Le gouvernement a récemment reçu le rapport Lombard-Kahn sur la recherche dans les télécommunications. Quelles leçons en tire-t-il ?

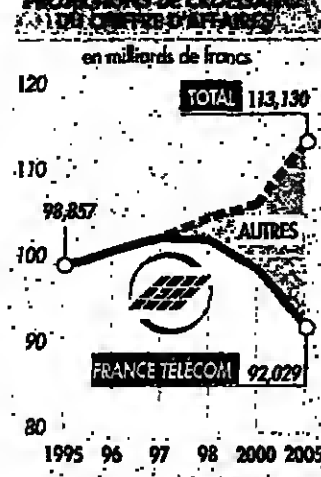
« Nous sommes dans un secteur où les évolutions sont rapides, l'innovation plus essentielle que jamais. Les opérateurs et industriels français ont une position forte sur le marché international. S'ils veulent la conforter, ils doivent consacrer une part importante de leurs ressources à la recherche. Une des questions posées est : comment concilier l'évolution de France Télécom, et donc du CNET, son centre de recherche, et les impératifs de diffusion de la recherche vers l'ensemble du secteur, y compris les PME ?

« Quelles mesures allez-vous proposer ?

« Une série de mesures sera pro-

### France Télécom cèdera progressivement du terrain

en milliards de francs



France Télécom devrait abandonner en moyenne 2,5 % par an de parts de marché dans l'activité des services télécoms au cours des dix prochaines années.

posée en conseil des ministres début avril. Le CNET devra évoluer en fonction des intérêts directs de France Télécom. Ce qui comprend le maintien d'un certain nombre de volets de recherche amont, dont les composants électroniques. L'idée que France Télécom

n'aurait plus besoin de recherche amont est une idée infondée. France Télécom devra aussi accentuer la valorisation des travaux du CNET, qu'il ne souhaite pas exploiter lui-même, dans le cadre de partenariats, en particulier avec des PME.

« Par ailleurs, les laboratoires publics (CNRS, INRIA, universités) devront jouer un rôle accru en matière de recherche de base, dans le cadre de leurs activités propres, mais aussi de partenariats avec des laboratoires privés. Nous allons proposer des incitations financières pour favoriser ce dernier point. Enfin, le comité interministériel sur la recherche du 3 octobre 1996 avait fait des technologies de l'information l'une des quatre priorités sectorielles du gouvernement. Cette priorité fera l'objet d'une proposition, début avril, d'un redéploiement des moyens au sein du budget civil de recherche-développement. Nous ne voulons pas nous reposer uniquement sur les efforts des opérateurs, notamment de France Télécom. Nos industriels doivent bénéficier d'un environnement scientifique et financier propice : c'est un enjeu capital en matière d'emploi.

« Y aura-t-il création d'un réseau de recherche ?

« Oui. Nous allons inciter les partenariats du secteur à se concrétiser périodiquement pour rechercher la meilleure affectation des moyens publics. Je vais réunir, avec François d'Aubert, le 18 mars, laboratoires publics, opérateurs et industriels pour un premier comité d'orientation.

« Allez-vous obliger les nouveaux opérateurs à consacrer une certaine part de leur activité à la recherche ?

« Oui. Pour France Télécom, ce sera 4 % du chiffre d'affaires, soit 3 milliards de francs par an. Pour les nouveaux opérateurs, ce sera 5 % du montant des investissements. Cela sera précisé dans les licences. C'est la mise à disposition pour assurer aux Français des télécommunications à un prix durablement compétitif.

Propos recueillis par Philippe Le Cœur

Ph. L. C.

## Numéro deux déclaré du téléphone, la Générale des eaux doit encore faire ses preuves

La Générale des eaux, numéro deux français du téléphone ? En s'adjugeant le 13 février, pour 1,5 milliard de francs, les 28 000 kilomètres de câbles télé-

### ANALYSE

Même s'il y a place pour deux généralistes, les objectifs affichés sont jugés ambitieux

phoniques de la SNCF, le groupe dirigé par Jean-Marie Messier affirmait se placer sur cette trajectoire. A dix mois de l'ouverture totale à la concurrence du marché français, c'est peut-être aller un peu vite que d'adoubier d'ores et déjà la Générale des eaux - ou plus exactement Cegetel, son pôle télécommunications - dauphin de France Télécom.

Potentiellement, Cegetel est certes bien placé. Avec le radiotéléphone de SFR (5,1 milliards de francs de chiffre d'affaires, 1 million d'abonnés) et la radiomessagerie de YDR (moins de 100 millions de chiffre d'affaires), il est déjà le numéro deux des communications sans fil. L'alliance, financière et industrielle, conclue en septembre 1996 avec les opérateurs britannique BT et américain Southwestern Bell (SBC) et l'industriel allemand Mannesmann, est aussi un atout non négligeable.

« Avec le réseau de la SNCF, ils ont gagné une nouvelle bataille, ils n'ont pas gagné la guerre », relève un familier du groupe. Devenir le principal rival de France Télécom supposera une alchimie réussie entre vision stratégique, mise en œuvre des moyens financiers et humains, et déploiement d'un savoir-faire marketing et commercial.

Cegetel veut être un acteur global. Son objectif est de détenir, en 2003, 20 % du marché français du téléphone longue distance (interurbain, international), 10 % du téléphone local, de conforter les 40 % qu'il revendique déjà dans les mobiles et, au total, de réaliser un chiffre d'affaires de 40 milliards de francs. Si les spécialistes pensent qu'il y a place pour un second généraliste face à France Télécom, les ambitions chiffrées

sont un peu plus contestées. « L'expérience montre qu'un opérateur dominant cède 1 % par an de son marché grand public », note un analyste financier.

La priorité de Cegetel va à son déploiement dans le téléphone longue distance, qu'il veut « offrir à tout le monde début 1998 », explique Philippe Gernoud, son directeur général. « A court terme, c'est là que sont les marges », concède l'un des meilleurs experts français des télécommunications, pour qui prétendre au rôle de généraliste impose cependant « une forte présence dans le téléphone local ». Une offre conjuguée longue distance/longue permet d'accroître la base de clientèle et de réduire le taux de désabonnement.

### UN SECTEUR VORACE

« Nous offrons du téléphone local, tempère M. Gernoud, mais sur quelques sites où sont installées des entreprises, comme à la Défense, où nous disposons d'un réseau en fibres optiques. » Et le grand public ? « Nous expérimentons la connexion des abonnés par voie radio à Nice. Mais ce n'est pas notre priorité. »

Reste à savoir si le fait d'être propriétaire d'infrastructures comme celles de la SNCF est plus intéressant que d'emprunter les lignes de France Télécom, dont les tarifs de location devraient baisser sous la pression du régulateur. « Le réseau SNCF ne garantit rien en matière de rentabilité, d'autant qu'il va falloir investir pour l'adapter », souligne un consultant. La somme évoquée est 1,2 à 1,5 milliard de francs. « Disposer d'une infrastructure doit avoir un sens économique, concède M. Gernoud, mais être trop dépendant de France Télécom, c'est ne plus être maître de notre équation économique. » Le réseau SNCF confère une autonomie, confirme l'expert en télécommunications, mais ce sera moins capital quand les tarifs de location de France Télécom seront concurrentiels.

La Générale des eaux s'engage dans un secteur d'autant plus vorace en capitaux que ses ambitions sont larges : Cegetel prévoit d'investir 4 milliards par an entre 1997 et 2000 dans un secteur où le retour sur investissements est

long : SFR, créée en mai 1988, ne prévoit ses premiers bénéfices qu'en 1998. Or, si elle dispose d'un poids considérable (164 milliards de chiffre d'affaires), la Générale des eaux, déficitaire pour la première fois de son histoire en 1995, est « sous-capitalisée et endettée », souligne l'expert en télécommunications. « De plus, sa vache à lait, l'activité eau, est moins productive qu'avant », ajoute l'analyste financier.

La Générale des eaux peut néanmoins compter sur sa politique de cessions d'actifs (6 milliards en 1995, 13,3 milliards en 1996) qui ont déjà ramené sa dette à 47,7 milliards fin 1996, contre 52 milliards fin 1995. Le groupe peut surtout compter sur ses partenaires, qui « lui donnent les moyens de ses ambitions », note l'expert en télécommunications. Le britannique BT doit acquiescer 25 % de Cegetel et apporter ses actifs français. L'allemand Mannesmann prendra 10 % de Cegetel. L'américain SBC augmentera de 22 % à 30 % sa part dans une holding intermédiaire détenant 50 % de Cegetel. L'accord sera bouclé « d'ici à quelques jours », assure M. Gernoud, et nos investissements d'ici trois ans totalement financés.

### INNOVATION MARKETING

Demain, ce qui fera la différence sera la capacité à analyser les besoins des utilisateurs, à segmenter les clientèles et à construire puis vendre des services. L'innovation marketing sera un élément-clé. A la Générale des eaux, cette culture du client n'est pas très répandue : dans l'eau, le consommateur final n'est pas au cœur des préoccupations, même si cela change. « La Générale ou un peu un tempérament de rentier, note l'expert. Cela a été le cas pour le radiotéléphone, où le groupe a été un peu suiviste et où il a été pas très loin de couler, faute d'avoir investi à temps face à France Télécom. »

« Leur culture marketing et concurrentielle n'est pas inférieure à celle de France Télécom », tempère toutefois ce même expert, pour lequel l'apport des partenaires anglo-saxons, « rompus à la concurrence », sera bénéfique. « Les alliés de Cegetel peuvent

l'obliger à étudier ce sujet en profondeur. Mais BT est resté en monopole déguisé en Grande-Bretagne et n'a pas vraiment eu d'initiatives faisant la différence, considère pour sa part le consultant. De plus, les recettes anglo-saxonnes sont difficilement transposables telles quelles. »

La réussite de Cegetel reposera finalement sur les hommes. « Nous recrutons plus de 1 500 personnes en 1997 », indique M. Gernoud. Cegetel compte 2 000 salariés, dont 1 700 chez SFR. Plusieurs observateurs soulignent cependant le peu de re-

crutements au niveau du management. Est-ce là la raison du flou de l'organisation, de l'existence de différentes équipes élaborant des stratégies sans se parler ? Nommé directeur général début janvier, M. Gernoud s'est donné deux mois pour régler ce problème d'organisation. « Nous affûtons le modèle pour coller au mieux au marché, confirme l'interne. Cela devrait aboutir dans les semaines qui viennent. Après nous choisirons les profils clés dont nous avons besoin. »

### UNION DES ASSURANCES FÉDÉRALES

#### VIVE PROGRESSION DU RÉSULTAT

Le Conseil d'Administration de l'Union des Assurances Fédérales, réuni le 4 mars 1997 sous la présidence de M. Daniel Gonzalez, a examiné l'activité et les résultats du Groupe pour l'exercice 1996. Les principales évolutions sont les suivantes :

en millions de francs	1995	1996	Progression
Chiffre d'affaires	17 288	18 892	9,3 %
dont activité vie	16 451	17 942	9,1 %
Activité gérés	79 625	97 421	22,3 %
Résultat net consolidé	593	760	28,1 %
dont résultat courant	593	702	18,5 %

Le résultat des Assurances Fédérales-Vie s'établit à 622 millions de francs à comparer à 499 en 1995. Sa progression de 24,4 % est à rapprocher de celle des encours représentés par les provisions mathématiques (22,4 %) en rappelant que le résultat de 1995 était affecté par une charge exceptionnelle d'impôt différé passif.

Le résultat de l'activité dommages s'élève à 78 millions de francs (+ 8,0 %) dont 40 millions pour la Médicale de France et 38 millions de francs pour Afcata. Il confirme les choix opérés en 1995 en matière de recentrage et reflète une sinistralité maîtrisée.

Le résultat consolidé enregistre un résultat exceptionnel de 57 millions de francs qui fait suite à la cession début 1996 de 95 % des Assurances Fédérales Iard.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser un dividende de 19 francs par action (+ 18,7 %), assorti d'un avoir fiscal de 9,50 francs : ce dividende représente 31,9 % du bénéfice net courant consolidé par action. Après cette distribution et une dotation de 152 millions de francs à la réserve de capitalisation, les fonds propres du Groupe s'élèvent à 4,1 milliards de francs.

L'année 1997 pourrait connaître une nouvelle augmentation du chiffre d'affaires, même si le rythme pourrait être ralenti par rapport au niveau observé au cours des 5 dernières années. Compte tenu du faible niveau attendu pour les sorties, la croissance des encours devrait être soutenue, ce qui permet d'envisager pour le groupe une nouvelle progression de son résultat courant.

UNION DES ASSURANCES FÉDÉRALES - COTATION AU RN - CODE REUTERS : UAFPA

كتاب الفصل



## Volkswagen relance ses innovations sociales pour résoudre ses surcoûts de production

Le président du groupe explique au « Monde » ses ambitions et ses méthodes

Dans les cinq prochaines années, le groupe Volkswagen compte investir 121 milliards de francs, essentiellement dans le développement de nouveaux

modèles. Son objectif est de détenir 25 % du marché européen en 2002, contre 17,2 % en 1996. Sa principale difficulté reste le coût de la main-

d'œuvre allemande. Le numéro un européen innove en proposant une « valeur temps de travail » et en offrant des demi-postes à des jeunes.

**GENÈVE**  
de notre envoyée spéciale  
« Nous comptons vendre 5 millions de voitures en l'an 2000 », a déclaré au Monde Ferdinand Piech, président du directoire du groupe Volkswagen. En 1996, le groupe automobile allemand a frôlé les 4 millions de ventes, contre 2,5 millions dix ans auparavant. Avec ses quatre marques - Volkswagen, Audi, Seat, Skoda -, le constructeur allemand a l'intention d'inonder le marché de nouveaux modèles. Ainsi, Volkswagen va sortir, cette année, un modèle plus petit que la Polo, avant d'en lancer un autre très économique pour la fin de la décennie. Volkswagen souhaite aussi se mettre sur le haut de gamme avec la sortie, en 1999, d'un modèle de prestige qui concurrencera l'Audi A6. Audi, de son côté, vise le marché des petites voitures. Dans les cinq prochaines années, le groupe compte investir 121 milliards de francs, qui seront essentiellement consacrés au développement de nouveaux modèles. Les gammes des quatre marques seront élargies de manière à couvrir l'ensemble des possibilités, de la petite voiture à la berline.

Toutes les voitures du groupe seront construites sur seulement quatre « plates-formes » (châssis), ce qui lui permettra de démultiplier le nombre de modèles avec un même investissement. Certains analystes craignent que cette stratégie ne brouille les images de marque des quatre marques et qu'il y ait « cannibalisation » entre elles. « Même si c'est le cas, l'expérience montre jusqu'à maintenant que cela vaut largement le coup », considère Ferdinand Piech. « Un client de Seat n'achètera jamais une Volkswagen et inversement. C'est pour cela que la Seat Cordoba et la Polo classique, qui se ressemblent beaucoup, ne se concurrencent pas. Les réseaux de distribution sont séparés. » Et la Polo classique coûte 10 % de plus que son homologue de chez Seat. « Lorsque nous avons sorti la nouvelle Passat, en octobre 1996, je craignais qu'elle ne prenne des clients à l'Audi A4 », reconnaît M. Piech. « Finalement, en trois mois, les ventes cumulées de ces deux modèles dépassent de 50 000 unités celles de la Passat. C'est donc rentable, même si nous avons effectivement perdu 3 000 à 5 000 ventes d'Audi. »

Volkswagen compte répartir sa croissance de façon équivalente entre l'Europe et le reste du monde. Actuellement, le groupe de Wolfsburg réalise 42 % des ventes hors du Vieux Continent. « Il est

En 1993, pour éviter le licenciement de 30 000 personnes, Volkswagen avait mis en place la semaine de quatre jours. Elle sera reconduite en 1997

Pour le groupe allemand, la croissance des volumes s'accompagnera d'une progression de sa marge en 1996. Il a doublé ses bénéfices à 678 millions de marks pour un chiffre d'affaires de 100 milliards de marks. « En l'an 2000, notre marge avant impôts sera de 6,5 % », affirme le patron du numéro un européen.

Pour cela, le groupe allemand cherche par tous les moyens à réduire ses coûts : raccourcissement des délais de conception ou de production, réduction du nombre de plates-formes, application de la « méthode Lopez » (l'ancien directeur des achats) aux fournisseurs.

Sa principale difficulté reste sans doute le coût de la main-d'œuvre allemande, même si le groupe ne produit que 44 % de ses voitures en Allemagne. En 1993, Volkswagen avait mis en place la semaine de quatre jours pour éviter le licenciement de 30 000 personnes. Il faut dire que le Land de Basse-Saxe possède près de 20 % du capital du groupe. « Nous aurions perdu 30 000 clients si nous n'avions pas

fait cela, rappelle Ferdinand Piech. La semaine de quatre jours sera reconduite en 1997. »

Le numéro un européen travaille sur d'autres formules innovantes pour abaisser sa masse salariale. Il étudie actuellement deux modèles.

Le premier consisterait à faire moins travailler le personnel de plus de cinquante ans, et à donner une place croissante aux jeunes. « La législation a changé : mettre quelqu'un en préretraite en Allemagne coûte actuellement 100 à 150 000 deutsche marks de plus que l'on dernier. On ne peut plus recourir à ce type de formule », explique M. Piech. « Les personnes de plus de cinquante ans pourraient travailler jusqu'à dix heures de moins qu'aujourd'hui (vingt-huit heures), selon leur situation financière, individuelle, et voir leur salaire diminuer d'autant, tandis que des jeunes pourraient commencer par travailler vingt heures par semaine. Les syndicats étudient ce modèle avec beaucoup d'intérêt. » Voilà qui pourrait inspirer les constructeurs français qui cherchent à rejuvenir leurs effectifs.

La direction de Volkswagen discute également avec ses partenaires sociaux d'un autre type d'innovation sociale, « le titre de valeur du temps de travail » : « Les heures supplémentaires ou encore les successions efficaces des salariés seraient rémunérées non par de l'argent mais par des titres. Ceux-ci verraient leur valeur garantie et seraient porteurs d'intérêts. A son départ du groupe, que ce soit à la retraite ou chez un concurrent, le détenteur de ces titres pourrait les convertir en argent. Il pourrait aussi à tout moment les convertir en actions Volkswagen », explique M. Piech.

« Bien entendu, ces titres seraient assurés et, en cas de défaillance du groupe, des banques prendraient le relais. Les syndicats sont très favorables à ce modèle ainsi que nos actionnaires. Il doit bien sûr être approuvé par notre assemblée générale. Mais, techniquement, les banques nous ont assuré que c'était faisable. » La direction de Volkswagen n'est pas à court d'idées.

Virginie Malingre

## Danone étudie la vente de sa division emballage

Le groupe américain Owens Illinois serait candidat pour reprendre cette filiale valant 8 milliards de francs

**FRANCK RIBOUD**, patron de Danone, est en train de rompre avec le passé bâti par son père Antoine, à qui il a succédé au printemps 1996. Danone devrait prochainement quitter définitivement son métier historique, le verre, confirmant les rumeurs qui courent sur les marchés financiers depuis longtemps. Le groupe étudie en effet une cession des activités d'emballage en verre de l'entreprise.

La vente n'est pas faite mais pourrait intervenir dans les mois qui viennent. « Maintenant qu'Antoine n'est plus là, le verre n'est plus un tabou », explique un observateur. Un professionnel du marché verrier estime que c'est le groupe américain Owens Illinois qui est actuellement le mieux placé pour racheter cette division historique du groupe. L'activité emballage de Danone, qui a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de l'ordre de 6,3 milliards et un résultat opérationnel de l'ordre de 700 millions de francs, pourrait, selon les analystes financiers valoir 8 milliards de francs.

La cession de BSN Emballage se-

rait logique. Franck Riboud a déterminé trois axes stratégiques dans son développement : les produits laitiers frais, les biscuits et l'eau minérale. La bière dégage un cash-flow intéressant et n'est pas la première branche appelée à être cédée. Le groupe ne devrait pas non plus céder dans l'immédiat les plats cuisinés : il vient de les racheter - fort cher - à Saint Louis. En revanche, les pâtes, avec la marque Panzani, et les sauces n'apparaissent pas comme des activités stratégiques. Reste à trouver des acquisitions pour renforcer Danone dans ses trois métiers stratégiques. Le groupe Danone n'a pas voulu commenter ces informations.

Franck Riboud est d'autant plus pressé de bouger que son deuxième actionnaire est la famille Agnelli. En évitant fin février Serge Trigano de la présidence du Club Méditerranée, dont ils sont premier actionnaire, les Italiens ont montré qu'ils voulaient désormais des résultats.

Arnaud Leparmentier

## Les fabricants de cigarettes préparent une guerre des prix

LE GOUVERNEMENT va-t-il vérifier à ses dépens la validité du fameux théorème selon lequel « trop d'impôt tue l'impôt » ? Il va devoir, en tout cas, résoudre un difficile problème, faute de quoi la hausse attendue des recettes fiscales qui pèsent sur le tabac risquent de partir en fumée.

Le casse-tête trouve sa source dans la loi de finances pour 1997. Lors de sa confection, le gouvernement, afin d'augmenter le rendement des impôts sur le tabac, avait hésité entre deux solutions : soit majorer directement les prélèvements existants (droits de consommation et TVA), soit parvenir à un accord avec les industriels, de telle sorte qu'ils majoraient leurs prix publics et que, du même coup, les recettes fiscales qui en dépendent augmentent. C'est ce dernier choix qui a été fait. Le 20 décembre 1996, le prix des cigarettes a augmenté de 9 % en moyenne. Bercy pouvait donc espérer une hausse mécanique de 4,8 milliards de francs en 1997 de ses recettes fiscales.

Pour que la somme espérée tombe effectivement dans l'escarcelle de l'Etat, encore fallait-il que tous les fabricants jouent le jeu. Or le groupe Rothmans a décidé de ne pas majorer le prix de l'un de ses nouveaux paquets de cigarette, ce qui lui a permis, sur-le-champ, de gagner des

parts de marché au détriment de ses concurrents.

Il s'est passé ce qui était prévisible. Philip Morris a réagi, et a soumis à Bercy, en vue d'homologation, une nouvelle grille de tarifs pour ses cigarettes, en baisse de près de 10 %. Et, comprenant que la guerre des prix était imminente, la plupart des autres fabricants ont fait de même.

### MANQUE À GAGNER

En droit, le gouvernement a onze semaines pour donner son homologation. Il peut utiliser ce délai pour convaincre les industriels de refaire la paix. Mais, s'il n'y parvient pas, il risque gros, car les 4,8 milliards de francs attendus pourraient lui filer sous le nez. Pour ne pas accuser ce manque à gagner, il serait dans l'obligation de majorer immédiatement la fiscalité sur le tabac, qui représente déjà 76,6 % des prix publics.

Pour les fumeurs, l'affaire est pour l'instant sans conséquence, puisque les prix, toutes taxes comprises, ne devraient pas changer. Mais quand une guerre commence, sait-on qui va la gagner ? Entre l'Etat, qui traverse une période budgétaire difficile, et les industriels, qui ne sont pas tous bien armés pour un déclenchement des hostilités, il y aura forcément des brûlés.

Laurent Mauduit

Afrique, Terre et Mère.

مكتبة النور



## La Société générale est condamnée pour concurrence déloyale

Elle avait « dénigré » le Crédit lyonnais

DANS LA BATAILLE judiciaire et médiatique, à coup de déclarations vengeresses de leurs présidents, que se livrent depuis plusieurs années la Société générale et le Crédit lyonnais, la banque publique vient de remporter une manche. Le tribunal de commerce de Paris, dans un jugement en date du 28 février, a condamné la Société générale à 1 franc de dommages et intérêts pour « concurrence déloyale par dénigrement ». Mais, contrairement à ce que demandait le cabinet d'avocats Vogel et Vogel, qui défendait le Lyonnais, la Société générale n'est pas condamnée à faire publier le jugement dans la presse pour une affaire qui remonte à deux ans.

### « AFFAIRE MINIEURE »

La banque publique avait saisi la justice en mai 1995, à la suite de l'envoi à ses clients, à la fin du mois de mars de la même année, par la Société générale, de lettres insistant sur les « difficultés » et la fragilité de certaines banques et les incitant à regarder de près ses propositions commerciales. Pour sa

défense, la Société générale expliquait que la lettre avait été envoyée à des clients d'autres banques que le Lyonnais. Mais le tribunal n'a pas retenu cet argument, soulignant « la concamité de l'annonce des résultats du Lyonnais (pertes de 1994) et du démarchage de ses clients par des agences de la Société générale ».

« Afin de ne pas encombrer la justice avec une affaire mineure », la Générale ne fera pas appel. Le contentieux entre les deux établissements est lourd. Marc Vénot, le président de la Société générale, s'insurgeait, pas plus tard que lundi 3 mars, dans un entretien à la Tribune, contre le fait que le Crédit lyonnais « pioche sans fin dans les poches du contribuable... sans puiser dans ses propres ressources ».

Une sortie précédée de quelques jours auparavant de l'annonce par la Générale de son intention de déposer un deuxième recours devant la Cour de justice des Communautés européennes contre le nouveau plan de sauvetage du Lyonnais.

E. L.

## Le dollar reprend son ascension grâce au dynamisme de l'économie américaine

Le billet vert s'est rapproché, mercredi matin, des 5,80 francs

La monnaie américaine, qui s'était stabilisée depuis le sommet du G7 à Berlin, début février, est repartie à la hausse pour atteindre ses plus hauts niveaux de

puis trente-quatre mois face au mark et au franc. Le dollar profite du dynamisme de l'économie américaine, qui contraste avec les difficultés de l'Alle-

magne et du Japon. Les incertitudes entourant la création de l'euro incitent les gestionnaires internationaux à placer leurs capitaux aux États-Unis.

le déficit de la balance des paiements américaine qui n'est toujours pas résorbé et les déséquilibres d'épargne qu'il exprime ». En 1996, le déficit commercial américain s'est élevé à 114,2 milliards de dollars, son plus haut niveau depuis 1988.

Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a pour sa part prévenu que « le processus de correction du dollar » ne devait pas « dépasser les limites du tolérable ». La banque centrale allemande situe le « seuil de tolérance » du billet vert à 1,65 mark (5,56 francs).

### LA BUNDESBANK ISOLÉE

Mais les menaces verbales de Francfort ont aujourd'hui perdu de leur efficacité. Aussi écoutée et respectée soit-elle par les milieux financiers internationaux, la Bundesbank apparaît aujourd'hui quelque peu isolée dans sa volonté d'enrayer la progression du dollar. Paris, notamment, conscient des effets bénéfiques que l'appréciation de la monnaie américaine procure à l'économie française (une hausse de 10 % du billet vert procure 0,5 %

de croissance supplémentaire), reste silencieux. Les pouvoirs publics français seraient même d'ailleurs, selon plusieurs indiscrets, passablement irrités par l'attitude de la banque centrale allemande. D'une part, la politique de change est de la responsabilité des gouvernements et non des instituts d'émission ; d'autre part, ils craignent que les partisans de France d'un euro faible ne saisisent le prétexte des commentaires faits par la Bundesbank pour dénoncer les prérogatives de la future banque centrale européenne (BCE) en matière de gestion de la monnaie unique.

Parallèlement, l'administration américaine vient de réaffirmer, par la voix du secrétaire d'État au Trésor, Robert Rubin, et du président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, qu'elle reste favorable à un dollar fort. La hausse du billet vert, qui handicape les exportations des entreprises américaines, est bienvenue, car elle joue un rôle de frein sur la croissance. Le dynamisme de l'activité, générateur de tensions inflationnistes, est aujourd'hui la principale source d'inquiétude des responsables économiques et monétaires américains. Il a été confirmé, depuis le début de la semaine, par une longue série de statistiques : hausse de 0,7 % des dépenses et de 0,3 % des revenus des ménages, progression de 0,4 % des dépenses de construction, augmentation de 0,3 % de l'indicateur avancé et de 8,6 % des ventes de maisons neuves.

La Bundesbank ne peut rien

Pierre-Antoine Delhommais

## Réorganisation à la tête de Rhône-Poulenc Chimie

COUP DE THÉÂTRE dans le secteur chimie de Rhône-Poulenc. Après le limogeage en mai 1996 de François Guinot, patron opérationnel de cette branche, c'est au tour de M<sup>me</sup> Dominique Damon d'abandonner ses fonctions de directrice de la zone Europe qu'elle occupait depuis un an. Elle sera remplacée, jeudi 6 mars, par Martin Pinot, jusqu'alors directeur général du secteur fibres et polymères. Il devient numéro deux de la branche chimie, dirigée par Philippe Desmarescaux, et entrera au comité exécutif du groupe en juin.

Arrivée dans le groupe en février 1996, M<sup>me</sup> Damon, cinquante ans, avait travaillé chez Danone et Carnaud avant d'entrer chez Alusuisse en 1989, où elle avait restructuré avec énergie la branche emballage. Chez Rhône-Poulenc, elle avait la même mission de restructuration de la chimie européenne. Mais la greffe n'a pas pris.

## Poursuite du conflit dans les transports en commun à Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND, mercredi 5 mars, était toujours privée de bus, pour le vingt-huitième jour consécutif. Les salariés grévistes de la société exploitante T2C avaient pourtant accueilli favorablement, mardi soir, la dernière ouverture du Syndicat des transports de l'agglomération clermontoise, qui proposait de porter le temps de travail hebdomadaire à 35 heures et 47 minutes, contre 38 heures 25 minutes actuellement. Mais le protocole d'accord a été contesté par l'intersyndicale CFDT-CGT-FD du fait « de la remise en cause de certains acquis ». Face à cette nouvelle situation de blocage, le personnel était convoqué, mercredi, à une assemblée générale. Mercredi en fin de matinée, sept salariés grévistes assignés par la direction pour entrave à la liberté du travail devaient comparaître devant le juge des référés. - (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **ELF-GABON** : le conseil d'administration du holding financier CPHI (Compagnie de participation et d'investissement holding), détenu à 65 % par la société franco-gabonaise Elf-Gabon, a décidé le 4 mars la liquidation de la société. C'est par la CPHI qu'a transité une partie des fonds mis à la disposition du groupe textile Bidermann par Elf-Aquitaine sous la présidence de Loïc Le Floch-Prigent.

■ **ALCATEL SEL** : la filiale allemande du fabricant français de matériels de télécommunications a annoncé mardi 4 mars qu'elle va fermer deux de ses usines et réduire de 16 000 à 13 700 ses effectifs cette année, après avoir accusé de nouvelles pertes en 1996.

■ **MATRA COMMUNICATION** : AEG Mobile Communication, la filiale allemande du groupe français, a annoncé mardi 4 mars qu'elle va cesser de fabriquer des téléphones mobiles et supprimer 600 emplois, principalement dans son usine de Berlin, sur un total de 1 350.

■ **HÔTELLERIE** : les groupes espagnols NH Hoteles et français Ibis, filiale d'Accor, ont annoncé mardi 4 mars la création d'une société conjointe visant l'implantation en Espagne d'hôtels sous la marque Ibis. D'un capital initial de 2 milliards de pesetas (80 millions de francs), la nouvelle entreprise, prévoit l'implantation de 60 à 70 hôtels sur six à sept ans.

■ **DE BEERS** : le conglomérat sud-africain (diamants) a annoncé, mardi 4 mars, un résultat de 828 millions de dollars (4,7 milliards de francs) pour 1996, en hausse de 32 %. De Beers a réalisé avec la vente de diamants un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de francs, en hausse de 7 % par rapport à 1995.

■ **THOMSON CSF** : le groupe d'électronique de défense a annoncé mercredi 5 mars un bénéfice net consolidé part du groupe de 745 millions de francs pour 1996, contre une perte de 791 millions en 1995, sur un chiffre d'affaires consolidé de 36,27 milliards, en hausse de 2,2 %.

مكتبة الشامل



■ **WALL STREET** a terminé en baisse, mardi, en raison de ventes dans la dernière heure de transactions. L'indice Dow Jones a perdu 66,20 points (-0,96 %) à 6 852,72.

■ **LE DOLLAR** était ferme, mercredi 5 mars dans la matinée, à 1,7156 deuschemark, 5,7780 francs et 121,65 yens contre respectivement 1,7131 mark, 5,7745 francs et 121,60 yens.

■ **LA BOURSE DE TOKYO** a perdu 1,57 %, mercredi 5 mars. L'indice Nikkei, du fait de craintes sur la croissance économique au Japon, a perdu en clôture 291,27 points à 18 273,51.

■ **LE FRANC** était stable, mercredi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3730 francs pour un mark. Il profitait de la faiblesse du deuschemark liée à la hausse du dollar.

■ **LA BOURSE** de Hongkong a terminé, mercredi, en baisse de 0,3 % dans un marché plutôt terne. L'indice Hang Seng a perdu 39,32 points pour terminer à 13 410,76 points.

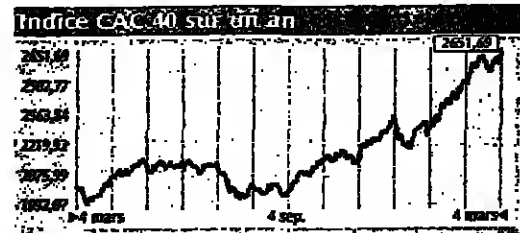
## LES PLACES BOURSINIÈRES

### Prises de bénéfice à Paris

APRÈS AVOIR FRÔLÉ mardi les niveaux records, la Bourse de Paris subissait des prises de bénéfice, mercredi matin 5 mars, dans le sillage de Wall Street. En baisse de 0,43 %, à l'ouverture, l'indice CAC 40 accusait vers 12 heures une perte de 0,64 %, à 2 634,60 points.

Le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 2,3 milliards de francs. Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor était en recul de 40 centimes, à 131,72 points. Le dollar restait très vigoureux, cotant 1,7130 mark et 5,78 francs. La veille, la Bourse américaine avait cédé près de 1 %, affectée par la baisse du marché obligataire.

Les opérateurs craignent un relèvement des taux directeurs américains après la publication de statistiques économiques confirmant la vigueur de l'activité outre-Atlantique. Le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a insisté, mardi, sur le fait qu'il est « crucial » pour la Fed



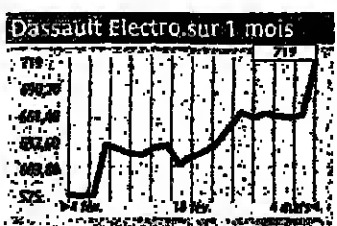
« de maîtriser l'inflation à court terme ». Les investisseurs attendent les décisions de la Bundesbank sur ses taux directeurs. Son conseil se réunit

jeudi. La faiblesse de la croissance en Allemagne pourrait inciter l'institut d'émission à réduire le niveau de ses prises en pension, fixé à 3 % depuis la fin du mois d'août 1996.

### Dassault Electronique, valeur du jour

LA FILIALE de Dassault a affiché, mardi 4 mars, la plus forte hausse de la séance, gagnant 8,6 % à 719 francs. Le titre continue ainsi à profiter de la privatisation de Thomson : dans le projet commun Alcatel-Aerospatiale, Dassault Industries prévoit d'apporter Dassault Electronique à Thomson CSF. Les propos de Serge Dassault, mardi, ont contribué à soutenir la valeur. Le patron de Dassault Industries a affirmé qu'en cas d'échec de « notre alliance face

à Matra nous garderons Dassault Electronique. La société va bien, avec un chiffre d'affaires non militaire qui se développe ».



### Wall Street rechute

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse sensible de 1,57 % mercredi, subissant des ventes importantes dans le sillage de Wall Street. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a perdu 291,27 points à 18 273,51. « Les incertitudes sur la conjoncture économique du nouvel exercice comptable (à partir du 1er avril) assombrissent le climat », expliquait Tadashi Kamagawa, de Yamaichi Securities.

La veille, Wall Street avait terminé en nette baisse à l'issue d'une séance plutôt terne, et en raison du déclin des ventes dans la dernière heure de transactions. Le mouvement a démarré sur le marché à terme de Chicago et s'est communiqué à Wall Street. « Vous allez prendre un café, vous revenez et vous êtes confrontés à un renverse-

ment total de la situation, sans cause apparente », remarque Ned Collins, courtier chez Daiwa Securities America. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 66,20 points (-0,96 %) à 6 852,72. Les coupe-circuits, qui freinent les opérations informatisées lorsque la variation du principal indicateur atteint les 50 points, ont été déclenchés un quart d'heure avant la clôture.

### INDICES MONDIAUX

	Cours au 04/03	Cours au 05/03	Var.
Paris CAC 40	2634,60	2630,26	-0,16
New York DJ	6852,72	6818,92	-0,50
Tokyo Nikkei	18273,51	18040,10	-1,26
London FT 100	4311,00	4307,19	-0,09
Frankfurt Dax 30	3320,66	3316,86	-0,12
Bruxelles C20	1145,00	1138,40	-0,57
Bruxelles C25	2584,17	2565,34	-0,73
Bruxelles C20	2158,07	2142,48	-0,72
Amsterdam AEX	1069	1069	0,00
Amsterdam C20	505,40	494,50	-2,16
Madrid IBEX 35	468,12	462,43	-1,22
Stockholm NASDAQ	2092,22	2092,22	0,00
London FTSE	2666,30	2634	-1,24
Hong Kong Hang Seng	13410,76	13300,30	-0,82
Singapore Straits	2189,44	2196,34	+0,32

### NEW YORK

	04/03	05/03
Alcoa	72,37	72,25
Allied Signal	70,57	71,47
American Express	65,25	65,25
AT & T	36	36,87
Bell	8,37	8,25
Boeing Co	100,25	102,12
Caterpillar Inc.	78,12	78,75
Chevron Corp.	65,25	65,25
Coca-Cola Co	59,37	60,37
Disney Corp.	72,75	73,37
Du Pont Nemours & Co	108,62	111,37
Eastman Kodak Co	88,50	89,50
Exxon Corp.	100	99,12
Gen. Motors Corp.	57,25	59,25
IBM	101,37	101,37
Johnson & Johnson	53	53
IBM	144,87	145,12
Intl Paper	41,75	42,75
J.P. Morgan Co	105,62	108,12
McDonalds Corp.	44,12	45,50
Merck & Co Inc.	91,25	91
Minnesota Mining & Mfg	90,12	92,50
Philip Morris	134,62	136,50
Procter & Gamble Co	118,25	120,37
Sears Roebuck & Co	54,37	54,25
Tesco	101,87	98,75
Union Carbide	47,50	47,50
United Tech	79,37	79,50
Westinghouse	19	17,87
Woolworth	21,25	21,12

### LONDRES

	04/03	05/03
Allied Lyons	4,56	4,52
Barclays Bank	11,09	10,94
B.A.T. Industries	5,42	5,43
British Aerospace	13,20	12,94
British Airways	6,52	6,41
British Petroleum	6,66	6,77
British Telecom	4,32	4,27
B.T.A. Finance	2,35	2,42
Guinness	5,10	5,06
Guinness Schweppes	0,76	0,78
Euromoney	10,55	10,44
Glaxo Wellcome	9,35	9,26
Granada Group Plc	4,59	4,53
Grand Metropolitan	4,51	4,51
Harrolds	0,87	0,87
Hanson Plc	6,61	6,60
Great Plc	15,18	15,05
H.S.B.C.	7,46	7,38
Imperial Chemical	3,97	3,97
Legal & Gen. Corp	4,97	4,97
Legal & Gen. Corp	7,38	7,31
Peninsula Orienta	6,65	6,58
Reuters	6,59	6,53
Saatchi and Saatchi	0,98	0,98
Shell Transport	10,56	10,38
Tate and Lyle	4,56	4,56
Unilever Ltd	15,42	15,49
Zeneca	18,72	18,36

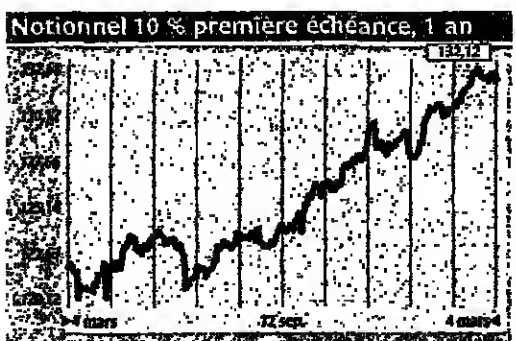
### FRANCKFORT

	04/03	05/03
Allianz Holding N	32,95	32,95
Bayer AG	64,08	62,45
Bayer AG	72,30	70,30
Bay HypoWechselsb	50,20	49,97
Bayer Vereinsbank	61,50	61,40
BMW	1162,50	1135
Commerzbank	43,60	43,60
Dresdner Bank AG	126,20	123,10
Dresdner Bank AG	735	725,50
Deutsche Bank AG	89,20	88,30
Deutsche Telekom	34	33,60
Dresdner Bank AG FR	56,08	56,10
Henkel VZ	94,20	94,20
Hochst AG	73,75	71,85
Karstadt AG	52	52
Linde AG	1149	1095
DFL Luftfahrt AG	23	22,78
Man AG	446,30	434
Mannesmann AG	685,50	666,50
Metro	150	146,60
Munchener RWE N	426,00	419
Preussag AG	446	441
RWE	75,75	75,75
Sap VZ	266,80	258
Schering AG	156	152,90
Siemens AG	85,40	84,40
Thyssen	364,80	355,40
Vest AG	91	90,25
Viel AG	763	741
Volkswagen VZ	662,50	639

## LES TAUX

### Recul du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse mercredi 5 mars. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 28 centimes, à 131,84 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,49 %, soit 0,08 % en-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, les



	Taux au 04/03	Taux au 05/03	Indice
France	5,49	5,49	131,84
Allemagne	5,56	5,56	140
Grande-Bretagne	7,22	7,22	259
Italie	7,39	7,39	270
Japon	5,49	5,49	250
Etats-Unis	5,49	5,49	250

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 04/03	Taux au 05/03	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,02	4,04	99,97
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,73	4,77	101,57
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,13	5,18	102,57
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,45	5,54	104,67
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,05	6,18	106,81
Obligations françaises	5,46	5,52	103,64
Fonds d'Etat à TME	2,09	2,11	99,98
Fonds d'Etat à TME	1,95	1,95	99,18
Obligat. franç. à TME	2,09	2,09	99,33
Obligat. franç. à TME	2,06	2,06	100,10

investisseurs s'inquiétant des nouveaux signes de dynamisme de l'économie aux Etats-Unis. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'est inscrit en clôture à 6,87 % (6,83 % lundi). Certains analystes n'excluent pas une baisse des taux directeurs de la Bundesbank dont le conseil se réunit jeudi. Le produit intérieur brut allemand a stagné au quatrième trimestre et le chômage devrait avoir enregistré une nouvelle progression en février.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
04/03	04/03	05/03	05/03	05/03
Jour le jour	3,1875	3,1875	3,1875	3,1875
1 mois	3,18	3,31	3,17	3,30
3 mois	3,18	3,31	3,17	3,31
6 mois	3,18	3,31	3,17	3,31
1 an	3,18	3,31	3,17	3,31
PIBOR FRANCS	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
PIBOR France 3 mois	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
PIBOR France 6 mois	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
PIBOR France 9 mois	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
PIBOR France 12 mois	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
PIBOR ECU	4,2980	4,2980	4,2980	4,2980
PIBOR Ecu 3 mois	4,2980	4,2980	4,2980	4,2980
PIBOR Ecu 6 mois	4,2980	4,2980	4,2980	4,2980
PIBOR Ecu 12 mois	4,2980	4,2980	4,2980	4,2980

### MATIF

	Échéances 04/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
Mars 97	105,47	130,12	130,12	130,12	130,12	130,12
Juin 97	105,47	130,12	130,12	130,12	130,12	130,12
Sept. 97	105,47	130,12	130,12	130,12	130,12	130,12
Déc. 97	105,47	130,12	130,12	130,12	130,12	130,12
PIBOR 3 MOIS						
Mars 97	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50
Juin 97	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50
Sept. 97	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50
Déc. 97	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50
PIBOR LONG TERME						
Mars 97	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50
Juin 97	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50
Sept. 97	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50
Déc. 97	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50	94,50
CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40						
Mars 97	2042	2042	2042	2042	2042	2042
Juin 97	2042	2042	2042	2042	2042	2042
Sept. 97	2042	2042	2042	2042	2042	2042
Déc. 97	2042	2042	2042	2042	2042	2042

## LES MONNAIES

### Progression du dollar

LE BILLET VERT s'inscrivait en hausse, mercredi matin 5 mars, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,7170 mark et 5,79 francs, ses cours les plus élevés depuis trente-quatre mois face à ces deux devises. Il cotait par ailleurs 121,70 yens. Le dollar est soutenu par le dynamisme de l'économie américaine, qui a été confirmé, mardi, par plusieurs indicateurs. Les ventes de logements neufs ont

progressé de 8,6 % en janvier, au plus haut niveau depuis mars 1984. L'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer l'évolution de la conjoncture sur les six à neuf prochains mois, a pour sa part augmenté de 0,3 %. Le franc était stable, mercredi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3730 francs pour un mark. La lire à 997 liras pour un mark.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours 04/03	cours 05/03
DEVICES		
Allemagne (100 dm)	337,3500	337,3500
Ecu	6,5596	6,5596
Etats-Unis (1 USD)	5,7640	5,7640
Belgique (100 F)	163,5200	163,5200
Pay-Bas (100 fl)	289,3600	289,3600
Italie (1000 li)	3,3640	3,3640
Danemark (100 kr)	84,4500	84,4500
Irlande (1 le)	9,0900	9,0900
Gde-Bretagne (1 £)	9,1815	9,1815
Grèce (100 dr)	21,5500	21,5500
Suède (100 kr)	78,5400	78,5400
Suisse (100 F)	968,7000	968,7000
Norvège (100 k)	83,0500	83,0500
Autriche (100 sch)	27,9900	27,9900
Espagne (100 pes.)	3,9810	3,9810
Portugal (100 esc.)	3,5000	3,5000
Canada 1 dollar ca	4,2080	4,2080
Japon (100 yens)	4,7312	4,7312
Finlande (mark)	113,0400	113,0400

### L'OR

	cours 04/03	cours 05/03
Or fin (le bar)	6600	6600
Or fin (le bar)	6600	6600
Once d'Or Londres	362,15	359,40
Pièce française (20)	384	384
Pièce suisse (20)	384	382
Pièce Union lat (20)	384	386
Pièce 20 dollars us	2460	2463
Pièce 10 dollars us	1230	1230
Pièce 50 pesos mex.	2470	2490

### LE PÉTROLE

	cours 04/03	cours 05/03
Brexit (Londres)	18,92	19,50
Brent (Londres)	20,50	20,40
Crude Oil (New York)	20,20	20,66

### PARITES DU DOLLAR

	04/03	05/03	Var.
FRANCKFORT : USD/DM	1,7170	1,7170	+0,02
TOKYO : USD/Yens	121,60	121,60	+0,67

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

||
||
||







**OLYMPISME** Des onze villes candidates pour recevoir les Jeux de 2004, il n'en restera que quatre ou cinq, vendredi 6 mars, à Lausanne, après un premier juge-

ment du Comité international olympique (CIO). Le vainqueur sera connu le 5 septembre. ● LILLE espère décrocher une place dans cette « short list », bien qu'elle ne fasse

pas partie des favoris. ● UNE DERNIÈRE présentation des projets aura lieu jeudi 6, ultime chance de séduire la commission d'évaluation du CIO, qui juge le projet trop éclaté.

● L'ESPOIR de nombreuses villes avait été ébranlé par le rapport de cette commission rendu en février. San Juan de Porto-Rico, Stockholm, Saint-Petersbourg, Rome, Istanbul,

Le Cap et Lille ont protesté contre le traitement réservé à leur projet. Rio de Janeiro, dont la candidature est critiquée par le CIO, ne croit plus en ses chances.

## Lille fait le forcing pour rester qualifiée dans la course aux Jeux de 2004

Jeudi 6 mars, à Lausanne, la capitale du nord de la France doit mobiliser tous ses atouts pour convaincre la commission d'évaluation du Comité international olympique. Et conserver une chance d'être l'organisateur des Jeux de 2004, qui sera élu le 5 septembre

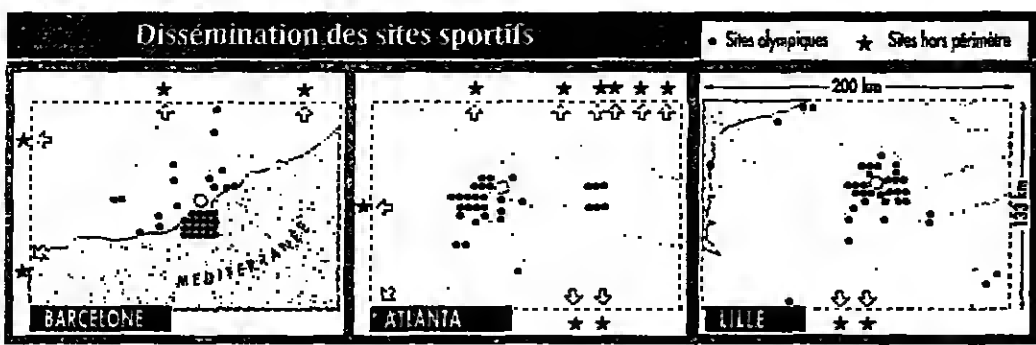
LILLE

de notre envoyé spécial  
Lille connaît son sort à Lausanne, vendredi 6 mars en début d'après-midi. Peu après 13 heures, la capitale du Nord saura si elle reste dans la course olympique pour les Jeux de 2004. La décision des instances du Comité international olympique (CIO) annoncera en effet la « short list », soit les quatre ou cinq villes candidates restantes pour l'organisation des Jeux olympiques de 2004 sur les onze au départ.

Il ne reste donc que quelques heures pour séduire encore les quatorze membres du collège de sélection des villes candidates finalistes à l'organisation des Jeux de la XXVIII<sup>e</sup> olympiade en 2004. Jeudi, une urne contenant le million de bulletins de soutien à Lille arrivera d'Évian à Lausanne, sur un bateau qui traversera le lac Léman entre la France et la Suisse.

MAL PARTIS

Le geste paraîtra peut-être un peu trop symbolique, mais il accompagnera ce qui est bien la prestation de la dernière chance de



La comparaison avec les dispositifs mis en place à Barcelone, en 1992, et à Athènes, en 1996, ne semble pas défavorable à Lille, comme le montrent ces cartes des sites sportifs dessinées à la même échelle.

la délégation française devant le CIO. Il sera 17 h 25 le 6 mars, dans l'auditorium du Musée olympique. En vingt minutes de présentation, appuyée par une vidéo de cinq minutes, et dans les quelques réponses aux questions du CIO, les porte-parole de la délégation de Lille vont tenter d'arracher leur place parmi quatre ou cinq autres villes qui vont rester en lice jusqu'au 5 septembre, date du choix définitif du CIO.

Pour la première fois dans l'his-

toire des Jeux olympiques modernes, la désignation de la ville organisatrice s'accompagne d'une procédure publique en deux étapes. Et Lille n'a pas pris un très bon départ dans cette longue course, face à dix autres candidatures souvent prestigieuses comme Rome, Athènes, Stockholm, Istanbul, Saint-Petersbourg, Le Cap, Buenos-Aires, Rio de Janeiro, sans compter Séville et San Juan de Porto Rico. Déjà handicapée par sa faible notoriété internationale, la

ville a reçu comme un coup de massue la remise aux membres du CIO du rapport de la commission d'évaluation qui avait été diligentée dans les onze villes candidates.

Car cette commission, à la tête de laquelle se trouve l'Allemand Thomas Bach, n'a pas ménagé le projet lillois. Elle épinge sévèrement l'éparpillement des sites sportifs, l'environnement du village olympique, le plan d'hébergement, et même le climat de la région pendant l'été. Francis Ampe,

délégué général de Lille 2004, a répondu point par point, dans une note de cinq pages, à ces critiques sévères et souvent injustes. On reconnaît implicitement à Lille que des erreurs ont pu être commises pendant la visite de la commission.

Le découpage du territoire français en 36 000 communes, et par là même de la métropole lilloise en 25 villes différentes, a également pu perturber une délégation habituée à plus de simplicité administrative.

Mais il ne sera plus temps, jeudi, pour la délégation lilloise de revenir sur un dossier qu'il n'était pas possible, ni souhaitable, de modifier. Le soutien populaire national indéniable de cette candidature sera d'abord mis en avant. Ensuite,

aménagement et en environne-

ment. Celle d'une « candidature citoyenne » qui veut témoigner de la capacité d'une métropole régionale à organiser un grand événement. Pour « promouvoir et redévelopper la région », comme le souligne un peu lourdement le rapport de la commission d'évaluation.

Mais la délégation de Lille tente également d'élargir cette candidature à une démarche bien plus ambitieuse. Ce véritable « défi », selon les mots de Charles Gachelin, sera présenté comme celui de la volonté des « métropoles émergentes » à afficher leur participation au développement mondial. L'idée aurait pu faire sourire il y a

### Un village sur le modèle barcelonais

La Commission d'évaluation du CIO n'a pas aimé le projet de village olympique présenté par Lille. Elle parle même de « défi ». L'implantation des bâtiments destinés à accueillir les athlètes dans le quartier Saint-Sauveur, sur ce qui est actuellement un dépôt de la SNCF, paraissait pourtant une bonne idée.

Le village serait situé à quelques centaines de mètres de l'hôtel de ville de Lille. Il a été dessiné par les architectes qui sont à l'origine de la réussite du village olympique de Barcelone, devenu depuis l'un des quartiers les plus vivants de la capitale catalane.

« Un tel équipement ne doit pas être rélogé en banlieue, explique Oriol Bohigas, architecte des projets de Barcelone et de Lille. Et la commission semble ne pas avoir remarqué que la ligne de métro passerait dans un pont couvert, pas plus qu'elle n'a noté que le périphérique serait déplacé pour laisser la place à un boulevard piétonnier. »

Pierre Mauroy, le maire de Lille, Henri Serandour, le président du Comité national olympique et sportif français, Marie-Christine Blandin, la présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Guy Druet, ministre délégué à la Jeunesse et aux Sports, par ailleurs membre du CIO, et Marie-Josée Pérec, la marraine de Lille 2004, chercheront à trouver les mots pour convaincre.

### LES LEÇONS D'ATLANTA

La candidature de Lille telle qu'ils vont la présenter va rester celle qu'elle est depuis deux ans. Depuis que des hommes d'affaires, des urbanistes, des responsables culturels et politiques, ainsi que des économistes, réunis au sein du Comité Grand Lille, ont repris à leur compte l'idée de Charles Gachelin, professeur d'université en

quelques mois. Elle est beaucoup moins réaliste depuis que le CIO a dû tirer les leçons des dysfonctionnements des JO d'Atlanta.

Les responsables de la candidature de Lille, qui avaient abordé l'été sans grande conviction, sont revenus des États-Unis avec la certitude qu'ils avaient une chance et une carte à jouer. Celle d'une évolution, sinon d'un virage du mouvement olympique.

Ils pensent que le CIO a aujourd'hui le choix entre deux orientations : celle de poursuivre dans la voie du gigantisme, ou bien de revenir à des Jeux « à dimension humaine ». C'est celle que le projet de Lille prétend incarner. Toute la difficulté de la démarche lilloise sera de convaincre le CIO sans lui faire la leçon.

Christophe de Chenay

### L'amertume des candidates « sous-évaluées »

SEPT des onze villes candidates à l'organisation des JO de 2004 ont protesté, de manière plus ou moins vive, contre le traitement réservé à leurs projets par la commission d'évaluation du Comité international olympique (CIO).

San Juan de Porto Rico, Lille, Stockholm, Saint-Petersbourg, Rome, Istanbul et Le Cap ont écrit au CIO pour faire part de leurs commentaires sur ces rapports. Bien notés pour leur part — comme Rome et Le Cap — Athènes et Buenos Aires n'ont pas réagi. Séville n'a pas voulu non plus rentrer dans la polémique, et se contente sans doute de prendre acte.

Rio de Janeiro ne semble pas croire non plus à ses chances, nous indique notre correspondant. Elle paraît virtuellement écartée, en raison, notamment, des lenteurs du programme de dépollution de la baie de Guanabara et de la violence urbaine. Dans un deuxième et immense carnaval après la date, près d'un million de personnes se sont cependant jointes, dimanche 2 mars, à l'hymne « Aux cœurs » lancé par le Comité Rio 2004, à l'approche du verdict.

Le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, a également réitéré ses engagements antérieurs concernant le financement de la construction d'installations non sportives pour un montant de 544 millions de dollars (environ

3 milliards de francs). Et Rio s'apprête à dépêcher vers la Suisse deux ambassadeurs : Pele, star numéro un de l'histoire du football, devenu ministre des sports, et Joao Havelange, président de la Fédération internationale de football et lui-même membre du CIO depuis trente-quatre ans. Il précise sans ambages la mission qu'il s'est assignée : « Il est temps de rappeler à certains de nos collègues du CIO tout ce que j'ai pu faire pour eux... »

### « PAS UNE ONCE DE SYMPATHIE »

« Le rapport (de la commission d'évaluation du CIO) ne montre pas une once de sympathie pour Istanbul », a déclaré de son côté Yalcin Aksoy, président du comité de candidature d'Istanbul. Il ne contient aucune référence au sens culturel, historique et régional de la candidature d'Istanbul. On y trouve aussi des erreurs sur les faits, des inexactitudes et des omissions concernant nos points forts. Cela semble presque délibéré. La candidature de la ville n'est pas menacée par un coup de force militaire ou une agitation en Turquie, ont également affirmé des responsables, en réponse aux inquiétudes supposées du CIO.

La ville de Saint-Petersbourg « peut et doit » accueillir les Jeux olympiques de 2004, a déclaré Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre russe, en téléphonant spécialement, lundi 3 mars,

à Juan Antonio Samaranch, président du CIO. M. Tchernomyrdine a estimé que le rapport d'évaluation du Comité international olympique sur Saint-Petersbourg contenait « beaucoup d'erreurs et d'imprécisions », sans affirmer lesquelles, et a espéré que le dossier de candidature serait examiné plus attentivement, a indiqué l'agence Interfax.

Le travail de la Commission d'évaluation du CIO a également créé une vive tension entre Rome et Le Cap. Le comité de candidature de la capitale sud-africaine avait reproché à Rome d'avoir organisé une campagne de dénigrement. Mais la polémique a pris fin le 26 février, avec les excuses du Cap. « Nous avons été mal compris et je demande pardon pour cet épisode », déclarait alors Chris Ball, président du comité de candidature de la ville sud-africaine.

Depuis, Rome s'est trouvée un ambassadeur de choix. Mardi 4 mars, l'athlète Michael Johnson, double champion olympique du 200 m et du 400 m à Atlanta, a exprimé son espoir qu'elle soit choisie pour l'organisation des Jeux de 2004. L'Américain a déclaré : « Rome est l'une des plus belles villes du monde, riche d'histoire et de traditions. C'est un siège idéal pour les Jeux. J'espère fermement qu'elle sera choisie. J'ai aussi beaucoup aimé la population romaine. »

## Monaco réussit l'exploit de vaincre à Newcastle

En Angleterre, l'équipe de Jean Tigana a pris une option sur la qualification pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA

Il y a des gestes qui ne trompent pas, des gestes rares, ignorés du commun des joueurs de football. Thierry Henry appartient à la catégorie de ceux qui en savent un peu plus, et font de leurs châtiments d'attaquant beaucoup mieux qu'un rêve. C'était à la 59<sup>e</sup> minute d'un combat après, l'une de ces éternelles batailles d'Angleterre où chaque pouce de terrain est un monde à conquérir. Les Montégasques s'étaient épuisés à courir, à tacler, à tarir les ressources de la moindre occasion.

Les joueurs de Newcastle laissent causer leur rage naturelle. Kenny Dalglish, leur entraîneur écossais, veut en faire des combattants du football, des hommes de peine, de sueur et de larmes. Soit. Ils ne demandent qu'à se battre. Ils appuyaient, de toutes leurs forces, encourageaient les folles chevauchées de David Ginola, le « Frenchie », vers les buts adverses, à peine ralenties par la nécessité de quelques dribbles. Quand vint la 59<sup>e</sup> minute...

L'action alla si vite qu'il faut encore la décrire, revisiter l'impeccable scénario d'un but peu ordinaire. Le ballon était anglais. Ali Benarbia, le petit meneur de jeu de l'AS Monaco, parvint à s'en emparer. Jusque-là, rien d'autre que l'une de ces multiples interceptions qui ont émaillé la rencontre, dès le coup d'envoi. Ballons pris et repris, futilités d'ordinaire du football. Sauf que cette fois, Ali Benarbia aperçut Thierry Henry, porté par l'élan de ses vingt ans sur la dernière ligne anglaise.

La passe est idéale, suffisamment dosée pour donner libre cours à la magie. Car Henry est un peu magicien. Sur son aile, il s'amuse de ces tours qui donnent le vertige aux plus solides des défenseurs. Pour faire bonne mesure, il en attire deux à ses basques. Le ballon s'apprête à

quitter les limites du terrain, il approche la ligne blanche. Newcastle respire déjà. Le jeune attaquant se jette alors de tout son corps, de toutes ses jambes. Tel un équilibriste en déséquilibre, il parvient à centrer parfaitement en retrait. Sonny Anderson, son coéquipier brésilien, sans cesse à l'affût des bons coups, n'a plus qu'à marquer. Monaco mène à Newcastle.

Ces derniers temps, on ne le voyait pourtant plus guère sur les pelouses, Thierry Henry. De par la volonté de Jean Tigana, son entraîneur, il était cantonné sur le bord, spectateur contraint et forcé des matches de son équipe. Lui était reproché pêle-mêle, une tendance à la

dispersion, le souci de briller sous le maillot de l'équipe de France espérant plus que sous celui de Monaco.

Mais en cette occasion de déplacement européen, Tigana n'a pas hésité. Il sait bien que le turbulent jeune homme peut être un joueur décisif, un atout dont il serait trop bête de se priver. S'il a quitté le terrain à un quart d'heure de la fin, c'est à cause d'une blessure à l'épaule. Il n'est plus en disgrâce. Le voilà, porte-étendard de l'avenir d'une équipe, qui mène habilement stars et footballeurs de l'ombre, Sonny Anderson et Lilian Martin, qui impose sa cohérence à l'équipe, après en avoir assommé le championnat de France.

A Newcastle, Thierry Henry n'a pas été le seul à s'illustrer. Fabien Barthez, le gardien de but, s'est fendu d'un arrêt décisif (76'), qui a empêché l'égalisation anglaise. Les autres, tous les autres, n'ont jamais renoncé, toujours prêts à saisir une occasion de défendre, une chance d'attaquer.

L'occasion était trop belle. De réussir quelque chose dans une Angleterre si rude au football hexagonal. De contredire le vilain chiffre qui montre qu'en 19 confrontations franco-anglaises dans les Coupes d'Europe, l'Angleterre a vaincu à 17 reprises. Le dernier club éliminé était justement Newcastle, sorti par

Bastia de la Coupe de l'UEFA en 1978. Le club du Nord, tout proche de l'Ecosse, avait déjà pris sa revanche de l'insolence tricolore, cette saison, en éliminant Metz. Il se présentait dans une formation diminuée devant le public du stade de Saint James Park.

L'équipe était privée de trois de ses meilleurs attaquants : Alan Shearer, l'avant-centre, et Les Ferdinand, tous deux membres à part entière de l'équipe nationale, sont blessés ; Faustino Asprilla, le Colombien, était suspendu. Et David Ginola n'est plus qu'un intérimaire, souvent boudé par Kenny Dalglish, insensible à ses dons offensifs.

Mardi 4 mars, à Newcastle, a sonné l'heure d'une autre génération, avide d'occuper le haut de l'affiche européenne, et peu respectueuse du passé. Il ne lui reste qu'à confirmer dans deux semaines au stade Louis II à Monaco, lors du match retour. La preuve sera alors faite que rien n'est impossible à Thierry Henry et à ses copains.

Pascal Ceaux

NEWCASTLE-MONACO 0-1 (0-0).

Pour Monaco : but de Sonny Anderson (59'). Avertissements : Watson (51'), Lee (56'), Peacock (90') pour Newcastle ; Patrick Blondeau (68') pour Monaco.

### DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL** : Dennis Rodman a été suspendu, mardi 4 mars, pour un match trois semaines seulement après avoir purgé une suspension de onze matches. Lundi 3 mars, lors d'une rencontre contre Milwaukee, le joueur des Chicago Bulls avait frappé un joueur adverse au bas-ventre. C'est la troisième fois en trois mois que Rodman est sanctionné pour coups ou insultes. (AFP)

■ **ATHLÉTISME** : un Marocain, sixième du championnat de France de cross-country, dimanche, a été reconduit à la frontière, lundi 3 mars, a révélé le quotidien *La République du Centre* dans son édition du mardi 4 mars. Placé en garde à vue le 26 février, Boudraa, qui était arrivé en France en 1992 avec un visa touristique de quinze jours, aurait bénéficié de la part d'un juge d'une « exception de séjour pour lui permettre de participer aux championnats de France ».

■ **FOOTBALL** : le procès Grobbelaar devrait être rejugé, le jury du tribunal de Winchester n'étant pas parvenu, mardi 4 mars, à rendre un jugement après onze heures de délibération. Celui-ci a donc été dessaisi et le ministère public a déclaré qu'il entendait demander un nouveau procès pour Bruce Grobbelaar, Hans Segers et John Fashanu, accusés d'avoir truqué des matches du championnat d'Angleterre pour un réseau de paris clandestins.

هكذا من الأهل







## Mozambique, la fierté timide

Robinsons argentés et globe-trotteurs en mal de terres vierges trouvent leur bonheur dans l'ancienne colonie portugaise

SI ON A ÉCHAPPÉ à Johannesburg et ses crimes dix fois plus nombreux qu'à New York, Maputo, avec ses rues calmes et la farouche douceur de ses habitants, Maputo dont les regards indolents contrastent avec les yeux sud-africains aux aguets, apparaît comme un havre. On s'y pose, on s'y repose. Le crépuscule n'apporte aucune mauvaise surprise, seulement dans une lumière verte, des enfants sur des trottoirs, profitant de chaussettes presque sans voitures. L'avenir n'est pas vice ; pauvreté time ici avec sérénité !

Les colonisateurs portugais avaient vu grand pour Lourenço-Marquês (avant d'être rebaptisé du nom d'un fleuve voisin, Maputo) jusqu'en 1976 le patronyme d'un aventurier commerçant lusitan du seizième siècle ; ils tracent, sur un plateau dominant l'océan, de spacieuses avenues plantées de jacarandas, palmiers, flamboyants, ficus et filaux ; dessinent des jardins botaniques ; commandent même à Eiffel une Maison de Fer, d'ailleurs inhabitable en raison du climat, devenue ensuite le blason de la ville, dans le pion au club naval Art nouveau et à la cathédrale Art déco. « Si le Mozambique doit à un ingénieur français, il doit sa capitale elle-même à un chef d'État français », rappelle gaillardement un ministre X, lors d'un dîner en l'honneur d'une délégation parisienne frappée d'étonnement.

Et soudain de vieilles histoires, et l'Histoire, remontent à la surface : après l'abolition de l'esclavage par la France en 1848, des planteurs réunionnais voulurent se fournir en main-d'œuvre sur les côtes interminables (2 500 km) de la possession portugaise. Cela finit par la saisie

d'un bateau français, mais Napoléon III prit la mouche et menaça de bombarder Lisbonne, voire l'île Mozambique alors chef-lieu de la colonie. Dieu merci ! Mac-Mahon, en 1875, fit oublier cette mauvaise manière en rendant un arbitrage dévorable aux prétentions anglaises sur la région de Lourenço-Marquês.

Un autre ministre du cru à lui, sur sa table de travail, le dossier en vue d'une adhésion mozambicaine à la Francophonie, après l'adhésion de Maputo dans le Commonwealth en 1995, puis dans la Lusophonie lancée en 1996 : « Notre entrée dans le Commonwealth s'explique par notre environnement continental, exclusivement anglophone, tandis que notre tentation francophone est justifiée parce que tous nos voisins insulaires de l'océan Indien parlent français et, en plus, par l'héritage du colonialisme portugais qui enseigna le français aux Africains lusitanisés ». Cet attraitage à trois langues « blancs » n'est guère critiqué que par quelques « pieds-rouges », Mozambicains d'origine européenne cultivant les langues autochtones, comme s'ils voulaient ainsi racheter les péchés locaux de leurs aïeux. Des aïeux dont les premiers virent, il y a un demi-millénaire, attirés par le Monomotapa, ce royaume noir auréolé qu'évoque La Fontaine dans sa fable *Les Deux Amis*.

Paris a « assuré » : dépêchant ici les coureurs d'Air France et le signal modulé de ses ondes mondiales ; rachetant un ancien bordel avec ses 3 000 m<sup>2</sup> de vérandas, boudoirs et couloirs pour le muer en centre culturel tonitruant, au cœur de Maputo ; envoyant son ministre de la coopération avec d'intéressants crédits. Les touristes, eux, ne viennent pas tout de suite. Le Mozambique



est encore un bout du monde pour quelques années de grâce. Seuls y séjournent, dans des pensions de famille très Vieux Portugal, quelques globe-trotteurs, fatigués de la dureté sud-africaine, ou, dans l'unique palace, des rosbins fringés en quête de plages vraiment vierges, de pêches au requin, à l'épaulon ou au marin comme à Cuba aux beaux jours d'Hemingway, de brousses pas encore parcourues. Épargnée par la guerre d'indépendance (1964-1974) et par la guerre civile (1977-1992), Maputo passerait presque aujourd'hui pour une sorte de Nice avant les Anglais, mâtinée de Casablanca avant la surpopulation. Elle compte quand même déjà deux millions d'âmes et elle commence à manquer d'eau. Le ver est sans doute déjà dans le fruit.

À l'égard du passé, ni nostalgie ni rancune, même s'il est difficile de percer la vérité des sentiments et des souvenirs, derrière cette fierté timide et intimidante des Mozambicains, finalement assez semblable au comportement du peuple portugais. Les colons menaient rudement leurs indigènes mais ils couchaient sans honte avec eux et ils étaient souvent aussi pauvres qu'eux.

C'est clair que la vie devait naître plus coquille, au moins

dans les rues basses de Maputo, mais seules les disent encore les photos ironiques ou pathétiques de Ricardo Rangel, Maputois de souche afro-gréco-chinoise ; des photos tirées avant-hier dans des bars à filles et à marins, qui n'existent plus. A « La Boite » - signalée en français, langue grivoise, par un mince néon bleu-blanc-rouge sur le front de mer nocturne - on danse sagement la même macarena que partout ailleurs dans le monde. Un danseur ou sa partenaire a laissé sur une banquette *A Terra sonhambula*, roman de Mica Couto, écrivain du cru, d'ascendance portugaise, qui a su pimenter juste ce qu'il faut son parler naïf de créolismes et de bantouismes. Ce soir-là on aurait volontiers décerné au Mozambique un triple prix de vertu, d'équilibre et de discrétion.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

\* Lire : *Le Mozambique*, de Daniel Jouanneau, 1995, Karthala, 205 p., 120 F. ; *Naissance du Mozambique* (colonial), de René Pélissier, deux volumes totalisant 880 pages, Ed. Pélissier, 78630 Orgeval, 558 F. port compris ; *Littérature du Mozambique*, revue *Notre Librairie* n° 113, 120 p., 50 F. CLEF, 57, boulevard des Invalides, 75007 Paris.



Lourenço-Marquês, aujourd'hui Maputo, était la seule ville « luxueuse » de l'empire colonial portugais (photo datant de 1964, tirée « Chers de lue promenant le boy », extraite de l'album *Ricardo Rangel, photographe du Mozambique*, édité en 1994 par *Pindaky* et le Centre culturel franco-mozambicain de Maputo. Les jeunes Mozambicains apprennent encore parfois l'histoire dans ce livre datant de 1959.

## PARTIR

■ **MARATHON DE BOSTON.** Sa 101<sup>e</sup> édition aura lieu le lundi 21 avril, jour férié en l'honneur du patriote Paul Revere. Organisé par la Boston Athletic Association, il attire quelque 25 000 participants. Sachant qu'American Airlines dessert Boston par un vol non-stop quotidien de sept heures au départ de Paris, qu'un nouveau site Internet sur la région vient d'être créé par les autorités locales et que le guide *The Arts in Massachusetts* vient d'être publié, on peut déjà organiser son séjour.

\* Renseignements : Bureau de promotion Boston-Massachusetts, 5 bis, rue du Louvre, 75001 Paris, tél. : 01-44-77-88-07.

■ **PÂQUES ORTHODOXES.** Aux Météores, un ensemble monastique grec perché sur des pitons isolés. En tout, treize monastères et vingt petits couvents abritant icônes, manuscrits et autres objets de culte. Départ le 24 avril pour huit jours. Cet itinéraire Jumbo Voyages à composer comprend un vol charter vers Athènes au départ de Paris, Lyon, Bordeaux, Nantes et Toulouse (à partir de 900 F A/R), une location de voiture (une semaine, 1 240 F) et une chambre d'hôtel réservée à chaque étape (à partir de 1 050 F, petit déjeuner inclus).

\* Dans les agences de voyages.

■ **NUTS ORIENTALES.** Parfois, il faut savoir saisir la chance qui s'offre à moindre prix. Du 15 avril au 15 septembre, les passagers de l'*Eastern & Oriental Express*, ce train de luxe reliant Singapour à Bangkok, se verront offrir, pour le prix d'un trajet (2 jours, 2 nuits, 7 000 F, en pension complète), une nuit au Mandarin-Oriental de Singapour et une nuit à l'Oriental de Bangkok. Pour une cabine double luxe, deux nuits supplémentaires sont offertes.

\* Renseignements : Venise Simplon Orient-Express Voyages, 75, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 01-45-62-00-69.

## Affaires à faire :

### des lunes de miel en stock

Autrefois, la tradition dictait au jeune homme d'écouter sa belle le soir des noces pour une destination connue de lui seul. A l'heure du marketing, les lunes de miel se vendent en kit sur catalogue. Et le voyage, plébiscité, arrive en tête des listes de mariage, aussi que le révèle le sondage BVA (10-16 octobre 1996). A la question posée : « Parmi les cadeaux suivants, quels sont ceux que vous aimeriez vraiment avoir le jour de votre mariage ? » hommes et femmes, âgés de dix-huit à trente-cinq ans, répondent en cœur : « Un voyage de nocces ». Le service de porcelaine,

la ménagère et les draps brodés main sont désormais d'un autre temps. « Les filles sont très demandées, précise Danièle Martayan de Galia Voyages, notamment Maurice, avec la Polynésie et Bali. » A l'Agence des Galeries Lafayette Haussmann (quelque 800 lunes de miel vendues en 1996, tél. : 01-42-82-30-43), le budget moyen est de 16 000 F. Une manne pour les spécialistes qui multiplient les brochures « Voyages de nocces » (RevVacances, Tourinter, Africatours-Asietours, Americatours, Costa Croisières, MVM, Havas Voyages Sélections, etc.). Certains hôteliers et compagnies aériennes accordent des remises à la mariée (jusqu'à 50 % sur l'hôtel, à certaines dates) et les forfaits incluent corbeille

de fleurs, parfois champagne et souper aux chandelles. Globalement, les différences d'une brochure à l'autre jouent sur les sélections d'hôtels. Exemples : chez Americatours (tél. : 01-44-11-11-50) une semaine à Saint-Barth, au Christopher-Soffel coûte 8 960 F pour le marié et 6 720 F pour sa belle. Avec Tourcom-Tourinter, au Touessrok, l'un des fleurons de l'île Maurice, « monsieur » paie 12 600 F pour 14 nuits en demi-pension, et « madame » 7 100 F, de Paris ou de province (en mai-juin). MVM privilégie les étapes inédites : ainsi à Zanzibar, un palais arabe meublé d'antiquités et un bungalow sur une plage de la côte est (10 730 F en mai et juin pour le marié, 7 895 F

pour madame, tél. : 01-40-47-78-04) ; ou encore safari intime au Kenya suivi d'un farniente aux Seychelles. Certains voyageurs annoncent ces « cadeaux de nocces » au fil des pages de leurs brochures annuelles. Par exemple Beachcomber Tours ou encore Kuoni. Des du monde programme, sur demande, des lunes de miel avec cérémonies traditionnelles pour mariage bis, notamment en Malaisie (environ 17 000 F par personne, tél. : 01-43-26-68-68), ou encore en Polynésie (15 jours, 4 îles, 18 000 F pour lui, 13 400 F pour elle, plus 11 550 F pour le mariage). Enfin, encouragé par le franc succès de sa brochure « Voyages de nocces et anniversaires de mariage » (29 millions de francs réalisés en 1996 sur ce thème,

prix moyen d'un voyage : 15 000 F), Havas Voyages présente dans l'édition 1997, sur 50 pages, une sélection tous azimuts des propositions des voyageurs : à Venise, Venise, en Corse, à Cuba et sous les tropiques. Les budgets (10 000 F-20 000 F par couple) s'avèrent assez sages chez Nouvelles Frontières qui déclare avoir vendu 1 200 voyages de nocces en 1996. Le principe est simple, il suffit aux futurs époux d'ouvrir un « dossier-cadeau » dans l'une des 141 agences NF en France (tél. : 08-03-33-33-33). Compte nominatif que les amis alimentent à leur guise. Et du romantisme d'autant, le choix dépend de la collecte.

Florence Evlin

**REDUCTOUR**  
WEEK-END DE MAI  
WEEK-END A MALTE  
3 Nuits - Hôtel 4\*  
Petits déjeuners. Vols réguliers A/R  
Départ Paris : 2 250 F  
WEEK-END A DUBLIN  
2 Nuits - Hôtel 3\* Petits déj. Vols rég. A/R  
Départ Paris : 2 340 F  
PARIS - LONDRES  
Vols réguliers A/R : 700 F  
3615 RT - Tél. 01 42 42 82 82  
Auctiontel, 01 42 42 82 82 (12h-18h)

**Directours.**  
NOUVEAU :  
BALEARES MAJORQUE  
Une offre complète pour  
individuels, loin du tourisme de  
groupes.  
Des hôtels rigoureusement  
choisis pour leur rapport  
qualité-prix, vérifiés, testés.  
Des textes clairs et précis sur  
avantages et inconvénients de  
chaque établissement, sans  
langue de bois.  
Et comme d'habitude, grâce à  
sa commercialisation sans  
intermédiaires Directours est  
moins cher à qualité égale.  
Départs de Paris et de 7 villes de  
province.  
Brochure gratuite sur simple  
demande.  
Toute notre production et nos  
offres promotionnelles sur le  
3615 Directours 1,29 F/m.  
Brochure sur demande au 01 42 42 82 82  
à Lyon au 01 72 40 90 40  
80 av. des Champs-Élysées  
Minitel 3615 Directours (1,29 F/m)

**HAUTES-ALPES**  
Hôtel BEAUREGARD \*\*  
Logis de France  
05450 Saint-Véran-en-Queyras  
2040m. Site classé du XVIII<sup>e</sup>  
Hiver/Été. Piscine et tennis.  
Ski et randonnées.  
Demi-pens. et Pens. à partir de 1 600 F/m.  
Espace pour tous, confort hôtel + cha.  
Tél. : 04 92 45 82 62 Fax : 04 92 45 80 10

**CROISIÈRE FLUVIALE**  
FRANCE BELGIQUE PORTUGAL ITALIE  
Location de bateaux Grand Confort  
de 2 à 12 personnes  
599F la semaine / personne  
\* Exemple en Bourgogne en service A  
sur base 6 personnes.  
DOCUMENTATION GRATUITE  
FPP - B.P. 89 - 71602 Parsy  
Tél. 03 85 53 76 70 - Fax 03 85 53 76 71

**usit**  
VOYAGES  
St Patrick : vol Paris-Dublin  
aller 15 mars, retour 18 mars  
a/r : 590 (mon) 690 (pour tous)  
- hébergement sur demande -  
Réservations 01 42 44 14 00  
Tous les tarifs 3615 USIT  
31 rue Linné, face M<sup>e</sup> Jussieu

**PARIS**  
Hôtel BOILEAU \*\* NN  
Calme et sérénité  
en plein cœur du 16<sup>e</sup>.  
360 à 420 F.  
Jardin + bar  
bain, wc, TV - Salle de séminaire  
81, rue Boileau - 75016 PARIS  
Tél. : 42.88.33.74 - Fax : 46.27.82.98

**SORBONNE**  
Hôtel DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques, Paris 6<sup>e</sup>  
Chambre avec bain - WC  
T.V. couleur - Tél. direct.  
De 300 à 395 F  
Tél. : 01.45.54.92.55 - Fax : 01.45.54.24.30

**SUISSE**  
Du 23 FEV au 10 AVRIL, SKI ET SOLEIL  
EN SUISSE Join de la cabine des villes  
Tél. : 00 41 27 723 10 33  
Fax : 00 41 27 723 10 33  
HÔTEL-CLUB pour familles avec enfants et  
adultes. Couples. Cabanons. Ambiance saine  
et sportive. Repas. Garderie enfants gratuite.  
Régimes. Ski alpin et fond très avantageux.  
7 JRS PENSION COMPLETE : FF 2220  
Régimes enfants et adultes. Garderie  
HÔTEL-CLUB SUMMERS (10 places)  
1938 CHAMPEL Valais Suisse

**DISCOUNT VOYAGES**  
ISTANBUL ..... 990 F  
Vol A/R + Hôtel 4/5\* + Petit déjeuner.  
EGYPTE Croisière ... 1 990 F  
Vol A/R + Ligne 8/10\* + PC (taxi + 80 F).  
GUADELOUPE ..... 4 800 F  
Vol A/R + Hôtel 3/4\* + Petit déjeuner.  
MARTINIQUE ..... 5 030 F  
Vol A/R + Hôtel 3/4\* + Petit déjeuner.  
3615 VAC DYN - 01 44 42 82 80

**PÂQUES à VENISE**  
du 27/03 au 31/03/1997  
Hôtel 3\*\* à partir de : 2 475 F  
Prix par personne :  
- Train 2<sup>e</sup> classe couchettes A/R incl.  
- Départ de Paris ou Dijon  
- Transfert A/R, logt. 3 nuits  
- Chambre double et petit déjeuner.  
01.44.51.39.27/51  
Minitel 3615  
Cit Evasion  
(1,29 F/m)

**3617 INVENDU**  
Compagnies  
Aériennes  
Tours  
Operators  
08 3668 1688

**Aux 5 CONTINENTS**  
La Thaïlande, l'Indonésie,  
le Vietnam, la Birmanie,  
l'Asie, à la carte ...  
2, Quai Gailleton - 69002 Lyon - ☎ 04.78.42.84.12

PROFESSIONNELS DU TOURISME, INVITEZ-VOUS A VOYAGES  
RUBRIQUE "EVASION" ☎ 01 42 42 82 82 - Tél. : 01 42 42 82 82

Appelez dès aujourd'hui  
Partez lundi  
La location d'un  
studio 4 pers.  
du 10 mars au 16 mars  
à partir de  
1780 F  
Les Coches  
Méribel  
Belle Plagne  
Renseignements et réservation, même le dimanche :  
01 43 22 22 22  
Espace Pierre & Vacances - 94, Bd du Montparnasse - 75014 Paris  
PIERRE & VACANCES  
LA LOCATION QUI CHANGE DE LA LOCATION

مكتبة الأمل



## Nuageux au nord

LES HAUTES PRESSIONS présentes sur la France vont se renforcer. Un front froid peu actif va traverser la moitié nord du pays. Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. Le temps sera couvert et faiblement pluvieux sur les Pays de la Loire le matin, puis les précipitations cesseront. Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera nuageux toute la journée avec des éclaircies l'après-midi. Les températures seront douces, entre 12 et 15 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Sur le Nord-Picardie et la Haute-Normandie, les nuages seront nombreux. Sur l'Ile-de-France, le Centre et les Ardennes, après quelques pluies le matin, le temps redeviendra sec et des éclaircies perceront. Il fera tous jours doux, entre 13 et 15 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le temps sera gris avec quelques pluies faibles. Quelques éclaircies

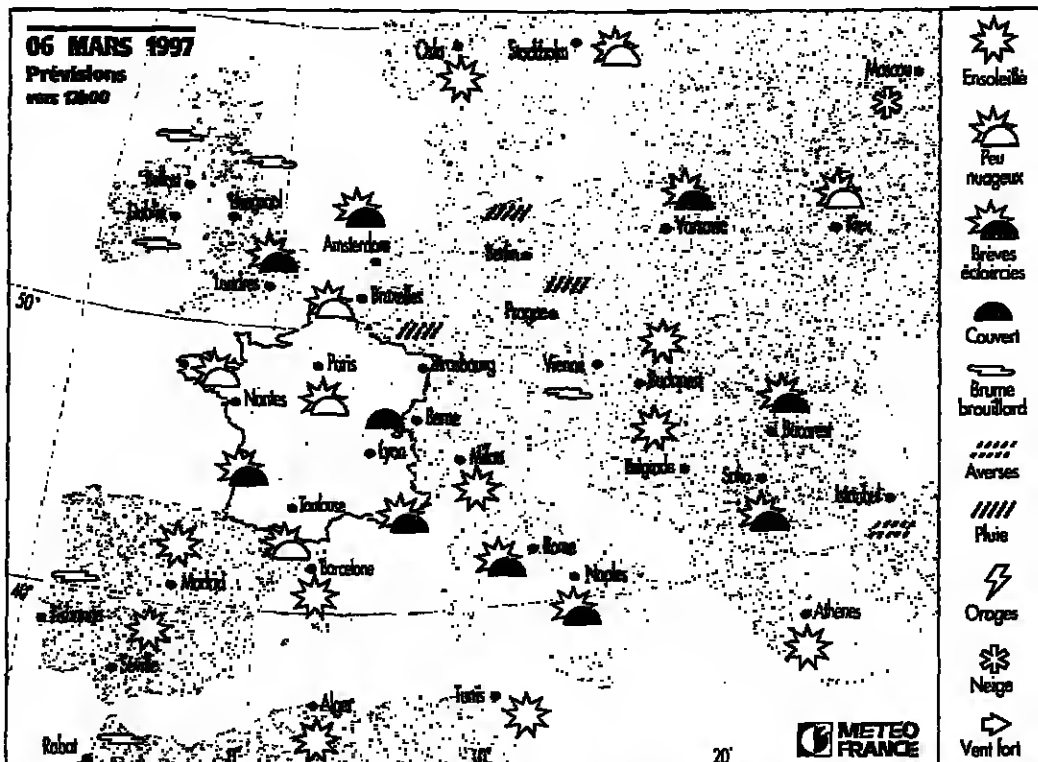
reviendront sur la Champagne puis la Lorraine en cours d'après-midi. Les températures seront légèrement au-dessus des normales. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur Poitou-Charentes, le temps sera très nuageux. Sur Aquitaine et Midi-Pyrénées, après la dissipation des brumes, le temps sera variable et le ciel sera voilé par des nuages élevés. Les températures seront encore agréables, entre 16 et 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Ces régions connaîtront un temps sec mais le plus souvent nuageux. Il fera plutôt doux, entre 13 et 16 degrés l'après-midi. Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. En Corse, le ciel sera nuageux. Sur la Côte d'Azur, des entrées maritimes se produiront jusqu'à la mi-journée, puis le soleil brillera. Ailleurs, le soleil brillera malgré quelques passages nuageux en matinée. Les températures seront comprises entre 15 et 20 degrés l'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 06 MARS 1997  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	PARIS	LYON	MARSEILLE
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S

FRANCE métropolitaine	NANCY	PARIS	LYON	MARSEILLE
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S
6/12 P	8/14 S	9/16 S	8/17 N	8/17 S



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ALBANIE. Le ministère des affaires étrangères français a conseillé à ses ressortissants de ne pas se rendre actuellement en Albanie en raison des risques liés à la situation politique dans ce pays. (Reuters).

■ FRANCE. La compagnie aérienne TAT, qui assure trois vols quotidiens sur la ligne Paris-Perpignan, va augmenter sa capacité en utilisant des MD 83 (160 passagers) au lieu de Fokker 100 (100 places). Cette liaison est également assurée par AOM à raison de deux vols quotidiens, tandis que la compagnie Air Inter Europe s'en est retirée fin 1996. (AFP).

■ ALLEMAGNE. Afin de renforcer la sécurité aérienne, le ministère des transports de Bonn envisage de faire condamner les utilisateurs de téléphone portable à bord des avions allemands à des amendes, mais aussi à des peines de prison allant jusqu'à deux ans. (AFP).

## ALPINISME

## Everest : l'expédition franco-chinoise par le Tibet est ajournée

UNE OPPOSITION grandissante à un projet d'expédition franco-chinoise sur l'Everest (Le Monde du 7 décembre 1996), considérée par ses détracteurs comme cautionnant la présence chinoise au Tibet, a conduit son organisateur, le guide chamouillard Serge Koenig, à ajourner l'expédition. L'expédition, qui devait initialement se mettre en route ce printemps, partira au mieux au printemps 1998, Serge Koenig n'excluant pas d'y renoncer complètement.

Rarement, dans l'histoire de l'alpinisme, une expédition aura provoqué une telle polémique (Le Monde du 29 janvier). Plus de deux mille personnes ont signé une pétition dénonçant un projet « en opposition fondamentale avec les droits de l'homme », que le Club alpin français (CAF) a « condamné formellement ». Mountain Wilderness, une association internationale de protection de l'environnement, a dénoncé « une perversion » de l'alpinisme. Et, plus récemment, Chantal Mauduit, alpiniste qui a gravi en juin 1996 un cinquième sommet de plus de 8 000 mètres sans oxygène, a condamné « une expédition de collobos ».

Devant ce tir de barrage, Serge Koenig a dénoncé « coïncidences » et jalousies. Il n'a pu empêcher le gel de son entreprise, en dépit du patronage de l'Unesco. Baptisée « Alliance 8848 », l'expédition, à laquelle devaient participer une vingtaine d'alpinistes chinois et français, avait pour but de gravir le sommet par la face nord en empruntant une voie « directissime » comportant une importante paroi rocheuse à plus de 8 000 mètres. « Pourquoi notre expédition cautionnerait-elle plus ce qui se passe aujourd'hui au Tibet que les autres expéditions au Tibet ? », rétorque Serge Koenig, qui reconnaît toutefois que son expédition est la première à présenter un caractère ouvertement franco-chinois. En tout cas, l'ajournement n'est pas du goût des autorités chinoises : « Je suis indigné par la réaction de certaines personnes en France qui veulent politiser une activité sportive », a déclaré mardi 4 mars Li Zhixin, vice-président de l'Association de l'alpinisme chinois. (AFP)

## JARDINAGE

## La glycine, dame de Chine

Robuste, parfois au détriment des murs et des grilles, cette grimpante très décorative peut aussi être construite en arbre

À VOIR ces glycines au tronc gros comme ceux d'un arbre séculaire, dont les branches couvrent les façades de demeures anciennes, on pourrait penser que cette plante grimpante de la grande famille des légumineuses est cultivée chez nous depuis des siècles. Il n'en est rien. Les premiers pieds de glycine de Chine (*Wisteria sinensis*) sont arrivés de leur pays d'origine en 1816 : quinze ans plus tard débarquaient la glycine du Japon (*Wisteria floribunda*). Facile à cultiver et à multiplier, résistante au gel, florifère, la glycine fut plantée à la ville comme à la campagne, chez les riches comme chez les pauvres.

Il existe au moins trois autres espèces de glycines arbustives dans la nature. *Wisteria frutescens* et *Wisteria macrostachya* sont originaires de l'Amérique du Nord. La première épanouit ses courtes grappes de fleurs (environ quinze centimètres) au-dessus du feuillage ; la seconde de grandes grappes bleues dès la mi-mai. *Wisteria venusta* est originaire du Japon où elle n'existe plus à l'état sauvage ; ses fleurs blanches et parfumées sont regroupées en pe-



luis plaît. C'est ainsi que certaines plantes jeunes ont un feuillage vert pâle qui fonce quand les racines rencontrent un sol plus acide. Quand on plante une glycine, il faut choisir judicieusement l'emplacement, car le système racinaire de cette grimpante est si puissant qu'il peut sérieusement endommager les fondations d'une maison, soulever un pilier de portail... tandis que les branches peuvent sans problème tordre des barres d'acier plein de cinq centimètres de diamètre. Prudence, donc. Cela dit, il suffit de couvrir les racines vers l'extérieur d'un mur pour qu'elles fient vers le sol le plus meuble et de

## Bleu, blanc, violet

Si l'on trouve facilement de nombreuses variétés de glycines dans les jardineries et les pépinières locales, en cas d'insuccès il est toujours possible de commander l'une des variétés suivantes à un fournisseur spécialisé dans les plantes grimpantes : glycine de Chine bleue ; du Japon mauve, rose et blanche ; *formosa* violet clair ; *violacea plena* et *venusta* blanches.

Pépinières Travers, Cour Charette, Saint-Jean-Le-Blanc, 45100 Orléans. Tél. : 02-38-66-37-93. Le prix unitaire de chacune de ces variétés est de 88 francs (sans le port).

tités grappes d'une quinzaine de centimètres. Avouons notre préférence pour la glycine de Chine, la plus répandue certes et pour de bonnes raisons. Ses grappes sont plus trapues que celles de la glycine du Japon (vingt centimètres contre soixante, voire un mètre pour *macrostachya*) : elle est parfumée et fleurit sans cesse au cours de l'été. Sa floraison est mauve soutenue lorsque la fleur est en bouton et elle s'éclaircit jusqu'au moment de faner.

De culture aisée, la glycine ne craint que l'excès de calcaire et redoute l'exposition comme un mur à l'est dans les régions où il risque de geler tardivement. Excès de calcaire doit être compris dans sa véritable acception : il ne faut pas planter la glycine dans la marne, mais pour le reste elle supporte les sols de la plupart des jardins. Son enracinement robuste et coquard lui permet d'aller au loin chercher la terre qui

contient la partie aérienne par la taille pour limiter le développement souterrain. De la même façon, il suffira, les premières années après la plantation, de dégrader les longues branches des grilles pour qu'elles ne les déforment pas.

La culture en pot qui s'est généralisée depuis une vingtaine d'années permet d'acheter la glycine de son choix en pleine floraison. Reproduite par marcottage ou par greffe, la glycine fleurit dans son jeune âge, tandis que celles qui sont issues de racines peuvent mettre quinze ans ou davantage avant d'épanouir leurs grappes.

## LES SURPRISES DE LA TAILLE

La glycine se trouve aisément dans toutes les jardineries. Premier conseil : ne jamais engraisser une glycine ; second conseil : couper les racines à trente ou quarante centimètres du pied pour limiter la pousse, mais surtout ne pas tailler

très court une glycine peu florifère, ce serait l'empêcher de fleurir.

La taille est d'ailleurs assez simple. Sur un pied jeune, il faut laisser sur le tronc deux ou trois longues branches qui formeront la charpente de la plante et dont il suffira de couper l'extrémité desséchée par le froid et de supprimer impitoyablement les années suivantes les pousses qui partiront de plus bas. Cette plante, en effet, la faculté de bourgeonner sur le vieux bois.

Pour le reste, certaines glycines qui ne sont jamais taillées fleurissent d'abondance - il peut être difficile et dangereux de grimper en haut d'une façade ou d'un grand arbre à l'assaut d'un quelconque glycine est partie pour jouer du sécateur. D'autres, taillées chaque année, sont tout aussi florifères. La taille de printemps consiste à couper toutes les jeunes branches à trois ou quatre yeux de leur point de départ. Cette opération peut intervenir assez tard quand les bourgeons gonflent déjà et qu'il est facile de reconnaître ceux qui donneront des grappes.

La faculté qu'a cette plante de percer sur le vieux bois est parfois utile à sa survie. Une glycine plus que centenaire qui pousse sur un tronc unique au beau milieu d'un jardin, simplement supportée par un pilier de pierres qui était son unique tronc, finit par mourir. En cinq années, une vigoureuse pousse sur le moignon qui restait près du sol reforme un parol de cinq ou six mètres de diamètre. Cette glycine pousse comme un arbre et en plein vent. N'ayant pas de support auquel s'accrocher, ses branches forment une charpente serrée et dressée et ne produisent que fort peu de longues branches maintenant qu'elle est adulte.

Il est tout à fait possible de conduire la glycine en arbre, mais, sauf à la maintenir dans de petites dimensions (1,80 mètre de hauteur maxi et 1,50 mètre de diamètre), il est illusoire de penser que son tronc la supportera seul. Le bois de la glycine est trop tendre. Si l'on souhaite former une glycine en arbre, il est possible de construire un pilier d'au moins cinquante centimètres par cinquante centimètres et de deux mètres cinquante de haut.

On choisira pour cela, après deux années de culture, la plus belle pousse, en ébourgeonnant impitoyablement tout ce qui pousse plus bas que le sommet du pilier. Ainsi conduite, la glycine est sans doute l'un des plus beaux arbustes à fleurs qui soient.

Alain Lompech

## TECHNOLOGIE

## Des acteurs d'Internet proposent une charte d'autorégulation

CASSE-TÊTE pour les juristes, Internet trouvera-t-il le moyen de s'autoréguler ? Souvent accusé d'accueillir tous les vices et d'encourager leur diffusion sans frontières, le réseau semblait présenter un défi à la législation et au juge d'abord tenté de sévir tous azimuts. Encore faudrait-il être capable de définir les responsabilités pénales, ce qui s'est vite avéré épineux, en raison de la multiplicité des acteurs et de la confusion des rôles.

Un projet de charte, présentée mercredi 5 mars à François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, a l'ambition de faire évoluer le débat. Préparée par une commission composée de différents professionnels et utilisateurs du réseau, elle vise à préciser « dans le cadre des lois et traités, les règles et les usages des acteurs de l'Internet et d'en faciliter la mise en œuvre par un outil simple et pragmatique d'autorégulation, le Conseil de l'Internet ».

En juin 1996, espérant mettre fin à une vague de mises en examen dont le développement d'Internet avait fait l'objet, François Fillon avait introduit à la dernière minute un amendement au projet de loi sur les télécommunications, qui visait, sous conditions, à exonérer de poursuites pénales les fournisseurs d'accès. Mais cet article fut rejeté par le Conseil constitutionnel (Le Monde du 26 juillet). N'ayant pu établir un contrôle administratif, M. Fillon a donc confié le 28 octobre, à Antoine Beausant, président du Groupement des éditeurs de service en ligne (Geste), une mission de concertation visant à dégager un « code de bonne conduite ».

Cette charte prévoit la création d'un « Conseil de l'Internet », qui aura une mission d'information, de prévention et de régulation. Composée des adhérents à la charte, celui-ci comprendra trois collèges : les fournisseurs de contenu dans un cadre non marchand (universitaires, associations d'utilisateurs...), les fournisseurs de contenu dans un cadre marchand (presse, éditeurs, banques, commerçants) et les prestataires techniques. Un comité d'éthique comportant des représentants de la société civile lui sera adjoint.

Sur la base de réclamations concernant des contenus et des actions manifestement illicites - atteinte à la dignité humaine, discrimination, etc. - le conseil devra adresser des avis à l'auteur ou au responsable du site concerné. Si celui-ci n'obtempère pas, le Conseil recommandera aux prestataires techniques de supprimer ou de bloquer l'accès à ce contenu. N'ayant aucunement vocation à se substituer à la justice, en particulier en matière de

droits d'auteur ou de publicité mensongère, mais pouvant lui servir de « référence », il pourra aussi saisir le parquet.

Reste à mesurer la légitimité et la portée d'un système d'autorégulation qui ne s'applique, par définition, qu'aux adhérents à la charte et ne couvre que les sites français. Rafi Hadjilias, gérant de FranceNet, un fournisseur d'accès mis en examen pour diffusion d'informations pédophiles, également président de l'Association française des professionnels d'Internet (AFPI), estime que la charte ne résoud rien.

Du point de vue technique, il considère très difficile d'empêcher les utilisateurs qui le souhaitent d'accéder à des contenus prohibés. Du point de

## Vers un « audimat » pour Internet

Les publicitaires, qui veulent investir les terres vierges d'Internet, se heurtent à un problème épineux : évaluer l'impact des campagnes qu'ils pourraient y conduire. Aussi ont-ils constitué, sous l'égide du Centre d'étude des supports de publicité (CESP), un « collège » qui a pour objectif de mettre sur pied un système de mesure d'audience sur Internet. Son premier travail a consisté à définir une série d'indicateurs qui visent à cerner le comportement des surfers sur le réseau. Les études « éditoriales » auront pour objectif de comptabiliser le nombre de pages vues sur le site, de disséquer une visite, de dénombrer les visiteurs, de déterminer leur origine géographique. Les indicateurs d'audience doivent permettre de définir les tarifs publicitaires, et les indicateurs d'efficacité de comptabiliser le nombre de « clics » dont a fait l'objet telle ou telle annonce.

vue juridique, il voit mal pourquoi un juge « serait tenu de se plier à une déontologie outoprotectrice ». Aussi continue-t-il, avec nombre de professionnels, de réclamer le vote d'une loi qui installe une autorité administrative et définit des règles précises permettant de déterminer les responsabilités pénales.

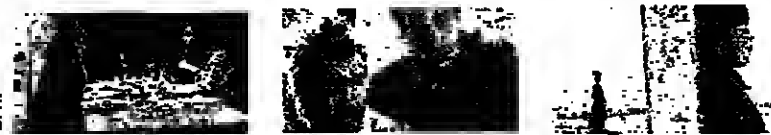
Hervé Morin

\* La charte d'Internet peut être consultée à l'adresse <http://www.planete.net/code-internet/>

مكتبة الأهل



**CINÉMA** Riche moisson cinéphilie, après la déferlante des « bulldozers » *Lude Aubrac* et *Mars Attacks* ! ● CÔTÉ français, on remarquera *Marion*, de Manuel Poirier et,



*La Moindre des choses*, de Nicolas Philibert, qui font entendre leurs « petites musiques » attentives et sensibles. ● PARMI les autres sorties, trois films du Britannique Ken

McCullen et deux réalisations étonnantes venues de loin : *Les Anges déchus*, de Wong Kar-Wai (Hong-kong), et *Kardiogramma*, de Darejan Omirbaev (Kazakhstan).

## Règlements de comptes sur le pré

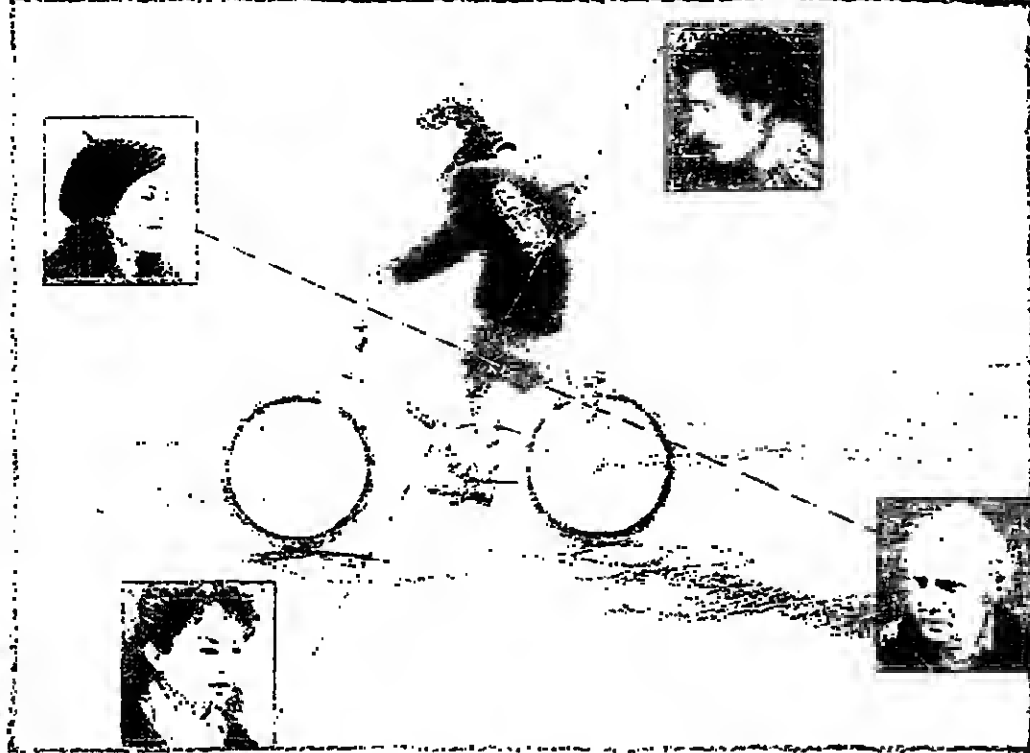
Marion. De l'histoire simple de deux couples qui se disputent l'affection d'une petite fille, Manuel Poirier fait une remarquable mise en question des injustices. Son film s'adresse à la curiosité et à l'intelligence des spectateurs

Film français de Manuel Poirier. Avec Coralie Tetard, Pierre Bertrou, Elisabeth Commelin, Marie-France Pisier, Jean-Luc Bideau, Ivan Bartossek. (1 h 46.)

C'est un village. Pas un village comme on les voit au cinéma, accumulation de signaux qui « font campagne ». Un village comme on n'en voit guère d'une manière générale, puisqu'on ne les traverse même plus en voiture, on reste sur l'autoroute. Sauf, bien sûr, si l'on habite soi-même à la campagne.

Manuel Poirier y habite... *A la campagne* était le titre de son précédent film. On s'en fiche, d'habitude, de savoir où habitent les cinéastes. Mais pas dans ce cas : le village de Marion, sans que le film s'attarde à des descriptions, possède une géographie et une histoire, des habitants, un maire, une gare que la SNCF veut fermer (pas rentable), une école... Il existe.

Dans le village il y a deux maisons : une petite toute plate au bout de son gazon un peu terrain vague que rien ne sépare de la route ; une grande et coquette au milieu de son joli jardin, derrière les murs. Dans la petite maison viennent de s'installer un maçon, sa femme et ses quatre enfants ; il retape la baraque après les heures de boulot, avec ses copains. Lui et sa famille ont du mal, ils n'avaient pas tout à fait les moyens de ça. La grande maison est la résidence se-



condaire d'un couple de Parisiens aisés. Et, là aussi, sans explication appuyée, on voit bien d'une maison à l'autre que ce ne sont pas les mêmes corps, pas les mêmes postures, pas les mêmes mots ni les mêmes intonations. Les scènes où

les deux couples se retrouvent ensemble sont parmi les plus beaux moments de comédie critique qu'on ait vus de longtemps.

Entre les deux maisons s'installe un va-et-vient de désirs, de curiosité et de fantasmes. Enjeu

pas chez elle, déstabilisant la famille par son insistance affectueuse, irresponsable, alors que dans la « petite maison » les soucis - matériels - déjà ne manquent pas. Semblable argument donnerait aisément un film « binaire » - riches/pauvres, famille-tendresse/couple en mal d'affection, ville/campagne, etc. Tout le talent de Manuel Poirier consiste à utiliser ces oppositions pour ce qu'elles ont de vrai et de dramatiquement fortes.

### TENSIONS MINIMES

La construction du récit et le montage sont des merveilles d'ajustement de petits faits qui semblent tous en mouvement les uns par rapport aux autres, interférant, se contredisant, se saturant un moment avant de repartir sur leur propre trajectoire en un jeu narratif d'une extrême complexité sous son apparente modestie. Cette organisation de l'histoire, plus encore une mise en scène toute vouée à la durée des gestes, à ce qui relie les gens entre eux et aux choses, à la mise au jour de tensions minimales, de gros malaises, de surissements progressifs de l'émotion, de la colère ou du rire, ouvre presque à l'infini l'espace d'un film qui paraissait devoir être contenu dans un cadre restreint.

Une fête au village, l'affrontement avec un quidam raciste, l'oncle Nono en rupture de

conventions sociales, les relations difficiles entre la grande sœur de Marion et les parents, la manière de frauder EDF et ce qu'il en coûte, le sens pratique du mot « solidarité »... Autant de thèmes, de situations, de pistes, de personnages dont aucun n'est vraiment secondaire, et qui trouvent place naturellement dans le film. Avec eux, Poirier passe du particulier au général, en tissant des motifs différents pour construire, avec une petite histoire de rien du tout, un grand et beau dispositif à réfléchir et à comprendre. *Marion* participe ainsi de ce que le cinéma peut de plus stimulant, lorsqu'il fait sourire et s'émouvoir en s'adressant à la curiosité et à l'intelligence des spectateurs.

Mais, et par là c'est un film d'une très rare qualité, il ne se contente pas de composer des questions. Au plus fort des interrogations, il affirme avec force une réponse - qu'on ne dévoilera pas - un choix intransigeant d'existence en posant la limite morale de toutes spéculations, arrangements « réalistes », tentations de compromis. Ce « coup de refus » ne représente pas seulement un parti pris dont la récente actualité a rappelé, si besoin était, la nécessité. Il en naît une impression de justesse (de la mise en scène) et de dignité (des personnages) qui s'appelle aussi la beauté.

J.-M. F.

### En attendant « Western »

En trois films, Manuel Poirier, âgé de quarante-deux ans, s'est imposé comme l'un des principaux représentants de la nouvelle génération du cinéma français. Le premier long métrage de ce réalisateur qui travaillait pour FR 3 Régions, *La Petite Antenne* d'Antonin (1992), signalait d'emblée une attention aux personnages, un sens de la mise en scène sans effet, un goût pour la peinture des rapports humains et une capacité à regarder de plain-pied des univers sociaux « défavorisés » ou marginalisés. *A la campagne* (1995) confirmait ces promesses, par la peinture de relations sociales et psychologiques contemporaines d'une grande finesse, et avec le renfort d'une interprétation inoubliable de Benoît Régent. *Marion* devrait achever d'établir la place de ce cinéaste singulier, avant la sortie du film qu'il a tourné depuis en Bretagne, *Western*, qu'on pourrait bien découvrir durant le prochain Festival de Cannes. Entre-temps, Manuel Poirier a aussi réalisé l'un des épisodes de la série diffusée par Arte « Les Anges déchus », *Attention fragile* (*Le Monde* daté 19-20 novembre 1995).

« Quel a été le point de départ de Marion ? »

« Deux éléments distincts, la fiction autour de la petite fille et une série de questions sociales. J'espère que ces deux lectures restent possibles en voyant le film terminé. J'ai tenté de relier ces éléments en faisant des lectures de l'histoire devienne celle des adultes : le problème posé par le film est davantage celui des autres vis-à-vis de Marion. D'ailleurs on la voit de moins en moins à mesure que le film avance, bien qu'il importe qu'elle continue d'exister, hors écran. »

J'avais même imaginé faire le film sans qu'on voie Marion du tout, elle aurait été présente sans apparaître.

« Comment avez-vous fait pour que le film mêle aussi interrogations très nuancées et positions de principe affirmées ? »

« Il y a deux mots-clés à la base

du film, l'affectif et le pouvoir. L'affectif au niveau individuel, le pouvoir au niveau collectif. La Parisienne qu'interprète Marie-France Pisier est socialement du côté du pouvoir alors qu'elle subit un manque au niveau affectif, qui la met en position d'infériorité. C'est l'inverse pour la mère de Marion. C'est pour éviter d'avoir une situation trop marquée que, par exemple, on découvre la Parisienne en position de dépendance par rapport à la mère de Marion, qui vient à son aide. J'ai essayé de faire avancer le film sur plusieurs niveaux à la fois, mais avec cette idée-repère que, si le pouvoir peut s'acheter ou se transmettre, l'affectif ne se négocie pas. »

« Que vous inspire la référence à la « fracture sociale » à propos de votre film ? »

« La fracture sociale est devenue une expression en vogue, je l'accepte mais je la redoute aussi, ce genre de formule sert souvent à masquer une réalité complexe sous un terme figé. Ce qui me tient à cœur, c'est l'inégalité sociale. »

« Avez-vous situé le film à la cam-

pagne était nécessaire pour développer ces thèmes ? »

« Non, ils sont aussi valables dans un autre cadre, mais la campagne joue un rôle, elle est l'une des composantes, et elle permet d'être plus clair : la vie à la campagne rend les relations plus « carées ». »

Pourquoi avoir voulu que la famille de Marion vienne s'installer dans le village au début du film ?

« Ce fait me permet d'aborder la question de l'intégration, de la solidarité, et il offre un schéma moins prévisible qu'avec une vieille famille du village et les Parisiens qui débarquent. J'essaie de prendre le contre-pied des évidences de scénario, je me sens plus libre grâce à tous ces petits décalages. »

« Votre film mobilise des références telles que les valeurs de la terre face à la corruption de la ville, l'importance de l'instinct face à la raison, qui peuvent aussi fonctionner de manière très suspecte... »

« En suis conscient, mais ce n'est pas parce qu'il y a des pièges

qu'il ne faut pas y aller. Je sais que j'utilise des éléments problématiques, mais il n'y a pas de raison de les abandonner à ceux qui en font mauvais usage : le danger vient précisément du moment où s'instaure un discours unique sur une question. L'important est de multiplier les points de vue, d'accepter des contradictions. C'est pourquoi je cherche à éviter les simplifications qui empêchent de réfléchir. »

« Le film était-il très écrit à l'avance, ou laissait-il place à l'improvisation ? »

« Je rédige un scénario aussi précis que possible. Ensuite je fais le nécessaire pour que le tournage bouscule ce qui a été défini à l'écriture. Il n'y a pas véritablement d'improvisation mais une mise à disposition : je me dis que ce qui doit arriver est plus fort que moi. Si je veux filmer une fête, j'organise une vraie fête, les gens du village sont invités, on fait ce qu'il faut pour qu'ils mangent bien, qu'ils soient contents. Quand la fête se déroule, je regarde comment je peux me placer à l'intérieur pour filmer. Les gens sont prévenus, ensuite j'attends, je tourne un peu, j'arrête, je reprends. C'est compliqué mais je préfère cette situation plutôt qu'avoir une armée d'assistants qui disent aux figurants de faire ceci ou cela. J'ai confiance dans ce qui va se produire. Je sais que j'y trouverai ce dont j'ai besoin, que je pourrai trouver mon écriture à moi au milieu de cet ensemble. »

« Vous avez choisi des comédiens dont le statut médiatique correspond au statut social des personnages qu'ils interprètent. Auriez-vous pu radicaliser ce choix en faisant jouer les parents de Marion par des amateurs ? »

« Difficilement, le travail avec les comédiens est très poussé même s'il se fait d'une manière particulière. Travailler avec des gens qui ont envie d'exister comme personnages de film est nécessaire, pas forcément pour réussir une scène mais pour tenir sur la durée du film. J'ai effectivement voulu des comédiens (Marie-France Pisier et Jean-Luc Bideau) qui bénéficient d'une certaine reconnaissance sociale pour jouer les personnages qui ont cette reconnaissance sociale, »

J.-M. F.

### Le regard de l'enfant qui se tait

Kardiogramma. Une réalisation émouvante et impressionnante

Film kazakh de Darejan Omirbaev. Avec Jasulan Asanov, Saule Toktybaeva, Gulnara Dosmatova. (1 h 13.)

Un gamin qui attend que son père ait le dos tourné pour regarder la télévision, quoi de plus commun ? Sauf que ce gamin-là habite au milieu d'un désert, que son environnement est fait de vide et de baraquements en bois, et que pour alimenter le poste, il faut remettre en marche le générateur à pétrole. C'est la séquence introductive du film de Darejan Omirbaev, et déjà elle contient le grand écart sur lequel il est construit, entre l'extrême exotisme du cadre et la simplicité quotidienne, partageable par tous, de ce qui s'y passe. Jasulan, le petit garçon, souffre d'un problème pulmonaire, il devient pensionnaire

d'un sanatorium à la ville, en compagnie de gamins qui parlent tous russe alors qu'il ne connaît que le kazakh. Privé de parole, tenu à l'écart, le regarde. Et l'intensité de ce regard où se mêlent la peur, la curiosité, le désir, l'esprit de jeu, devient celle de la caméra.

A travers lui, la mise en scène construit un monde, avec les éléments « primaires » dont dispose le garçon. Et c'est bien suffisant pour que, de sales coups perpétrés par les autres mêmes en visages voilés des infirmières sous la douche, de perception instinctive des misères et des rapports de force qui règnent sur l'institution en complicité avec un autre gamin « à part » ou de pulsion vers les adolescents, se mette en place un univers. Auteur déjà du très remarquable *Kairat* (*Le Monde* du 14 août 1992), Omirbaev procède moins en

romancier qu'en musicien ou en peintre impressionniste. Il compose par touche de tonalités variées, construit un rapport au monde qui, à partir du frère ressort d'une anecdote qui pouvait aisément virer au sentimentalisme, produit un beau conte cruel autour des thèmes de l'exclusion et de la liberté.

La sécheresse retenue de son récit et de son montage contraste avec l'absolue attention qu'il porte à son personnage, dans une tendresse d'autant plus convaincante qu'elle est absolument dépourvue d'effusion. Ainsi le visage de cet enfant de très loin nous regarde, et ses silences nous parlent. Ainsi *Kardiogramma* enregistre très exactement les battements du cœur.

J.-M. F.

**14 juillet**  
entrez dans le club des abonnés  
34 salles à Paris  
Un instant d'innocence de Mohsen Makhmalbaf  
40 30 20 10 7

مكتبة الأمل



## Un ballet survolté dans la nuit de Hongkong

Les Anges déchus. Le réalisateur de « Chunking Express » est bien un des grands créateurs actuels

Film hongkongais de Wong Kar-wai. Avec Leon Lai, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michèle Reis, Karen Mok. (1 h 36.)

Faudrait pas croire qu'il n'y a pas d'histoire dans *Les Anges déchus*. Il y en a peut-être même plusieurs, qu'évoquent par bribes les voix off. Des histoires avec un tueur professionnel, une femme et puis une autre, un jeune homme qui erre dans la ville. Meurtres, idylles, trahisons, poursuites. Mais ces péripéties ne sont pas l'essentiel, même si incontestablement le film « raconte » quelque chose – Hongkong et son inquiétude sourdement tendue à l'approche du retour dans

le giron chinois, un état contemporain des lieux et des sentiments entre surcharge d'apparence et désintégration des liens humains. Mais le scénario au sens habituel du mot n'est pas l'essentiel : le talent singulier de Wong Kar-wai est de construire une narration fondée absolument sur le travail des images et des sons, au détriment du récit classique.

Poursuivant en la radicalisant la démarche de *Chunking Express* et des *Cendres du temps*, le réalisateur hongkongais invente une mise en scène uniquement graphique, où les couleurs, les lumières et les ombres, le traitement des mouvements, le cadrage et le montage constituent son seul vocabulaire. L'invention de Wong Kar-wai (admirablement

secondé par son chef opérateur Christopher Doyle) se révèle aussi par la proximité apparente entre les procédés visuels auxquels il recourt et ceux en usage dans la pseudo-esthétique du clip et de la pub.

### CHORÉGRAPHIE CONCERNÉE

Le ralenti ou l'extrême accélération, la décomposition des mouvements, le recours aux forts contrastes lumineux participent ici d'une chorégraphie très concertée sous les apparences d'une grande liberté, porteurs d'une impressionnante énergie. Ces procédés ne visent pas à ces sortes de hold-up sensoriels immédiats sur lesquels fonctionnent tous les petits artificiers de l'imagerie à l'esbrouffe. Ils

relèvent d'une conception d'ensemble où ils entrent en résonance, avec une richesse subtile et déstabilisatrice.

Ainsi *Les Anges déchus* n'est pas une succession de « coups », mais une œuvre dont la portée ne se dégage que comme un ensemble. Même si, à elle seule, la scène de bagarre générale tournée avec un visage de femme impassible occupant en très gros plan les deux tiers de l'écran témoigne d'un sens de la composition et d'un rapport dynamique aux genres qui suffirait à convaincre que Wong est bien l'un des grands créateurs de formes cinématographiques actuelles.

J.-M. F.

## Le doux théâtre de la différence

La Moindre des choses. L'univers psychiatrique par l'auteur du « Pays des sourds »

Film français de Nicolas Philibert. (1 h 45.)

Dans une allée ombragée, une femme chante : « J'ai perdu mon Euryméde, rien n'égale mon malheur. » Au plan suivant, un fou passe, profitant dans le champ une étrange plus radicale encore. Mais où se trouve-t-on ? Au théâtre de verdure ? A l'asile psychiatrique ? En tout cas, au début d'un film qui, à défaut de donner d'emblée la réponse, se livre à un insolite et passionnant travail de familiarisation. Entre ce lieu et ces gens, entre les personnages et la caméra, entre le spectacle et le spectateur.

De fait, on se trouve à la clinique psychiatrique de La Borde, durant l'été 1995. Mais le film se défie des évidences, il procède d'une manière plus suggestive, sur un thème, la folie, auquel le cinéma documentaire s'est diversement confronté, depuis *Regard sur la folie* (1961) de Mario Ruspoli jusqu'à *Histoires autour de la folie* (1993) de Paul Muxel et Bertrand de Solliers, en passant par *Tout Folles* (1966) de Frederick Wiseman. Il n'y a aucune trace du mot « folie » dans *La Moindre des choses*. Comme si, justement, la moindre des choses consistait à ne pas faire un film « sur » la folie mais avec elle. Deux voies s'offrent dans ce cas : la verticale toujours un peu factice de l'abîme, ou l'horizontale de l'accompagnement, signe plus modeste mais plus bonnette de reconnaissance.

Nicolas Philibert a choisi la seconde, et en privilégiant une ap-

proche singulière : la préparation d'une pièce de théâtre interprétée par les patients et les soignants. Parti pris de cinéaste qui, filmant les répétitions, les mises en place et la partition orchestrale, interroge la notion de représentation sans pour autant délaisser le quotidien, de la distribution de médicaments à la cuisine collective. Quelques personnages (de la pièce et du film) émergent ainsi dans des séquences inoubliables, marquées par l'humour lorsque Michel est au standard téléphonique, l'effroi lorsque Claude se fait tailler la barbe, ou la violence quand Sophie s'efforce de dessiner. Tout est filmé puis monté avec un sens accompli du rythme, de la composition des plans et des cadrages, de l'alternance des silences et du brouhaha, des gestes ébauchés et

des regards-caméra. Mais l'essentiel tient aux curieuses correspondances qu'on attribue au hasard et qui relèvent en vérité du génie de celui qui sait les percevoir et les relier. La première de ces correspondances concerne le choix de la pièce adoptée cette année-là à La Borde : *Opérette* (1966), de Witold Gombrowicz, est fondée sur le grotesque et le délire d'un monde qui court à sa propre perte. Ce texte suscite chez Michel, qui y incarne un des rôles principaux, ce jugement très sage : « Les réparties sont complètement déboussolées, ça me console. » Sur tout, l'esthétique de Philibert peut se réclamer de celle de Gombrowicz, dans son refus des hautes formes de la culture et de l'art : « Pour moi, la « sous-valeur », l'« insuffisance », le « sous-développe-

ment » sont plus proches de l'homme que toutes les valeurs », notait l'écrivain polonais dans la préface de *La Pornographie*.

La seconde correspondance concerne le rapport conjugué que cette pièce « déjantée » et le film qui l'utilise intelligemment comme principal ressort dramatique entretiennent avec La Borde. Il ne s'agit, ni plus ni moins, sous les oripeaux du délire et des masques du théâtre, que d'une relation de profonde vérité. Celle d'un lieu où l'on accorde valeur aux désirs de chacun, refuge à la souffrance et liberté au vagabondage. Par mille et un détours, ce n'est pas la moindre œuvre de *La Moindre des choses* de l'avoir suggérée.

Jacques Mandelbaum

## Le documentaire français au fil du réel

Cinéma du réel, du 7 au 16 mars, Centre Georges-Pompidou (tél. : 01-44-78-44-21)

Un nombre croissant de documentaires passent en salle. Les films de Marcel Ophüls, de Raymond Depardon, de Robert Kramer ou de Claire Simon sont autant de preuves de l'ambition créatrice, du refus du formatage télévisuel. La création récente, sur Arte, d'une « case » dédiée à ce genre (La Lucarne) atteste, tout comme l'existence, depuis bientôt vingt ans, du festival Cinéma du réel qui en favorise la diffusion. Sa 19<sup>e</sup> édition présente cette année une compétition internationale, une rétrospective balte, ainsi qu'une sélection française comportant 17 titres (choisis parmi 285 candidats).

Le cru 1997 du documentaire français est pourtant très inégal, et atteste que le conformisme pédagogique,

l'exotisme facile et les plans plan-plan ont encore de beaux jours devant eux. Quelques heureuses exceptions trépident, parmi lesquelles *Chemins de travers* de Sabrina Malek et Arnaud Soulier sur les grèves des cheminots de décembre 1995, ou *Photographie d'un camp*, *Le Vernet d'Arrêt* de Linda Ferrer-Roca, originale remémoration de la mémoire antifasciste à partir d'un fichier retrouvé de photographes signalétiques. Mais il n'est pas indispensable d'aller si loin dans le temps ni dans l'espace pour réaliser un des meilleurs films de cette sélection. En trois lettres et treize minutes, Thomas Sipp le prouve avec *ACD*. C'est en bas de chez lui qu'il a trouvé l'idée de son film, chez un vieux papetier de quartier qui compose ses vitrines avec un amour et une imagination débordés. Mais l'époque est dure aux artistes, et la boutique pourrait bien être ACD. On dirait du Queneau.

J.-M. F.

## Trois films à l'épreuve de l'histoire du siècle

Rétrospective Ken McMullen. Un cinéaste anglais préoccupé de politique et d'esthétique

*Résistance*. Film britannique de Ken McMullen. (1 h 30.) *Ghost Dance*. Film britannique de Ken McMullen. Avec Leonie Mellinger, Pascale Ogier, Jacques Derrida. (1 h 40.) *Partitina*. Film britannique de Ken McMullen. Avec Roshan Seth, Zohra Segal, Zia Mohyeddin. (1 h 30.)

Après Zino (1985) – son œuvre la plus aboutie à ce jour – et 1871 (1990), trois autres films du cinéaste britannique Ken McMullen sont présentés pour l'inauguration de sa rétrospective. *Résistance* (1980), le premier dans l'ordre chronologique, est une œuvre déconcertante qui met en scène, à partir d'une séance de psychodrame, l'éprouvante remémoration d'un épisode supposé s'être déroulé dans le milieu de la Résistance française. Sur une musique de Brian Eno, images d'archives, voix off omni-images et simulations filmées en vidéo s'entrechoquent pour mettre à l'épreuve le concept de résistance entendu à la fois comme mouvement historique et comme force psychique inconsciente. Au centre de ce film aux antipodes de *Lucie Aubrac*, une interrogation sur l'héroïsme, le mythe et la mémoire.

Ce qu'on s'efforce d'oublier et ce qui malgré tout persiste, ce qu'on entretient et ce qui hante, tous ces fantasmes de la conscience, tel est encore l'ambitieux objet de *Ghost Dance* (1983). La dualité, l'entredoux en sont les figures de prédilection : deux femmes (interprétées par Léonie Mellinger et Pascale

Ogier), entre deux villes (Paris et Londres) et deux langues (le français et l'anglais), y éprouvent la réalité à la hauteur du mythe, et l'Histoire au regard de ses éternels sacrifices. Sur le chemin de ce film passablement déconstruit surgit le philosophe Jacques Derrida, dont les interventions constituent la part la plus habitée du film, et qui parle du cinéma comme de « l'art de laisser revenir les fantômes ».

Ce que prouve à certains égards

*Partitina* (1987), qui évoque, quarante ans après, la mort de l'empire britannique sur les ruines duquel sont nés l'Inde et le Pakistan. Le film, dont l'action se déroule durant le retrait d'août 1947, mélange images d'archives et scènes de fiction, et prend la forme d'un long montage parallèle entre un intérieur de Delhi, centre des ultimes négociations, et la cour d'un asile psychiatrique à Lahore au Pakistan, ici, déliquescence et chromos coloniaux.

d'un lieu où l'on décide du transfert des fous selon leur origine. Là, longs et impuissants travellings sur ces derniers (interprétés par les mêmes acteurs), qui accusent la cruauté inépuisable du jeu politique.

Ces trois films, d'un abord nettement plus ardu que Zino et 1871, permettent de compléter la connaissance d'un travail original, marqué par une préoccupation constante de l'idéologie et de l'esthétique. Sous les auspices de Trotski, des fusillés de la Commune ou des oubliés de Lahore, ce cinéma n'a de cesse de poser, entre fiction et réalité, narrativité et déconstruction, couleur et noir et blanc, absence fatidique des hommes à leur histoire.

J. M.

### LES ENTRÉES À PARIS

■ *Combat de Titans* au sommet du box-office avec la sortie simultanée de *Lucie Aubrac* et de *Mars Attacks !*, respectivement dans 46 et 45 salles de Paris et de sa banlieue. Et victoire par K.O. des Martiens, à 216 000 entrées, contre 117 000 pour le film de Claude Berri. Les autres nouveautés font de la figuration. *La Chasse aux sorcières* recrutant 14 000 spectateurs dans treize salles tandis que personne n'a cru à *Get on the Bus* ni le distributeur qui l'a sorti dans 6 salles seulement ni le public, qui les a bouddés (4 000 entrées).

■ La situation de la fréquentation depuis le début de l'année prend un tour franchement inquiétant, chaque semaine continuant de creuser le déficit par rapport à la semaine correspondante de 1996, pour approcher les 15 % de pertes cumulées malgré l'arrivée de deux titres très porteurs. C'est

moins la vigueur des sorties qui est en cause que la capacité des films à se maintenir à un haut niveau en continuation, tandis que – malgré quelques réussites comme *Y aura-t-il de la neige à Noël* – beaucoup de « petits films » doivent se contenter de scores de plus en plus minimes.

■ Deux films seulement, parmi ceux des semaines précédentes, manifestent un certain souffle : *Tout le monde dit I Love You* reste vaillant à 74 000 en troisième semaine (total : 395 000), et *Larry Flynt* s'accroche à 41 000 en deuxième semaine (total 117 000), tandis que ses rivaux, *Créatures féroces* et *Un beau jour*, enregistrent des chutes trop rapides. Outre le phénomène *Lo Colline oubliée* (*Le Monde* du 5 mars), à noter tout de même le bon accueil réservé à la rétrospective « Denny tout entier », qui a attiré 13 000 amateurs en deux semaines.

J.-M. F.

★ Chiffres : Le Film français

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### JERRY MAGUIRE

Film américain de Cameron Crowe. Avec Tom Cruise, Rene Zellweger, Cuba Gooding Jr., Kelly Preston, Jerry O'Connell. (2 h 18.)

■ Le second film de Cameron Crowe, ancien journaliste à *Rolling Stone* et réalisateur de clips musicaux, est très supérieur à ce que la comédie américaine a pu nous offrir ces derniers mois. Une certaine finesse d'écriture et une excellente interprétation expliquent que *Jerry Maguire* ait remporté un triomphe aux États-Unis. Jerry Maguire (Tom Cruise), un agent de sportifs de haut niveau, réputé comme « requin », est renvoyé de son agence après avoir manifesté son souhait de moraliser les pratiques de son entreprise. Il ne garde qu'un seul client, un joueur de football caractériel pour qui il décrochera un contrat mirifique, en employant des méthodes plus humaines. Loin de condamner le système auquel il prétend s'attaquer (celui des intermédiaires véreux qui confondent les athlètes avec du bétail), *Jerry Maguire* le légitime, se contentant de suggérer qu'un soupçon de moralité dans la gestion du grand capital ne nuirait pas à la bonne marche des affaires. Tom Cruise dans le rôle-titre campe un véritable surhomme, père exemplaire pour l'enfant que sa femme a eu d'un premier mariage débarquant en plein milieu d'une réunion pour femmes seules pour la récupérer, et travaillant gratuitement pour son seul et unique client.

S. Bd.

### TYKHO MOON

Film français d'Enki Bilal. Avec Julie Delpy, Johan Leysen, Michel Piccoli, Richard Bohringer, Yann Collette, Marie Lafrère. (1 h 47.)

■ Dans une cité sélénite soumise à l'envahissante police d'un tyran monobond, un aventurier taciturne croise le chemin d'une Mata-Hari lunaire et d'un tueur mélancolique. Leurs forces conjuguées ouvriront une brèche dans un système oppressif et baroque, déjà fissuré par la mégalo-manie du pouvoir. On dirait le scénario d'un album de Bilal, mais c'est celui d'un film de Bilal. Pourquoi l'un des créateurs les plus inventifs de la bande dessinée de ces vingt-cinq dernières années en a-t-il conclu que cela le prédisposait à faire du cinéma ? Voilà le seul mystère de cette intrigue de science-fiction construite autour d'un récit au symbolisme pesant, cosigné par Dan Franck. L'univers graphique de Bilal (goût de la ruine et de la rouille, emploi « déviant » des couleurs avec une prédilection pour le bleu, héros aux visages usés et héroïnes réminiscentes de Louise Brooks, jeux sur le double...) est toujours là. Mais comme le rappel d'un imaginaire qui prenait vie sur les pages et s'endort sur l'écran. Pas de personnages mais des silhouettes figées qui subissent un capharnaüm de péripéties où rien ne prend consistance, où aucune magie n'opère – et où s'épuisent les comédiens. Il existe un bon *Tycho Moon* d'Enki Bilal : l'album que publie simultanément Christian Desbois Editions.

J.-M. F.

### TEMPS DE CHIEN

Film français de Jean Marbeuf. Avec Catherine Arditi, Françoise Arnault, Evelyn Bouix, Fabienne Chaudat. (1 h 45.)

■ Trois ans après *Ptôlé*, et dans le sillage d'une œuvre qui scelle l'abandon de l'engagement social et du divertissement populaire, Jean Marbeuf s'attaque cette fois au monde du travail. Le cadre est une grande entreprise logée dans la transparence d'un immeuble de verre ultramoderne, et l'argument principal la dénonciation d'un système qui sacrifie impitoyablement les individus à ses besoins. L'histoire est celle des employés d'un service soumis à l'autorité carnivore d'un cadre surnommée « la fée K » (pour Carabosse), qui deviendra à son tour la victime d'une jeune employée dont elle a assuré l'avancement. Mais, à l'image du Moloch capitaliste qu'il stigmatise, le film se dévore lui-même, en privilégiant le pittoresque des personnages plutôt que leur humanité, selon une typologie très manichéenne (les cadres en cruelles femmes fatales, les secrétaires en créatures trépidantes triviales). Il empile les notations suggestives sans parvenir à construire une seule scène dans la durée, tandis que « notations » psychologiques (la méchante a des tendances homosexuelles) et répliques appuyées (« Alors, ma chère, le pouvoir n'est-il pas grisant ? ») entraînent l'édifice du côté de *Dollars*. Jean-Louis Comolli écrivait de *Colite que coûte* (Claire Simon, 1995) : « La boîte périt-clite, mais le film s'accomplit » ; ici, la boîte s'accomplit, mais le film périt-clite.

J. M.

### STAR TREK PREMIER CONTACT

Film américain de Jonathan Frakes avec Patrick Stewart, Jonathan Frakes, Brent Spiner, Alfred Wnodard. (1 h 50.)

■ *Star Trek Premier contact* est la huitième mouture cinématographique d'une série télévisée à succès créée dans les années 60 et qui, en raison de sa longévité, a dû totalement remplacer son personnel. La série, qui conte l'odyssée sans fin d'un gigantesque vaisseau spatial, l'*Enterprise*, et de son équipage, maintient la tradition du *space opera*, sous-genre de la science-fiction un peu tombé en désuétude dans la littérature spécialisée. Deux récits se déroulent conjointement dans cette nouvelle version où les personnages font, dès le début, un saut dans le passé. Une partie de l'équipage du vaisseau doit faire face à l'invasion de l'astronave par les Borgs, créatures à la fois organiques et mécaniques qui vampirisent les humains et s'intègrent à la structure même du vaisseau. Les autres, téléportés sur Terre, tentent d'aider un savant à faire décoller une fusée qui atteindra la vitesse de la lumière, ouvrant la voie du futur tel qu'il devra se dérouler. Le film n'ajoute rien de neuf aux éternelles préoccupations du genre et les diverses péripéties se traînent, peut souterne par un suspense mou. La durée et le gigantisme de cette série B engoncée dans un vêtement trop grand lui font ainsi perdre une concision qui l'eût rendu davantage consommable.

J.-F. R.

### RIMBAUD/VERLAINE

Film français d'Agnieszka Holland. Avec Leonardo Di Caprio, David Thewlis, Romane Bohringer, Dominique Blanc. (1 h 42.)

■ La première « bizarrerie » de ce *Rimbaud/Verlaïne* tient au choix de la langue : les acteurs parlent anglais, ce qui n'était pas forcément la meilleure idée pour un film consacré à deux poètes français. Ensuite, l'interprétation de Leonardo Di Caprio dans le rôle de Rimbaud est pour le moins déroutante : on a du mal à y cerner la part de l'écrivain, alors que les gestes, les cris et les mimiques de l'acteur rappellent celles d'un adolescent américain hurlant devant son poste de télévision après avoir trop bu. *Rimbaud/Verlaïne* ressemble à une série d'images d'Épinal assemblées de manière à ce que le spectateur puisse bien les identifier. Verlaïne rencontre Rimbaud, Rimbaud aime Verlaïne : Verlaïne quitte sa femme, Rimbaud et Verlaïne en couple, Verlaïne quitte Rimbaud, Rimbaud part en Afrique. Entre ces vignettes manque l'essentiel : un film.

S. Bd.

**FANNY ARDANT**  
CÉSAR 97 DE LA MEILLEURE ACTRICE  
TRIOMPHE  
DANS  
*Maria Callas*  
MASTER CLASS  
La leçon de chant  
AU THÉÂTRE DE LA PORTE ST-MARTIN  
RÉSERVATION  
01 42 08 00 32  
Télérama

Cette semaine dans Les Inrockuptibles  
Supplément 20 pages  
**Vertigo**  
le film mystère  
d'Hitchcock  
Inrockuptibles  
Théâtre, musique, cinéma, livres, etc.  
n° 94 en kiosque, 15 F

مكتبة الأصيل



## En Iran, Catherine Breillat attaque de front la censure

TÉHÉRAN  
correspondance

« Le monde est tellement préoccupé de la morale des femmes que je trouve cela risible », attaque d'emblée la cinéaste Catherine Breillat (*Parfait amour*). Mais en Iran, personne ne plaisante avec ce sujet, au centre de la première - et très officielle - Conférence internationale sur la présence de la femme dans le cinéma contemporain, où une vingtaine de réalisatrices, productrices et critiques étrangères avaient été conviées du 24 au 28 février. Sans surprise, les intervenants ont condamné l'utilisation commerciale de l'image de la femme, et sa réduction en un objet visuel attirant les pulsions masculines. Là s'arrête le consensus.

La conseillère iranienne du ministère de la culture et de l'orientation islamique, associant la préservation de la dimension artistique de la femme au port du foulard islamique, « le hejab étant le meilleur instrument pour préserver sa personnalité ». Alors que Catherine Breillat, dans un silence attentif, démontait le mécanisme « de la morale et de l'usage de la morale comme censure... Une morale qui a besoin de chiens de garde n'est pas une morale, mais une oppression. Pour avoir la moindre valeur, une morale doit être libre. Je suis donc contre la censure ». Elle reportait ensuite l'ac-

cusation contre la femme-objet de désir sur la mentalité de celui qui filme, le réalisateur masculin.

A Téhéran, où la censure des films est essentiellement « morale » pour être conforme aux normes islamiques, son discours a eu pour tant le mérite de délier les langues sur des questions longtemps retenues. Ainsi cette jeune actrice qui demande : « Les producteurs ont-ils le droit d'exercer des pressions sur ma vie privée pour rendre mon comportement conforme aux normes morales imposées à l'écran ? »

« L'art est mobile, tandis que la religion est dogmatique. L'art ne peut donc pas être au service de la religion »

Le cinéma féminin iranien a pris son essor depuis la révolution islamique : aujourd'hui, les femmes sont présentes dans tous les domaines de la profession, et six réalisatrices dirigent régulièrement des longs métrages. Mais, durant la conférence, seule une directrice de

maison d'édition a explicitement relevé les effets pervers du cinéma post-révolutionnaire qui a relégué, jusqu'à ces dernières années, la femme dans un rôle neutre d'épouse et de mère : « Assise à côté du samovar, pour servir le thé au chef de famille, obéir à son père, son mari et son fils. La différence avec le cinéma pré-révolutionnaire, c'est que la poupée immorale est devenue vertueuse. » Le cinéma iranien, en interdisant à toute femme d'être sensuelle, lui impose en effet un carcan aussi contraignant que l'imagerie antérieure.

De son côté, Catherine Breillat - qui portait le foulard obligatoire en Iran - ne s'est pas limitée à la question de la présence féminine dans la remise en cause de la censure : « L'art est mobile, tandis que la religion est dogmatique. L'art ne peut donc pas être au service de la religion. Dès qu'il y a déviance en religion, il y a hérésie. Le cinéma est une hérésie permanente. »

Elle touchait ainsi à un autre tabou, plus brûlant encore en Iran, celui de la réinterprétation des textes religieux et de l'évolution de la religion. Sans que les organisateurs ferment le dialogue : « Dans la conception iranienne de l'islam, la religion évolue », a ainsi répondu l'un d'entre eux.

Agnès Devictor

## Confusion et sélection inégale au Festival de Ouagadougou

OUAGADOUGOU  
de notre envoyé spécial

Le cinéma africain bouge encore. A l'issue du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco), qui s'est tenu, pour la quinzième fois, du 22 février au 1<sup>er</sup> mars dans la capitale du Burkina Faso, cette conclusion minimale permet de ne pas désespérer. Mais ce Fespaco a offert une provision de sujets d'inquiétude, de quel tenir jusqu'à la prochaine édition de cette manifestation biennale. Premier festival (chronologiquement et par importance) au sud du Sahara, le Fespaco a, cette année, dûment peiné pour tenir son rang. La sélection des longs métrages, choisie dans la production de ces deux dernières années, n'était guère contestable, tant la production africaine reste limitée en quantité. C'est ainsi qu'on a pu revoir *Waat*, de Souleymane Cissé, présenté à Cannes en 1995, et des films montrés à la Quinzaine des réalisateurs (*Macadam Tribu*, du Zaïrois José Laplante). Un certain regard (*Mossane*, de la Sénégalaise Safi Faye), aux Festivals de Nantes (*Tumulte*, de l'Éthiopien Yemane Demisse) ou d'Amiens (*Clando*, du Camerounais Jean-Marie Teno).

Logiquement, le jury a décerné à l'un des cinq inédits l'Étalon de Yennenga, qui récompense le meilleur long métrage, *Buud Yam*, de Gaston Kaboré. Ce choix a permis de rendre hommage à l'un des pionniers du cinéma africain, également président sortant de la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci) et ressortissant burkinabé. Mais la Fepaci est déchirée par une querelle des anciens et des modernes qui a empêché l'élection d'un nouveau bureau lors du congrès réuni pendant le festival. Et le Burkina Faso a sérieusement entamé son capital de sympathie en proposant un festival à l'organisation défaillante - dans une ambiance politique assourdie par la répression du mouvement étudiant.

Au sein de la sélection, les « films de brousse » ont le mieux résisté.

Immergés dans le monde rural, Taafé Fanga, d'Adama Drabo, Faraw, d'Abdoulaye Ascofare (tous deux Maliens) au *Mossane* reviennent chacun à leur manière sur le terrain du conflit entre tradition et innovation. Faraw (*Une mère des sables*) est à cette aune une réussite qui doit beaucoup à la performance d'Aminata Ousmane Maïga dans le rôle principal, saluée par un prix d'interprétation. Ascofare raconte vingt-quatre heures dans la vie d'une femme songhal, qui survit dans une ville du nord-est du Mali, au bord du désert, entre un mari impotent et des enfants exaspérés par leur pauvreté. Faraw est filmé avec une attention aux personnages peu commune, faisant durer les scènes jusqu'à ce que l'émotion des personnages s'empare sur les conventions de situations sociales.

Mais réussi, Taafé Fanga reprend une légende du pays dogon : tournée dans les splendides falaises

### Le salut par le satellite ?

La chaîne payante par satellite sud-africaine M-Net diffuse essentiellement des longs métrages hollywoodiens. Mais aussi des feuilletons de fabrication locale et, depuis trois ans, des courts métrages de débutants sud-africains. Sélectionnés par concours dans le cadre d'une initiative baptisée « New Directions », ils réalisent une fiction de vingt-six minutes pour un budget d'environ 150 000 dollars (500 000 francs). L'échantillon proposé par M-Net à Ouagadougou, du film historique (*Came and See the Bioscope*, un épisode de la vie du fondateur de l'ANC Solomn Plaatje, réalisé par Lance Geyer) à la comédie urbaine (*Chikin Biz'ns*, de Khale Carlo Matabane), est assez concluant pour que M-Net organise des concours similaires au Kenya et au Nigeria, et que soient mis en chantier, en Afrique du Sud, deux longs métrages qui doivent sortir en 1998.

Thomas Sotinel

## Souvenirs de la maison Cosmos

ARKEION FILMS : collections audiovisuelles. Vidéothèque de Paris, Niveaux Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1<sup>er</sup>, RER et M° Les Halles. 19 heures et 21 heures, le 5 mars. Tél. : 01-44-76-62-00. Première partie : cinq courts métrages, un montage d'archives, de l'empire tsariste jusqu'à nos jours : *Stenka Razin*, de Vladimir Romachkov (1908) ; *La Vengeance de l'opérateur de cinéma*, de Ladislav Tzaverevitch (1912) ; *Les Musiciens*, de Mikhaïl Kobakhdzé (1969) ; *Le Chat botté*, de Garri Bardine (1995). Seconde partie : *Le Banheur d'Assia*, d'André Konchalovsky (1967).

En donnant carte blanche à la société Arkelan Films, mercredi 5 mars, la Vidéothèque de Paris ne fait pas que proposer une belle et éclectique programmation (Kabakhdé, Konchalovsky...). Cette soirée est aussi l'occasion de se remémorer les riches heures du cinéma de l'Est, en France. Car Arkelan Films est la société héritière de Cosmos Films, qui bénéficia durant dix-sept ans du monopole de la distribution des films du bloc soviétique. Créé en 1975, Cosmos Films importait une vingtaine de films soviétiques en France qui étaient projetés dans une salle dont la société avait fait l'acquisition (le Cosmos, actuel Arkelan, rue de Rennes), devenue la vitrine du cinéma soviétique en France.

L'expression pourrait induire en erreur, car le choix est clair : pas de politique, si ce n'est celle des auteurs. Encore faut-il savoir manœuvrer avec Saverpart, organisme officiel auprès duquel Cosmos doit exclusivement négocier. Mais ainsi que le rappelle Monique Gailhard, responsable, avec Richard Delmotte, d'Arkelan, « nous disposons d'un réseau d'informateurs qui nous indiquaient les productions les plus intéressantes, que nous réclamions ensuite à Saverpart. Ils multipliaient les tracasseries, mais nous ne lâchions pas le morceau ». Richard Delmotte se souvient : « On nous donnait par exemple un film de Tarkovski, à

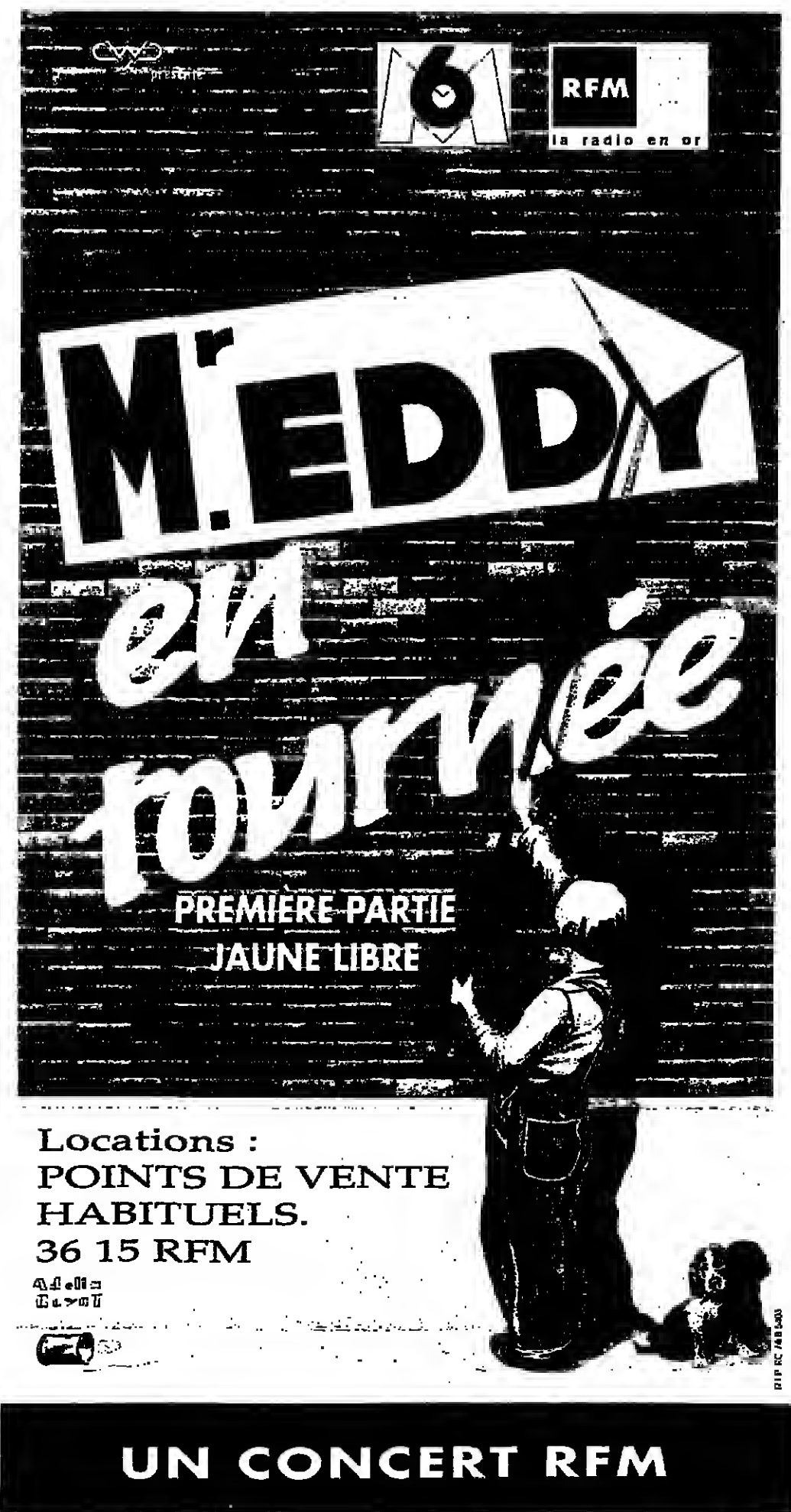
condition de ne pas le présenter dans les festivals. J'ai dû louer une salle à Cannes pour y passer *Stalker*, hors festival. En juillet, je me trouvais à Moscou, où le ministre de l'époque, furieux, menaçait d'abord de me casser la tête, pour finir par me confier en aparté qu'au moins les Occidentaux auront vu un bon film soviétique. » Au vu des auteurs découverts en France grâce à Cosmos (Tarkovski, Mikhaïlov, Iosselani, Panfilov, Guerman...), le système ne fonctionnait pas trop mal.

L'aventure de Cosmos Films prend fin avec la perestroïka. Richard Delmotte et Monique Gailhard développent depuis une activité largement entamée du temps de Cosmos Films, le stockage d'archives. Ainsi naît, en 1991, Arkelan Films, qui dispose d'un choix de

trois mille documentaires (de 1897 à nos jours), et enrichit chaque jour sa collection d'images grâce à l'ouverture des archives soviétiques qui suscite une forte demande en Occident (de la part de télévisions, d'institutions, de documentaristes, français mais aussi européens).

Arkelan n'a pas pour autant abandonné la distribution. La société a récupéré en 1993 les droits d'exploitation des mille huit cents films du patrimoine cinématographique russe et soviétique en France. Elle a fait découvrir, voilà un an, les films d'animation inédits de Gary Bardine, et elle a plus récemment contribué à la redécouverte du Géorgien Mikhaïl Kobakhdzé.

Jacques Mandelbaum



**M.EDDY**  
en tournée  
PREMIERE PARTIE  
JAUNE LIBRE

Locations :  
POINTS DE VENTE  
HABITUELS.  
36 15 RFM

UN CONCERT RFM



**cité de la musique**

- son musée
- ses activités
- ses concerts

**polyphonies de la Renaissance**  
Ensemble la Colombina  
8 mars < 16h30

Paul van Nevel, direction  
Huelgas Ensemble  
8 et 9 mars

Rinaldo Alessandrini, direction  
Concerto Italiano  
9 mars < 15h

Porte de Pantin  
01 44 84 44 84

مكتبة الصوت







## DISPARITIONS

## Hans Robert Jauss

Le créateur d'une science de la réception

LE PHILOLOGUE allemand Hans Robert Jauss est mort, samedi 1<sup>er</sup> mars, à Constance (sud-ouest de l'Allemagne). Ce spécialiste de littérature française, né en 1921, a joué un rôle important dans l'histoire de la critique littéraire. L'œuvre de Jauss est dominée par la recherche d'une « herméneutique littéraire », qu'il a définie dès les années 70 comme une approche interdisciplinaire permettant de rendre compte de l'œuvre à travers l'histoire de sa réception.

Au cours d'une carrière passée tout entière à l'université de Constance, dont il a été l'un des fondateurs après s'être fait connaître grâce à une thèse sur Proust, Hans Robert Jauss a peu à peu créé les instruments d'une méthode d'analyse textuelle qui a fait école dans le monde entier. Traduit dans une vingtaine de langues, *Pour une esthétique de la réception* est, parmi les livres de Jauss, celui qui a connu le plus grand écho public (en français, chez Gallimard, 1978, repris dans la collection « Tel »).

Le groupe de travail créé par Jauss à Constance, *Poetik und Hermeneutik* — qui donne également son nom à une revue —, continuera désormais à travailler sans lui, mais dans les perspectives qu'il a tracées. Pour Jauss, l'œuvre littéraire prend sa signification à travers les malentendus qui ont accompagné sa réception au long de l'histoire. La lecture du texte fait donc appel à un décryptage permanent des chemins par lesquels le texte a été compris ou bien encore oco compris (ce qui l'intéresse plus encore). Car Jauss situe l'œuvre au point de rencontre entre le texte lui-même et la subjectivité de celui qui le reçoit, là même où s'élabore le canoé esthétique. En insistant sur l'« expérience littéraire » et son sur l'idée d'une signification définitive donnée par l'œuvre à son auteur, la méthode de Jauss consiste à ouvrir le texte comme on ouvre une oco. Un autre livre de l'essayiste a

été traduit chez Gallimard en 1988, *Pour une herméneutique littéraire*.

Dans un récent entretien au *Monde*, paru le 6 septembre 1996, le maître de l'école de Constance, répondant aux questions de notre collaborateur Maurice Ollender, s'est exprimé pour la première fois de manière étendue sur une période sombre de sa biographie : l'engagement volontaire, en 1939, dans la Waffen-SS, à l'âge de dix-sept ans. D'abord sur le front de l'Est, puis officier de liaison à la « division Charlemagne » jusqu'à la fin de la guerre, Jauss a été jugé au lendemain de la guerre par un tribunal établi sous l'autorité des forces d'occupation, qui a considéré qu'il « n'avait pas participé d'actes criminels ».

Dans l'entretien du *Monde*, Jauss expliquait : « On ne peut pas comprendre le génocide commis par les nazis parce que comprendre serait une manière de l'approuver », et se disait le défenseur d'un « projet intellectuel contre tout retour à l'idée de nationalité ou de race comme vecteurs signifiants dans les sciences humaines ». Le passé trouble de Jauss a alimenté de vives polémiques, et certains de ses détracteurs ont voulu voir dans sa méthode même « une nouvelle forme de nihilisme intellectuel ».

Lucas Delattre

■ JACQUES MENESTREY, compagnon de la Libération, est mort, dimanche 2 mars, à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), dans sa quatre-vingt-troisième année. Né le 26 juillet 1914 à Paris, Jacques Menestrey, étudiant en pharmacie, rejoint les Forces françaises libres (FFL), à Londres, dès juillet 1940. Avec les forces fidèles au général de Gaulle, il va participer, comme responsable d'une unité ambulatoire chirurgicale légère, puis comme aide opératoire à la 1<sup>re</sup> divi-

## Stanislav Chataline

L'inspirateur des réformes économiques en URSS

ÉCONOMISTE et académicien russe, Stanislav Chataline, coauteur du plan, fameux mais mort-né, des « 500 jours » pour réformer l'économie soviétique sous Mikhaïl Gorbatchev, est mort lundi 3 mars, à Moscou, à l'âge de soixante-deux ans après une longue maladie. L'Académie des sciences, dont il était membre depuis 1974, n'a pas précisé les causes de sa mort en annonçant son décès.

Recruté au conseil présidentiel de Mikhaïl Gorbatchev, alors dirigeant de l'Union soviétique, Stanislav Chataline avait rédigé, en 1990, avec un autre économiste, Grigori Iavlinski (aujourd'hui leader du parti démocrate d'opposition, Iabloko), un plan destiné à transformer, en un an et demi, l'économie planifiée de l'URSS en une économie de marché.

Tout l'été 1990, Stanislav Chataline et Grigori Iavlinski s'étaient enfermés dans une datcha pour écrire ce programme qui visait à démanteler le système de gestion soviétique. Le plan donnait une autonomie économique à chaque République de l'URSS. Il prévoyait des coupes sombres dans les budgets de l'armée, de la police et du KGB, la fermeture ou la reconversion de nombreuses usines du puissant complexe militaro-industriel qui dévorait les ressources du pays. Parallèlement, les deux économistes voulaient développer la propriété

privée. Mais, sous la pression des conservateurs communistes, Mikhaïl Gorbatchev avait reconqué, dès l'automne 1990, à ces propositions de réformes radicales d'abord accueillies avec enthousiasme. Pour certains, le plan des « 500 jours » restait une opportunité historique qui aurait pu sauver l'URSS de la faillite totale, finalement survenue, fin 1991, après un putsch manqué des conservateurs communistes.

Après l'abandon du plan, Chataline était devenu un critique de Gorbatchev, qui a pourtant rendu hommage, lundi, à ce « grand homme, ce véritable réformateur ».

Reprochant au leader soviétique d'avoir renoncé à ses principes réformateurs, Chataline écrivait en 1991, peu avant l'effondrement total de l'URSS : « Le pays est en état de panique, de crise profonde. La catastrophe économique approche, et rien n'est fait pour l'éviter. »

Même si le plan des « 500 jours », a, plus tard, inspiré le programme adopté par le Parlement d'une Russie devenue indépendante, Stanislav Chataline était un critique des réformes actuelles. Dirigeant de la Fondation internationale pour les réformes économiques depuis 1992, il estimait qu'en Russie la privatisation, trop rapide, n'avait « atteint aucun de ses buts sociaux ou économiques ».

Né en 1934 à Pouchkine, dans la région de Saint-Petersbourg, Stanislav Chataline avait étudié l'économie à l'université d'Etat Lomonossov de Moscou, dont il avait été diplômé en 1958.

En 1960, il avait commencé à travailler au centre de recherche de Gosplan, l'agence soviétique de planification de l'économie, puis avait occupé une chaire à l'université et dirigé un institut d'économie en 1967, au début de la perestroïka, la « restructuration » avortée, de Mikhaïl Gorbatchev.

Jean-Baptiste Naudet

## Paul Préboist

Un second rôle abonné à la comédie

LE COMÉDIEN Paul Préboist est mort à Paris, mardi 4 mars. Il était âgé de soixante-dix ans.

Né à Marseille le 21 février 1927, Paul Préboist avait d'abord été jockey avant de débiter au cabaret avec son frère Jacques, puis était devenu un visage familier de l'ORTF, participant à des dizaines d'émissions, de jeux et de dramatiques, tout en se faisant un nom au cinéma.

Eternel second rôle, il a tourné avec des dizaines de réalisateurs français, dans un nombre de films dont il semble que personne n'ait cru devoir tenir la liste exhaustive. Presque uniquement abonné à la comédie, et souvent pas la plus légère, il a notamment été dirigé par Philippe de Broca (*Cortouche*, 1961), Henri Verneuil (*Week-end à Zuydcoote*, 1964), Pierre Tchernia (*Le Viager*, 1971), Claude Zidi (*Les Fous du stade*, 1972), Jean Yanne (*Moi y en o voulu des sous*, 1972, *Les Chinois à Paris*, 1973).

J.-M. F.

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 28 février sont publiés :

● Cantons : un décret portant modification et création de cantons dans les départements de la Réunion et de la Corse.

● Privatisations : un décret fixant les modalités de mise en œuvre de l'achèvement de paiement applicable aux actions cédées au cours des opérations de privatisation réalisées selon les procédures du marché financier.

● Télécommunications : un avis de l'autorité de régulation des télécommunications relatif au financement du service universel.

Au *Journal officiel* du samedi 1<sup>er</sup> mars sont publiés :

● Architecte des bâtiments de France : une loi relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les

secteurs sauvegardés (*Le Monde* du 22 février).

● Femmes : un arrêté relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément.

● Trésor : un arrêté relatif aux émissions de valeurs du Trésor au cours du mois de janvier 1997.

● Coquillages : un arrêté fixant les conditions de transport des coquillages vivants avant expédition.

Au *Journal officiel* du dimanche 2 mars sont publiés :

● Justice : un décret modifiant le code de procédure pénale, et relatif à la remise de la reproduction des pièces d'une procédure d'instruction à une personne détenue.

● Obligations : un arrêté relatif à la création d'obligations assimilables du Trésor à taux variable, à échéance du 25 janvier 2009.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Décès

— M<sup>me</sup> Valérie Dobuzinskis, son épouse, M<sup>me</sup> Laurent Dobuzinskis, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Martin Dobuzinskis, ses enfants, ses petits-enfants, Et toute la famille, font part du rappel à Dieu de

M. Valérie DOBUZINSKIS,

survenu à Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 7 mars, à 11 heures, en la cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre-Nevsky, 12 rue Darné, Paris 8<sup>e</sup>.

5, rue Saint-Benoît, 75006 Paris.

— M. Christian Du Huu, et M<sup>me</sup> Sylvie Ollivier, M. Olivier Du Huu, et M<sup>me</sup> Sophie Wable-Du Huu, M. Olivier Martin, Jules et Benjamin, Les familles Morel, Fidon, Sang, Martinot, Du Huu, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Veuve DO HUU TAN,

née Suzanne MOREL,

dite Suzanne TAN,

survenu le 28 février 1997.

L'inhumation a eu lieu le mardi 5 mars, au cimetière parisien de Bagneux dans le caveau familial.

120, rue de l'Ouest, 75014 Paris.

— L'URA 1069 « Civilisation japonaise » du CNRS a la tristesse de faire part du décès, survenu le 2 mars 1997, dans sa cinquante-deuxième année, de

Guy GAGNON,

chercheur au CNRS,

spécialiste de l'historiographie chinoise et japonaise.

URA 1069/JHEI,

52, rue du Cardinal-Lemoine, 75231 Paris Cedex 05.

## CARNET DU MONDE

Télécopieur :

01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-29-94

ou 38-42

— M<sup>me</sup> Albert GAZIER, née Saurer, son épouse, Ses enfants, et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Bécasse, ses enfants, Leurs enfants, et petits-enfants, Les familles GAZIER, Vieillard-Baron, Clerc, Sibertin-Blaiz, Regnard, Calon, Du Fay, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert GAZIER,

ancien député,

ancien ministre,

ancien doyen du Conseil supérieur de la magistrature,

survenu le 2 mars 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année, en son domicile à Vanves, 12, avenue du Parc.

Un hommage républicain lui sera rendu le jeudi 6 mars, en l'ancienne mairie de Vanves (23, rue Mary-Besseyre, de 14 heures à 16 h 30).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Vanves dans l'immédiat familial. (*Le Monde* du 5 mars.)

— Le président, Les membres du bureau national, Les membres du comité directeur, Les anciens membres du mouvement de Résistance Libération Nord, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président d'honneur, le dernier des membres fondateurs du Mouvement, le 15 novembre 1940,

M. Albert GAZIER,

membre du Conseil supérieur de la magistrature,

ancien ministre,

décédé à Vanves à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu dans l'ancienne mairie, place de l'Insurrection, 92170 Vanves, jeudi 6 mars 1997, de 14 heures à 16 heures.

Les membres de Libération Nord sont invités à venir lui rendre ce dernier hommage.

Le secrétaire général, Louis Mooré.

— L'association des Amis de Christian Piteau a la grande tristesse de faire part du décès de son président,

M. Albert GAZIER,

ancien ministre,

survenu le 2 mars 1997, à son domicile.

55, rue Vaneau,

75007 Paris.

— Olliviers (Puy-de-Dôme), André Groin, son épouse, 300 fils,

survenu le 26 février 1997, dans sa soixante-septième année.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu dans l'immédiat familial. La famille remercie toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

2, rue Docteur-Saubert, 63880 Olliviers.

— Son épouse, et ses quatre enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri LAZZILLIÈRE,

survenu le 2 mars 1997.

— M<sup>me</sup> Jean-Claude Leroy, son épouse,

Joy et Melvyn,

ses enfants,

M<sup>me</sup> Anne-Marie Leroy, sa mère,Le général et M<sup>me</sup> Paul Bressard, ses beaux-parents,M<sup>me</sup> Béatrice Lagardère, sa sœur et son beau-frère,M. et M<sup>me</sup> François Gery-Cambours, ses beaux-frères et sa belle-sœur,

Les familles Leroy, Bressard, Meillas, Delu, Pansu, Jauffret, Guigou, Harrel-Courtes, et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur

Jean-Claude LEROY,

survenu à Boulogne, le 2 mars 1997, à l'âge de cinquante ans.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'immédiat familial, le jeudi 6 mars 1997, à 15 heures, en l'église d'Envermeu (Seine-Maritime), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée en sa mémoire le vendredi 7 mars 1997, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, 2, rue de l'Église.

Condolances sur registres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Jean Le Poncin, Nicolas, Marion, Raphaëlle, Les familles Lejoncourt, Sarfati, Charachon et Herbert, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Jean LE PONCIN,

survenu le 26 février 1997.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'immédiat familial, le 1<sup>er</sup> mars,

10, rue Laugier, 95100 Argenteuil.

— Pierre Trotot, son épouse, et ses enfants,

François-Philippe Trotot, et son fils,

Isabelle Trotot, et ses filles,

Agnes Trotot, et sa fille,

Charlotte Rodriguez, ses enfants, et ses petits-enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Françoise TROTOT,

survenue à Paris, le 3 mars 1997, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Médard, à Paris-5<sup>e</sup>.

91, boulevard du Port-Royal, 75013 Paris.

Annie UEBERSFELD, née CRÉMIEX,

nous a quittés le 1<sup>er</sup> mars 1997.

De la part de

Jean Uebersfeld,

son épouse,

Martine et Christian Gilain-Uebersfeld, France Uebersfeld et David Voeuer,

Laurence Uebersfeld, Juliette Uebersfeld et Philippe Pastor,

ses enfants,

Myriam, Esther et Nathan, ses petits-enfants,

Jean-Louis et Monique Crémieux-Brillat,

Annie et François Maille-Uebersfeld, ses frères, beau-frère et belles-sœurs, ses parents et amis,

On se réunira le 8 mars, à 14 h 30, au cimetière de Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet.

27, rue Gazan, 75014 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

— Le médecin en chef de la Marine (H) et M<sup>me</sup> Pierre Perruchio, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Christian Perruchio, leurs enfants et leur petite-fille, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Patrick Legendre, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe PERRUCHIO,

attaché principal de l'INSEE,

attaché de direction à l'Inspection nationale des invalides, bruton matricule 330 C,

survenu le 3 mars 1997, à l'âge de cinquante-cinq ans, à l'HLLA du Val-de-Grâce, après des souffrances de l'Église.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 6 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides et le vendredi 7 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Laurent d'Outre-Loire, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille à La Seyne-sur-Mer.

6, boulevard des Invalides, 75007 Paris.

— Hommage à

Robert JAULIN,

le vendredi 7 mars 1997, de 10 heures à 17 heures, au département d'ethnologie de Paris-VII, 10, rue Charles-V, Paris-4<sup>e</sup>.

Hommages

Remerciements

— François Boilly, Marie-Pierre Boilly, Aude et Arnaud Boilly-Rayrols, Et toute sa famille, remercient les nombreuses personnes qui leur ont témoigné sympathie et affection au moment du décès de

Jean-François BOILLY.

Anniversaires de décès

— M<sup>me</sup> Patrick Aimédieu, son épouse, Patrick et Sandrine, ses enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Aimédieu, ses parents, Ainsi que toute la famille, rappellent à votre souvenir.

M. Patrick AIMÉDIEU,

docteur d'Etat en sciences physiques, décédé le 5 mars 1996.

« L'absence est la plus grande des douleurs. » La Fontaine.

« Rien de grand ne se fait sans châtiment. » Ernest Renan.

Condolances

— Les amis et collègues de M<sup>me</sup> Arnaud DUBET, ancien directeur du département carrières juridiques à l'UT de Villeurbanne, tiennent à manifester leur émotion et leur peine à l'occasion de sa disparition et transmettent leurs condoléances à sa famille.

Nominations

René Collet, président du conseil de surveillance de Valmonde et C<sup>e</sup>.

Le conseil de surveillance de Valmonde et C<sup>e</sup> s'est réuni pour élire son président en remplacement de M<sup>me</sup> Magdelaine Anglade, qui souhaitait transmettre ses fonctions tout en restant membre du conseil.

M. René Collet, qui en était déjà membre, a été élu à l'unanimité président du conseil de surveillance de Valmonde et C<sup>e</sup>.

Le groupe Valmonde, qui édite notamment Valeurs actuelles, le Journal des finances, et Le Spectacle du monde, est une filiale du groupe Finalac, présidé par M. Marc Ladrètt de Lacharrière.

Communications diverses

— Les anciens des Chantiers de la Jeunesse et leurs amis sont invités à se rendre à l'assemblée générale de la délégation Île-de-France de l'Amicale des anciens de la jeunesse française (ANACJF).

le jeudi 13 mars 1997,

au cercle de l'Union des avoués de guerre,

49, rue Blanche, 75009 Paris.

(Messe : 11 heures. Repas : 12 h 30. Assemblée : 14 h 30.)

— Le mouvement féministe

Louhatch

NECHE OUBNOT HABAD

vous invite, DIMANCHE 9 MARS, de 14 heures à 21 heures, dans les salons de l'hôtel NIKKO, à sa journée consacrée au mariage « OUI, ON SE MARIE ».

Conférences, Dénus, Expositions.

Entrée libre.

Public exclusivement féminin.

Hôtel Nikko,

61, quai de Grenelle,

75075 Paris.

Métro : Bir-Hakeim.

مكتبة من الكتب

# COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 6 MARS 1997

**STRATÉGIE** Pour assurer leur développement et conquérir de nouveaux marchés publicitaires, les radios commerciales françaises, bloquées dans leur expansion sur

l'Hexagone, exportent de plus en plus leur savoir-faire. ● EUROPE 1, NRJ et Nostalgie sont les groupes les plus présents, chacun développant sa propre stratégie dans les

zones qu'il a choisies, notamment en Europe de l'Est et du Nord, mais aussi en Afrique et en Chine. Il s'agit d'investissements dont la rentabilité n'est pas immédiate.

● LES PROGRAMMES, bien rodés sur la bande FM française, doivent être adaptés aux pays où les radios s'installent. Elles doivent notamment composer avec les orga-

nismes de régulation locaux. ● NOSTALGIE a renoué sa grille de programmes à l'intention du public français, afin de renforcer sa position sur la cible des 25-49 ans.

## L'essor des radios commerciales françaises passe par l'étranger

Les groupes comme Europe 1, NRJ ou Nostalgie, à l'étroit sur la bande FM, misent sur l'exportation de leur savoir-faire, notamment dans les pays d'Europe du Nord et de l'Est, pour se développer

**TROP À L'ÉTROIT** dans les fréquences françaises, les radios recherchent à l'étranger des occasions de développement et la conquête de marchés publicitaires. Bien rodées depuis 1981 sur la bande FM, elles se sont rapidement manifestées sur le marché international. Entre les tribulations de Radio Nostalgie en Suisse et la signature probable, samedi 8 ou dimanche 9 mars, d'un accord en Turquie par Europe 1, chaque groupe a sa propre stratégie et ses zones géographiques de prédilection, avec en tête l'Europe de l'Est et du Nord.

Partie très vite, Europe 1 se targue d'une nette avance dans l'exportation de son savoir-faire. « Notre stratégie repose sur deux bases : une spécialisation dans les pays émergents et une stratégie d'investissements de type capitalistique, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de développer

notre marque, mais d'être porteurs et opérateurs dans des produits adaptés aux marchés locaux », explique Martin Brisac, directeur délégué des activités radio du groupe Europe 1 Communication. Dès 1989, la station a jeté son dévolu sur les pays de l'Est, à Prague, Moscou et Varsovie. Depuis, elle a monté des opérations en Chine, avec la radio publique de Shanghai et l'organe vers l'Inde. A chaque fois, la première implantation sert de point de départ au développement d'une sorte de réseau.

Sa manière de faire est adaptée à chaque pays, les radios y sont baptisées Radio Total en Roumanie, Bashen en Chine, Prekucence en Tchecoslovaquie. L'installation dans un pays débute généralement par la réponse à un appel d'offres pour la vente d'une fréquence ou l'approvisionnement par un opérateur local,

qui recherche à la fois un investisseur et un conseiller. Pour Europe 1, l'objectif est de détenir une part importante de l'actionnariat, même si la plupart des législations lui interdisent, en tant que groupe étranger, d'être majoritaire. En ce qui concerne les programmes, pas question d'imposer une quelconque grille. La station de la rue François 1<sup>er</sup> apporte une « méthodologie de recherche » pour la fabrication du programme en recherchant la meilleure adaptation possible au public visé.

Le chiffre d'affaires réalisé par les 18 radios « coraniques » par Europe 1 s'élève à 250 millions de francs. Discret sur les résultats financiers de ces opérations, M. Brisac s'efforce de les rentabiliser en deux ans et se donne comme objectif de s'installer dans deux ou trois nouveaux pays par an.

En revanche, comme d'autres, elle trouve porte close lorsqu'elle tente de pénétrer le marché britannique. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) est une des seules à y être parvenue en rachetant 4 stations, plus d'information que musicale.

**EMBÔCHES RÉGLEMENTAIRES** Les groupes NRJ et Nostalgie ont décidé, eux, de voguer sous leur propre marque. « Notre objectif est d'être le premier réseau européen sous le même label », affirme Marc Pallain, directeur du développement de NRJ. Après avoir débuté en 1991 par l'acquisition d'une station à Berlin, NRJ a poursuivi son installation en Allemagne où elle est présente dans 15 villes, tout en se déportant vers les pays du Nord, notamment la Suède où elle possède 21 fréquences.

« Nous choisissons d'aller dans des pays développés pour nous développer vite. Les programmes ne sont jamais identiques mais sont destinés à un public de jeunes adultes, dont la caractéristique première, comme en France, est la capacité à surconsommer », explique M. Pallain. Sur les 850 millions de francs de chiffre d'affaires de NRJ, l'activité à l'étranger représente 95 millions de francs. Mais les bénéfices ne sont pas à la même hauteur. Pour l'instant, l'activité internationale reste, en effet, déficitaire.

Bien qu'ils aient eu l'occasion d'exercer leur diplomatie pour naviguer dans les arcanes de la législation française, les responsables des radios ne parviennent pas toujours à échapper à toutes les embûches réglementaires à l'étranger. Ainsi, pour entrer dans le capital de Radio Assidue, une radio de Lausanne, Nostalgie bataille durement avec l'OFCOM, organisme de régulation suisse. En revanche, grâce au gouvernement de Bâle, ce groupe est parvenu à prendre 20 % du capital de Radio Edelweiss.

« Nous avons une stratégie de marque. Notre nom se décline dans toutes les langues. Partout, on est une radio gold, pour adultes, avec une adaptation de la cible à chaque pays, en fonction de la concurrence et du marché publicitaire », explique Frédéric Coste, directeur général délégué de Radio Nostalgie International.

Nostalgie recherche plutôt des participations minoritaires avec des opérateurs locaux auxquels elle fournit des services qui vont de la radio clés en main à la formation des équipes. Présente dans les pays

### Antenne norvégienne en Afrique du Sud

La radio commerciale norvégienne P4 a obtenu une concession pour exploiter une station dans la région du Cap, en Afrique du Sud, en association avec une organisation d'anciens prisonniers politiques de ce pays. P4 est la propriété des sociétés norvégiennes N-1 Radion A/S (regroupant seize radios privées du pays) et Vorlagshuset Norsk Aller A/S, filiale de l'éditeur danois Aller.

Première radio commerciale à couvrir toute la Norvège, P4 s'est alliée à Makana Trust, une organisation regroupant des anciens détenus de la prison de Robben Island, où le président sud-africain Nelson Mandela avait été emprisonné pendant de nombreuses années. La nouvelle radio devra émettre d'ici quelques mois. — (AFR)

## Nostalgie rénove sa grille pour réaffirmer sa spécificité

« LA NOSTALGIE, c'est contagieux » : ce slogan est un de ceux de la campagne publicitaire, réalisée du 25 février au 6 mars par la radio des succès confirmés et des tubes rassurés, pour accompagner une modification de la grille de ses programmes. « Il s'agit d'affirmer notre spécificité et de l'expliquer aux auditeurs afin d'en gagner de nouveaux », explique Henry Laurent, directeur général de Nostalgie, dont l'objectif est de dépasser les 4,8 points d'audience réalisés jusqu'ici.

Destinées à séduire les 25-49 ans, les programmes de Nostalgie incluent entre 60 % et 70 % de chansons françaises. L'obligation faite à toutes les radios de consacrer à la variété nationale 40 % de leurs programmes a eu pour effet de rendre la Nostalgie une partie de ce qui faisait sa spécificité. Par ailleurs, la « cible » des adultes, plus porteuse commercialement et publicitairement que celle de jeunes, a poussé les concurrents à s'engager sur ce secteur. D'où la nécessité pour Nostalgie, qui réalise 350 millions de francs de chiffre d'affaires et 50 millions de bénéfices, de moderniser ses programmes et son image.

« ÊTRE BON LE MATIN » « Il s'agit d'abord d'être bon le matin pour attirer les auditeurs. Ensuite, il faut se donner les moyens de les garder », explique Georges Bermejo, directeur général. Du coup, entre 6 heures et 9 heures, les *gold* (succès reconnus) sont plus nombreux, seront choisis par Christian Savigny, le nouveau

directeur de la programmation musicale. Des chroniqueurs viendront agrémenter la matinée : Pierre Bellemare, déjà présent l'après-midi, racontera des histoires ; les inséparables Thierry Roland et Jean-Michel Larqué commenteront les événements sportifs, et l'imitateur Yves Lecoq fera des sketches à propos de l'actualité.

La campagne de lancement, d'un coût de 20 millions de francs, réalisée avec l'agence Résonances, avait aussi pour but, comme le sémaphore qui a réuni le personnel fin février, de resserrer les liens dans l'entreprise, après le départ, en septembre dernier, de Fabrice Larue, qui fut l'artisan du succès de cette radio.

F. Ch.

des journalistes de France 2 critiquent le mode d'organisation de l'entretien avec le président de la République

M. Cavada avait été le premier à proposer à l'Élysée une émission sur l'actualité, dont le sujet a été élargi à la suggestion de Jacques Pithan, conseiller en communication du président. Quant à William Leymergie, il a été choisi conjointement par France 2 et l'Élysée.

Les syndicats se soucient en outre que les reporters qui assurent les sujets diffusés au cours de l'émission ne soient pas des journalistes spécialisés des thèmes qui seront abordés (éducation, formation, social, etc.) mais principalement des journalistes-pilotes. Le comité d'entreprise de France 2 « émet toutes les réserves sur une émission qui prend de plus en plus l'allure d'une entreprise de communication à l'usage du président de la République ».

**MALAISE PLUS GLOBAL** A la rédaction, plusieurs journalistes déplorent « le flou artistique » entourant la préparation de l'émission et regrettent que « la rédaction n'ait pas été consultée en amont ». « Même si Jean-Marie Cavada et William Leymergie sont respectables, nous avons l'impression que les choses nous ont échappé », souligne un journaliste. Un responsable de la rédaction s'étonne de n'avoir été informé que lundi 3 mars « d'un projet qui date de plus de dix jours ». Il indique qu'à la réunion des chefs de service, mardi 4 mars, le sentiment qu'il « s'agissait d'un match truqué » était général, certains reprochant même à Jean-Loup Demigneux d'avoir « géré cette affaire en amateur ». « Il n'y a peut-être pas de piège, mais le fait que tout ait été décidé en catimini crée la suspicion, nuance un autre hiérarque. J'aurais préféré que les règles du jeu soient plus claires ».

Mais le contexte du « malaise » régnant à France 2 est plus global. L'audience des journaux télévisés de France 2 est en retrait (12 % en janvier-février pour le 20 h, soit 2 % de moins qu'en décembre 1996) et Jean-Loup Demigneux, di-

recteur de la rédaction depuis juin 1996, est contesté par certains. Son honnêteté et sa compétence professionnelle comme sa courtoisie sont unanimement reconnues, mais l'impression que la présidence de France Télévision l'a nommé à la tête de la rédaction « à titre transitoire » crée un « flottement ».

« Mon poste est traditionnellement un fusible, je ne peux pas prétendre être aimé par les 270 journalistes de la chaîne », confie le patron de la rédaction. Quant à l'entretien avec Jacques Chirac, il affirme : « Cavada, Leymergie, Pierre-Henri Arnstam [conseiller de

M. Gouyou Beauchamps, en charge des opérations spéciales], et les directeurs de rédaction de France 2 et de France 3, dont moi-même, avons eu plusieurs réunions à ce sujet vendredi et samedi. Il n'y a pas de thèmes « télévisés » par l'Élysée ». Il souligne par ailleurs qu'il n'est pas scandaleux que le directeur de la rédaction fasse des choix parmi ses reporters » pour traiter des sujets devant illustrer l'entretien, et précise que « contrairement à ce qu'il se dit, trois sur quatre des reporters sont des permanents ».

Yves-Marie Labé

## Une invitation musicale à voter pour les prud'hommes

L'ENTREPRISE n'est pas un monde d'harmonie. Ce constat, d'un réalisme inédit pour une communication gouvernementale, sert de base à la campagne publicitaire pour les élections prud'homales du 10 décembre lancée mardi 4 mars par le ministère du travail et des affaires sociales. Cette année, c'est une comédie musicale qui rapprochera « la justice du monde du travail, des salariés et des employeurs ». Un sujet sérieux qu'Euro RSCG Institutional, en charge de la campagne, a décidé de traiter à contre-pied. Ton décalé, couleurs acidulées et décors de carton-pâte donnent une saveur particulière, fraîche et inédite, au

film publicitaire réalisé par Hervé Hillo, qui propose, « façon Jacques Derré », une cantate chantée et dansée. Cette approche a l'avantage de parler sur un ton volé des conflits entre personnes à l'intérieur d'une même entreprise. « Ce spot essaie d'être positif, pleinement positif, doucement positif », argue le ministre du travail, Jacques Barrot. « Il ne s'agit pas seulement d'informer de l'échéance, mais surtout de redonner l'envie, le désir de s'impliquer dans ce qui reste une grande échelle », ajoute Stéphane Puchs, président de l'Agence Euro RSCG Institutional. En l'occurrence, « le sujet est tel que si l'on avait décidé de montrer les bénéfices que peut apporter ce type de conciliation civile on aurait forcément pris parti, soit pour le salarié, soit pour l'employeur ».

**ABSTENTIONNISME EN HAUSSE** En 1992, lors des dernières élections, à peine le quart des employeurs et moins de la moitié des salariés ont voté. En décembre 1997, quinze millions de salariés et employeurs sont à nouveau attendus pour élire 15 000 conseillers. L'abstentionnisme est en hausse constante depuis 1979. Le gouvernement a donc décidé de frapper plus fort, et plus tôt. La campagne de communication débute avec un mois d'avance. Dotée d'un budget d'environ 40 millions de francs, elle se déroulera en trois temps, en veillant « à laisser un espace d'expression aux forces syndicales ».

Du 13 au 31 mars, le film sera diffusé à la télévision (chaînes hertziennes et thématiques). Puis du 1<sup>er</sup> avril au 12 mai, la campagne télévisée sera relayée par des annonces diffusées dans la presse, ainsi qu'à la radio. Juste avant l'échéance, ce seront à la fois des annonces dans la presse régionale, des spots à la radio et des films à la télévision qui véhiculeront la nouvelle signature de la communication prud'homale : « Prud'hommes 97, à vous de juger, à vous de voter ».

Florence Amalou

## Des journalistes de France 2 critiquent le mode d'organisation de l'entretien avec le président de la République

M. Cavada avait été le premier à proposer à l'Élysée une émission sur l'actualité, dont le sujet a été élargi à la suggestion de Jacques Pithan, conseiller en communication du président. Quant à William Leymergie, il a été choisi conjointement par France 2 et l'Élysée.

Les syndicats se soucient en outre que les reporters qui assurent les sujets diffusés au cours de l'émission ne soient pas des journalistes spécialisés des thèmes qui seront abordés (éducation, formation, social, etc.) mais principalement des journalistes-pilotes. Le comité d'entreprise de France 2 « émet toutes les réserves sur une émission qui prend de plus en plus l'allure d'une entreprise de communication à l'usage du président de la République ».

**MALAISE PLUS GLOBAL** A la rédaction, plusieurs journalistes déplorent « le flou artistique » entourant la préparation de l'émission et regrettent que « la rédaction n'ait pas été consultée en amont ». « Même si Jean-Marie Cavada et William Leymergie sont respectables, nous avons l'impression que les choses nous ont échappé », souligne un journaliste. Un responsable de la rédaction s'étonne de n'avoir été informé que lundi 3 mars « d'un projet qui date de plus de dix jours ». Il indique qu'à la réunion des chefs de service, mardi 4 mars, le sentiment qu'il « s'agissait d'un match truqué » était général, certains reprochant même à Jean-Loup Demigneux d'avoir « géré cette affaire en amateur ». « Il n'y a peut-être pas de piège, mais le fait que tout ait été décidé en catimini crée la suspicion, nuance un autre hiérarque. J'aurais préféré que les règles du jeu soient plus claires ».

Mais le contexte du « malaise » régnant à France 2 est plus global. L'audience des journaux télévisés de France 2 est en retrait (12 % en janvier-février pour le 20 h, soit 2 % de moins qu'en décembre 1996) et Jean-Loup Demigneux, di-

recteur de la rédaction depuis juin 1996, est contesté par certains. Son honnêteté et sa compétence professionnelle comme sa courtoisie sont unanimement reconnues, mais l'impression que la présidence de France Télévision l'a nommé à la tête de la rédaction « à titre transitoire » crée un « flottement ».

« Mon poste est traditionnellement un fusible, je ne peux pas prétendre être aimé par les 270 journalistes de la chaîne », confie le patron de la rédaction. Quant à l'entretien avec Jacques Chirac, il affirme : « Cavada, Leymergie, Pierre-Henri Arnstam [conseiller de

M. Gouyou Beauchamps, en charge des opérations spéciales], et les directeurs de rédaction de France 2 et de France 3, dont moi-même, avons eu plusieurs réunions à ce sujet vendredi et samedi. Il n'y a pas de thèmes « télévisés » par l'Élysée ». Il souligne par ailleurs qu'il n'est pas scandaleux que le directeur de la rédaction fasse des choix parmi ses reporters » pour traiter des sujets devant illustrer l'entretien, et précise que « contrairement à ce qu'il se dit, trois sur quatre des reporters sont des permanents ».

Yves-Marie Labé

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

**La guerre des monnaies**

Dans la guerre économique que se livrent aujourd'hui les nations industrialisées, l'arme monétaire revêt une importance stratégique majeure. Un dossier qui vient à point pour comprendre la bataille autour de l'euro.

**Pays émergents de l'Asie du Sud-Est**

Ce dossier traite des pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN). Une des régions les plus dynamiques de la planète.

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة المصطفى



## Censure censurée

par Alain Rollat

UN BÂTIMENT en flammes dans la nuit. Des ombres courant sous les étincelles. Le corps d'un homme traîné sur le sol. La silhouette d'un gamin levant les bras en signe de victoire. Scènes d'insurrection filmées samedi soir à Viora, où le siège de la police secrète a été pris d'assaut par les émeutiers. France 2 explique que ce sont ces images que le régime de Tirana ne veut plus voir. Une commission de censure a ordonné l'interruption des émissions de l'Union européenne de diffusion à destination du monde entier. L'envoyé spécial de France 2, qui se trouve dans la capitale albanaise, parle donc en aveugle. Ce mardi soir, l'armée affirme avoir « encerclé » Viora.

TF1 diffuse pourtant une séquence réalisée le jour même. Gros plan sur les « dangers » des paraboles accrochées aux balcons de Tirana. Son envoyé spécial tourne la censure en dérision. Il commente les « images interdites ». La télévision de l'Etat albanais ne montrera pas ces enfants furetant dans les décombres de ce dépôt de munitions mis à sac dans le sud du pays. Ni cette fillette emportant cette plante verte dérobée dans la résidence d'été du président Sali Berisha, qui a été saccagée. Encore moins ces locaux calcinés qui abritaient hier encore le journal indépendant *Koha Jone*, victime, selon son rédacteur en chef, « de la police secrète qui fait la loi dans le pays ». La commission de propagande préférera à ces images « subversives » celle, sans cesse rediffusée, depuis lundi, du président

Berisha réélu en majesté par un Parlement crouplon. Il y a quelque chose de Ceausescu dans le masque policé de cet homme tiré à quatre épingles, qui prend si bien la pose devant cet auditoire aux ordres l'applaudissant debout.

Autre « image obligatoire », celle des tanks en route vers les villes insurgées. Deux tanks. « Voilà comment un pouvoir officiellement démocratique essaie, par images interposées, de contrôler la situation, ironise l'envoyé spécial de TF1. Rien ne dit que la recette sera efficace. Si c'était le cas, le président Berisha aurait intérêt à déposer un brevet d'invention... »

France 3 confirme : les journalistes n'ont plus le droit de se rendre dans les environs de Viora. Mais le mystère de la diffusion des images de TF1 est éclairci : « Le pouvoir a reculé sur un point », les reportages ne sont plus interdits d'émission. Bref retour sur les tanks, localisés aux abords de Gjirokastrë. Autre information, au conditionnel : un comité d'insurrection aurait pris le contrôle de la ville de Saranda.

Les images d'Euronews, qui suivent les tanks à la trace, font savoir que l'un d'eux est retardé par un accident de la circulation ; il a quitté la route et s'est renversé. Quant à l'envoyé spécial de CNN, qui travaille au présent, il est déjà à Saranda. Il interroge un jeune homme qui se dit « prêt à mourir » plutôt que d'« aller en prison » si Sali Berisha l'emporte. Cet insurgé porte la casquette des Chicago Bulls. La guerre est aussi un match de télévision.

## Hommes de Dieu et hommes du monde

Ce cinquième volet du cycle de soirées thématiques d'Arte « Quête de sens, désir de croire » s'attaque à la question disputée des vocations religieuses et sacerdotales

ADMIRABLES sont les portraits de religieux et de prêtres qui défilent dans *Vocations*, le documentaire qui ouvre « Serviteurs de Dieu ». L'avant-dernière soirée du cycle. Les uns expliquent leur vocation par un coup de foudre, les autres (plus nombreux qu'hier) par un long cheminement intérieur - après une expérience de vie universitaire ou professionnelle, ils décident de consacrer leur vie à Dieu. Les uns ont choisi le silence et l'austérité d'un couvent, les autres, comme les prêtres-ouvriers du film de Philippe Pilard, le triangle « ou-

toroute, nationale, prison » de La Grande-Borne à Grigny (Essonne), afin de faire l'expérience de Dieu dans la réalité des luttes sociales et des familles immigrées.

Le religieux est témoin d'un renouveau spirituel qui va au-delà d'un intérêt purement culturel pour la vie monastique ou la beauté liturgique. Quant au prêtre, si son statut social a décliné, il a conservé un capital de sympathie dans une société sécularisée qui n'ignore plus son style de vie simple, sa proximité de la population, son rôle d'animateur de communautés, sa présence auprès des pauvres, des malades et de mourants. Il assure une sorte de « service public » du rite (rites, baptêmes, mariages, décès) que les croyants - et les non-croyants - jugent indispensable au fonctionnement de toute société.

Tout au plus pourrait-on repro-



plupart de ceux qui s'engagent au service de Dieu ne viennent plus de familles nombreuses et chrétiennes mais d'une société globalement non chrétienne. Aussi un décalage se produit-il entre une génération de prêtres et de religieux venus de l'Eglise pour aller au « monde » et une génération plus jeune venue du « monde » pour chercher des sécurités et des certitudes dans une Eglise avec laquelle leur rapport est moins critique. Bien des tensions, au sein et en dehors du clergé, viennent de cette mutation dans les histoires personnelles.

La deuxième révolution silencieuse est le partage des tâches

avec des laïcs, hommes et femmes, mieux formés et organisés qu'hier, qui mettent en œuvre dans l'Eglise des dynamismes autrefois inconnus ou insoupçonnés. De plus en plus de fonctions (catéchèse, aumôneries de jeunes, préparation des baptêmes et des mariages, etc.) sont remplies par des laïcs non ordonnés. Cette évolution rejette sur l'identité du prêtre, devenue plus floue, et sur son rôle, qui tend à être réduit à celui d'un « modérateur » de paroisses toujours plus nombreuses et de « ministre du sacré ». A cet égard, le succès du livre de Bernard Sesboué - *N'ayez peur* (Desclee de Brouwer) - est

très éclairant. Reste une troisième évolution qui mériterait une émission à elle seule : la dépression quantitative de cette corporation de prêtres et de religieux dont les conséquences, à terme, peuvent être graves pour les communautés chrétiennes et pour l'ensemble d'une société qui, même déchristianisée, n'a rien perdu, tant s'en faut, de son goût pour les rites et le sacré. Le chiffre des entrées dans les séminaires se stabilise, ainsi que celui des ordinations sacerdotales, mais à un niveau bas. Moins de cent prêtres ont été ordonnés en France en 1995. La situation est plus grave encore dans les pays catholiques. Dans dix ans, la France comptera moins de dix mille prêtres diocésains contre cinquante mille dans les années 50.

Une question est désormais posée, esquissée dans le film de Philippe Pilard : la vocation est traditionnellement fondée sur un « appel » de Dieu auquel décide de répondre un homme ou une femme. Cet appel ne pourrait-il pas venir d'une communauté ou d'un évêque et être adressé à un homme, marié ou non, qui a les qualités requises pour exercer un tel ministère ? Pour nombre de théologiens et d'évêques, la question de l'ordination sacerdotale d'hommes mariés a cessé d'être taboue.

Henri Tincq

★ « Serviteurs de Dieu ». Arte, jeudi 6 mars à 20 h 45.

### TF 1

#### GRANDE SOIRÉE FOOTBALL DE LA LIGUE DES CHAMPIONS

Présenté par Roger Zabel et Hervé Mathoux.  
20.20 Football.  
En direct de Dortmund (Allemagne).  
1/4 de finale aller de la Ligue des Champions : Borussia Dortmund - A.J. Auxerre.  
21.45 Mi-temps.  
22.25 Grande soirée football de la Ligue des Champions. Les temps forts.  
0.05 Chapeau melon et Bottes de cuir. Série. Le château de cartes.  
1.00 et 1.40, 2.45, 3.50, 4.55 TF 1 nuit.  
1.10 Cas de divorce. Série. Chariot contre Chariot.  
1.50 et 2.55, 4.00, 5.10 Histoire du monde. Documentaire (rediff.). 5.05 Musique. Concert 15 min.

### France 2

#### L'HOMME DE LA MAISON

Téléfilm de Pierre Lary.  
21.05 min.  
21.08 et 21.13 min.  
La mère d'un petit garçon, qui envisage de refaire sa vie, se heurte à son mécontentement. Troisi, il décide de retrouver son vrai père...  
22.40  
CA SE DISCUTE  
Magazine. France-Angleterre : les meilleurs comiques du monde ? Invités : Robert Papillon, Malcolm Scott, Anthony Blond.  
23.15 min.  
0.30 Journal. Bourne, Métro.  
0.45 Le Cercle de minuit. Soirée autour de Maria Casarès.  
23.50 min.  
2.25 Présence protestante et le Jour du Seigneur. Magazine. Apôtre ? Enseigner les religions à l'école ? (rediff.). 3.20 Rapport de Loto. 3.25 24 heures d'info. 3.35 Métro 2. 3.40 Transatlantique. Documentaire (rediff.). 4.30 Outremers. Documentaire. Reproche de France 3 (rediff.). 60 min.

### France 3

#### LA MARCHÉ DU SIÈCLE

Magazine présenté par Jean-Marie Cavada.  
Quatre la terre tremblante. Invités : Xavier Le Pichon, Raoul Madaraga, Wolfgang Jahn, Jérôme Lambert etc.  
21.05 min.  
22.40 Journal. Métro.  
23.15  
UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS  
Documentaire.  
0.05 Cap'tain Café. Magazine présenté par Jean-Louis Foulquier. Invité : Touré Kounda.  
0.35 min.  
1.05 Matlock. Série. Un drôle de Père Noël.  
1.55 Musique graffiti. Magazine. Balade n° 1 opus 22, de Frédéric Chopin, par Giovanni Bellini, piano (15 min).

### Arte

#### LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : LOUISE WEISS, L'EUROPÉENNE

Documentaire d'Elisabeth Kaplant.  
1.05 min.  
Dès la fin de la première guerre mondiale, Louise Weiss engage un combat pour la paix, le droit de vote des femmes et la construction de l'Europe.  
21.45  
MUSICA : HYMNE À LA SOLIDARITÉ : PORTRAIT DE HANS EISLER  
Documentaire de Larry Weinstein (85 min).  
23.10 Profil : Une chambre à sol. La vie de Virginia Woolf (1882-1941).  
0.05 La Lucarne : Mes étoiles et mes cieux. La lumière intérieure d'Eugen Bayer.  
0.45 La Baie des Anges. Film de Jacques Demy (1962, 80 min).  
2.05 Glamour à Monaco (15 min).  
2.20 La Panthère rose (rediff., 25 min).

### M 6

#### AVENTURES CARAÏBES

Téléfilm de Paolo Barzman, avec Vanessa Demouy, Patrick Forcier-Delmas.  
1.05 min.  
27.59.02  
22.30  
LE BRAS DE FER  
Téléfilm de Bobby Roth, avec Dabney Coleman, Timothy Busfield.  
1.05 min.  
Un agent du FBI utilise toutes les ressources du célèbre bureau pour mettre fin aux agissements d'un ravisseur.  
0.05 Secrets de femmes. Magazine. 35 min.  
0.40 Rock express. 30 min.  
1.10 Best of pop rock. 2.55 Fan de Magazine (rediff.). 3.25 Sexy mode. Documentaire. 4.15 F.M.G. Magazine (rediff.). 4.40 Frequentast. Best of love (rediff., 50 min).

### Canal +

#### QUIZ SHOW

Film de Robert Redford, avec John Turturro, Rob Morrow.  
1.05 min.  
27.59.02  
21.00  
FRANCE-CULTURE  
20.30 Paroles sans frontières. 20.30 Tire la langue. 21.30 Correspondances : Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.  
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. La culture 1944.  
22.40 Nuits magnétiques. A ciel ouvert.  
0.05 Du jour au lendemain. Alain Baudou (Dolores). 0.48 Musique : les Chœurs du music-hall. Journée du vendredi 13 avril 1945, avec Judy Garland, Jack Harkn et his Orchestra.  
1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.). Le Bon plaisir de Pierre Lescage. 4.00 Les Chemins de la connaissance. La leçon de choses : 5.25 L'Éclair de Gakone. Le monstre et la baccara : 5.37 Nuits magnétiques. Portrait de Torino Guerra.

### Radio

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. En direct de Birmingham, l'Orchestre symphonique de la ville de Birmingham, dir. Simon Rattle. Œuvres de Berlioz : Sinfonia ; Lutoslawski : Concerto pour violoncelle et orchestre, Lynn Harrell (violoncelle) ; Messiaen : Et exspecto resurrectionem mortuorum.  
22.30 Musique pluriciel. Œuvre de Franceculture.  
23.07 Musicales comédies. Les premiers films de Judy Garland.  
0.00 Jazz vivant. Le quartette de Manuël Rochman. 1.00 Les Nuits de France-Musique.  
Radio-Classique  
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Schubert par Cleverly Fischer-Oedekas.  
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**ABONNEZ-VOUS**  
et économisez jusqu'à 294 F  
soit 41 numéros gratuits

**1 AN - 1890 F**  
au lieu de 2 184 F\*

\* Prix de vente au numéro : 194 F (hors taxes) + 10 F (taxe de distribution)

#### BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F

au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité  Signature :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Europe

1 AN 2 086 F 2 086 F

6 mois 1 123 F 1 123 F

3 mois 572 F 572 F

USA - CANADA

1 AN 2 086 F 2 086 F

6 mois 1 123 F 1 123 F

3 mois 572 F 572 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-00 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lafayette 93046 Chantilly Cedex.

### TV 5

20.00 Faut pas rêver. Invité : Georges Charpak. Belgique : le film prodigieux. France : le plan de Bure ; Inde : cache cache. France 3 de 20.00.27.  
21.00 Faits divers. des cinq continents.  
21.55 Métro.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Comment ça va ? Des clés pour bien vieillir.  
23.35 Bons Baisers d'Amérique.

### Planète

20.35 Musique sous influence. 21.25 La Vie secrète des machines. Des clés pour bien vieillir. (914) La montre à quartz.  
21.55 Vertical. (2/6) Les ventailleurs du ciel.  
22.45 Aller-retour.  
23.40 Les Derniers Marranes.

### Animaux

20.30 Histoire du naufrage. 21.00 Monde sauvage. La complexité des insectes.  
21.30 Le Vagabond. Au-delà de l'infini.  
22.00 Nature des choses. Le grizz.  
23.00 Faune ibérique. (4) Le parc Dorian.  
23.30 Monde sauvage. Haveli côté nature.

### Paris Première

20.00 et 23.50 20 h Paris Première. Invité : Maria Pirocchi.  
21.00 Paris modes.  
21.50 et 1.50 Le J.T.S.  
22.20 Sim. Enregistré à Cannes en 1993.  
0.45 Sarah Vaughan.  
2.15 Vedettes en coulisses.

### France

Supervision  
20.30 Les Enfants du voyage. (1/2) Au fil de l'Académie. 1.05 min.  
21.35 Soon EMC en concert. 1.05 min.  
22.40 Concerti Grossi de Haendel. 1.05 min.  
23.35 Cybersession. Magazine.

### Ciné Cinéfil

20.30 Pour que les autres vivent (Seven Waves Away) Film de Richard Sale (1996, N., v.a., 95 min). 8230057  
22.05 Harvey Film de Henry Koster (1950, N., 105 min). 12075230  
23.50 Destroyer Film de William A. Seiter (1994, N., v.a., 95 min). 45311389

### Ciné Cinémas

20.30 Filofax Film d'Arthur Hiller (1969, 105 min). 8232211  
22.15 Un papillon sur l'épaule Film de Jacques Demy (1978, 95 min). 4190389

### Série Club

20.45 Flash. Le saut dans le temps. 21.35 et 1.30 Le Gertaut. 22.30 Le choix de Claude Binyon. Chamon du passé. 23.00 Les Champions. Nemesi. 23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir. Le retour des cybermaîtres.

### Canal Jimmy

20.30 Star Trek : The Next Generation. Angel One. 21.15 Vêlo. Magazine. (13). 21.45 Mister Gum. Magazine et les garagistes. 22.10 Chronique de mon canapé. Magazine. 22.15 Seinfeld. La parolomade. 22.40 Friends. Ciel qui embrassait mal (v.o.). 23.05 Absolutely Fabulous. Joyeux anniversaire. 23.40 The New Statesman. L'indépendance d'Alan B. Stard. 0.05 Top Bab. Magazine.

### Festival

20.30 Puisseance IV. Contrat simple. Téléfilm de Paul Planchon, avec Martine Luyt. 1.05 min. 96434582  
22.05 Le Septième Juré Film de Georges Lautner (1982, N., 110 min). 12114501  
23.55 Sœurs froides. Donnant donnant (30 min).

### Téva

20.30 et 23.50 Téva interview. 20.55 Grace Kelly. Téléfilm d'Anthony Page, avec Cheryl Ladd (95 min). 50428747  
22.30 Murphy Brown. 23.00 Femmes dans le monde (30 min).

### Voyage

19.55 et 23.25 Derrière l'horizon. 20.00 Suivez le guide. 22.00 A l'horizon. Magazine. Le Sri Lanka et les Maldives. 22.30 L'Heure de partir

### Eurosport

14.00 Snowboard. En direct. Coupe du monde FIS. 19 manche, snowboardcross à Grächen (Suisse) (60 min). 774821  
18.30 Ski de fond. En direct. Coupes d'Europe. Quatre de finale de la Coupe de l'UEFA. matches aller.  
19.30 Football. Coupes d'Europe. Quatre de finale de la Coupe de l'UEFA. matches aller.  
20.30 Patinage artistique. Champions Series. à Hamilton (États-Unis). 22.00 Boxy. Poids légers-légers : Torsten May (A1) - Jason Nicholson (EU). 23.00 Snooker. Open européen de l'Ile de Man. 0.30 Tennis. ATP Tour magazine (30 min).

### Muzzik

20.30 Le Journal. 21.00 La Gloire du Bolchoï. Ballet du Bolchoï (95 min). 9247989  
22.35 La Nuit des musiciens : Carte blanche à Didier Lockwood. Enregistré au Tréport à Paris le 29 novembre 1996.  
0.10 Les Caprices de Paganini. (2). 0.55 Astorango. Récital. (1) Enregistré au théâtre de l'Opéra de Buenos Aires le 15 juin 96 (55 min).

### Signification des symboles :

► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

سكن من أجل



## Le libre-échange de Bruxelles à Tamanrasset

Selon la presse algérienne, l'ouverture de pourparlers avec l'Union européenne contribue à sortir le pays de son isolement mais elle s'intéresse davantage aux aspects politiques qu'économiques du futur accord

COMME s'il s'agissait d'ombler une actualité faite de sang et de larmes, la presse algérienne, unanime, consacre ses grands titres à l'ouverture, mardi 4 mars, des pourparlers avec Bruxelles pour intégrer l'Algérie à la zone de libre-échange qui englobera l'Union européenne (UE) et les pays du sud de la Méditerranée d'ici douze ans.

Les négociations « pour un mariage » commencent à peine que *El Watan*, le principal quotidien francophone, regrette que l'Algérie se soit laissée distancer par ses deux voisins, le Maroc et la Tunisie, qui ont déjà conclu des accords de partenariat. « L'Algérie aurait, selon certains observateurs, pu être la première à signer [...] avec l'UE », regrette le correspondant à Bruxelles du quotidien francophone *M'hamed Bouzina*.

A l'exception d'*El Watan*, les autres titres de la presse s'inté-



ressent peu aux aspects économiques et financiers du futur accord. Ils préfèrent privilégier une lecture politique de la reprise du dialogue entre Alger et Bruxelles et y voir une victoire sur l'« ennemi intérieur », autrement dit ceux qui, comme Hocine Ait Ahmed, ont des dirigeants du Front islamique du salut (FIS) en exil, militent en faveur d'une intervention de la communauté internationale pour ramener la paix. « Hier pestiférée, l'Algérie reprend difficilement, mais

avec conviction, la place qui lui revient », écrit *El Watan*. Les titres de la presse algérienne ont joué et perdu. Ils sont en résidence surveillée au regard de leur pouvoir de nuire ne porte pas », affirme l'éditorialiste de *Liberté*, le quotidien libéral qui soutient le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le parti kabyle concurrent du FFS. « L'isolement de l'Algérie sur la scène internationale a été largement étiré. [...] Les contacts sont approfondis et le sillon de la coopération s'est creusé un peu plus avec l'Union européenne », se félicite de son côté *La Tribune*, un quotidien proche de certains dans le pouvoir.

Pretextant du dialogue entre l'Algérie et l'Union européenne pour, lui aussi, régler ses comptes, *Le Matin* - fondé par d'anciens journalistes venus du quotidien communiste *Alger répu-*

blicain, aujourd'hui disparu - tout en admettant que « l'avenir de l'Algérie passe par Bruxelles », stigmatise l'hypocrisie des pays européens qui, dans le cadre du dialogue euro-méditerranéen, ne vont pas manquer d'exiger de l'Algérie qu'elle se conforme à ce qu'on attend d'elle en matière de respect des libertés et des droits de l'homme, alors que par ailleurs l'Europe ne donne pas l'exemple ». Et le journal d'ajouter : « L'Algérie est pratiquement devenue la Mecque du terrorisme intégriste et sa principale plaque financière. Bon, donne l'asile à ses chefs intégristes. Bruxelles fait de même... » Dans un article intitulé « Cartes sur tables », le quotidien *Liberté* exploite le même thème et met en garde « les négociateurs algériens » contre « les injonctions » de leurs interlocuteurs européens à propos de la situation des droits de l'homme en Algérie. « Après tout,

les commanditaires de la violence en Algérie ont encore pignon sur rue dans les capitales anglaise et allemande, d'importants réseaux d'armes et de munitions ont été enfin démantelés à Rome et à Berlin, et l'un des chefs du GIA en Europe, Ahmed Zaoui, n'a été condamné qu'à quelques mois de prison avec sursis à Bruxelles... » Paradoxalement, la France est montrée en exemple. « Seul Paris a mis le train de la lutte antiterroriste en marche en y investissant les grands moyens, quand la violence l'a frappé de plein fouet », se félicite *Liberté*. Pour ce dernier, si les Quinze pouvaient adopter une politique commune en matière de lutte anti-islamiste calquée sur celle de Paris, le dialogue entre Alger et l'Union européenne s'annoncerait sous les meilleurs auspices.

Jean-Pierre Tuquoi

### EN VUE

■ Le président de Mercedes-Benz Italie doit offrir au pape, avant l'audience générale du mercredi, une berline 5 500 cc. L'automobile, adaptée aux exigences de Jean-Paul II et transformée en voiture décapotable, est protégée par une carrosserie et des vitres pare-balles.

■ Dom Duarte, cinquante-deux ans, duc de Bragança et prétendant à la couronne du Portugal, vient d'avoir son deuxième enfant, deux ans après son mariage avec Isabel Ios de Castro de Heredia, de vingt-deux ans sa cadette. La duchesse de Bragança a accouché lundi à l'hôpital de la Croix-Rouge à Lisbonne d'une petite fille de 3,3 kg, qui s'appellera Maria Francisca Isabel Micaela Rafaela Gabriela Paula de Heredia de Bragança.

■ Le prince Philip, président d'honneur du World Wide Fund for Nature (WWF), vient d'effectuer en Hongrie la première étape d'une tournée qui le conduira en Turquie, aux Émirats arabes unis, en Mongolie, au Japon, aux États-Unis et au Canada. Au cours de sa visite en Hongrie, l'époux de la reine Elizabeth II a assisté à la remise en liberté de cinq castors dans leur milieu naturel à Gemenc, au sud du pays.

■ L'installation sur le château de Stockholm de capteurs solaires a été interdite par l'administration des antiquités royales, au motif que le dispositif jurerait avec le style classique du bâtiment, construit au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'an dernier, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du roi, le personnel du château, l'Office immobilier suédois et une association stockholmaise avaient eu l'idée d'offrir ces panneaux écologiques à Charles XVI Gustave « pour montrer l'exemple ».

### DANS LA PRESSE

**LIBÉRATION**  
Laurent Jaffrin  
■ Jacques Chirac a promis de « couper le cordon ombilical » entre justice et pouvoir politique. Fort bien. Mais avant qu'il ne soit coupé, ce cordon a été singulièrement renforcé. Ce n'est point la remarque de commentateur sourcilieux ou d'opposant vétilleux, mais bien le diagnostic très officiellement porté par la plus haute instance judiciaire du pays. Le Conseil supérieur de la magistrature n'est

pas composé de boute-foux ou de trotskistes. Il n'a point été nommé par la gauche mais en grande partie par l'actuelle majorité. Il faut donc que l'exaspération soit grande pour que ces sages au langage feutré condamnent aussi clairement les pratiques en vigueur depuis deux ans. C'est le drame de la chaire réformatrice, qui part apparemment des meilleures intentions du monde. Le président veut très certainement rester comme celui qui aura pour la première fois en France séparé clairement la justice des interférences

partisanes. Mais il doit aussi protéger ses barons que la montée des affaires de financement occulte menace de plus en plus.

**THE NEW YORK TIMES**  
■ Sept ans à peine après s'être débarrassés d'un régime communiste fanatique, l'Albanie oscille entre l'anarchie et une nouvelle dictature brutale. L'une ou l'autre serait désastreuse pour le pays le plus pauvre d'Europe et l'instable région balkanique qui l'entoure. Washington et les autres gouvernements occidentaux doivent s'efforcer de présenter un compromis politique comme la condition préalable à une aide financière d'urgence. Cela ne sera pas facile. La meilleure solution pour sortir de la crise albanaise qui va en s'aggravant serait pour le président Sali Berisha de former un gouvernement à large base qui inclurait des dirigeants d'opposition et préparât les nouvelles élections présidentielles qui doivent avoir lieu au début de l'année prochaine. Mais M. Berisha a ignoré lundi les avertissements des diplomates étrangers et a fait procéder à sa propre

réélection par un Parlement composé de ses alliés politiques. Cette action cynique n'est pas susceptible d'apaiser les milliers d'Albanais en colère qui manifestent dans les rues pour protester contre l'incapacité du gouvernement à sauver leurs économies prises dans la faille du système des pyramides. Au moment où l'Albanie s'approche de l'embrasement, l'aide américaine et occidentale devrait être suspendue jusqu'à ce que le gouvernement de M. Berisha commence à passer de la répression à la conciliation politique.

TF 1  
17.10 Mérose Place. Série.  
Doudou froids.  
18.00 Papa revient demain. Série.  
18.30 Jamais deux sans toi... Série. Les héros sont fatigués.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 et 20.40 Météo.  
20.00 Journal.  
L'image du jour, Tiercé.

### France 2

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.25 Le Prince de Bel Air. Série.  
17.50 Kirk. Série.  
18.30 Madison. Série.  
18.50 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 20.00 Studio Gabriel.  
Invité : Jean Roucas.  
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

### France 3

17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un jour, un jour.  
19.00 Conscience au féminin.  
19.10 et 19.20 de l'information.  
19.30 Journal régional.  
20.00 Météo.  
20.05 et 20.15 chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Regards de savane : les vautours. 18.30 Le Journal du temps.  
Arte  
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.  
19.30 1/2. Magazine (70 min).  
20.00 Fantômes : Jacques-Louis David (1748-1825). Les Sabines (1799). Une révolution à l'antique. Documentaire d'Alain.  
20.30 et 21.20 Journal.

### M 6

17.15 et 2.30 Faites comme chez vous. Magazine.  
18.10 Agence Acapulco. Série.  
18.30 L'été de la lune.  
19.00 Lois et Clark. Série.  
19.30 Le mur du son.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille. Série. Le test.  
20.35 Pussé simple.  
1900 le combat des femmes.

### Canal +

15.20 L'Hebdo de Michel Field.  
16.15 Surprises.  
16.35 Denise au téléphone. Film de Hal Salwen (1995, 75 min). 0674480  
17.50 Drôles de monstres.  
18.30 et 19.30 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Lieux de mémoire. Le chevalier Bayard.  
21.30 Fiction : Autobiographie d'un homme parfait. De Philippe Costa. 22.00 Nuits magnétiques. Passés immédiats.  
0.05 Du jour au lendemain. Alain Badier (Culture des idées). 0.08 Musique : Les Chœurs du monde-bail. Journée du vendredi 13 avril 1945, avec Eubie Blake et Earl Palmer's Roster Novelty Orchestra. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### France-Musique

20.00 Concert.  
Présence 97. Concert donné le 9 février salle Olivier-Messiaen à Radio-France. L'Ensemble Olivier-Messiaen, dir. Renato Rivolta. Œuvres de Castaldi, Soriano, etc.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Diogenes Rivas.  
23.07 Histoire de disques. Œuvres de Mendelssohn, Beethoven, Puccini, Holst, Bach, Schubert, Mozart, Gluck, etc.  
0.00 Tapis nocturne. Œuvres de Gluck, Marcellino, Luperon, Zanelli. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Schubert, Schumann, Brahms, Liszt, Beethoven.  
22.40 Les Soirées de Radio-Classique. (Suite). Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Tchaïkovski, Chostakovitch, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### France 2

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.25 Le Prince de Bel Air. Série.  
17.50 Kirk. Série.  
18.30 Madison. Série.  
18.50 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 20.00 Studio Gabriel.  
Invité : Jean Roucas.  
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

### France 3

17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un jour, un jour.  
19.00 Conscience au féminin.  
19.10 et 19.20 de l'information.  
19.30 Journal régional.  
20.00 Météo.  
20.05 et 20.15 chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Regards de savane : les vautours. 18.30 Le Journal du temps.  
Arte  
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.  
19.30 1/2. Magazine (70 min).  
20.00 Fantômes : Jacques-Louis David (1748-1825). Les Sabines (1799). Une révolution à l'antique. Documentaire d'Alain.  
20.30 et 21.20 Journal.

### M 6

17.15 et 2.30 Faites comme chez vous. Magazine.  
18.10 Agence Acapulco. Série.  
18.30 L'été de la lune.  
19.00 Lois et Clark. Série.  
19.30 Le mur du son.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille. Série. Le test.  
20.35 Pussé simple.  
1900 le combat des femmes.

### Canal +

15.20 L'Hebdo de Michel Field.  
16.15 Surprises.  
16.35 Denise au téléphone. Film de Hal Salwen (1995, 75 min). 0674480  
17.50 Drôles de monstres.  
18.30 et 19.30 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Lieux de mémoire. Le chevalier Bayard.  
21.30 Fiction : Autobiographie d'un homme parfait. De Philippe Costa. 22.00 Nuits magnétiques. Passés immédiats.  
0.05 Du jour au lendemain. Alain Badier (Culture des idées). 0.08 Musique : Les Chœurs du monde-bail. Journée du vendredi 13 avril 1945, avec Eubie Blake et Earl Palmer's Roster Novelty Orchestra. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### France-Musique

20.00 Concert.  
Présence 97. Concert donné le 9 février salle Olivier-Messiaen à Radio-France. L'Ensemble Olivier-Messiaen, dir. Renato Rivolta. Œuvres de Castaldi, Soriano, etc.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Diogenes Rivas.  
23.07 Histoire de disques. Œuvres de Mendelssohn, Beethoven, Puccini, Holst, Bach, Schubert, Mozart, Gluck, etc.  
0.00 Tapis nocturne. Œuvres de Gluck, Marcellino, Luperon, Zanelli. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Schubert, Schumann, Brahms, Liszt, Beethoven.  
22.40 Les Soirées de Radio-Classique. (Suite). Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Tchaïkovski, Chostakovitch, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### France 2

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.25 Le Prince de Bel Air. Série.  
17.50 Kirk. Série.  
18.30 Madison. Série.  
18.50 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 20.00 Studio Gabriel.  
Invité : Jean Roucas.  
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

### France 3

17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un jour, un jour.  
19.00 Conscience au féminin.  
19.10 et 19.20 de l'information.  
19.30 Journal régional.  
20.00 Météo.  
20.05 et 20.15 chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Regards de savane : les vautours. 18.30 Le Journal du temps.  
Arte  
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.  
19.30 1/2. Magazine (70 min).  
20.00 Fantômes : Jacques-Louis David (1748-1825). Les Sabines (1799). Une révolution à l'antique. Documentaire d'Alain.  
20.30 et 21.20 Journal.

### M 6

17.15 et 2.30 Faites comme chez vous. Magazine.  
18.10 Agence Acapulco. Série.  
18.30 L'été de la lune.  
19.00 Lois et Clark. Série.  
19.30 Le mur du son.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille. Série. Le test.  
20.35 Pussé simple.  
1900 le combat des femmes.

### Canal +

15.20 L'Hebdo de Michel Field.  
16.15 Surprises.  
16.35 Denise au téléphone. Film de Hal Salwen (1995, 75 min). 0674480  
17.50 Drôles de monstres.  
18.30 et 19.30 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Lieux de mémoire. Le chevalier Bayard.  
21.30 Fiction : Autobiographie d'un homme parfait. De Philippe Costa. 22.00 Nuits magnétiques. Passés immédiats.  
0.05 Du jour au lendemain. Alain Badier (Culture des idées). 0.08 Musique : Les Chœurs du monde-bail. Journée du vendredi 13 avril 1945, avec Eubie Blake et Earl Palmer's Roster Novelty Orchestra. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### France-Musique

20.00 Concert.  
Présence 97. Concert donné le 9 février salle Olivier-Messiaen à Radio-France. L'Ensemble Olivier-Messiaen, dir. Renato Rivolta. Œuvres de Castaldi, Soriano, etc.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Diogenes Rivas.  
23.07 Histoire de disques. Œuvres de Mendelssohn, Beethoven, Puccini, Holst, Bach, Schubert, Mozart, Gluck, etc.  
0.00 Tapis nocturne. Œuvres de Gluck, Marcellino, Luperon, Zanelli. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Schubert, Schumann, Brahms, Liszt, Beethoven.  
22.40 Les Soirées de Radio-Classique. (Suite). Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Tchaïkovski, Chostakovitch, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### France 2

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.25 Le Prince de Bel Air. Série.  
17.50 Kirk. Série.  
18.30 Madison. Série.  
18.50 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 20.00 Studio Gabriel.  
Invité : Jean Roucas.  
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

### France 3

17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un jour, un jour.  
19.00 Conscience au féminin.  
19.10 et 19.20 de l'information.  
19.30 Journal régional.  
20.00 Météo.  
20.05 et 20.15 chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Regards de savane : les vautours. 18.30 Le Journal du temps.  
Arte  
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.  
19.30 1/2. Magazine (70 min).  
20.00 Fantômes : Jacques-Louis David (1748-1825). Les Sabines (1799). Une révolution à l'antique. Documentaire d'Alain.  
20.30 et 21.20 Journal.

### M 6

17.15 et 2.30 Faites comme chez vous. Magazine.  
18.10 Agence Acapulco. Série.  
18.30 L'été de la lune.  
19.00 Lois et Clark. Série.  
19.30 Le mur du son.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille. Série. Le test.  
20.35 Pussé simple.  
1900 le combat des femmes.

### Canal +

15.20 L'Hebdo de Michel Field.  
16.15 Surprises.  
16.35 Denise au téléphone. Film de Hal Salwen (1995, 75 min). 0674480  
17.50 Drôles de monstres.  
18.30 et 19.30 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Lieux de mémoire. Le chevalier Bayard.  
21.30 Fiction : Autobiographie d'un homme parfait. De Philippe Costa. 22.00 Nuits magnétiques. Passés immédiats.  
0.05 Du jour au lendemain. Alain Badier (Culture des idées). 0.08 Musique : Les Chœurs du monde-bail. Journée du vendredi 13 avril 1945, avec Eubie Blake et Earl Palmer's Roster Novelty Orchestra. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### France-Musique

20.00 Concert.  
Présence 97. Concert donné le 9 février salle Olivier-Messiaen à Radio-France. L'Ensemble Olivier-Messiaen, dir. Renato Rivolta. Œuvres de Castaldi, Soriano, etc.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Diogenes Rivas.  
23.07 Histoire de disques. Œuvres de Mendelssohn, Beethoven, Puccini, Holst, Bach, Schubert, Mozart, Gluck, etc.  
0.00 Tapis nocturne. Œuvres de Gluck, Marcellino, Luperon, Zanelli. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Schubert, Schumann, Brahms, Liszt, Beethoven.  
22.40 Les Soirées de Radio-Classique. (Suite). Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Tchaïkovski, Chostakovitch, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### France 2

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.25 Le Prince de Bel Air. Série.  
17.50 Kirk. Série.  
18.30 Madison. Série.  
18.50 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 20.00 Studio Gabriel.  
Invité : Jean Roucas.  
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

### France 3

17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un jour, un jour.  
19.00 Conscience au féminin.  
19.10 et 19.20 de l'information.  
19.30 Journal régional.  
20.00 Météo.  
20.05 et 20.15 chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Regards de savane : les vautours. 18.30 Le Journal du temps.  
Arte  
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.  
19.30 1/2. Magazine (70 min).  
20.00 Fantômes : Jacques-Louis David (1748-1825). Les Sabines (1799). Une révolution à l'antique. Documentaire d'Alain.  
20.30 et 21.20 Journal.

### M 6

17.15 et 2.30 Faites comme chez vous. Magazine.  
18.10 Agence Acapulco. Série.  
18.30 L'été de la lune.  
19.00 Lois et Clark. Série.  
19.30 Le mur du son.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille. Série. Le test.  
20.35 Pussé simple.  
1900 le combat des femmes.

### Canal +

15.20 L'Hebdo de Michel Field.  
16.15 Surprises.  
16.35 Denise au téléphone. Film de Hal Salwen (1995, 75 min). 0674480  
17.50 Drôles de monstres.  
18.30 et 19.30 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Lieux de mémoire. Le chevalier Bayard.  
21.30 Fiction : Autobiographie d'un homme parfait. De Philippe Costa. 22.00 Nuits magnétiques. Passés immédiats.  
0.05 Du jour au lendemain. Alain Badier (Culture des idées). 0.08 Musique : Les Chœurs du monde-bail. Journée du vendredi 13 avril 1945, avec Eubie Blake et Earl Palmer's Roster Novelty Orchestra. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

### France-Musique

20.00 Concert.  
Présence 97. Concert donné le 9 février salle Olivier-Messiaen à Radio-France. L'Ensemble Olivier-Messiaen, dir. Renato Rivolta. Œuvres de Castaldi, Soriano, etc.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Diogenes Rivas.  
23.07 Histoire de disques. Œuvres de Mendelssohn, Beethoven, Puccini, Holst, Bach, Schubert, Mozart, Gluck, etc.  
0.00 Tapis nocturne. Œuvres de Gluck, Marcellino, Luperon, Zanelli. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Schubert, Schumann, Brahms, Liszt, Beethoven.  
22.40 Les Soirées de Radio-Classique. (Suite). Le chef d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Tchaïkovski, Chostakovitch, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### France 2

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.25 Le Prince de Bel Air. Série.  
17.50 Kirk. Série.  
18.30 Madison. Série.  
18.50 Qui est qui ? Jeu.  
19.25 et 20.00 Studio Gabriel.  
Invité : Jean Roucas.  
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

### France 3

17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un jour, un jour.  
19.00 Conscience au féminin.  
19.10 et 19.20 de l'information.  
19.30 Journal régional.  
20.00 Météo.  
20.05 et 20.15 chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Regards de savane : les vautours. 18.30 Le Journal du temps.  
Arte  
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.  
19.30 1/2. Magazine (70 min).  
20.00 Fantômes : Jacques-Louis David (1748-1825). Les Sabines (1799). Une révolution à l'antique. Documentaire d'Alain.  
20.30 et 21.20 Journal.

### M 6

17.15 et 2.30 Faites comme chez vous. Magazine.  
18.10 Agence Acapulco. Série.  
18.30 L'été de la lune.  
19.00 Lois et Clark. Série.  
19.30 Le mur du son.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille. Série. Le test.  
20.35 Pussé simple.  
1900 le combat des femmes.

### Canal +

15.20 L'Hebdo de Michel Field.  
16.15 Surprises.  
16.35 Denise au téléphone. Film de Hal Salwen (1995, 75 min). 0674480  
17.50 Drôles de monstres.  
18.30 et 19.30 Les Nuits de France-Culture (rediff.).



## Un fameux nez

par Pierre Georges

L'AFFAIRE est entendue : Louis Schweitzer, petit-neveu du célèbre docteur, est un lépreux désormais. Et Renault a troqué son klaxon contre une crocette. Les fautes sont manifestes. L'indécence absolue. Et le trouble à l'ordre social constitué. Ce n'est pas ainsi qu'on traite les hommes, au sécrétaire ou à la machine, ayant d'un coup de gomme ou d'un paraphe, des villes et des vies entières.

La cause est entendue. Et les condamnations deviennent unanimes. Même les tenants du marché, ce fameux Marché qui gouverne tout et tous, trouvent la méthode inadmissible, l'affaire mal annoncée, le dégraisage sanglant. Ils sont comme ténaillés de voir leurs théories et leurs théorèmes, illustrés dans la plus brutale, la plus cynique, la plus effrayante des applications.

Le bourreau est nu. Exécutions le bourreau, membre éminent de cette caste consanguine et formée aux meilleures de nos grandes écoles à l'exercice de la responsabilité ou de l'irresponsabilité. Tant il est vrai que, manifestement, on y apprend tout pour ne répondre de rien, surtout quand la catastrophe s'annonce. Et que trop souvent - les multiples naufrages économiques, bancaires, immobiliers de ces dernières années le prouvent -, les salariés payent pour les erreurs de gestion de leurs dirigeants. Comme si à l'incapacité, parfois, de gérer les comptes s'ajoutait le tranquille cynisme de n'avoir pas à en rendre. Celui-ci nourrissant celle-là, la mécanique fonctionne à plein régime. Je coupe, je taille, je tranche, donc je gère !

Dans son malheur, surtout celui des autres, Louis Schweitzer aura vite fait le compte de ses aliés. De sa dernière aliée en fait !

La Bourse, qui ne perd jamais une occasion de monter et qui prend tout plan social pour bénéfice comptant, a salué, à la hausse, la chirurgie Schweitzer. Enfin ! Couper, tailler, trancher, de la bonne et trébuchante gestion. A se demander parfois, en parfait ignare, si le marché ne s'entre-dévore pas lui-même à encourager ainsi l'art de fabriquer, avec le moins de monde possible, des biens de consommation que de moins en moins de salariés pourront s'offrir.

Pour le reste, panique à bord et morale désapprobation. Les plus libéraux des libéraux, chez nos politiques, mettant drapau en poche, ont tancé vivement leur docteur Schweitzer. Moins d'ailleurs pour lui dire « pas cela » que pour lui reprocher le « comme cela ». Réduire les effectifs, la fameuse voiture en peau d'homme, soit ! Mais à condition d'y mettre les formes. Il y aurait en somme façon et façon de pratiquer la chirurgie industrielle. Avec ou sans chloroforme.

On peut l'admettre effectivement. Mais alors, que l'Etat, toujours actionnaire principal de Renault, ou ses représentants ne l'ont-ils signifié au patron de la firme quand celui-ci est venu leur présenter son plan ? Car ce dernier l'a fait.

Le ministre de l'Industrie, Franck Boroira, l'a admis mercredi. « Il est venu me dire : voici mon plan de restructuration pour 1997. [...] Je lui ai dit : vous assumez votre responsabilité et moi, comme actionnaire, je jugerai sur les résultats de la politique que vous avez menée. » Les résultats ne se sont pas fait attendre. Crise sociale. Crise politique. Crise franco-belge. Voilà bien un actionnaire principal qui a un fameux nez !

## Les fonctionnaires sont appelés à faire grève contre l'absence de négociations salariales

Le mouvement de jeudi ne touchera pas les transports mais devrait perturber l'enseignement

LES CINQ MILLIONS de fonctionnaires de l'Etat, des hôpitaux et des collectivités locales sont appelés à faire grève, jeudi 6 mars. Cette journée d'action « pour l'emploi, les salaires et les services publics » a été lancée, le 4 février, par leurs sept fédérations représentatives, après que le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, eut annoncé qu'il n'y aurait pas de négociations salariales, et que le gouvernement déciderait seul des augmentations en 1997.

Les syndicats contestent cette politique autoritaire, déjà affirmée par une décision de « gel » en 1996, et revendiquent le droit de négocier les salaires de leurs mandants. Ils rappellent que les agents ont subi une perte de pouvoir d'achat depuis deux ans. En 1996, ils n'ont pas eu d'augmentation générale, alors que les prix augmentaient de 1,5 %. En 1997, ils bénéficieront d'une hausse de 1 %, pour 1,4 % d'inflation prévue.

C'est surtout dans les écoles, les collèges et les lycées que la grève sera visible. Les enseignants, majoritairement affiliés à la FSU, syndicat contestataire, ont en effet fait la preuve de leur capacité à se mobiliser, depuis le mouvement social de novembre-décembre 1995. La grève devrait affecter aussi le secteur des finances, traditionnellement en pointe dans les conflits sociaux. Les contribuables qui ont besoin d'aide pour remplir leur déclaration de revenus pourraient trouver porte close dans les centres des impôts.

La grève ne touchera pas le sec-

teur des transports, qui devraient fonctionner normalement. La réforme de la SNCF, votée par le Parlement le 7 février, étant à peu près acceptée, les syndicats de cet établissement n'ont pas déposé de préavis. Il en va de même à la RATP. Des manifestations régionales sont prévues un peu partout. A Paris, une manifestation partira de Denfert-Rochereau à midi, pour se diriger vers la Bastille.

Mobilisation difficile. Jusqu'au dernier moment, les syndicats se sont demandés s'ils parviendraient à mobiliser le personnel. L'étalement sur trois semaines des congés d'hiver, qui ont suivi l'appel à la grève, a empêché la tenue de réunions syndicales. Faute de tracts, certains agents ne savent toujours pas qu'il y a grève le 6 mars. Ceux qui sont au courant hésitent à perdre une journée de salaire pour revendiquer une augmentation. Traditionnellement, la question des salaires n'est guère mobilisatrice. La grève du 15 octobre 1995, suivie par 57 % du personnel, a fait

exception à la règle, parce qu'elle portait aussi sur des valeurs : les fonctionnaires refusaient d'être traités de nantis par le nouveau pouvoir. La grève du 17 octobre 1996 a été beaucoup moins suivie, le gouvernement s'étant gardé de toute provocation. Cette fois encore, il a évité tout propos malheureux et insiste sur l'augmentation de 0,5 % intervenue le 1<sup>er</sup> mars.

Dans un entretien publié par Le Parisien du mercredi 5 mars, Dominique Perben, rappelle que « la masse salariale de la fonction publique va augmenter de 15 milliards de francs en 1997 » et souligne que, grâce aux mesures catégorielles, la « progression moyenne par tête » sera de « 2,6 % ». Lundi sur France-Culture, le ministre avait déjà noté que les enseignants, dont il constate qu'ils sont les plus combattifs, « ont vu leur salaire évoluer de manière plus positive qu'un certain nombre d'autres catégories », en raison de la revalorisation de leurs professions.

Rafaële Rivalet

## Le Front national permet l'adoption du budget de Haute-Normandie

ROUEN

de notre correspondant

Le conseil régional de Haute-Normandie, présidé par Antoine Rufenacht (RPR), a adopté, mercredi matin 5 mars à Rouen, son budget primitif 1997 par 39 voix pour, 22 contre et 4 abstentions. Après deux échecs en 1995 et 1996, contre toute attente et au terme de deux jours de débats, la majorité relative RPR-UDF, forte de dix-neuf membres, a obtenu le renfort des huit élus du Front national, conduits par Dominique Chaboche, vice-président de la formation d'extrême droite. La gauche socialiste (quatorze élus) et communiste (cinq élus) et les Verts (trois élus) avaient clairement déclaré tout au long de la discussion leur opposition au projet de budget. Les trois élus de Normandie-Ecologie (ex-GE) se sont abstenus.

### AUCUNE TRACTATION

Après deux budgets primitifs repoussés par une majorité de circonstance, composée de la gauche, du FN et des Verts, M. Rufenacht n'aura pas besoin cette année de confier au préfet de la région de Haute-Normandie le soin de régler l'exercice 1997. Fustigeant les années précédentes le « bloc des niet », Antoine Rufenacht avait, cette fois, invité « chaque élu à réfléchir et à se résoudre. Si le budget est repoussé pour la troisième fois, les effets seront considérables », a-t-il insisté, évo-

quant le retard pris par la collectivité pour lancer les ordres de travaux.

Dans le public, une forte délégation d'entrepreneurs du bâtiment, emmenés par leur président régional, Jean-Pierre Vandeville, a suivi jusqu'au petit matin les travaux. Cette présence a sans doute influé sur le déroulement du vote, chaque formation politique s'attachant à expliquer sa position face à des chefs d'entreprise en proie à de graves difficultés.

Pour le Front national, Dominique Chaboche a fini par écartier une attitude d'« opposition systématique ». Et, citant le malade des taux d'imposition à niveau constant depuis deux ans, il s'est félicité d'avoir « rendu plus performant » M. Rufenacht. « Je soutiens que ce regard moins défavorable de notre part vous rend encore plus performant », a-t-il conclu.

« Il n'y a eu aucune tractation avec le Front national », assurait-on dans l'entourage de M. Rufenacht. En fait, le groupe RPR-UDF espérait jusqu'au bout qu'une abstention du FN lui permettrait d'obtenir un budget par la voix prépondérante du président.

D'un montant de 2,8 milliards de francs, le budget de la région Haute-Normandie progresse de 3,8 % en 1997 : 612 millions de francs sont consacrés à l'exécution du contrat de plan.

Etienne Barzot

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 5 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 18564,80 +0,74 - 0,51

Hong Kong Index 13450,10 - 0,42 - 0,01

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

2000,00 18500,00 17000,00 15500,00 14000,00 12500,00 11000,00 9500,00 8000,00 6500,00 5000,00 3500,00 2000,00 500,00

## ORLÉANS A FAIT LE CHOIX DE LA CULTURE

TROIS SALLES DE THÉÂTRE • Deux grands créateurs : JOSEPH NADJ, directeur du Centre Chorégraphique National et STÉPHANE BRAUNSCHWEIG, directeur du Centre Dramatique National • Une Scène Nationale qui marie théâtre, lyrique et danse • La saison théâtrale du CADO • Celle de l'ATAO • ORLÉANS vit au rythme de la création théâtrale et chorégraphique.

LE ZENITH D'ORLÉANS, ouvert en septembre 1996, est le premier Zénith modulable de France • Il accueille de 6000 à 600 spectateurs.

LA MÉDIATHÈQUE, œuvre d'art contemporain connaît, depuis son ouverture, en juin 1994, un extraordinaire succès • Elle compte 18000 abonnés.

LE MUSÉE DES BEAUX-ARTS multiplie les expositions d'envergure : MAX JACOBS et les peintres de son temps, JEAN ZAY et l'art sous le Front Populaire, Mémoire du Nord • Il compte beaucoup d'œuvres majeures et un exceptionnel cabinet de pastels • Récemment rénové, LE MUSÉE DES SCIENCES NATURELLES est l'un des plus modernes de France.

LA MUSIQUE A ORLÉANS, c'est le Conservatoire National de Musique, sa saison de concerts, l'Orchestre d'Orléans, le festival Orléans Jazz (au Campo Santo), le concours international de piano xx<sup>e</sup> siècle, les Semaines Musicales Internationales, le Festival de musique ancienne, les JMF.

## Orléans l'autre regard

L'Institut d'Art Visuel s'est spécialisé dans les domaines du design et de la communication • La Biennale du cinéma d'animation d'Orléans avec les Journées cinématographiques • Orléans, c'est encore...

Le Musée historique, le Centre Jeanne d'Arc, la Saison de Jeanne d'Arc, le Centre Charles Peguy, le Centre archéologique de la Tour Blanche.

Avec le concours de l'Etat, de la Région, Centre et du Département du Loiret, LA CULTURE VIT A ORLÉANS.

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

ORLÉANS

مكتبة الشامل